DIMANCHE 5 - LUNDI 6 JANVIER 1992

Dissuasion au Tchad

M. See House

夏海 Oheon い。

Militar 1887

केरकेक्ट्रेस स्थान । १८० केरकेट क्ट्रेस्ट्रिस स्थान

Person on

PARTIES OF THE SAME OF THE SAM

the State of

Marie Marie Asse. F. Marie M.

數學 潜水电流流

-

新年 第14 年年

Table Veletie 15 755

Bellens (1975)

fin Bireit e

De former and the person

Compared Com

the same of the sa Transport of the second of the Salle The Control of the Control of

Let the second of the second

THE BOARD THE STREET

farte alle gelen eine Bar-

N. COLE PAR

Billion March

The state of the s

THE DISSE

e de la _{Pie}

QUATRE cent cinquente hommes en renfort à N'Djamena, quatre Jaguar apré-positionnés à à Dakar, une demidouzaine d'appareils en état d'alerte dans l'Hexagone... La réaction de la France à l'attaque surprise des fidèles d'Hissène Habré dans l'Ouest tchadien a été

aussi prompte qu'imposante. L'objectif de Paris ast double. L'ampieur des moyens témoigne d'abord de la volonté de jouer de l'« effet dissuasif» sur les ass lants. Ceux-ci savent à quoi s'en tanir, pour avoir reçu l'aide de la France par le biais de l'opération où, au pouvoir, ils devalent fa

Mais Paris entend surtout dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas su asseoir son autorité, et à un homme, le coloen décembre 1990 à la tête d'une cosition dont il est aujour-

OFFICIELLEMENT, le France apporte son soutien au processus démocratique « amorcé » effet se bonne volonté en la militaires français, sauf à se renier, ne peuvent qu'en rajouter dans le soutien à celui qu'ils ont

Il n'existe guère de solution alternative. Le colonel Déby est considéré comme le demise rampert face à deux menaces. Paris ne prenaît en compte jusqu'à pré-sent que l'une d'entre elles : l'éventuelle prise du pouvoir par l'ethnie des Zagawas, qui a contribué à la clute d'Hissène Habré et qui a tout à perdre en cas de réelle démocratisation. son chef, M. Abbas Koti, jouerait actuellement un rôle déterminant dans la contre-offensive, bien qu'il ait perdu le portefeuille de la défense il y a trois semaines. Le risque d'un « coup dans le coup» est donc réal.

La menace d'une arrivée à N'Djamena des partisans d'His-sène Habré est pour l'instant plus immédiate. Les assaillants sont bien armés. En décambre 1990, ils avaient quitté la capitale tchadenne avec un butin de plusieurs dizalnes de millions de francs qui leur a permis de s'équiper. L'ar-mée nationale, désorganisée et peu motivée, saura-t-elle faire face? La situation demeure incer-taine : les informations en provenance des deux parties au conflit sont contredictoires, et les vents de sable qui belaient la région du lac Tched, réduisant la visibilité, contribuent à entretenir la confu-

A France interviendralt-elle gouvernement refuse pour l'ins-tant de se prononcer, tout en sachant qu'il faudrait protéger une communauté française, forte de trois mille personnes. Il le ferait alors en s'efforcant de ne pas porter atteinte à ce principe de non-ingérence qu'il se fait un devoir d'appliquer.

Ces demiers temps, dans des cas similaires, la France s'est bornée à jouer le jeu de la dissua-sion. L'a effet d'annonce » serait il le nouvel instrument de sa politique sfricaine? Fin novem-bre, elle avait espéré faire avorter le putsch au Togo en envoyant trois cents hommes au Bénin voisin... qui n'ont pas franchi la frontière. Même chose à Djihouti, où le principe d'une intervention avait été évoqué fin novembre. sans suite. A Lomé comme à Djibouti, ces demi-gentes n'ont en rien résolu les crises...

Lire nos informations page 4



Des installations transférées des Philippines à Singapour

M. Bush veut maintenir en Asie une présence militaire « crédible »

Le président Bush a annoncé, samedi 4 janvier, à Singapour, qu'un accord de principe evait été conclu avec le gouvernement local pour le transfert dans l'île d'une partie de la base américaine de Subic-Bay, aux Philippines, ajoutant que les Etats-Unis maintiendraient en Asie une présence militaire « visible, crédible ». Il a d'autre part confirmé la levée de l'embargo imposé au Cambodge depuis 1975. M. Bush devait se rendre ensuite en Corée du Sud et au Japon.



Pour dénouer la crise que traverse le parti

M. Pierre Mauroy serait prêt à quitter le secrétariat du PS

M. Pierre Mauroy pourrait annoncer, lors d'une rencontre avec la presse, mardi 7 janviar, son intention de quitter la poste de premier secrétaire du PS. L'ancien pramier ministre s'en est entretenu, vendredi 3 janvier, avec MM. Lionel Jospin et Louis Mermaz, cosignataires avec lui de la motion 1 présentée au congrès de Rennes en mars 1990. Il souhaiterait prendre une initiative pour trouver une issue à la crise que traverse son parti.

Lors du congrès extraordinaire du PS, du 13 au 15 décembre dernier, l'hypothèse du remplacement de M. Mauroy à la tête du Parti avait été évoquée dans les trois principaux courants. M. Laurent Fabius avait rappelé, implicitement, sa candidature à cette fonction, et indiquait en privé qu'il souhaitait qu'une décision soit prise lors d'une réunion du comité directeur, à la fin du mois de janvier. M. Michel Rocard avait avancé officieusement sa propre candidature à la direction du parti. M. Jospin s'était déclaré, pour sa part, hostile, à tout « arrangement de personnes», conclu hors des instances officielles. Après le congrès, et malgré les réticences des amis de M. Mauroy, une réunion du comité directeur avait été déci-

dée pour les i= et 2 février. A la fin de cette semaine, les discussions engagées par M. Mauroy ont visé à préparer cette réunion, au cours de laquelle le premier secrétaire suit bien que la question de son maintien à son poste sera soulevée. Le maire de Lille, qui a souvent laissé entendre qu'il considère M. Michel Delebarre comme son meilleur successeur possible, a eu l'occasion de s'en entretenir avec lui au cours des derniers jours.

Cependant, le maire de Dunkerque, ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, est actuelledence de la région Nord-Pas-de-Calais.

Lire la suite page 6

Algérie : la chimère d'un «troisième tour»

Après le premier tour des élections législatives, plus de 340 recours en annulation ont été déposés : les adversaires du FIS sont tentés de remettre en cause son succès

ALGER

de notre envoyé spécial

Chacun son tour: la veille, la rue était aux démocrates; vendredi 3 janvier, aux islamistes. A l'heure de la grande prière hebdomadaire, tout autour de la mosquée Es Sunna à Bab-el-Oued, les «frérots» avaient déroulé nattes ou tapis, voire de simples bouts de carton, pour écouter, assis sur le macadam, les prêches d'un « duo d'enfer » - l'enfer justement, qu'ils promettent aux «mécréants», - MM. Abdelkader Hachani, président du bureau exécutif du Front islamique du salut (FIS), et Abdelkader Moghni, imam du lieu et heureux élu du premier tour. Avant que les haut-

HEURES LOCALES

Un tour de France

des régions

Midi-Pyrénées

Toulouse n'est plus dans Toulouse. La capitale de la région Midi-Pyrénées connaît

depuis trente ans un essor

sans précédent qui menace

d'aggraver les disparités dans

ces anciennes provinces

d'Occitanie, imprégnées de

sociales et économiques qui en résultent tuent les mythes

politiques sur lesquels s'était

fondé l'empire des radicaux de gauche représenté par la toute-puissante Dépêche du

l'enquête d'ALAIN ROLLAT

CHRONOLOGIE

Quatre pages spéciales

pages 11 à 14

consacrées aux principaux

événements de 1991.

Lire page 16 at 17

ablutions rituelles, tandis que des a frères quêteurs » recueillent, la «guerre sainte». M. Hachani monte le premier en chaire, avant de ceder le micro à M. Moghni. Les deux orateurs tiendront les milliers de fidèles en haleine pendant une heure et demie, avant les prosteruations traditionnelles.

A leur auditoire, ces deux bateleurs intégristes promettent l'avènement d'un califat islamique, sur le modèle de celui qui avait été instauré par les successeurs du Prophète. Egal à lui-même, M. Moghni vilipende la démocra-

Le Monde

vite leurs n'est nos un n Lumière » Au chapitre des droits de la personne, il s'emploie à disdans des épuisettes, les dinars de tinguer liberté et permissivité, comme on sait si bien le faire du côté du Vatican. Au-dessus de Bab-el-Oued brille le dôme nel s'appliquent plus prosaïqueargenté de Notre-Dame d'Afri- ment à comptabiliser les recours

> contenu des homélies ? « Le mier tour des élections législa-Coran, encore le Coran, toutours le Coran!», tranche un fidèle, qui se méfie de cette curiosité malsaine. Dans la mosquée voisine An Nasr (la Victoire), qui ne passe pourtant pas pour intégriste, les paroles de l'imam - effet de

> > Janvier 1992

parleurs, disposés sur les terrasses tie. Il tente de répliquer à la cam- contagion? - ne sont guère plus des immembles aleutour, ne diffu- pagne de dénigrement dont le FIS apaisantes que celles de sent la bonne parole, certains est la cible : «L'Etat Islamique, ce M. Moghni : «S'il y a des Algélance-t-il, qu'ils quittent le pays !»

> Pendant ce temps-là, dans le quartier d'Hydra, les sept « sages » du Conseil constitutionen annulation, que candidats et Cherche-t-on à s'enquérir du partis ont introduits après le pretives. A l'heure limite de dépôt vendredi, à 0 heure - on en comptait 341, dont 174 signés par le seul FLN.

> > JACQUES DE BARRIN

Washington «condamne fermement» israël

L'Etat hébreu est invité à reconsidérar la mesure d'expuision de douze Palastiniens des territoires occupés

Le capharnaûm retrouvé de Gustave Moreau Avec ses nombreux trésors,

l'appartement parisien du peintre est ouvert au public

«Grand Jury RTL-le Monde»

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, président du conseil général des Hauts-de-Seine, est l'invité de l'émission dimanche 5 janvier à 18 h 30. Il répond aux questions d'André Pas-seron et d'Olivier Biffaud, du Monde, et de Dominique Pennequin et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marque.

Le sommaire complet se trouve page 22

Un point de vue du PDG de La Cinq

Non-assistance à télévision en danger

par Yves Sabouret

L'expérience de la nouvelle Cinq se conclut par une défaite. Je souhaite de toutes mes forces que cette chaîne trouve une solution pour survivre, ou revivre. Mais, pour préserver les quelques chances qui restent, il fant garder de cette triste aventure quelques souvenirs et accepter d'en tirer les

A l'automne 1990, La Cinq était

déjà en proie aux pires difficultés. Après cinq années d'interférences politiques, de lourds déficits et de conflits entre actionnaires, son audience s'érodait faute de programmes nouveaux. Son déficit cumulé atteignait près de 3 milliards de francs, ses dix premiers mois d'exploitation en 1987 s'étaient soldés par 850 millions

lions, les amendes infligées pour non-respect du cahier des charges s'élevaient à plus de 70 millions (nous les payions encore en 1991). La fin paraissait proche faute de repreneur. C'est dans ce contexte que le groupe Hachette, et lui seul, se porta candidat au rôle d'opérateur de la chaîne. Lors de la procédure d'examen menée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le ministre de la culture, le ministre de la communication, le président de TF1 et celui de M6 firent connaître leur hostilité à l'attribution de La Cinq au groupe

▶ PDG de La Cinq, Yves Sabouret est maire de Saint-Cast-Le-Guildo, conseiller général des Côtes-d'Armor et conseiller régional de Bretagne (div.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX | de francs de perte, son dernier droite).

Premier dossier

Les Jeux olympiques d'hiver

Formidable enjeu pour la Savoie, les Jeux olympiques

d'hiver ont été l'occasion d'un épique marathon finan-

cier, et on n'est pas encore... au bout des comptes. Les

difficultés ne doivent cependant pas faire oublier l'idéal

Second dossier

Les PME-PMI

Les PME-PMI occupent une place prépondérante dans le tissu industriel français. Souvent dynamiques et

créatrices d'emplois, elles rencontrent de nombreux

problèmes que le plan lancé à la rentrée par le premier

olympique et la beauté du spectacle.

ministre devrait aider à résoudre.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 16 Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-26
Télécopleur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261,311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944,

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourue, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colomet-Pierro-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Tétén: 46-62-97-73 - Société Biale
de la SARI. le Mendre de Médica et Réjon Empre SA

Commission paritaire des journau et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements sur les microffins et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

TELEMATIQUE

ABONNEMENTS

1. place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

T&L: (1) 49-60-32-90

TARIF

FEANCE

49 F

298 F

1 629 F

BELGIQUE LUXEMB.

1 123 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne

tarif sur demande: pour vous abonnes

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

on par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

6 mais

Le Monde

Edité par la SARL, Le Monde

Comité de direction : poques Lesourne : gérant frecteur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédection

Jacquee Gulu ecteur de la gestion Manuel Luchert secrétaire général

Rédacteurs en chef

lubert Beuve-Méry (1944-1969 Jecques Feuvet (1969-1982) André Laurena (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

Prénom

Adresse

Code postal:

Localité :

Pays:

P. Paris RP

201MON01

Œ

1 560 F

raposez 36-15 - Tapaz LEMONDE ou 36-15 - Tapaz LM

Sun Yat-sen fonde la République chinoise

N ce le janvier 1912, quand Sun Yat-sen proclame à Nan-kin – la capitale du Sud – la République, le vieux révolutionnaire qui combat la dynastie des Qing (Tsing) depuis deux décennies semble proche de réaliser son rêve de créer une Chine nouvelle sur les décombres d'un empire pourrissant. Les hommes qui s'étaient soulevés le 10 octobre contre la «tyrannie usurpatrice» des Mandchous viennent de le porter à la présidence du nouvel Etat. En cette période d'euphorie et d'espoir, ce patriote longtemps contraint à l'exil, où il a personnifié la lutte du peuple chinois pour le progrès et la démocratie, peut revêtir les uni-formes galonnés et emplumés qu'il affectionne tout comme le strict costume noir et le chapeau melon.

Tout n'est cependant pas facile pour les révolutionnaires. Sun n'est en effet que le chef d'un gouvernement provisoire qui contrôle seule-ment quelques provinces de la Chine centrale. Le Fils du Ciel n'a pas encore abdiqué: Pu Yi, «le dernier empereur», continue offi-ciellement de régner sur les quatre points cardinaux du fond de la Cité interdite de Pékin - la capitale du Nord - même si ce gamin qui n'est, et ne sera jamais qu'un hochet de l'Histoire, n'a pas même six ans... Et surtout, l'homme dont les révolutionnaires attendent tout, le pire s'il les combat, le meilleur s'il les rejoint, le général Yuan Shikai, fait attendre sa décision.

Ce n'est que le 12 février, cinq jours après qu'il a eu six ans, que Pu Yi appose enfin le sceau du Dragon sur le rescrit mettant fin à la plus ancienne monarchie de l'Histoire. Mais, s'il le fait, c'est que Yuan Shikai, le général ambi-tieux qui avait déjà trabi les réformateurs de 1898 au profit de l'impératrice douairière Tseu-Hi, a fait son choix. Appelé une nouvelle fois à la rescousse de l'empire, il a, après une démonstration de force destinée à obtenir plus de concessions des révolutionnaires, lâché une dynastie que les puissances étrangères avaient abandonnée à son triste sort.

Les ambitions de Yuan Shikai

Unis sur le seul programme négatif de détruire l'empire et de chasser les Mandchous, les républicains sont divisés sur tout le reste. Même si le groupe le plus cohérent est celui formé autour de Sun et de sa Ligue jurée (Tongmenhui), fon-dée sur un programme vague, dit du Triple démisme (« Les trois principes du peuple » ou «Sanmin-zhuyi ») : nationalisme, démocratie et bien-être du peuple. Incapables d'unir le pays, voire de s'unir entre eux, ils ont, dès le début d'une nsurrection dans la ville de Wuchang, qui ne semblait pas plus sérieuse et digne de succès que les précédentes mais qui a réussi presque par accident, fait appel au puissant général. Qui ne les a pas découragés, bien au contraire, mais qui, ils ne le découvriront que trop vite, a encore plus d'ambition que tous les révolutionnaires réunis.

L'empire tombé comme un fruit trop mûr sous les dérisoires coups de boutoir de quelques bataillons révoltés, Yuan Shikai sent son heure venue. Il obtient des révolutionnaires pratiquement tout ce qu'il voulait, en échange de son acceptation de la coquille vide d'un régime républicain. Sun qui -par idéalisme et naïveté, a sous-es-timé la pesanteur du conservatisme a promis de s'effacer au nom de l'unité nationale. Il démissionne six semaines à peine après son élection pour être chargé de moderniser les chemins de fer. Constitution et Parlement ne pèsent d'aucun poids face au pouvoir appuyé par les armes du nouvel homme fort. D'autant que ce dernier a obtenu, à l'aide de ruses et de pressions, de gouverner de Pékin, capitale impériale et foyer du conservatisme, et non de Nankin.

C'est ainsi que, le 10 mars 1912, Vuan Shikai devient président en titre. La corruption, les menaces, et même l'assassinat ont rapidement raison des plus déterminés qui continuent de croire à leurs principes. Sun Yat-sen est bientôt contraint à un nouvel exil. La « Seconde révolution » de 1913, après que Yuan Shikai eut montré qu'il ne faisait aucun cas d'une Assemblée élue dominée par le Kuomintang - Parti nationaliste successeur de la Ligue jurée - ne sera qu'un feu de paille.

Le soutien dont les révolution-naires avaient bénéficié en 1911 a

disparu, avec les illusions. Progrès, démocratie, indépendance paraissent toujours aussi lointains. Les intellectuels qui révaient de mettre fin à l'humiliation de l'ahomme malade de l'Asie» sont désabusés, comme le sont les étudiants à la malade de l'Asie» sont désabusés, comme le sont les étudiants, à la recherche de ce qu'ils appellent MM. Démocratie et Science ». Quant à la bourgeoisie nationale, elle est avant tout désireuse de faire du pays une puissance éco-

secouer le carcan du vieux monde. Hs ont lu les philosophes, tels l'Anglais Bertrand Russell on l'Américain John Dewey, dont l'influence en Chine est considérable. Déçus par le làchage d'un Occident dans lequel ils avaient puisé les idées modernistes et où ils avaient cru voir le modèle à imiter pour sortir la Chine de l'ornière, ils se tournent vers la toute nouvelle URSS, symbole de la libération des peuples, et le marxisme, idéologie à la

revue Nouvelle Jeunesse (Xin Xinnian), qui appelle à la lutte contre
Confucius, avant de faire connaître
les idées de Marx et d'Engels. Son
collègue Li Dazhao appelle la jeunesse à «déchirer le filet de l'histoire passée et à détruire la prison
des idées auciennes». Pour «sauver
le pays», il importe d'«abatire la
houtique de Confucius», de se boutique de Confucius», de se débarrasser des vieilles coutumes, symbole d'un passé rejeté en bloc, de libérer les femmes, d'aller dans

Chine. Après s'en être pris aux « laquais » de Tokyo au pouvoir, ils lancent une campagne de boycottage des produits nippons, qui ren-contre un immense succès chez les ouvriers comme parmi les commerçants saisis dans le tourbillon du nationalisme. Le 4 mai 1919, «le iour où Confucius est mort », sera considéré comme le symbole de la naissance de la Chine contemporaine, plus que le 10 octobre 1911, qui reste la fête officielle du régime nationaliste de Talwan.

Deux ans plus tard, en juillet 1921, quelques intellectuels prestigieux et un obscur aide-bibliothécaire du nom de Mao Zedong fondent à Shanghaï le PC chinois. Au cours du quart de siècle qui suit, il est à la pointe des luttes sociales et « patriotiques », soutenant les étudiants qui manifestent contre les Anglais après l'incident du 30 mai 1925 à Shanghaï 'qui sera suivi d'une grève longue de seize mois à Hongkong), ou contre l'invasion japonaise le 9 décembre 1935.

Ce sont les héritiers de ces étudiants prêts à braver les fusils des seigneurs de la guerre ou du Kuomintang qui se sont dressés au printemps 1989 place Tiananmen, toujours au nom de la démocratie, contre des communistes parvenus au pouvoir quarante ans plus tôt. Cette fois, le PCC est devenu le symbole du passé et de la répression face à ces jeunes qui, comme leurs aînés, exigent l'ouverture du pays aux idées vermes du reste du

Dans les années 20, Deng Xiaoping - qui avait sept ans le 1" jat-vier 1912 - était dans la rue avec les jeunes de son âge. C'est pourtant lui qui, il y a deux ans, a fait ouvrir le feu contre les étudiants. En Chine, la République a quatrevinets ans, mais elle est encore ioin de s'identifier au progrès et à la liberté; le vieux despotisme a seulement changé de visage.

PATRICE DE BEER

Lire

► La Chine 2 : de la guerre franco-chinoise à la fondation du Parti communiste chinois, 1885/1921, de Marienne Bas-tid, Marie-Claire Bergère et Jean Chesneaux, Collection « Histoire contemporaine », Hatier Université, 224 p., 1972. ▶ Republican China (China Readings 2), textes présentés par Franz Schurmann et Orville Schell, Pelican Books, éd. Pen-guin, 390 p., Londres 1967.

► La Révolution de 1911, de Wu Yu-tchang, Éditions en lan-gues étrangères de Pékin, 148 p., 1963. La Guerre civile en Chine, 1919-1949, de Patrice de Beer, Casterman, 300 p., 1969.

To the law.

337

Far. ...

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

CHARLES PASQUA

ANIMÉ PAR **HENRI MARQUE**

AVEC ANDRÉ PASSERON ET OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE) DOMINIQUE PENNEQUIN ET ISABELLE TORRE (RTL)

DIMANCHE

fois révolutionnaire et occidentale.

Le communisme, c'est, pense-t-on alors, l'avenir.

C'est l'époque où les idées les plus radicales sont permises. L'écri-vain Hu Shi, revenu d'Amérique,

part en guerre contre les «ismes» et fait adopter la langue partée, compréhensible par tous, comme langue nationale, au lieu d'un chinois classique réservé aux lettrés, permettant l'éclosion d'une nouvelle et très jobs littéeture.

L'universitaire Chen Duxiu,

futur fondateur du PC, crée la

velle et très riche littérature.

Sun Yat-Sen

les campagnes porter la bonne

parole aux paysans, de partager le sort des ouvriers. C'est le pro-gramme «travail-études», qui per-mettra, entre autres, à Zhou Enlai et Deng Xiaoping de découvrir le marxisme en France.

Le Mouvement du 4 mai explose dans les rues de Pékin au lende-main de la grande guerre, quand les étudiants découvrent que le traité de Versailles, en attribuant

aux « nains japonais » les anciennes concessions allemandes, foule aux pieds les droits et la dignité de la

Les puissances, Japon et Grande-Bretagne en tête, soutiennent Yuan Shikai au nom de la stabilité et d'un conservatisme qui leur fait voir en Sun Yat-sen un dangereux agitateur, alors que, pour convain-cre, ce dernier a mis des bémois à tout ce qui, dans son programme, pouvait inquiéter.

La première

« révolution culturelle » Et pourtant, la Chine a changé. Les Puissances peuvent toujours lui dicter sa conduite, l'anarchie et la misère y prendre des proportions catastrophiques, une page a bel et bien été tournée par la première génération de Chinois éduqués à l'étranger, au Japon, aux Etats-Unis ou en Europe. Yuan Shikai sera le premier à l'apprendre à ses dépens. Une fois son pouvoir assuré avec l'aide des éléments les plus conservateurs et corrompus, il croit le moment venu de réaliser son rève de fonder une nouvelle dynastie. Il place ses pions les uns après les autres, célébrant tout d'abord, fin 1914, les rites traditionnels confucéens. Un an plus tard, il fait voter la restauration de l'empire. A sa grande surprise, l'opposition est immédiate et quasi unanime. Le 22 mars 1916, il est contraint d'abolir l'empire avant

de s'éteindre, le 6 juin. La Chine sombre alors dans La Chine sombre ators dans l'une des périodes les plus noires de son histoire, celle des Seigneurs de la guerre qui se taillent à coups de canon des fiefs avant de les mettre en coupe réglée, manipulés par les Japonais qui veulent faire de la Chine, ou de ses lambeaux les elles vulnérables un protectorat les plus vulnérables, un protectorat nippon. L'empire millénaire est au bord de l'effondrement. Mais c'est au même moment qu'éclate la pre-mière « révolution culturelle » chinoise du vingtième siècle, avec le Mouvement du 4 mai 1919.

despotisme

Pétris de patriotisme et d'idées étrangères, las des humiliations, les étudiants, souvent issus de l'intelligentsia ou des nouveaux milieux d'affaires de province, veulent

ETRANGER

chinoise

And the second s

And the second of the second o

Tanto de Constitución de Const

 $= 4427 \, g_{\star}$

1 - Mag

 $e^{-i t^2 \alpha \frac{t^2}{2 \alpha \frac{t^2}}{2 \alpha \frac{t^2}{2 \alpha \frac{t^2}}{2 \alpha \frac{t^2}}{2 \alpha \frac{t^2}}{2 \alpha \frac{t^2}}{2 \alpha \frac{t^2}{2 \alpha \frac{t^2}}{2 \alpha \frac{t^2}}}}}}}}}}}}}}}}}}$

177 PH 2

Section 15

-722<u>0</u>-

1000 - 41

11 250

100

10 m 17 mg

7.75

1.0

100 1 40 3

100

* : 12

7 77 12

11.42

*** # ##**#**

A North State &

Course Bergen

1.00

100

Programme of the Small

the first of the end in the Park

 $f_{\mathcal{P}}(\mathcal{P}_{\mathcal{A}}) = \{ \{ e_{\mathcal{P}} : | e_{\mathcal{P}} = \{e_{\mathcal{P}} \in \mathcal{P}_{\mathcal{A}} \} | \mathcal{P}_{\mathcal{A}} \} \}$

Marine Commence of the

Books and the second

rational ray and a

are arene e e

Materials Co., 1

47,53025

to have than

Problems .

4.0

A Martin 2012

G1.25 (1.15)

1. 1. -

· STATE

18 May 27 5

33. Sept

A 16 11 1

20

123-124 T

YOUGOSLAVIE: après un nouvel accord de cessez-le-feu

Les combats se sont apaisés en Croatie

affrontements, les combats entre forces croates et unités de l'armée serbo-fédérale se sont apaisés, vendredi soir 3 janvier, en Croatie, où un nouvel accord de cessez-le-feu - le quinzième depuis le début des hostilités, il y a six mois – a été conclu jeudi, parallèlement à l'adoption par Belgrade et Zagreb d'un plan de déploiement de « casques bleus > dans les zones de querre.

Après avoir obteau des belligérants cette trêve - sur le papier -dont l'entrée en vigueur était pré-vue pour vendredi à 18 heures, l'émissaire spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, a quitté Belgrade et fait étape au Portugal (président en exercice de la CEE depuis le le janvier) avant de regaguer les Etats-Unis pour rendre compte de sa mission au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Lord Carrington, président de la conférence curopécane sur la Yougoslavie, qui a rencontré M. Vance à Lisbonne, a, de son côté, annoncé qu'il convo-querait une nouvelle session de la conférence à Bruxelles la semaine prochaine. Selon le ministère por-tugais des affaires étrangères, les travaux, qui ont débuté en septem-bre dernier à La Haye, reprendront

le 9 janvier. Les heures qui ont précédé l'en-trée en vigueur de la trêve ont été marquées par de violents combats. Selon Radio-Zagreb, l'aviation you-soslave a bombardé à la roquette la ville de Zadar (sur la côte adria-tique) pour le sixième jour consé-cutif et touché des positions croates proches de Daruvar, en Sla-vonie occidentale.

Congrès pour ane « nouvelle Yougoslavie »

Selon la radio, pius de 700 obna se sont abattus sur Nova-Gradiska (Slavonie occidentale, dans le cen-tre de la Croatie). L'armée a égale-ment pilonné des positions près de Sibenik, en Dalmatie. L'agence Tanjug de Belgrade a, quant à elle, affirmé que les forces fédérales avaient repoussé des offensives de la garde nationale croate près de Daruvar et Pakrac. Mais, sur plu-sieurs fronts, les armes se sont tres Daravar et Pakrac. Mais, sur plusieurs fronts, les armes se sont tues quelques minutes avant 18 henres. A Zagreb, la capitale croate, les tirs de la DCA ont pris fin à la même heure. Les hostilités ont également cessé à Zadar et Sibenik ainsi qu'à Osijek, où les combats ont fait trois morts, et à Vinkovci, dans l'est de la Croatie.

L'armée serbo-fédérale a toute-fois accusé les forces croates de

sait néanmoins tenir samedi en début de matinée en de nombreux points de Croatie soumis depuis des mois aux pilonnages aériens, terrestres et navals. L'agence Tan-jug a cité un communiqué de l'ar-mée de l'air selon lequel des gardes nationaux croates ont attaqué au lance-roquettes l'aéroport de Zemunik, près de Zadar, vingt-cinq minutes après le début de la trève. Les militaires yougoslaves ont éga-lement accusé les forces croates d'avoir attaqué des positions de l'armée en Siavonie occidentale,

d'artillerie, unités d'infanterie et Avant son départ, M. Vance a rappelé que le respect de la trêve était une condition préalable au déploiement de « casques bleus » en Croatie, en soulignant que la en Croare, en soungnant que la décision revenait aux Yougoslaves. Malgré la poursuite des combats dans la journée, le général croate Imra Agotic a estimé que la trêve conclue jeudi à Sarajevo (capitale de la Bosnie-Herzégovine) avait de bonnes changes de touje cer a tell bonnes chances de tenir car, a-t-il dit, « tout le monde comprend

autour de Novka, Lipik, Pakrac et Kamensko, en mobilisant pièces

Contrebalançant cet optimisme, l'un des dirigeants de la Krajina, enclave serbe de Croatie, a affirmé

désormais que la guerre ne sert à

déploiement de « casques bleus » dans leur région. Dans l'entourage de l'ancien secrétaire d'Etat américain, on indiquait que celui-ci juge-rait « dans quelques jours ou semaines » au plus tard si le cessezle-feu était assez solide pour recommander l'envoi en Croatie d'une force de quelque 10 000 « casques bleus».

A Belgrade, les représentants de monvements panserbes - queique 160 partis, organisations et associations culturelles - se sont réunis en congrès pour jeter les bases d'une « nouvelle Yougoslavie » formée de la Serbie et du Monténégro ainsi que des zones de Croatie et de Bosnie-Herzégovine sous contrôle serbe. Appuyé par le Parti socia-liste (ex-communiste) au pouvoir en Serbie, mais boycotté par les principaux mouvements d'opposition serbes, ce congrès a adopté, vendredi soir, une proclamation prévoyant la formation d'une « Assemblée constituante » sinsi que 'élaboration d'une nouvelle Constitution et d'une loi électorale, selon Tanjug. Le document prône « la consolidation et la continuité de la Youroslavie dans de nouvelles frontières » et sa transformation en une communauté « démocratique et fédérale s. - (AFP, Reuter.)

GÉORGIE

Une manifestation de soutien au président Gamsakhourdia a été brutalement dispersée

Deux personnes ont été tuées et plusieurs blassées, vendredi 3 janvier à Tbilissi, lors d'une manifestation de soutien au président géorgien Zviad Gamsakhourdia, assiégé dans le bêtiment du Parlement depuis le 22 décembre. Mille à deux mille manifestants s'étaient rassemblés en début d'après-midi à la périphérie de la ville à l'appel des partisans de M. Gamsa-

C'est lorsque la foule scandait des slogans dénonçant «le fascisme» de l'opposition armée qu'un groupe d'hommes armés, portant des cagoules, a commencé à tirer pour disperser le rassemblement. Un jeune bomme a été tué d'une balle dans la tête et plusieurs autres personnes ont été blessées. Les manifestants se sont alors emparés de trois des agresseurs pour les lyncher; l'un a été battu à mort par la foule en colère. Un peu plus tard, des fusillades ont repris au centre de Tbilissi, après presque deux jours de relative accalmie. Les combats se sont même étendus à des quartiers jusque-là épargnés par les affrontements. Durant toute la journée de vendredi, les différentes par-

ties de l'opposition ont mené des négociations pour mettre sur pied le gouvernement provisoire de coalition annoncé la veille. Les représentants des partis politiques opposés à la « dictature » du président Gamsakhourdia ont formé, vendredi, un «Comité consultatif» chargé d'organiser des élections législatives, tandis que l'ancien premier ministre, M. Tenguiz Sigua, commençait à for-mer le gouvernement provisoire de coalition en nommant un procureur et un ministre de l'intérieur. Le Conseil militaire qui a déclaré, jeudi, avoir pris le pouvoir, a instauré l'état d'urgence dans tout le pays et un couvre-feu à Tbilissi.

Scion l'agence Tass, une délégation pour tenter de jouer un rôle de médiation entre les belligérants. La Tchétchénie, République voisine de la Géorgie, a pour sa part, décidé de créer une torce d'interposition du Caucase pour venir en aide au prési-dent Gamsakhourdia. Ce dernier, qui refuse toujours de démissionner, estime que l'opposition se comporte comme « les puischistes » qui ont tenté de renverser le président Gor-batchev. Le chef de l'Etat géorgien accuse également ses adversaires d'être soutenus par Moscou. - (AFP, Reuter, Tass.)

n RUSSIE: établissement de relations diplomatiques avec Washington.

- Les États-Unis ont établi des relations diplomatiques avec la Russie et espèrent faire de même avec cinq autres républiques de l'ancienne URSS, - l'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan et le Kirghizstan -, a annoncé, vendredi 3 janvier, le Département d'Etat nméricain. La Russie a annoncé de son côté qu'elle avait été reconnue comme Etat indépendant par 105

pays. - (Reuter.)

☐ La Musée Marx-et-Engels de Moscon rends à la noblesse. — La Mairie de Moscou a décidé, vendredi 3 janvier, d'attribuer le Musée Marx-et-Engels à l'Union des descendants de la noblesse russe, a annoncé l'agence Tass. Le musée, situé dans une demoure du centre historique de Moscou ayant appartenu avant la révolution de 1917 aux comtes Dolrévolution de 1917 aux comues sou-gorouki, doit être transformé en bibliothèque et en musée par l'Union des descendants de la noblesse, qui entend oblébrer avec faste, en 1993, le 125 anniversaire de la naissance du dernier tsar, Nicolas II. - (AFP.)

G OUZBÉKISTAN : établissement de relations diplomatiques et économiques avec la Chine. - L'Ouzbékistan et la Chine ont établi, vendredi 3 janvier, des relations diplomati-ques, a rapporté l'agence Chine nou-velle. L'Ouzoékistan est la première des Républiques de l'ex-URSS à éta-blir des relations formelles avec la

Chine, qui a reconnu toutes les Républiques de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) et la Géorgie. Les deux pays ont égale-ment signé un accord de coopération économique. – (AFP.)

□ AZERBAIDJAN : l'Iran transforme son consulat en ambassade. --L'Iran va transformer son consulat à L'Iran va transformer son consulat à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, en ambassade, a rapporté jeudi 2 janvier, l'agence iranienne IRNA. Téhéran est également prêt à ouvrir une ambassade à Achkhabad, capitale du Turkonénistan. Le vice-ministre iranien des affaires étrangères a quitté 12 de par pour Rabou pour assister à Téhéran pour Bakou pour assister à l'inauguration de l'ambassade, L'Iran a soutenu l'entrée de l'Azerbaïdjan dans l'Organisation de la conférence islamique (OCI). - (AFP.)

□ Le Kazakhstan demande son ion à l'ONU. - Le Kazakhsan a demandé son admission aux Nations unies, a indiqué, vendredi 3 janvier, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à l'ONU. Cette requête, soutenue par la Russie, devrait être examinée la semaine prochaine par le Conseil de sécurité, Elle devra être approuvée par les deux tiers des membres de l'Assemblée générale. Il est probable que toutes les Républi-ques de l'ancienne URSS présenteront sous peu de telles demandes. La Russie occupe le siège de l'ex-URSS. L'Ukraine et la Biélorussie disposent d'un siège depuis la création des Nations unies. - (Reuter.)

ALLEMAGNE: l'ouverture des archives de l'ancienne police politique de l'Est

Des milliers de victimes de la Stasi veulent consulter leurs dossiers

Depuis le 1e janvier, les dossiers de la Stasi, la police politique de indique que M. Mikhail Gorbatchev d'étudiants que nous contrôlions et l'ex.RDA, peuvent être consultés par les anciennes victimes de ses activités. Dès le 2 innuite propos du leurs santièmes de ses activités. Dès le 2 innuite propos du leurs santièmes le maille propos du leurs santièmes la maille propos du leurs santièmes le maille propos du leurs le ma tés. Dès le 2 janvier, près de 3 000 demandes ont été déposées dans la seule ville de Berlin. Une dizaine de personnalités connues ont pu consulter immédiatement leurs dossiers - qui comptent souvent des centaines, voire des milliers de feuillets - et découvrir les noms de leurs

D'autre part, l'ancien chef des services de renseignement est-allemands, M. Markus Wolf, affirme dans un entretien publié, samedi, par le ponsable de tous les actes infames de la Stasi. Dans ce sens, il est certain que J'ai une responsabilité pour ce qui s'est passé aux frontières [les tirs con-tre les fuyards, NDLR]. Ce qui s'est nassé chez nous était monnaie courante sur toutes les frontières des Etats socialistes. Ce qui n'excuse rien mais mérite d'être dil.» Néanmoins, M. Wolf affirme: «Je n'ai jamais causé la mort d'un seul homme,»

dens la chute du mur de Berlin: «Je ne pense pas qu'il alt su quand s'écroulerait le mur de Berlin.» Selon M. Marios Wolf, le «baiser de la mort» qu'il a donné à M. Erich Honecker, le 7 octobre 1989, a sculement permis à un fruit mûr de tom-ber de l'arbre : « C'est wai que beauber de l'arore : « C est veu que veun-coup de monde au Politburo, y compris M. Erich Mielke, le patron de la Stasi, souhaitait le départ de M. Honecker. Le fait que M. Gorbai-ches ait retiré son soulien au président de la RDA fut simplement le coup de grâce.» M. Markus Wolf affirme également que le physicien allemand Rolf Dobbertin, chercheur au CNRS, qui vient d'être acquitté de l'accusation d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère (le Monde daté 1=2 décembre 1990), était bien l'un de ses «deux ou trois» meilleurs agents dans l'Hexagone. M. Wolf précise : «Il est arrivé muni

longiemps », affirme, à propos du teurs sensibles : le nucléaire, l'électro-rôle de l'ancien président soviétique nique, la construction aéronautique, nique, la construction aéronautique, les missiles. Notre zone de prédilection était la technologie militaire. Dobbertin est arrivé en France dans des conditions délicates à expliquer. Il s'est dirigé vers l'énergie nucléaire, dans le secteur civil, c'est vrai. Mais il était un homme important. Lorsqu'il fut trahi en 1979, il n'était plus très actif. Il avait perdu beaucoup de son importance.»

G IRLANDE DU NORD : un violence en 1992. - Un catholique a été tué par balles, un autre homme grièvement blessé, et une fillette légèrement atteinte par un ou plusieurs tireurs, vendredi 3 janvier, dans une boucherie du village de Moy, au centre de l'Irlande du Nord. Avant Noël, un protestant avait été tué dans le même village. - (AFP.)

ESPAGNE

Grève générale des mineurs asturiens

Les mineurs de la région espagnole des Asturies ont observé une grève générale de quarantehuit heures, jeudi 2 et vendredi 3 janvier, comme ils l'avaient fait après Noël (le Monde du 28 décembre 1991) en solidarité avec les mineurs de la compagnie asturienne Hunosa, qui terminent, eux, leur deuxième semaine de grève, pour protester contre le plan de restructuration de l'entreprise, qui prévoit des milliers de suppressions d'emplois d'ici à

Vendredi, une grève a paralysé lées du Caudal et du Nalon, où est implantée Hunosa. Le même jour, des incidents avec la police ont éclaté à la fin d'une manifestation dans la ville de Mieres et trente-six syndicalistes qui s'étaient enfermés depuis le 23 décembre au fond d'un puits sont remontés à la surface. -

A TRAVERS LE MONDE

BURUNDI

Les affrontements de novembre ont fait

des centaines de morts Le ministre de l'intérieur, M. Libéré Bararunyeretse, s assuré, vendredi 3 janvier, à Buiumbura, que «le calme» était « revenu » dans le pays, théâtre de bre, entre les forces de sécurité et les macuisards du Parti de libération du peuple hutu (Palipe-hutu). Ces combats ont fait 551 morts,

En donnant ce nouveau bilan les autorités parlaient, jusque-là, de 300 à 400 morts, - M. Bararunyeretse a indiqué que les victimes avaient été massacrées par les rebelles. Les réfugiés, qui avaient fui vers le Rwanda voisin, commencent à revenir, a-t-il également. affirmé. Le Rwanda avait avancé le chiffre de 10 000 réfugiés, accueillis sur son territoire,

Ces déclarations apaisantes ont été contredites, à Bruxelles, par un professeur belge, M. Filip Reyntjens, de retour du Burundi. Selon ce militant des droits de l'homme, au moins 3 000 Burundais ont péri, ces demières semaines, lors de représailles, perpétrées par l'armée gouvernementale. M. Reyntjens a estimé à environ 2 000 le nombre des victimes dans les seules régions où l'enquête à pu âtre menée, et a cité celui de 1 000 morts, avancé par des

CAMBODGE

Controverse

sur la libération

de détenus politiques

La libération de quatre cents prisonniers politiques par la régime de Phnom-Penh a été annulée vendredi 3 janvier, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le chef de la mission des Nations unles ayant refusé d'y apporter leur caution, car elle ne respectait pas les modalités prévues par l'article 21 de l'accord de paix de Paris. M. Jean-Jacques Fresard, représentant du CICR, a déclaré : « Je suis très heureux qu'ils libèrent des gens, mais lis ne devraient pas nous utiliser pour cacher le fait qu'encore plus de gens restent enprisonnés. S'ils veulent organiser un spectacle, c'est leur droit, mais je ne veux pas y faire de la figuration. 9 On ne connaît pas le nombre exact des prisonniers politique l'agence officielle SPK eit fourni récemment le chiffre de mille deux cent soixante, a-t-il ajouté : «Je ne sais même pas combien de personnes ont été arrêtées au cours des manifestations du mois demier, ni combien ont été relâchées. Je ne pourrais le dire que si nous étions

autorisés à visiter les prisons.» Par ailleurs, une délégation parlementaire française, dirigée par M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, est arrivée, samedi 4 décembre, à Phnom-Penh. Les députés devraient rencon-« témoins », dans la reste du pays. trer le premier ministre Hun Sen et le prince Sihanouk. - (UPI, AFP.)

GRANDE-BRETAGNE: selon des archives rendues publiques

Il y a trente ans, Harold Macmillan redoutait l'influence française dans le Marché commun

L'histoire se répète perfois, comme en témoigne la publication, à l'expiration du délai légal, d'une partie du compte rendu des réunions du gouvernement britannique, il y a trente ans. En 1961, celui que ses biographes ont dépeint comme un européen convaincu, l'ancien premier ministre Harold Macmillan, avait tenté d'obtenir l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Il avait dû à l'époque affronter la révolte d'un groupe de trente députés conservateurs opposés à un projet qui allait « brader la souveraineté britannique », soit une situation étrangement analogue à celle dans laquelle se trouvait M. John Major à la veille du sommet européen de Maastricht.

LONDRES

de notre correspondant

€ En pesant les avantages, avait souligné Macmillan, il est dans notre intérêt d'adhérer, mais seulement aux conditions qui sont politiquement et économiquement tolérables pour que de la Grande-Bretagne. » tannique d'entrer - à l'époque - France en 1960.

mous. » C'est, presque mot pour mot, le discours qu'a tenu récemment M. John Major, lors d'un débat aux Communes, pour tenter de convaincre les « euro-sceptiques » de son parti d'accepter le traité sur l'union économique et monétaire. Mais la tentative de Macmillen, qui suscita l'hostilité d'autres pays européens a priori sceptiques quant à la volonté communautaire de Londres, fut vaine. Elle se heurta au veto du général de Gaulle, qui avait pro-bablement deviné que les inten-tions britanniques n'étaient pas

Selon ces documents, dont le contenu est aujourd'hui divuigué à l'issue de la prescription de trente ans imposée aux documents officiels, Macmillan et sas ministres avaient surtout peur que la France ne prenne la direction d'une Europe unie et qu'elle ne devienne ainsi plus puissante, notamment sur le plan économique, que la Grande-Bretagne, associée aux Etats-Unis et aux pays du Commonwealth. «Si nous restons à l'écart, avait soufigné le premier ministre, hous pourrions nous retrouver dans une position de faiblesse croissante. L'Europe sous la conduite de la France (...) serait une menace contra la position politi-

Macmillan avait ajouté que le Royaume-Uni devait servir de epont entre le Marché commun et l'Amérique ». même envisagé d'« acheter » l'en-

trée de son pays dans le Marché

commun en offrant à la France de

partager avec elle les secrets de la bombe atomique britannique (1) I «C'est la seule chose qui persuadera de Gaulle d'accepter un règlement européen, écrivait Macmillan, pas simplement dans le domaine économique (...) mais dans le cadred'une association alobale des Britanniques avec d'autres gouvernements, dens un système confédéral. » De Gauille, ajoutait Macmillan, « veut que la France soit reconnue comme une grande puissance, au moins égale à la Grande-Bretagne, il se métie des Anglo-Saxons ». « Par un étrange paradoxe, poursuivait l'ancien premier ministre, si de Gaulle devait disparaître, un compromis pourrait être encore plus difficile (...), des Français timorés chercheraient refuge dans un Etat européen fédéral. Si difficile que soit de Gaulle, sa vision de la structure politique adéquate (confédération et non fédération) est réellement plus proché de la

semble avoir été activement soutenue par les Etats-Unis. Le président Kennedy était préoccupé L'ancien premier ministre avait par le fait que la France ait refusé de prendre toute sa part de responsabilité dans l'OTAN», at le premier ministre britannique avait demandé au président américain d'intercéder en faveur de Londres auprès du général de Gaulle. Paine perdue, celui-ci, selon les propos de Kennedy rapportés par Macmillan, n'avait saucun souhait que ce soit » de voir l'Europe s'ouvrir aux Britanniques. Londres s'étent nettement rapproché de Washington sur le plan militaire, en 1962, l'année suivante, le «non» du général de Gautle fut exprimé sans appel.

> Ce veto français dura longtemps: une deuxième tentative. cette fois lancée par Harold Wilson quelques années plus tard, se solda par un résultat analogue, et c'est seulement le 1ª janvier 1973 que la gouvernement de M. Edward Heath obtint l'adhésion de la Grande-Bretagne.

LAURENT ZECCHINI

(1) La Grande-Bretagne a procédé à Pour une part, la volonté bri- un premier essai nucléaire en 1952, la

350 C

TO UNIT

 $\frac{2\pi n n}{4\pi n} \frac{2\pi}{n} = \frac{2\pi}{n} \frac{n}{n} \frac{2\pi}{n} \frac{$



Le président arap Moi ouvre la voie à des élections pluralistes

secoue le continent depuis bientôt trois ans, a longtemps paru «épar-gner» les pays de l'Afrique de l'Est. Faut-il voir, dans ce flegme apparent, une part de l'héritage du passé colo-nial britannique? Fragilisée par d'in-terminables guerres civiles (particulièrement meurtrières en Somalie et en Ethiopie) et sujette à des accès de Burundi et au Rwanda, notamment), l'Afrique orientale aura mis, en tout cas, plus de temps que l'Afrique occidentale à s'orienter vers le change-ment politique. Les bouleversements spectaculaires qui s'opèrent au Kenya emblent devoir sonner le glas de cet

Les bailleurs de fonds étrangers, il est vrai, n'auront pas pris de gants pour faire connaître à Nairobi le fond de leur pensée. En novembre, le gouvernement kenyan s'était vu accorder un délai de six mois, pour mettre en œuvre des réformes économiques et politiques - faute de quoi, l'avait-on prévenu, aucune aide Du concept «doux» de «prime à la démocratie», on passait à celui, net-

SOMALIE:

selon les Nations unies

Vingt mille victimes

en moins

de deux mois

Depuis le 17 novembre,

date du début des affronte-

ments entre factions rivales à

Mogadiscio, vingt mille per-

sonnes ont été tules ou bles-

sées. Ce chiffre a été avancé,

vendredi 3 janvier, à Mairobi,

par le sous-secrétaire des

Nations unies, M. James

Jonah, de retour de la capitale

somalienne. M. Jonah souhai-

tait s'entretenir avec les chefs

tent, le président par intérim,

Ali Madhi Mohamad, at le

général Mohammed Farah Aidid.

L'envoyé de l'ONU n'a pas

ou rencontrer la président par

intérim. Quant au général

Aidid, il refuse toute « inter-

vention ou médiation étran-

gère » pour résoudre le conflit

qui ravage la capitale. Il ne

veut pas non plus « d'un

accord final sur un cessez-le

feu », a ajouté M. Jonah. Un

réprésentant du Comité inter-national de la Croix- Rouge

(CICR), de retour vendredi de

qu'environ « huit mille blessés

avaient été décomptés dans

les seuls hôpitaux de la pertie

sud de la villes, tenue per le

général Aidid. Le nord de la

ville, où se trouvent les parti-

sans du président par intérim,

est dépourvu d'hôpitaux, et,

selon ce responsable du CICR,

il y aurait vautant de blessés

Le régime du président Daniel arap Moi, sensible à l'argument, a aussitôt láché du lest. Comment aurait-il pu en être autrement? Contesté de plus en plus bruyamment par les puissantes tribus luo et kikouyou, rabroué par les Etats-Unis et par certains pays scandinaves, le chef de l'Etat ne dispossit que d'une marge de manœuvre extrêmement limitée. Le 11 décembre, le Parle-ment votait l'abrogation de l'amendement constitutionnel, qui faisait du Kenya un Etat à parti unique.

> Signal de la débandade

Le coup de semonce des occidentaux est survenu au moment même -coïncidence? - où plusieurs barons du régime, dont le ministre de l'énerdu régime, dont le ministre de l'éner-gie, M. Nicholas Biwott, étaient publiquement mis en cause et accu-sés de corruption, à l'occasion de l'enquête sur le meurtre de l'ancien ministre des affaires étrangères, Robert Ouko, mystérieusement assas-siné en février 1990. La presse

kenyane, jusque là sévèrement tenue en laisse, s'est aussitöt engouffrée dans la brèche.

également donné des ailes aux « vieux routiers » de la politique, hauts responsables de la Kenyan Africa National Union (KANU, ex-parti unique) ou du gouvernement. Le luo Peter Oloo Aringo, ancien pilier de la KANU et ministre de 'emploi, puis le kikouyou Mwai Kibaki, ancien vice-président du Kenya, que le président arap Moi avait « rétrogradé » au poste de ministre de la santé, ont tous les deux claqué la porte avec éclat, don-nant le signal de la débandade.

Depuis le rétablissement du multipartisme, les autorités ont légalisé le Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), fondé par les democratie (PORD), tonde par les chefs de file de l'opposition luo. Cette dernière jouit d'une grande popularité, en raison de sa position de «pionnière de la contestation». En effet, c'est en pays luo, dans l'ouest du Kenya, qu'avaient éclaté, en fèvrier 1990, à l'occasion de l'enterrement de M. Robert Culon les terrement de M. Robert Ouko, les premières émeutes contre le régime.

Mais la communauté kikouvou semble bien décidée à ne pas être en reste. M. Kihaki devrait aussi annon-cer, en début de semaine prochaine, la création de son propre mouve-ment, le Parti démocratique du Kenya (PDK). Bien que la date offi-cielle des élections générales n'ait pas encore été fixée, chacan fourbit ses armes. Le chef de l'Etat est désor-mais trainé dans la boue. M. Kibaki, très en verve, le qualifie publique-ment de adictateur», la presse indépendante le somme, en gros titres à

la une, de cèder sa place.

L'origine kalenjin de M. arap Moi, qui avait d'abord représenté un atout, est désormais un handicap. L'ethnie des Kalenjins, minuscule tribu de l'ouest, n'a guère de chance de faire le poids, face aux kikouyon et luo. Le chef de l'Etat, au pouvoir depuis octobre 1978, en est vraisem-blablement conscient. Privé de l'appui de la KANU, laché par ses ministres, il a, sans un mot de com-mentaire, armoncé, vendredi 3 jan-vier, la dissolution du Parlement, ouvrant ainsi la voie aux premières élections pluralistes.

TCHAD: les combats dans l'Ouest

Le gouvernement affirme avoir « entièrement détruit » les forces d'Hissène Habré

Les « assaillants qui se sont aventurés dans une action» contre le Tchad ont été « entièrement détruits», a annoncé le ministère de la défense à N'Djamena, vendredi 3 janvier, deux jours après l'attaque surprise des partisans d'Hissène Habré dans la région du lac Tchad. Ce message radiodiffusé a été immédiatement démenti par un mouvement d'opposition au régime du président Idrim Déby, le le développement (MDD), qui se présente comme la branche politique des forces s'étant introduites

Selon le gouvernement, les villes conquises par les rebelles mercredi, Bol et Liwa, situées à quelque 150 kilomètres au nord de la capitale, ont été reprises par l'Armée nationale tchadienne (ANP). Le bilan des violents combats qui ont lieu depuis le 22 décembre dernier dans l'ouest du Tchad est de 400 tués parmi les assaillants, affirme N'Diaména. Les principaux chefs militaires rebelles figurent parmi les victimes, plusieurs cen-taines d'assaillants ont été faits prisonniers, et 60 véhicules ont été récupérés, ajoute le communique du ministère de la défense, qui fait état de 25 tués et de 70 blessés au

colonel Nadiita Beassoumal, a par ailleurs affirme que les rebelles avaient profité du passage du rallye Paris-Le Cap pour s'emparer des positions de l'armée nationale dans les localités de Bol, Liwa et Tchoukou-Hadje. Des unités de l'armée avaient été déployées pour assurer la sécurité du rallye qui devait traverser la région du lac Tchad, a-t-il

A Lagos, au Nigéria, le Mouvement pour la démocratie et le developpement a pour sa part affirmé, vendredi soir, dans un appel téléphonique à l'AFP, avoir gardé le contrôle des localités de Bol et Liwa, Le MDD a par ail-leurs démenti l'annouce d'une progression des forces gouvernemen-tales dans la région du lac Tchad, affirmant qu'il s'agissait d'un « mensonge pour russurer la popula-tion de N'Djamena ». Le MDD, qui est présidé par M. Goukonni Guet, ancien proche collaborateur de l'ex-président Hissène Habré, a indiqué que son « seul objectif était l'instauration du multipartisme et d'une démocratie intégrale » au

Un autre mouvement revendique déclaré l'une des passagères. sa participation aux attaques perpétrées depuis le 22 décembre : les Forces armées tchadiennes (FAO), dont le vice-président, M. Brahim Malla, a affirmé vendredi, à l'AFP, à Lagos, que les forces s'opposant à l'armée nationale tchadienne étaient constituées à 60 % de membres de son mouvement. Selon M. Malla, la coalition des forces d'opposition engagées dans la

lieu, comment le FIS pourrait-il bien gouverner avec, pour vis à-vis, une population «utile» qui lui ent hostile, une administration sceptique, qui risque de traîner les pieds, une armée qui n'a jamais caché son opposition à un Etat islamique, et des partenaires étrangers qui nt dans l'expectative?

région du lac Tchad représente 3 000 à 3 500 hommes. - (AFP,

Les dirigeants du FIS n'ont encore donné aucun signe de bonne volonté, mais le pouvoir compte un peu sur les théoriciens islamistes, pour leur faire prendre la menure des choses. C'est aussi le souhait d'une armée «légaliste» soucieuse de ne pas apparaître en première ligne - de voir se dégager une solution politique, qu'elle pourrait inspirer et appuyer, mais qu'elle ne voudrait pas imposer.

JACQUES DE BARRIN

D Soutien des Verts et de la LCR tation du Front des forces socialistes à Paris. - Le mouvement des Verts a annoncé, vendredi 3 janvier, qu'il soutenait la manifestation que la section immigration du Front des forces socialistes (FFS) algérien organisait dimanche à Paris. Les Verts a regrettent » qu'un vote « large-ment protestataire, qui fait sortir le FLN par la petite porte de l'His-toire, ait d'abord bénéficié à un parti aux potentialités extrémistes », le FIS, et précisent que leur soutien va a à tous ceux qui se réclament des libertés démocratiques et de l'égalité des semmes et des hommes, en Algérie, comme partout

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'est associée égale-ment à cette manifestation du 5 janvier, en soulignant que « le développement inquiétant de l'intégrisme en Algèrie est le résultat de la faillite totale de la politique menée par la dictature du FLN ».

AMÉRIQUES

SALVADOR

Une amnistie générale sera proclamée après le cessez-le-feu

Le ministre salvadorien de la pré-sidence, M. Oscar Santamaria, a Salvador, que son gouvernement décrètera une amnistie générale, après le cessez-le-feu qui doit entrer en vigueur le 1 er février. Cette mesure vise à permettre la réinser-tion des rebelles dans la vie civile et politique une fois qu'ils auront déposé les armes, a-t-il précisé au cours d'un entretien télévisé. M. Santamaria n'a pas dit si l'am-nistie s'appliquera aussi aux mem-bres des forces armées et des organes paramilitaires accusés ou reconnus coupables d'atteintes aux droits de l'homme.

Le ministre a par ailleurs confirmé que les négociateurs de son gouvernement et de la guérilla du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN) reprendront leurs discussions à New-York, à partir de lundi. Un délai de dix jours a été fixé pour définir le calendrier et les modalités d'application du plan de pair amété le le janvier du plan de paix arrêté le 1º janvier

Le Conseil de sécurité, de même que la CEE, se sont félicités ven-dredi de l'accord, qui prévoit le dés-amement de la guérilla, la réduction corps de sécurité et des organisa-

invité les parties à ne rien faire pour fragiliser l'accord d'ici à sa ratifica-tion, prévue pour le 16 janvier. Après de nouveaux affrontements ans la province de Chalatenango (le Monde du 4 janvier), l'armée a affirmé qu'elle suspendait toutes ses opérations. Invité par le président Cristiani à déposer les armes dès à présent, le FMLN a indiqué qu'il ne le ferait que devant des observateurs internationaux, qui pourraient être les membres de l'ONUCA (groupe de l'ONU en Amérique centrale). Cette force de maintien de la paix, créée il y a deux ans, sera vraisemblablement renforcée et déployée le In février au Salvador, pour veiller l'application du cessez-le-feu, indiquet-on à l'ONU.

Par ailleurs, le Costa-Rica a lancé vendredi un appel à la communaut reconstruction du Salvador, ravage par douze années d'une guerre qui a fait près de quatre-vingt mille morts. Le gouvernement de M. Cristiani affirme qu'il a besoin de 2 milliards de dollars pour les infrastructures de son pays et pour fournir des emplois aux quelque cinquante mille com-battants qui devront être démobili-sés. — (AFP, Reuter, UPL)

CUBA

Trente-cinq fugitifs ont gagné Miami en hélicoptère

leur impose chaque jour devantage de restrictions, des Cubains ont ima-giné un rocambolesque plan d'éva-sion. Trente-cinq d'entre eux sont arrivés sains et sanfs, vendredi 3 jan-vier à Mismi, à bord d'un hélicop-tère de fabrication soviétique, portant les couleurs de la compagnie aérienne Cubana. Le groupe, composé de plu-sieurs familles, a aussifit demandé le statut de réfugié politique, qu'il a toutes les chances d'obtenir. «Il n'y a

D'après les témoignages recueillis, le pilote devait emmener des touristes nour une brève excursion. Il est parti à vide de la station balméaire de Varadero, à l'est de La Havane, et s'est posé une vingtaine de kilomètres plus loin, pour récupérer sa ont été recueillis par les gardes-côtes famille et des amis, L'appareil a américains, - (AFP, Reuter.)

Pour fuir le régime castriste qui d'abord suivi son plan de vol, puis est descendu à environ 15 mêtres au-dessus de la mer pour échapper aux radars. Il a été intercepté par un avion des douanes américaines et escorté jusqu'à Miami.

En 1987, le numéro deux du

ministère cubain de la défense, le pénéral Rafael del Pino Diaz, avait fait défection avec sa famille à bord d'un petit avion, et d'autres transfuges ont récemment fait le voyage à bord d'un appareil d'épandage de pesticides. Le départ en exil des Cubains - le plus souvent sur des embarcations de fortune - s'est accéléré depuis la dégradation de la situntion économique, qui s'est accentuée après l'effondrement de l'URSS. En 1991, phis de deux mille d'entre eux

Les silences de Gabriel Garcia-Marquez

de notre envoyé spécial

«L'effondrement de l'Union soviétique et la démission de Gor-batchev sont le résultat de la politique des Etats-Unis que les Eurodens de l'Ouest ant leissé faire. Vous en serez les premières victimes avec le cheos qui s'installe à vos portes et des milions de réfugiés d'Europe orientale qui menacent de déferier sur vos pays. Nous autres, en Amérique latine, nous sommes moins tou-

Visiblement excédé per ce qui se passe dans l'ex-camp socia-liste, l'écrivain colombien Gabriel Gurcia-Marquez ne mâche pas ses mots. Invité à un esymposium sur la créativité de l'économie, l'art et la sciencea, qui vient de se tenir dens la station helvétique de sports d'hiver de Zermatt, l'an-cian journeliste devenu Prix Nobel de littérature avait expressément fait savoir aux organisateurs qu'il se refuserait à tout entretien avec des icumatistes.

Ce mutisme soudain pouvait peratre d'autant plus surprenent que l'auteur de Cent Ans de sof-tude, ne s'était jamais privé

naguère de prendre position sur les questions politiques. Ecrivain engagé, militant de toutes les es révolutionnaires, ami de longue dete et interlocuteur privi-légié de M. Pidel Castro, Gebriel García-Marquez n'hésitait pas à se répandre en déclarations pour défendre passionnément des causes qu'il croyeit justes. Meis le vent de l'histoire a tourné. Et aujourd'hui, alors que les événements s'accélèrent, Gercia-Marquez éconduit sèchement les

«L'écroulement du commu niame est ausai inexplicable que le passage au capitalisme», nous a finalement déclaré l'écrivain. Et Cuba? «Laissez-nous faire. Nous nous en occupons », répond-il, subitement irrité. Fidèle en amitié, Gercia-Marquez s'active pour tenter de favoriser une transition pacifique, afin de permettre à M. Castro de ne pas perdre la honorable. En juillet demier, l'écrivain colombien était aux côtés du lider maximo au sommet ibéro-américain de Guadalajara, au

JEAN-CLAUDE BUHRER

BRÉSIL : le travail forcé se répand dans les campagnes, selon la Commission pastorale de la terre. — Le travail forcé dans l'agriculture a triplé en 1991 an Brésil par rapport à l'année précédente, selon un rapport de la Commission pastorale de la terre (CPT), publié vendredi 3 janvier. La CPT a indiqué que 4 501 personnes a retenues en que 4 501 personnes « retenues en esclavage » ont été dénombrées, contre 1 500 en 1990. Il s'agit d'hommes, de femmes et d'enfants travaillant sans rémunération dans des grandes propriétés foncières, dont ils ne penvent sortir et où ils

O CHILI : décès de M. Radomiro Tomic, l'un des fondateurs de parti malheureux de Salvador Allende à l'élection présidentielle de 1970, M. Radomiro Tomic est décédé d'un cancer à l'âge de soixante-dixsept ans, at on appris, vendredi 3 janvier, à Santiago. M. Tomic, qui fut aussi ambassadeur du Chili aux Etats-Unis, était l'un des fondateurs du parti centriste chrétiendémocrate. Il avait obtenu 28 % des suffrages contre 36 % pour M. Allende, soutenn par les socia-listes et les communistes, et 35 % pour un autre centriste, M. Jorge Alessandri. - (AP.)

que dans la partie aud». - (AFP.) DJIBOUTI: près de 200 rebelles afars suraient été tués. - L'armée nationale a affirmé, vendredi 3 janvier, avoir repoussé une offensive des maquisards afars du Front de restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD), lancée contre la caserne de

Tadiourah, Selon l'armée, les com-

bats auraient fait au moins 180

morts parmi les assaillants et trois

taux. ~ (AFP, Reuter.)

MAROC: arrivée des frères Bouréquat à Paris. - Après dix-huit ans de prison sans jugement au Maroc, les trois frères Bouréquat sont arrivés vendredi 3 janvier, affaiblis, marchant avec peine, à l'aéroport d'Oriy. Les frères Bouréquat, de nationali française, devaient être hospitalisés en France. Ils ont été détenus au secret au Maroc pour des raisons qui n'ont jamais été officiellement expliquées par les autorités de Rabat. René Bouréquat a déclaré que ses frères et lui avaient été libérés le 30 décembre après un séjour dans un établissement hospitalier, « sans doute dans le but de nous donner une meilleure apparence». «Je ne pesais plus que quarante kilos à mon départ de l'établissement pénitentiaire», a-t-il

Algérie : la chimère d'un «troisième tour»

Suite de la première page

Ce sont les résultats dans quelque 145 circonscriptions (sur 430) qui sont ainsi contestés - qu'un député y ait été élu ou qu'il y ait

Les élus ou les candidats visés

(c'est dans les préfectures d'Alger, de Blida, de Djelfa et de Médéa que les recours ont été les plus nombreux) ont quatre jours, dès réception de la notification, pour faire appel. Le Conseil constitutionnel dispose alors de trois jours pour statuer au fond. Il ae peut qu'une fols passés au peigne fin les procès-verbaux et dressés les constats d'un nombre élevé d'irrégularités graves (manipulation des électeurs, pléthore de bulletins Conseil se décident finalement à le premier tour. Si a troisième tour» il devait y avoir, pour corriger les résultats du premier, la loi prévoit que ces élections partielles nient lieu dans les trois mois suivant la décision du Conseil constinel. Si le premier tour est annulé, le gouvernement dispose d'un délai de deux mois, pour

autorisés, que « le second tour res-semblera comme un frère au nresemblera comme un frère au pre-mier ». Le FIS, qui table sur 375 sièges, devrait pouvoir, sans difficultés majeures, selon bon nombre d'observateurs locaux, obtenir la majorité des deux tiers, sauf « improbable » sursant des abssième tour, au cours duquel l'élec-tion de quelques dizaines de candi-dats du FIS pourrait être remise en jeu, voire l'annulation du premier, le pouvoir cherche à rééquil représentation nationale, en tablant sur le fait, hautement aléatoire, que les Algériens finiront par repre leurs esprits et mesurer le danger islamiste.

> Victoire à la Pyrrhus?

A vrai dire, ces scénarios « léga-listes », expliquent les milieux auto-risés, visent à « gagner du temps pour trouver une solution politique » à l'impasse dans laquelle se trouve le pays. Et d'évoquer, à cet égard, de possibles préocciations entre les de possibles négociations entre les forces en présence – parmi les-quelles figurent surtout le FLN et le FIS – et, au-delà, la formation d'un gouvernement de coalition, dont on voit très mal les contours

Pour tenter de rendre crédible cette approche, les milieux autori-sés font valoir que le FIS pourrait être, à son corps défendant, demandeur d'une solution négociée à la crise politique, s'il veut éviter que sa victoire ne ressemble à celle de Pyrrhus. Ils soulignent que les asables intégristes comme responsables integristes commen-cent à avoir peur d'une partie de leurs troupes. Plutôt que d'un Etat islamique, celles-ci ne réclament-elles pas pour tout de suite des emplois et davantage de justice emplois et davantage de justice

والمراجعة والأوارية

27-7

mosts has present the for fragilises fron press. dans la production de la company de la compa Affection to the state of especialism and the second of to forms in the state of the st de force de force de the seconds on

Midwell commence of the the teather was a section biggs Cocee and the company Par aufent 1 1252a. Par among the Manage standing to the Manage standing to the property of the Manage standing to proceed at 22 M E all the parties of the said

and the second of the second of No. of the second CURA

And American State of the State of Stat

White this was and the second ही ही देखा हो साहित्याला CHARLE SHOPE marked in 1984. We derive in it District Control 120 Market . The

Marian Contraction

Big Granten : 🚧 🍇 kosto Marketta per cius i stri

Take a set of the A SAPORE OF STREET

rapided son 100

Habita Solve

 $\Phi_{\rm tot} = 2^{-1/2}$

5.C

-Property and and Statement and area Indicated Statement 200

24 TO 1 IN ARTHUR FAR & 420

100 (F +4), 34

4.0

stie générale sera proclam

Paris, Londres et Washington tentent d'obtenir une résolution de l'ONU contre la Libye Les ambassadeurs américain, solent traduits en justice », les britannique et français aux Nations unies ont informé, vendredi 3 janvier, le nouveau secré-taire général, M. Boutros Boutros-Ghali, de leurs intentions com-munes à l'égard de la Libye.

Les suites des attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

Washington, Paris et Londres tentent d'obtenir du Conseil de sécurité - probablement au cours du mois de janvier - une résolution demandant l'entière coopération des autorités libyennes dans la recherche de responsabilité des attentats commis contre deux avions en décembre 1988 et sep-

Les deux appareils avaient explosé en plein vol : le premier, appartenant à la compagnie PanAm, au-dessus de l'Ecosse; le deuxième, un appareil d'UTA, audessus du Niger.

Dans une déclaration commune, datée du 27 novembre 1991, Washington et Londres ont demandé au gouvernement de Tripoli de « livrer, afin qu'ils Libyens accusés d'être responsables de l'attentat contre l'avion de la PanAm. Paris, qui ne demande pas à la Libye de lui tivrer les auteurs présumés de l'attentat, entend cependant obtenir de Tripoli que « les responsables officiels libyens a puissent répondre « à toute demande du juge d'instruc-tion chargé de l'information judi-

d'Orsay ont démenti, vendredi, les informations publiées le même jour par le Washington Post. Le quotidien américain affirmait que la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis envisageraient de renoncer, faute de soutien au Conseil de sécurité, à obtenir des sanctions internationales contre la Libye, les trois pays se contentant de demander à Tripoli de répondre des accusations de terrorisme portées contre elle devant le Conseil. - (AFP.)

La Foreign Office et le Quai

La situation dans les territoires occupés

Les Etats-Unis « condamnent fermement » Israël pour l'expulsion de douze Palestiniens

La décision du gouvernement de Jérusalem d'expulser douze Palestiniens des territoires occupés compromet la reprise des négociations israélo-arabes, prévue le 7 janvier à Washington. Les Etats-Unis ont prononcé, vendredi 3 janvier, une « ferme » condamnation, en demandant à l'Etat hébreu de « reconsidérer » cette mesure, mais la ministre israélien de la défense a déclaré que cela était hors de question.

Lisant un communiqué au cours d'une conférence de presse, vendredi à Washington, M. Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat, a fait savoir que les Etats-Unis « condamnent fermement la décision du gouvernement israèlien de déporter des Palestiniens » après la mont d'un colon, «Nous avons demandé au plus haut niveau à Israël de reconsidérer sa position », a précisé M. Boucher. ajoutant que « les déportations ne sont pas une solution, mais des mesures de représailles». «A la veille de la reprise [des pourpatiers israélo-

prendre pourquoi une telle action uni-latérale a été décidée», a poursuivi le porte-parole. S'abstenant de donner la moindre précision sur le calendrier des négociations, M. Boucher s'est borné à déclarer que Washington «Encourage les parties à concentrer leurs efforts sur la paix et à reprendre les négociations bilatérales la semaine prochaine».

tannique, russe et égyptien se sont joints à l'administration américaine pour déplorer la décision d'Israël. A Paris, le Quai d'Orsay a condamné « l'engrenage de la violence » et déploré « les victimes quelles qu'elles soient ». « Il est important d'éviter tout octe de nature à créer des obstacles dans un processus complexe dont la France souhaite qu'il se poursuive de manière constructive», a déclaré un

Le ministre israélien de la défense, M. Moshé Arens a déclaré vendredi qu'aucune pression ne fera revenir Israél sur sa décision, M. Arens a indiqué à la télévision que « même les pressions américaines» ne pour-ront amener Israël à renoncer au bannissement des Palestiniens. «SI, à

tion palestinienne décide de ne pas se rendre à Washington, cela signifiera que ses membres ne se démarquent pas des actions terroristes et ne sou-haitent pas la paix avec israēl», a ajouté M. Arens. La délégation palestinienne aux négociations bilatérales avait décidé vendredi d'ajourner la date de son départ pour Washington, en signe de protestation contre la mesure israélienne. M= Hanane Achraoui, porte-parole de la déléga-tion, avait indiqué toutefois qu'aucune décision de boycottage des négociations n'avait été prise. M. Fayçal Husseini, principal dirigeant palestinien des territoires occupés, a déclaré que la décision de se rendre à Washington dépendait des

instances de l'OLP. Notre correspondent à Tunis, Michel deuré, nous indique que l'OLP a demandé une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies pour examiner la décision d'Israël. Pour M. Arafat, l'expulsion des douze Palestiniens et la récente aug-mentation du budget israélien consa-cré à la colonisation des territoires occupés représentent a une menace » pour l'actuel processus de paix au

loppements, le conseiller du chef de POLP, M. Bassam Abou Charif, a appelé les Etats-Unis et la CEE i adopter « des positions fermes mettant fin au sahotage israelien v. Les Palestiniens, a-t-il ajouté, « font confiance au président Bush, mais nous attendons de hui des mesures efficientes et pratiques et pas seulement des paroles ». Mais, à la question de savoir si la délégation palestinienne se rendrait à Washington, il a répondu : « Si vous voulez mon avis personnel, je dirais oui. •

/[[

israéliens blessés en Cisjordanie, - Un Palestinien a été tué et deux soldats israéliens ont été blessés au cours d'un accrochage, vendredi 3 janvier, en Cisjordanie occupée, a-t-on appris samedi de source militaire. Des soldats en patrouille près de Djénine, au nord de Naplouse, sont tombés dans une embuscade et ont riposté, tuant Mohammed Ali Madras, vinet ans, a-t-on déclaré de même source en présentant ce dernier comme un membre

ASIE

INDE: Le «Voyage pour l'unité» du parti BJP

La croisade des hindouistes

Perceptible depuis quelques années, le renouveau de l'himdouisme militant est marqué actuellement per le «Voyage pour l'unité» organisé à travers le pays par le parti BJP.

NEW-DELH!

de notre correspondent Il exesta en Inde deux méthodes pour se faire mieux entendre tout en faisent vibrer le corde, sensible, de l'identité nationale : la grève de la faim et le pèlerinege militant. C'est cette demilire solution qu'ont choisi les leaders du BJP, le Parti nationalista hindou, pour alerter les dangers séparatistes qui menacent témoigne d'un infléchissement de Les Indiens ont dû retourner deux « Bharat meta», le mère patrie.

Baptisée «Voyage pour l'unité», une croisade de 13 000 kilomètres à travers quatorze des vingt-oinq Etets de l'Union a commencé, le 11 décembre demier à Kanyaku-mari, pointe méridionale de la péninsula. Elle devrait aboutir, le 26 janvier prochein, tout au nord du pays, à Srimagar, capitale d'un Cachemire en proie à la «guerre de libération» menée par des sépara-tistes musulmens. Ce chok n'est pas le fruit du hasard : il s'agit de mobiliser la majorité hindoue contre ces « cuérilleme» cachemiris qui, au nom du prophète et d'un particulal'appartenance de leur Etat à l'inde une et indivisible

Le président du BJP, M. Murni Manohar Joshi, a pris la tête de la procession. Juché sur une Toyota dont les formes ont été

remaniées pour donner au véhicule l'apparence d'une « maison flottante», l'habitat traditionnel de Srinager, cet ancien professeur de physique au sourire éclatant tient massas un discours très simple : «L'Inde aux hindous.»

La descrième force du pays

Certes, il préfère ne pas employer publiquement de telles formules. Il a recours à l'histoire pour faire passer son message : « Tous les Indiens, explique-t-il, appartiennent au creuset de l'hindouisme; les musulmens ne sont donc que des hindous mahomé-tans.» Les 110 millons d'indiens de confession islamique n'ont qu'à bien se teniri

La «Longue marche» des zélotes du BJP a eu bien des précédents. Les cassettes de propagande diffu-sées par le parti abondent d'ailleurs en références à d'illustres prédéseurs, du philosophe Shankaracharya qui, au neuvième siècle, parcourut le pays pour défendre l'hindouisme contre le bouddhisme, à ceux qui, au temps de la conquête moghole, avaient défendu les valeurs de l'Inde hindoue contre la déferiente islamique.

Le mahatme Gandhi lui-même pour des raisons différentes - était venu remesser, en un geste de défi torat en jouent sur le fibre natione- de ses droits.

à la Couronne britannique, une poignée de sel aur une plage de l'océan indien au terme d'un périple pédestre (1). En 1990, le chef par-iementaire du BJP, M. Lei Krishna Advani, avait entrepris un long voyage jusqu'à la sainte ville d'Ayodhya pour dénoncer la présence d'une mosquée (2) eur la lieu de naissance prétendu du dieu Rama. Ce pèlerinage arrive à son heure pour un BJP qui risque d'être victime de son impressionment succès : depuis sept ans, le parti hindou a connu une progression fulgurante, passant de 2 à 119 députés, devenant la

des élections de juin demier.

menaces d'une nouvelle « partition » de la nation indienne. Ce déplacement du projecteur peut, accessoi-rement, aider à faire oublier que le bilan de la gestion du BJP dans les (Uttar-Pradesh, Himachsi-Pradesh, Rejastan et Madya-Pradesh) n'a rien de brillant. Même son image de parti «propre» a souffert : certains nouveaux ministres se seraient révélés aussi corrompus que la moyenne des autres politiciens

Un autre facteur explique le changement de tactique du perti: deuxième force du pays à l'issue son adversaire direct, la Congrès du premier ministre Narasimha Rao,



avait mobilisé des foules et permis au BJP d'enregistrer de nombrauses victoires électorales, samble avoir eu un effet de boomerang. La droite hindoue espérait, en effet, que le BJP, après avoir été triomphalement élu en Uttar-Pradesh (où se situe Ayodhya) tiendrait rapidement ses promesses, que la mosquée serait détruite et remplacée par un temple.

Tel n'a pas été le cas. Le BJP ne peut se permettre de violer la loi qui protège le statut de tous les lieux saints. Les nouveaux dirigeants hindouistes d'Uttar-Pradesh ont donc été obligés de calmer l'ardeur de leurs sympathisants, provocuent des dissensions entre la pléiade des organisations extrémistes hindoues et le BJP, plus emociérés. Certaines de ces formations n'ont pas hásité à accuser MM. Joshi et Advani de trahison.

En conséquence, les deux chefs du BJP ont décidé de ne plus se concentrer sur une guerelle religieuse d'un autra âge. Il s'agit plutôt d'élargir la base de leur élec-

sa tactique pour la conquête du fois aux umes en moins de deux pouvoir. «L'affeire» d'Ayodhya, qui ens; et semblent aujourd'hui plus ans; et semblent aujourd'hui plus intéressés par les promesses de réforme économique que par i' e hindutya », cette e hindouité » brandie par le BJP.

Pourtant, s'appuyant sur la frustration des classes moyennes urbe-nisées, les hindoulstes jouent, depuis trois ans, sur du velours dans l'Inde du Nord. Leur discours mêle un certain populisme et des invectives dignes de n'importe quel parti d'extrême-droite : « Si les musulmans ne sont pas contents, ils peuvent toujours aller au Pakisten ; ce pays a été créé pour eux / », maugréent les plus radicaux. sant référence à la partition de 1947.

La dynastie Nehru-Gandhi n'avait eu de cesse de se concilier les faveurs de l'électorat musulman. Des « statuts particuliers » lui ont ainsi été accordés, au nom de la protection des minorités. Ainsi s'explique le rejet par les hindouistes du concept de laticité, ce « pseudo-sécularisme » à la Nehru qui, soutiennent les nationalistes, a dépossédé la majorité de certains

«Ces gens sont des réactionnaires, mais pas des fondaments Estes au sens où on l'entend géné ralement, souligne M. Ashis Nandy, chercheur au Centre d'études des sociétés politiques. Leur compréhension de l'hindouisme n'a rien à voir avec les textes; leur idéologie est plutôt héritée du passé colonial britannique. Leur rêve serait de transformer le pays en une sorte de Japon où, brandissant les valeurs de la nation hindoue, les Indians pourront retrouver leur fierté face à l'Occident.»

La galaxie des organisations nationalistes s'est considérablement développée au fil des ans. L'une d'elles, le Rastriya Swayamsevak Sangh (RSS) - dont le BJP est de facto l'aile politique affirme compter un million de membres. Très disciplinée, encourageant la pratique des arts mer-tiaux, cetta organisation fascisante a été crééa en 1925 pendant la lutte contre les Britanniques. C'est l'un de ses militants qui assa Gandhi, jugé trop tolérant à l'égard des musulmens.

Histoire officielle

Le RSS possède des milliers d'écoles. On s'y emploie à réécrire une histoire officielle dont on juge qu'elle s'appuie trop sur les textes hérités de l'époque des invasions de l'Islam ou de la présence britannique, «Les Aryens sont les hebitants originels de l'Inde, ensei-gnent les professeurs du RSS - ca qui est faux. Les empereurs moghois (musulmens) étaient des étrangers» - ce qui est exact. Et ela culture indienne se résume à la multi-millénaire culture hindoue» ce qui est sujet à caution, même s'il est est vrai que l'hindouisme se caractérise par sa capacité d'absorption des autres cultures.

Une question se pose dans l'immédiat : le gouvernement indien permettra-t-il à la caravane du «Voyage pour l'unité» de parvenir à destination, en plein Cachemire insurgé? Tout porte à croire que non, d'autant que l'expédition d'Ayodhya avait provoqué la mort de centaines de personnes dans des émeutes entre hindous et musulmens. Mais comment justifier qu'on empêche des Indiens de défendre l'unité nationale ? Le ministre de l'intérieur, M. S. B. Chaban, déclare simplement : « J'attendrai que des émeutes éciatent, et alors seulement j'agirai.»

BRUNO PHILIP

(1) En 1930, pour protester contre les impôts sur le sel levés par les Britanniques, Gandhi organisa cette marche jusqu'à Dandi. Le fait de ramasser du sel sans payer de taxe était illégal, et Gandhi fut arrêté.

(2) Cette mosquée avait été construite par Babur, le premier empe-reur de la dynastie Moghole au seiEn visite à Singapour

Le président Bush a voulu rassurer ses alliés asiatiques sur le maintien de la présence militaire américaine

La brève visite officielle de trente-huit heures du président américain dans cet îlot de prospérité capitaliste et pro-occidentale qu'est Singapour aura été bien remplie. Dans ce micro-Etat de 620 kilomètres carrés, dont la diplomatie se réduit souvent à des relations commerciales, c'est de politique et de stratégie que M. Bush a essentiellement parié.

C'est ainsi qu'il a annoncé qu'il a était tombé d'accord » avec ses interlocuteurs « sur le principe d'en-visager l'établissement (à Singapour) du quartier général » de la base navale américaine de Subic Bay, qui doit fermer ses portes avant la fin de l'année. Car, selon lui, « la ferme-ture des bases aux Philippines ne signifie pas la fin de l'engagement américain » en Asie du Sud-Est.

« Nous avons l'intention d'y rester tant que nous y serons les bienvenus (...). Nous maintiendrons une prè-sence visible, crédible, en Asie-Paci-fique avec nos forces de déploiement avancè, grâce à des arrangen bilatéraux avec les nations de la région, » Il a qualifié l'accord conclu avec Singapour de « symbole de notre engagement dans la région », sans fournir de calendrier pour son application.

Le premier ministre singapourien M. Goh Chock Tong, a *salue la présence américaine en termes de sécurité dans la région», ajoutant que les détails de l'accord seront examinés « par nos ministères respec-tifs ». Ce transfert concernerait essentiellement un centre de com-mandement logistique de la marine américaine et impliquerait le station-nement dans l'île d'environ deux cents militaires, chargés de superviser les réparations et le ravitaille-ment des navires de la VIII Flotte

«Nouer des liens durables avec l'Indochine»

Par ailleurs, comme on pouvait s'y attendre (le Monde du 4 janvier), M. Bush a annoncé la levée de l'em-bargo commercial contre le Cam-bodge. Ces sanctions avaient été imposées par Washington après l'ar-rivée au pouvoir des Khmers rouges à Phnom-Penh en 1975. Les Etats-Unis sont représentés à Phnom-Penh depuis novembre dernier, après la signature de l'accord de paix de Paris, par un diplomate de haut rang, M. Charles Twining.

En revanche, M. Bush a jugé « prématuré » de lever l'embargo commercial contre le Vietnam. Pour cela, il continue d'exiger de Hanoi des «assurances complètes» sur le sort des militaires américains disparus pendant la guerre du Vietnam. Ce qui ne l'a pas empêché d'expritions avec le Laos et le Vietnam: « Après nous être montrès forts, déterminés et patients, nous pouvons enfin nourrir l'espoir de nouer avec l'Indo-chine des liens durables fondés sur

de lever les sanctions imposées con tre le régime militaire birman Phomme.

tions contre le Cambodge et d'une probable normalisation - certes nam marque un retour de la diplo-matie américaine dans une région qu'elle avait quittée sans gloire en 1975. Même si la Maison Blanche s'est jusqu'à présent montrée incapable de saisir la chance que repré-sentait le lâchage du régime communiste vietnamien par l'ancien allié soviétique, contraignant Hanoï à resserrer ses liens avec ses Pékin. Et c'est surtout le Japon - et accessoirement les pays de l'ASEAN l'Europe - qui devrait tirer des avantages commerciaux de cette

L'accord conclu avec Singapour. même s'il demeure vague et limité, devrait par ailleurs rassurer tous les pays asiatiques – et ils sont nom-breux – qu'inquiétait un possible retrait militaire américain d'Asie, déjà concrétisé par le rappel de milliers de GI du Japon et de Corée. D'ici à la fin de l'année, ce sont douze mille militaires américains qui auront quitté ces deux pays, s'ajoutant aux quelque douze mille qui étaient basés aux Philippines.

Tokyo, en particulier, avait accueilli avec préoccupation la fer-meture de la base aérienne de Clark, détruite l'an dernier par l'éruption du volcan Pinatubo, suivie de l'échec des négociations avec Manille sur le maintien de Subic Bay, la plus importante base navale américaine hors des Etats-Unis. D'autant que cet échec était en bonne partic dû à des ratés de la diplomatie de Washington, qui paraissait se désintéresser de l'Asie au bénéfice de l'Europe ou du Proche-Orient, alors même qu'elle est devenue son principal partenaire

Plusieurs pays avaient fait des offres d'accueil pour des bases américaines. Y compris le Vietnam, qui, par la voix du secrétaire général du PC, propossit il y a un an aux Etats-Unis de réutiliser leur ancienne base de Cam-Ranh, dont l'URSS était en trair de contribut C'est finalement train de se retirer. C'est finalement Singapour qui a été choisie, en rai-son de la fidélité obstinée de son fondateur, Lee Kwan Yew, à l'alliance occidentale, de sa position stratégique, et des facilités les plus modernes dont dispose son port.

Entre deux intermèdes commerciaux - australien et nippo-coréen -destinés à montrer à son opinion publique qu'il se préoccupe de l'emploi aux Etats-Unis, M. Bush aura donc profité de l'étape singapourienne pour s'efforcer de convaincre qu'il dispose toujours d'une stratégie asiatique. D'où cette déclaration d'intention sur une présence « visible, crédible », destinée à des dirigeants asiatiques qui comptent toujours sur cette présence américaine pour préserver la stabilité régionale.

M. Mitterrand exhorte les fonctionnaires à éviter «l'esprit de caste»

Au cours des cérémonies qui ont eu lieu, vendredi 3 janvier, au palais de l'Elysée, à l'occasion du Nouvel An, le président de la République a multiplié les allusions aux échéances politiques prévues dans le courant de l'année. Il a même suggéré certaines hypothèses mais en évitant soigneusement de préciser ses intentions, donnant ainsi l'impression qu'elles n'étaient pas encore vraiment arrêtées. Ce rituel des vœux présidentiels doit se poursuivre lundi 6 janvier.

Devant les membres du gouvernement, vendredi matin, à huis clas (nos dernières éditions du 4 janvier), M. François Mitterrand a évoqué les prochaines échéances électorales en invitant fermement les ministres et les secrétaires d'Etat à accélérer dès à présent la cadence dans leur travail, sans attendre l'approche des scrutins. Il a souligné que le gouvernement n'avait pas d'autre choix, pour gagner les élections, que de faire la preuve d'un bilan très positif, le moment venu, devant les électeurs. Le ton était mobilisateur et le porte-parole de l'Elysée, M. Jean Musitelli, a résumé le propos du président de la République en disant que M. Mitterrand avait demandé aux membres du gouvernement d'aborder cette période u avec force, homogénétié et esprit de décision» et de se comporter « comme des capitaines de navire quand ça commence à souffler» en leur conseillant de « rester au contact » des Français « pour savoir ce au'ils pensent et comment ils

En présence des membres des bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat, M. Mitterrand a évoqué la future ratification des accords de Maastricht et les réformes constitutionnelles que ces accords impliquent, en manifestant, selon son porte-parole, « la volonté de poursuivre les efforts d'explication entrepris pour que les Français aient une claire vision du dossier » et en soulignant que le Conseil constitutionnel a « vocation à démèler ce qui est constitutionnel et ce qui ne l'est pas ». Ce qui araè-

nera l'assemblée des neuf «sages» du Palais Royal « à donner son avis» sur les dispositions du traité de Maastricht en distinguant celles qui obligent à des retouches constitutionnelles et celles qui peuvent être traitées de façon moins solennelles. M. Mitterrand a souhaité, selon son porte-parole, que, de toute façon, il y ait un « large débat » et que la procédure se déroule « dans le plein respect des prérogatives du Parlement».

«Un péché mignon...»

Dans l'après-midi, en présence de la presse cette fois, M. Mitterrand a livré quelques-unes de ses réflexions aux représentants des corps constitués en disant notamment, à propos de son souhait de corriger les institutions de la V. République, qu'il ne s'agissait pas, dans son esprit, d'inventer une nouvelle Constitution : « J'ai indique que j'estimais nécessaire de retoucher nos institutions pour les adapter à l'évolution des temps. Il ne s'agit pas pour autant de bouleverser, d'avoir la manie des Constitutions, c'est un péché mignon des Français qui en font une consom-mation extrême, (...) En 1992, nous aurons l'occasion d'en reparier. Il faut adapter les institutions (...) tout en restant fermement attaché aux règles essentielles qui font l'équili-bre des pouvoirs. Personnellement, je m'y suis attaché. Beaucoup de spécialistes doutaient que les méca-nismes de la Constitution de 1958 puissent le permettre. Et je ne récuserai pas leur jugement : je n'ai pas été des le point de départ le plus engagé des thuriféraires de notre Constitution et je n'éprouverais pas de drame intime s'il devait y avoir, ici ou là, quelques modifications que vous jugeriez, vous, les Fran-çais, indispensables. (...) Il s'agit de tirer les leçons de l'expérience : la correction nécessaire des mécanismes, restituer peut-être à la renrésentation nationale un rôle que ses propres excès, naguère, avaient u a uu reurer, don justice non pas exactement tout ce que certains de ses représentants réclament lorsqu'ils pensent plus à eux-mêmes qu'aux autres, mais ils pensent aussi aux autres, et, dans ce cas-là, il faut tenir compte de ce

qu'ils demandent, c'est-à-dire la défense normale du droit, l'indépendance-des juges et, n'oublions pas—on aurait trop tendance parfois à l'oublier — l'intérés du justiciable. (...) Retoucher les institutions pourrait nous offrir la satisfaction d'ajouter prédécèsseurs pour que cela marche mieux, pour que les libertés soient défendues et pour que les citoyens se sentent représentés.»

Au passage, M. Mitterrand a exhorté les services de l'Etat à éviter les « ornières » de la « routine » et regretté l'existence d'un a esprit de caste dans la fonction publique»: «Je pense que les citoyens ne reçoivent pas de la fonction publique l'accueil qui leur est dû. (...) C'est le contraire de l'esprit démocratique. Je ne suis pas de ceux qui critiquent les fonction-naires, (...) je suis même de ceux qui les défendent. Trop de professions, trop de couches socioprofessionnelles depuis également trop longtemps se sont acharnées à vouloir détruire non seulement l'Etat, mais aussi, c'est la même chose, la fonction publique. Mals il faut aussi que les fonctionnaires sachent aussi qu'ils sont au service de la nation. Enfin, en présence du corps diplomatique, vendredi soir, le président de la République a réaffirmé trois des principes fondamentaux de sa politique étrangère : la prééminence des Nations unies, la lutte contre le sous-développement et pour la paix. « Nous souhaitons ne plus être mêlés à aucun conflit sauf si les Nations unies disent le droit et souhaitent la force et dans ce cas-là nous continuerons d'être un pays qui emploiera les moyens disponibles pour le faire », a-t-il affirmé. M. Mitterrand a notamment formé le vœu que les anciennes Républiques soviétiques veillent « à ce que tous les liens [entre elles] ne soient pas coupés» pour éviter qu'e on retourne à une situation du Moyen Age européen ». Evoquant l'Amérique latine, il a

Le communiqué du conseil des ministres

En raison des fêtes de fin d'année, le conseil des ministres s'est réuni, exceptionnellement, vendredi matin 3 janvier, à l'hôtel de Marigny, sous la présidence de M. François Mitterrand. Le communiqué diffusé au terme des délibérations indique notamment:

DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE MARITIME

Le secrétaire d'Etat à la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre maritime.

 Pour respecter nos obligations communautaires, le projet de loi permet aux ressortissants des autres Etats membres de la Communauté de posséder un navire battant pavillon français, pourvu que ce navire soit exploité à partir d'un établissement situé sur le territoire français.

De la même façon, le projet de loi remplace l'obligation d'employer une proportion minimale de Français dans l'équipage des navires battant pavilion national par celle d'y employer une proportion minimale de ressortissants des Etats membres. Toutefois, les capitaines et leurs seconds devront être, comme aujourd'hui, de nationalité française, en raison des prérogatives de puissance publique qui leur sont confiées.

2) Le montant des indemnités dues aux victimes de dommages corporels résultant d'un accident causé par un navire ou engin de plaisance ne sera plus soumis à un plafond. Cette mesure a pour objet d'inciter leurs conducteurs à la prudence.

3) En application du plan pour la pêche arrêté par le gouvernement au printemps de 1991, le projet de loi supprime la possibilité de reconduire indéfiniment les contrats de travail à durée déterminée conclus dans le secteur de la pêche artisanale avec les marins salariés exclusivement rémunérés à la part.

Ceux-ci se verront appliquer le droit commun, qui prévoit une limitation du nombre des contrats à durée déterminée successifs.

4) Les modalités des contrôles opérés à bord des navires pour vérifier le respect des règles de sécurité sont précisées. Les agents des douanes pourront désormais y concourir, notamment à l'égard des navires de plaisance et des navires transportant des matières dange-

ANDRÉ LAURENS

En raison des fêtes de fin année, le conseil des ministres est réuni, exceptionnellement, endredi matin 3 janvier, à un décret portant relèvement du

salaire minimum de croissance (SMIC) dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Conformément aux orientations arrêtées à l'occasion du conseil des ministres du 13 février 1991 pour assurer l'égalité sociale entre la métropole et les départements d'outre-mer, le gouvernement entend poursuivre la réduction de l'écart qui sépare le montant du SMIC en métropole et son montant

dans ces départements.

Dans les départements des Antilles et de la Guyane, le SMIC est inférieur de 14,95 % à son niveau métropolitain. A la Réunion, cet écart s'étève à 17,15 %.

Le rythme du rapprochement doit tenir compte du résultat des négociations par branche engagées entre les partenaires sociaux sur la revalorisation des bas salaires et sur la révision des grilles de classification prévus par les conventions collectives. Ces négociations se sont déroulées en 1991 de manière satisfaisante et ont abouti à la conclusion d'un certain nombre d'accords.

Il est décidé, en conséquence, de majorer à compter du 1º janvier 1992 le taux horaire du SMIC de 1 % dans les départements des Antilles et de la Guyane et de 3,67 % à la Réunion. Le niveau du SMIC sera sinsi le même dans tous les départements d'outre-mer. L'écart avec la métropole est ramené à 14,08 %.

 DÉLOCALISATION DES EMPLOIS PUBLICS

(Le Monde du 4 janvier.)

• FRANÇAIS
DE L'ÉTRANGER

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a présenté une communication sur les Français à l'étran-

Le nombre des Français résidant à l'étranger est estimé à environ 1 400 000, dont le tiers ont une double nationalité. Ce nombre a tendance à régresser, le recul étant particulièrement sensible en Afrique. Cependant, l'évolution est plus favorable dans les régions les plus dynamiques : l'Europe, où réside désormais plus d'un Français expatries sur deux, l'Amérique du Nord et l'Estima Origet.

du Nord et l'Extreme-Orient.

Or la présence des Français à l'étranger est un élément essentiel d'Etat au du rayonnement économique et (Corresp.)

culturel de notre pays. Le gouvernement entend donc créer les conditions favorables au développement de l'expatriation.

Dans cette perspective, les propositions contenues dans plusieurs rapports pariementaires préparés à la demande du gouvernement ont été examinées avec attention.

Une « Maison des Français à l'étranger » sera ouverte en octobre. Elle sera un carrefour de l'expatriation, où pourront être obtenues toutes informations sur le départ à l'étranger et le retour en France,

La sécurité des Français à l'étranger est une préoccupation constante des pouvoirs publics. Les missions de coopération militaire stationnées dans certains Etats y contribuent. Les ambassadeurs et consuls renforceront le dialogue qu'ils entretiennent sur ce sujet avec les communautés françaises. Des décisions seront prochainement prises sur la question de l'indemnisation des biens perdus en cas de départ impromptu lié à des troubles politiques.

Plusieurs mesures sont destinées à faciliter la vie quotidienne ou la réinsertion des Français à l'étranger. Le fonctionnement depuis le 1º janvier 1991 de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger doit permettre d'améliorer les conditions de scolarisation des enfants français à l'étranger. Le loi de finances rectificative pour 1991 comporte des mesures fiscales favorisant l'achat d'une résidence en France par les expatriés.

9 C 27 P 3

100

□ Loiret : M. Doufflagues ne se représentera pas aux élections cantonales. - M. Jacques Douffiagues, qui fut maire (UDF-PR) d'Orléans de 1980 à 1988 et ministre délégué aux transports de 1986 à 1988, vient d'annoncer qu'il ne sofficiterait pas le renouvellement de son dernier mandat électoral, celui de conseiller général du canton Orléans-Bourgogne, Il confirme ainsi la décision qu'il a prise en 1988 d'abandonner la vie politique. M. Douffiagues souhaite que son successeur soit M. Jean-Louis Bernard (UDF-rad.), chirurgien, devenu maire d'Orléans après la démission spectaculaire de M. Douffiagues en octobre 1988. avent d'être battu aux élections municipales suivantes par M. Jean-Pierre Sueur (PS), actuel secrétaire d'Etat aux collectivités locales. -

LIVRES POLITIQUES

EILLEURS vœux électoraux pour 1992, année qui sera chargée dans ce domaine. On peut espérer que le déficit démocratique, dont certains se plaignent, sera largement compensé, car il y aura beaucoup mieux que les élections cantonales et régionales déjà prévues : un référendum, peut-être deux, puisqu'il faudra adapter la Constitution aux dispositions des traités européens, en ce qui concerne notamment les transferts de souveraineté et la citoyenneté nationale et communautaire, et se prononcer sur la réduction du mandet présidentiel, sur une réforme du système judiciaire, sur la modification de la procédure référendaire, éventuellement sur d'autres changements qui apparaîtraient opportuns. La question du changement du mode de scrutin aux législatives reste en suspens, mals il y a tout lieu de penser que l'on y reviendra, ce qui ouvre d'autres perspectives électorales... Quelle année I II convient de s'y préparer sérieusement et de réviser les questions de cours avant les révi-

L'édition a pris les devants, comme s'il s'agissait d'une rentrée scolaire : une imposante documentation, généralement destinée aux étudiants, est mise à la disposition des électeurs soucieux de se recycler. Chacun a plus ou moins son idée sur la question, et le débat politique va s'employer à préciser les enjeux. mais rien ne vaut un petit retour aux sources du savoir. Celui qui veut remonter loin dans le temps se reportera à ce classique qu'est l'ouvrage de Jean-Jacques Chevallier et Gérard Conac, Histoire des institutions et des régimes politiques de la France de 1789 à nos jours, qui vient de faire l'objet |

Révisons avant la révision

d'une huitième édition. En la présentant, Gérard Conac souligne la défi au droit constitutionnel français que représente le droit communautaire auropéen « discrètement envahissant». On peut compléter cette approche historique avec l'étude de Didier Linotte sur les Constitutions françaises, car c'est peu dire que la Franca a été dans ce domaine un laboratoire d'expérience sans équivalent.

Pour la quatrième édition de son manuel, le Gouvernement de la France sous la V. République, Jean-Louis Quermonne a fait appel au concours de Dominique Chagnollaud, pour mieux cerner l'expérience de la cohabitation (qui risque de se renouveler), et il a aiouté un développement relatif à la présence de la V- République dans la Communauté européenne. L'un des points les plus délicats, à cet égard, est le sort des parlementaires français « pris en tenaille entre la décentralisation et la montée en puissance des organes de Bruxelles ». S'il est souhaitable de renforcer le poids démocratique du Parlement européen, if le serait tout autant qu'un organe spécialisé du Parlement français assure le suivi de l'élaboration fort complexe des règlements et directives de la Communauté et le contrôle de l'action de ses gouvernants à ce niveau : ce pourrait être la mission d'une commission permanente dans chacune des assemblées, comme cela existe dans d'autres Parlements nationaux. Sauf qu'en France le nombre de ces commissions est limitativement fixé à six

par la Constitution : voilà un nou vel objet de révision !

blocus, des embargos avoués ou non avoués ». Le président de la Répu-

blique, en conclusion, a indiqué à

ses hôtes, qu'il leur dirait « à peu

près la même chose »... l'année pro-

Les Grandes Décisions du Conseil constitutionnel donnent lieu à une étude commentée, que Louis Favoreu et Loic Philip remetent régulièrement à jour. Ils en sont à leur sixième édition, qui tient compte de la soixantaine de décisions intervenues depuis juillet 1989, celle sur le atatut de la Corse notamment.

Par rapport à ces épais volumes, voici un ouvrage de synthèse qui est davantage un instrument d'initiation au système institutionnel : les Institutions de la V. République, de Philippe Ardant, permet de comprendre rapidement comment les Français sont gouvemés. Introduction à la politique, de Charles Debbasch et Jean-Marie Pontier, dont c'est la troisième édition, traite des principaux problèmes que pose le fonctionnement des sociétés. Notons que tout un chapitre est consacré aux médias, qui influencent la politique en même temps qu'ils en sont l'un des enjeux. Le modèle institutionnel français est confronté à ses équivalents à l'étranger. Pour une meilleure connaissance des régimes politiques de nos partenaires de la Communauté, il suffit de se reporter à l'étude de Pierre-Henri Chalvidan et Hervé Trnka.

Au service de toutes ces lectures (et notamment du Monde), ensuite, à celui de la mémoire, le Lexique de droit constitutionnel, de Pierre Avril et Jean Gicquel, sera d'un précieux secours en cas de panne, si l'on est désarçonné par un cavalier budgétaire ou troublé par l'intervention du Kangourou à la Chambre des Communes.
Dans le même esprit, un autre
ouvrage, dil à Jean-Pierre Bourgois et produit d'une démarche
informatique, propose une lecture
des dispositions de la Constitution
de 1958 couplée avec celle des
dispositions correspondantes
dans les précédents textes constitutionnels (jusqu'à 1875). Un
glossaire et d'autres données
informatives complètent cet outil
de travail, également disponible

micro-ordinateur.

> Histoire des institutions et des régimes politiques de la France de 1789 à nos jours, de Jean-Jacques Chevallier et Gérard Conac. Dalloz, 1 026 p., 240 F.

dans une version exploitable sur

Les constitutions françaises, de Oidier Linotte. Litec, 273 p., 80 F.

► Le gouvernement de la France sous la V- République, de Jean-Louis Quermonne et Dominique Chagnoliaud. Dailoz, 719 p., 228 F.

> Les Grandes Décisions du Conseil constitutionnel, de Louis Favoreu et Loïc Philip. Sirey, 858 p., 174 F.

▶ Les Institutions de la Vª République, de Philippe Ardant. Hachette, 159 p., 53 F.
 ▶ Introduction à la politique, de Charles Debbasch et Jean-Marie Pontier. Dalloz, 421 p., 188 F.
 ▶ Les régimes politiques de

l'Europe des Douze, de Pierre-Henri Chalvidan et Hervé Traka. Eyrolles Université, 149 p., 148 F.

► Lexique de droit constitutionnel, de Pierre Avril et Jean Gicquel. PUF, 135 p., 58 f.
 ► Notes, natules, natices de droit constitutionnel, de Jean-Pierre Bourgois. Ester (BP 79, 59260 Hellemmes), 217 p., livre ou disquetts, 110 F.

M. Pierre Mauroy serait prêt à quitter le secrétariat du PS

Suite de la première page

Son accession éventuelle à la direction du parti est, au surplus, loin de faire l'unanimité parmi les jospinistes et se heurte à l'hostilité de M. Laurent Fabius. Quant à M. Rocard, s'il jugeait, il y a encore quelques mois, M. Delebarre comme le meilleur « rénovateur » du PS, les liens du ministre de la ville avec M. Jacques Delors, l'ont amené à réviser son jugement.

L'hypothèse d'un affrontement devant le comité directeur entre MM. Fabius et Delebarre – réédition de celul qui avait mis aux prises le même M. Fabius et M. Mauroy en mai 1988 – inquiète plusieurs dirigeants socialistes, qui estiment qu'elle ne serait pas de

nature à rehausser l'image du par

L'éventuel remplacement de M. Mauroy au poste de premier secrétaire supposerait donc une redistribution plus générale des res-ponsabilités à l'initiative du président de la République. Elle s'inscrirait dans la perspective, souvent évoquée ces quinze derniers jours, d'un remaniement du gouvernement de M= Cresson, permettant à celle-ci de mieux asseoir son autorité sur une équipe quelque peu restreinte. La convocation du Parlement en session extraordinaire, le mercredi 8 janvier, peut permettre de mener à son terme l'examen des textes en instance pour «libérer» l'ordre du jour de la session de printemps et offrir une place nette à de nouveaux ministres.

La Ville du Pouliguen

organise en 1992, son 3º concours de nouvelles. Les nouvelles sont à adresser, en 4 exemplaires, avant le 31 janvier, à

M^{**} Sylvie Thébaud, service culturel
Hôtel de ville Brécéan, 44510 LE POULIGUEN
(une seule nouvelle par candidat ; 50 F droit d'inscription).

Terre resseignements

Tous renseignements auprès de M^m S. Thébaud, au (16) 40-42-10-29.

Le Monde de l'éducation

_____NOUVELLE FORMULE .
ENQUÊTE

<u>JÉTE</u>
PARTEZ ÉTUDIER EN EUROPE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

حكذا من الأصل

2.7.

4 -----

大学学 神神 マリカ marra & CONTRACT STATE Contact des **20** 行动的表示。 **を持ちまるがった**か

PROPERTY ! STATES OF are diversity # 55°C 450 #34 do 1454 MOUNTAL

さみには 物をより 大学の基準 シャン A Charles and the TO CANTON A P. AND THE PARTY. **の実際的なまりか** की व्यक्तिक कर

of the constitution is 数于84%。 (c) Francisco de NO LETT THE 排除体 九十二

Mark Street publications. As Section 10 New 1 1 11 ACCES FOR er and the tagg a sa u 化硬度层

je secrétariat da R

Transmitted to Mauroy serail prei

ر بر میپیندی

STEPHEN A IN THE WAY THE SE in provider in the A CHEMICAL 5 STREET ***** 明 连进电池 1 PROPERTY. Service -T COMPANY A Bell to the second **序 1994年 4**937

政策を行ってい 意 海山 八 te du Pouligues A SHARE ------

SOCIÉTÉ

A six mois et demi des Jeux d'été

Fin de chantier olympique à Barcelone

inquiétudes, elles sont bien cachées, Sur 43 installations olympiques, 41 sont achevées ou presque. Il ne reste que le badminton et le champ de tir ques d'été (25 juillet-9 août 1992) seront une réussite. Pourquoi? Essentiellement parce que l'Espagne veut prouver qu'elle s'est hissée au niveau des grands.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

A six mois et demi de l'ouverture des Jeux, l'essentiel est en bonne voie. Manque la dernière touche, la finition, qui, seule, permet de faire la différence entre la réalisation du contrat et la réussite de l'entreprise. Encore faut-il savoir innover jusqu'au bout. La confiance règne au sein du COOB. En tout cas, s'il existe des

Pour les autres projets, on met les bouchées doubles. Au Vall d'Hebron, par exemple, l'un des deux centres d'hébergement de la presse, mais surtout au village olympique, tout doit être terminé pour la fin janvier, des à laquelle le comité olympique international prendra livraison des 2 012 appartements dans lesquels vivrout 15 000 athlètes.

Pour l'instant, 5 000 personnes travaillent jour et nuit sur ce qui ne ressemble encore qu'à un chantier, très protégé par un double rempart de grillage et des gardiens vigilants. Le village est situé pratiquement au bord de la Méditerranée, dans le pare de la mer, espace de 48 hectares

cuelques porcelets laissés en liberté dans les villages. « Nous payons toutes les vaches tuées et nous proposons un dédommagement global pour l'ensem-ble des dégâts causés, explique Gil-

Vendredi, ce sont deux enfants qui

de liaison encore située sur le par-

cours tchadien. L'un des deux pour-

rait avoir une jambe cassée. Ils ont

été conduits par des militaires dans

un dispensaire, où une équipe de l'assistance médicale de la course

devait se rendre. L'expérience des treize «Dakar» a, bélas, démontré que ce type d'accident est toujours à redouter sur les étapes de liaison où,

REPÈRES

dégagé entre le rivage et la ville à la d'associer à ce projet qui représente suite de la destruction de bâtiments industriels et d'entrepôts. Une plage de 5 kilomètres a été créée. La «grande bleue» est redevenue propre grâce au traitement des eaux usées. Un nouveau quartier est né avec un port de plaisance et, bientôt, une université catalane

Il faudra attendre le début de 1993 pour que tout ce complexe devienne partie intégrante de la ville. Pendant les Jeux, le village restera un lieu à part, une sorte de monastère sans tabac, ni alcool, ni télévision, ni télé-phone dans les chambres et dont les entrées seront rigoureusement

> 6 milliards de dollars investis

Les hôtels seront rares et chers. Aussi le COOB a-t-il négocié l'amar-rage, à proximité du village olympi-que, de 11 bateaux de luxe. Leur capacité totale de 2800 cabines permettra, grace aux rotations, d'héber-ger 30000 personnes pendant quinze jours, pour la plupart des invités de sponsors des JO ou de grandes marques. La construction de 9 hôtels contribuera, pour sa part, à combler le déficit en chambres de la capitale catalane, qui ne compte que 15 000 piaces de haute et moyenne catégorie. La municipalité prie pour que les JO n'attirent pas trop de touristes ordinaires qui espèrent assister aux épreuves sans avoir pris la précaution d'acheter des places et de réserver des chambres, car tout

ont été renversés par l'équipage Pao-letti-Laurent dans la première étape L'une des préoccupations majeures des responsables est le risque de saturation du trafic. M. Josep Miquel Abad, directeur général du COOB, avone que la réalisation de deux nœuds de communication importants hui donne bien des soucis. La création d'une seneral circulaire les de tion d'un anneau circulaire long de 44 kilomètres et destiné à décongesredouter sur les étapes de lision où, la fatigue aidant, l'attention des pilotes est souvent relâchée.

GÉRARD ALBOUY

Indicate a vant le la capacité d'avait cru. Au bout du compte, M. Abad parie sur « la capacité d'autodiscipline, de sacrifice de la population» que les autorités locales ont, dès le début, essayé

Les 350 chantiers en cours profitent à la ville : 1 milliard de dollars ont été directement investis pour les Jeux et 5 milliards de dollars pour l'amélioration des infrastructures de Barcelona. M. Pasqual Maragall, cin-quante ans, maire depuis 1983, n'y voit que bénéfice pour sa cité. Ce socialiste tient à se garder d'un excès de atriomphalisme». Il constate simplement que « le programme s'accom-plit » et craint surtout « la récession agrès les Jeux's. En quelque sorte, la gueule de bois des lendemains de fête.

En quelques années, il a vu sa ville se transformer si profondément que, sans les Jeux, cela aurait nécessité au moins vingt ans. Il a vu le stade olympique construit en 1929 en préallés à Berlin pour cause de guerre civile - se métamorphoser en une enceinte capable d'accueillir 65 000 personnes. M. Maragail parait parfaitement confiant. Pas plus que M. Abad, il ne craint les problèmes de sécurité. «La protection sera optimum, fait remarquer ce dernier, tout en sachant qu'elle ne peut être

Pour la première fois, une commission destinée à protéger les ins-tallations a été créée dès 1987. Pendant les Jeux, 15 000 policiers viendront prêter main-forte aux forces locales. L'année aussi partici-pera aux opérations de contrôle et de surveillance pour prévenir tout inci-dent, qu'il vienne, comme l'a indiqué M. Abad, de la mer, de la terre ou du del

Cet architecte ne croit pes que les terroristes, de PETA, du GRAPO ou d'ailleurs, prendront les JO pour objectif. D'une manière générale, il sait qu'il y aura des ratés. Mais ce qui compte à ses yeux, c'est « le bilan final, le côté global de la réalisation ». Et sur ce point, il sait déjà que l'événement sera positif à la fois pour Barcelone et pour le pays, qui veut prouver, à hu-même et au monde. prouver, à lui-même et au qu'il est dans la course.

MICHEL BOLE-RICHARD

FAITS DIVERS

Douze incendies criminels en un mois dans un canton breton

La peur sous la braise

En l'espace d'un mois, l'arrestation, le 28 juillet, d'un douze incendies d'origine criminelle – dont deux seule-ment ont été élucidés – ont provoqué un climat de panique parmi la populatio canton de Pipriac, qui, au sud de l'ille-et-Vilaine, compte un peu plus de 11 000 habitants répartis en neuf communes.

RENNES

de notre correspondant

Tout a commencé le 1ª décembre, jour de la Sainte-Barbe, patronne des sapeurspompiers. Six incendies dans un seul dimanche avec toujours des granges brûlées. Le 16 décembre un autre hangar agricole est la proje des flammes. Le 23 décembre, ce sont 15 tonnes de foin qui partent en fumée dans un champ. La veille, une volture a brûlé devant une discothèque. Le 24 décembre, c'est dans une exploitation agricole qu'un véhicule est détruit par le fau. Nous sommes à la veille de Noël, l'in-cendiaire des deux véhicules est arrêté. Il s'agit d'un célibataire de trente-cinq ans qui est aussitöt placé en hôpital psy-chiatrique. Mais selon la gendarmerie, seuls ces deux incendies de voitures peuvent lui être

Le 28 décembre un nouveau hangar agricole est la proje des flammes à Pipriac. Pour le réveillon de la Saint-Svivestre. l'incendiaire s'en prand à un partiellement détruit. Cela fait douze incendies en un mois Près de 600 tonnes de peille et de foin sont parties en fumée, une quinzaine d'engins agricoles ont été détruits par les flammes, treize vaches ont été

La peur s'est installée à Pipriac, où l'on se souvient de ancien pompier qui a reconnu être l'auteur de seize incendies dans la région de Redon. La sárie d'incendies mystérieux que connaît aujourd'hui le canton instille, selon le maire de Pipriac, M. Yannick Pinson, cun climat malsain de peur qui devient dengereux». Il conneît bien ses administrés, qui savent jouer du fusil pour régler des comptes dont la justice n'a pas point qu'il demande de ne pas schercher à se faire justice par soi-même », tout en recommandant à ses administrés « de ne pas se promener la nuit sans pagna». Et en insistant sur la nécessité de contrôles sévères, M. Pinson craint la bavure : un accidenté de la route, par exemple, venu chercher des secours

Des centaines de paysans font le guet chaque nuit, armés de fusils. Un escadron de la gendarmerie de Vannes est venu renforcer la petite brigade de Pipriac et muitiplie les région réputée sensible : « Dans le triangle Pipriec-Saint-Just-Saint-Ganton, nous nous trouvons dans une zone à fort risque, explique un responsable de la direction départementale des services d'incendie et de secours. Cheque année trop sèche ça brûle plus qu'ailleurs et ce ne sont pas toujours des accidents ». A l'automne 1989, un incendie criminel avait détruit la lande de Cojoux, qui abrite, selon le barde Gwenc'hian La Scoulzec, l'un des ensembles mégalithiques les plus intéressants de Bretagne.

CHRISTIAN TUAL

RAID-MARATHON: le Paris-Syrte-Le Cap

Ralentir: villages

Le Finlandais Ari Vatanen (Citroën ZX), quadruple vainqueur du « Dakar », a ranoué avec le succès en gagnant l'étape Sahr (Tchad)-Bouar (République centrafricaine) du best Sabine. Je peux vous assurer que paris-Syrte-Le Cap. Laurent ca fait cher la poule écrasée.» Charbonnel (Suzuki) s'est imposé en moto. Deux enfants tchadiens ont été blessés dans la traversée d'un village.

BOUAR (République Centrafricaine)

de notre envoyé spécial En quittant le Tchad pour la République centrafricaine, le rellye a pénétré dans la savane arborée avec ses pistes étroites de latérite et de sable traversant de pittoresques vil-lages de paillotes. A la tension d'un pays toujours en proie à la guerre civile ont succédé une décontraction et une nonchalance plus typiquement africaines, même si la présence mili-taire française était encore importante au bivouac de Bouar.

Les paillotes de cette grusse bour-gade de trente mille habitants, côtoient, en effet, le camp Maréchal-Leclere avec ses belles plantations d'agrumes et de manguiers ordonnées par le général Bigeard. Avec plus de armes, Bouar constitue la plus armes, Bouar constitue la plus importante base permanente de l'ar-mée française dans cette partie de l'Afrique, même si les forces aériennes sont basées à Bangui.

sériennes sont basées à Bangui.

Le changement de décor du rallye entraîne une modification très sensible de la nature de la course. L'étroitesse des pistes, la poussière soulevée par les véhicules ou par l'harmattan, ce vent du Nord qui souffie presque en permanence pendant la saison sèche, rendent désormais les dépassements très difficiles. Ainsi, à l'arrivée de la spéciale du jour, toutes les premières voitures se sont succédé dans leur ordre de départ, avec des écarts. leur ordre de départ, avec des écarts

Sur ces pistes où les saignées Sur ces pistes où les saignées imposent un pilotage très fin, les . Citroën ont renoué avec la victoire qui les fuyait depuis les étapes libyennes. Ari Vatanen et Björn Waldegard, des habitués des railyes classiques, ont même réusei un doubté devant le Pajero de Kenjiro Shinozuka, le premier pilote isponais vainqueur d'un railye du championnat du monde, en octobre 1990 en Côted'Ivoire.

La densité des petits villages dans certaines zones de cette savane, puis de l'Afrique équatoriale, va d'autre part limiter la longueur des pro-chaines spéciales chronométrées. Les parcours de liaison à effectuer à vitesse réduite dans la traversée des villages vont constituer l'essentiel du kilométrage des étapes, sans pour autant écarter les risques d'accidents. Entre N'Djamena et Sahr, des concurrents n'avaient pu éviter

> CLASSEMENT Neuvième étape : Sahr-Bouar (663 kilomètres dont 331

Classements généraux Magne, à 32 min 35 s.

MÉDECINE

Arrêt des tests de l'Acyclovir sur des malades du sida

Le groupe pharmaceutique bri-tannique Wellcome a annoncé, vendredi 3 janvier, l'arrêt de l'expérimentation menée depuis deux sns avec un médicament anti-herpès, l'Acyclovir, sur 300 porteurs du virus du sida.

Le 28 décembre dernier, les

chercheurs avaient annoncé que cette expérience révélait que la combinaison de l'Acyclovir et de l'AZT, seul médicament reconnu jusqu'alors pour lutter contre la maladie, freinait la développement du virus HIV chez les personnes séropositives (le Monde du 31 décembre) en l'attaquant sur un double front. Ces résultats ¢ encourageants » continueront d'être ∉étuclés soigneusement», a précisé un porte-parcie de Well-come. Mais le but premier de l'ex-périence, effectuée « en double aveugle » pendant deux ans en Allemagne, Australie et Grande-Bretagne, était de chercher les effets bénéfiques de l'Acyclovir sur le cytomégalovirus (CMV), l'un des agents de l'herpès, souvent présent chez les malades du sida. Ces tests, qui n'ont donné aucun résultat significatif, ont été arrêtés le 31 décembre demier. — (AFP.)

Le traitement post-opératoire du cancer du sein sauverait dix mille vies

D'après les résultats d'une étude internationale, publiée dans le journal médical britannique The Lancet, du 3 janvier, le traitement du cancer du sein pourrait sauver, chaque année, dix mille vies supplémentaires dans le monde si l'opération chirurgicale était systématiquement suivie par d'autres formes de thérapie. Cette étude s'appuie sur les tests réalisés dans

femmes ont participé aux tests, et les médecias ont contrôlé et comperé l'état des malades pendant l'université d'Oxford, les traite ments complémentaires (médica ments tuant les cellules cancéreuses et thérapies hormonales) augmentent nettement les chances de survie dans les cinq ans qu suivent l'opération, laps de temps durant lequel les risques de récidive du cancer sont les plus importants. - (AFP.)

SAPEURS-POMPIERS

La protection sociale des volontaires est renforcée

Une loi qui renforce la protection sociale des deux cent dix mille sapeurs-pompiers volontaires en l'alignant sur celle des vingt mille professionnels a été publiée, vendredi 3 janvier, au Journal officiel. Désormals, le pompier volontaire, victime d'un accident ou atteint d'une maladle lors de son service, a droit, «la vie durant», à la gratuité des frais médicaux, chirurgi caux, pharmaceutiques, d'hospitali-sation et d'appareillage. C'est le premier volet du statut dont les sapeurs-pompiers souhaitent bénéficier. Reste à régler le problème de leur « disponibilité » : actuellement, rien n'oblige un employeur à laisser s'absenter un pompler volontaire pour une intervention ou pour sa formation. Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, ce point avec tous les employeurs des sapeurs-pompiers volontaires.

D Onverture d'une information indiciaire contre l'association Réseau Orange à Marseille. - Une information judiciaire pour « abus de confiance et faux » a été ouverte, vendredi 3 janvier, à Marseille, con-tre l'association Réseau Orange, un organisme de formation et d'insertion, soupçonnée d'avoir détourné des fonds destinés à des contrats emploi-solidarité. Cette association, qui emploie des jeunes pour vendre des jus d'orange dans de grosses cent trente-trois cliniques de | boules installées sur la voie publique, Motors. – 1. Peterhansel, 35 h 47 min 32 s; 2. LaPorte E-U., Cagival, à 8 min 49 s; 3. Arcarons Esp., Cagival, à 23 min 14 s. Grande-Bretagne, d'Europe, des durait perçu 78 contrats emploi-solic Etats-Unis, du Japon, de Chine et d'Australie; sobtente-quinze milles 38 à l'URSSAF pour l'année 1990.

Le dimanche si vous préférez le cinéma vous êtes libre d'aller au cinéma, mais si vous préférez vous acheter un bon livre ou un bon disque vous êtes libre d'aller au cinéma.

La loi autorise l'ouverture des einémas, des musées et des théâtres le dimanche - elle ne doit pas interdire celle des librairies et des magasins de disques -



BORDEAUX. 15-19, place Gambetta. PARIS. 52-60, avenue des Champs-Élysées. MARSEILLE. 75, rue St-Ferréol.

en spéciale chronométriel Autos. — 1. Vatanen-Berglang (Fin.-Sub., Circen ZX), 6 min 65 s au-delà du temps imparti ; 2. Waldegard-Gallager (Sub.-G-B., Ctroën ZX), à 1 min 45 s; 3. Strinozulta-Magne (Jap.-Fra., Missubishi Pajero), à 3 min 31 s.

Motos. – 1. Charbonnel (Frz., Suzuki), 1 h 13 min 27 s; 2 . Orioli (Ita., Cagiva), à 15 s; 3. Sotelo (Esp., Giera), à 57 s.

Autos. - 1. Auriol-Monnet, 14 h 6 min 28 s; 2. Weber-Herner, à 32 min 8 s; 3.

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Gaz pas d'show : 19 h. Jérusalem photo : 20 h 30. Comment vous le ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Putzi : 17 h 30 et 20 h 45

ATALANTE (48-06-11-90). Pontormo 20 h 30, dim. 17 h. ATELIER (46-06-49-24). L'Antichar bre : 21 h, dim. 15 h 30. BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30. La Prose du Transsibérian et de le petite Jehanne de France : 20 h 30. Moby Dick : 20 h 30, dim, 17 h. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE PARIS (AUDIT. COLBERT). Dissident, il va s'en dire : 19 h, dim. 16 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24) Omifie: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). The à la menthe ou t'es citron : 17 h et 20 h. Collier de nouilles : 19 h. Les Couloirs de la honte : 22 h. Dim. I val d'expression ardadque : 20 h. CARTOUCHERIE EPÈE DE BOIS (48-08-39-74). La vie est un songe 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Les Vœux du président : 20 h 30. CASINO DE PARIS (49-95-99-99).

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Y a-t-il un communiste dans is suite ? : 21 h, dim. 15 h 30. CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). West Side Story : 15 h at 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Mes perents sont de grande enfants que j'ai uus quand j'étais petit : 20 h 30, dim. 16 h. Sens titre : 22 h, dim. 17 h 30. COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00), Law Possédés : 20 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les Trois Files de Mar Akoun :

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Pièce montée : 21 h. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)

Arlequin et Colombine au camaval de Venise : 20 h, dim. 14 h. L'Epouse prudema : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15).
Le roi s'amuse : 20 h 30. Dim. Le Médecin volent, suivi du Médecin malgré lui : 20 h 30. lphigénie : 14 h. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11).

Grand-Peur et misère du III-Reich : 21 h. Voltaire's Folies 19 h. DAUNOU (42-61-69-14). Couac I le Grand Orchestre du Spiendid : 20 h 45, DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02).

Le Diable tentateur : 19 h. DEUX ANES (46-06-10-26), Cresson qui s'en dédit : 21 h, dim. 15 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15, Les Babas cadres :

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Décibel : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30.

ELDORADO (42-49-80-27). Monsieur Amádés : 18 h et 21 h. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), Au pays des enfants de Cham : 20 h 30, dim. 16 h.

ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Sales Rêves : 20 h 30. Sales Réves : 20 h 30.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariege de Figero : 18 h, dim. 15 h 30.
La Mouette : 20 h, Y s pas que la folie dans la vie ? SI : 22 h, dim. 18 h. Dim. Beudelaire's Fantaisie : 17 h 30.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Une mouche en novembre 20 h 30, dim. 16 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45. GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'emour : 16 h et 20 h 15. GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux seula le savent : 18 h 45. Libertine : 20 h 30. Le Ticket : 22 h 15.

Gymnase Marie-Bell (42-46-79-79). Lagar : 20 h 30, 79-791. Lagar : 20 n 30. HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines de l'homme : 15 h. HOTEL LUTETIA (45-01-25-75). A la rencontre de Marcel Proust : 17 h et

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrica chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Poète à New-York : 21 h 30. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). L'Apocatypse, version pauver : 20 h 30, d/m. 17 h. LE PROLOGUE (45-75-33-15). La Monte-Plets: 20 h 30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théare noir. Le Petit Prince: 18 h 45.
La Nuit et le Moment: 20 h. Nous,
Fhéo et Vincent Van Gogh: 21 h 30.
Théare rouge. Bereshit: 18 h. Madamoiselle Else: 20 h. Oncle Vanis:
11 h 30.

MADELEINE (42-85-07-09), N'écoutes MARIGNY (42-56-04-41). La Dome de chez Madm's : 20 h 30, dlm. 15 h. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Gánération chante Brassens : 17 h at

21 h. den. 15 h. MATHURINS (42-65-90-00), Caligula : 20 h 45, dim. 15 h. MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Chartus : 18 h 30. MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-33-70). Marchand de reve : 21 h.

dim. 15 h. MiCHEL (42-65-35-02). Darling Chérie : 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30, MOGADOR (48-78-04-04). Les Miséra-bles : 15 h et 20 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 18 h 30 et 21 h 30, dim.

OUVRE (48-74-42-52). Le Météore : PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Jésus était son nom : 15 h et 20 h 30,

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Valárie Lemercier au Palaie-Royal ; 20 h 45. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Chembre 108 : 21 h, dim. 15 h. Salle II. Abraham et Samuel : 18 h et 21 h, dim. 15 h. POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Richard Taxy : 0 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Zizanie 16 h 30 at 20 h 45, dim, 15 h. RANELAGH (42-88-64-44). La Bouffon st in Reine : 21 h, dim. 17 h. RENAISSANCE (42-08-18-50), Chantal Gallia : 21 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). L'Onde mystérieuse : 14 h 30. Un petit goût d'Anis : 20 h 30. La Strada : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin souls I : 17 h et 20 h 45. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27) Je m'plaisante : Paul Adam : 20 h 30. Louis Helmett : 22 h. SHOW-BUS (42-62-36-58), Dim. Show

SOUS CHAPITEAU (40-02-61-18). Archeos: 20 h 30, dim, 17 h. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-

21-93). Un couple au Splendid : 20 h 30, STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-

23-35-10). Les jours se traînent, les nuits aussi : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Lilla dans J'accuse le choc

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Anna Roumanoff : 20 h 30, dim.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Selle de Mai. Les calmans sont des gens comme les sutres : 17 h et 20 h 30, dim. 15 h. Après l'emour : 21 h, dim. 17 h. THÉATRE DE MÉNILMONTANT (47-45-75-80), Patita salle. Arrêtez le mas-sacre I : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉATRE MODERNE (48-74-10-75). No Waman's Land : 20 h 45. THÉATRE MONTORQUEIL (48-36-06-06). On va faire la cocatte ; On purge bébé : 20 h 30. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. Marilyn Montreull : 20 h 30, dim. 15 h.

PARIS EN VISITES

LUNDI 6 JANVIER

«L'lle de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Haussmann», 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris e Exposition Géricault au Grand Palais», 13 h 30, hall de l'exposi-

tion (Arts et caetera). « L'Ecole des beaux-arts et les selons de l'hôtel de Chimay », 14 heures, 13, quai Malaquais (P.-Y. Jasiet).

«Les places pittoresques de Paris rive droite », 14 heures, métro Arts et Métiers, sortie rue Réau-mur (A nous deux, Paris). *Hôtels et jardins du Merais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du

«La Sorbonne, son amphi, sa cha-pelle », 14 h 30, 47, rue des Ecoles (S. Rojon-Kern).

Le Palais de justice en activité. Histoire et fonctionnement », 14 h 30 et 16 h 30, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connais-sance d'ici et d'ailleurs).

« La Renaissance française au Musée du Louvre », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Europ

La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis pari-siens», 14 h 40, métro Rambu-teau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazara (Paris autrefois).

« Appartements royaux du Louvre et vie des rois et reines de Frances, 14 h 45, métro Palais-Royal, terre-plein central

«Exposition : la Bible, Dieu an son royaume », 15 heures, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel). Promenade à travers le vieux Montmartre », 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (Lutèce-vi-

« Les crèches de Noèl, à Saint-Sul-pice et Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, entrée principale de l'église Saint-Sulpice, placa Saint-Sulpice (Paris et son histoire). «Exposition Géricault», 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposi-tion (P.-Y. Jastet).

CONFÉRENCES

Palais de la Découverte, avanue Franklin-Roosevelt, 18 heures : « Aspects de la Terre et de la Lunes (Cours d'astronomin prafique).
Galerie Colbert (auditorium), 2, rue Vivienne, 19 heures : « Absence ou retrait, Le portrait en suspens...», per F. Barbe (Hors cadre).

54, rue Seinte-Croix-de-la-Breton-nerie, 20 h 30 : «De l'Apocalypse aux plenètes des mystères : une ini-tiotion pour l'âre nouvelle». Entrée libre (Rose-croix d'or).

LINE (43-86-43-80). Granda saile. Comédies barbares : 20 h, dim.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Sur la côte et l'autre bord : 18 h 30, dim. 18 h 21 h 30. THÉATRE DE NESLE (46-34-81-04). Salomé : 19 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. L'Echange ; 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DU SPHINX (42-78-39-29). Jésus et le Petit Prince des galaxies : 20 h 30, dim. 16 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). 21 San tons at un chien perdu dans la Nativité : 19 h, dim. 15 h. Je ne me souviens plus-de rien ; Clara : 20 h 30, dim. 17 h. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Le Troisième Témoin Macloma Trio : 21 h. : 15 h. Les

RÉGION PARISIENNE ÉLANCOURT (LE POLLEN) (30-62-82-81). Raymond Devos : 20 h 30.

RAMBOUILLET (THEATRE DU NICKELODÉON) (30-41-82-77). Chéri : 21 h. SAINT-MAUR (THÉATRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10).

LES CAFÉS-THÉATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). Nijinsky l'ange de papier : 19 h. Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30, 22 h 15. I'm just a Gilles Gaulé : 22 h et 23 h 30 dim. Banc d'essai des jeunes : 22 h. BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 h 15. Cherer et Cherer : 21 h 30. En attandant Pedro : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Finiasaz les melons e vais charcher le rôti : 21 h 30. Costa-Vagnon: 22 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Falls dans son premier fatma-show 20 h 15. Mangauses d'hommes 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire: 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 24 h 22 h. MOVIES (42-74-14-22). Tranche da

PETIT CASINO (42-78-38-50). Qu'est-ce que je trinque l : 21 h. ils nous prennent pour des bœufs, faites

PLATEAU 26 (48-87-10-75). Contradiction socialo-gêne à l'Elysée : 20 h 15. Crise en thèmes : 21 h 15. Max de Bley... en herbe : 22 h 30 dim. Meis où est danc Dade ? : 21h 15. Elles laissent des traces : 20h 15. Le Bonjour d'Alfred : 22h 15.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Richard Taxy : 0 h. Le Trempoint : 17 h. Gustave Parking : 20 h. Valardy dans... Nadine : 21 h 15. Charment mais fou : 22 h 30.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

BROKEN HEART. Film américain de Paul Ruven, v.o.: 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Hiroshima mon amour (1958), d'Alain Resnais, 18 h 30 ; Huit et demi (1963, v.o. s.t.f.), de Federico Felini, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Hommage à la Warner Bros : Baby Doll (1956, v.o. s.t.f.), d'Elle Kazan, 14 h 30 ; les Anges aux figures sales (1938, v.o. s.t.f.), de Michael Curtiz, 17 h 30 ; Chi a peur de Virginia Woolf ? (1967, v.o. s.t.f.), de Mika Nichols, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie, porte Saint-Eustach

Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

SAMEDI
Paria Musique: Musiques de films:
Actualités Gaumont, la Bohème (1987)
de Luigi Comencini, 14 h 30 : Comédie
musicale: Bill Baxter chante Blurwenus à
Paris (1987) de Casa-zza, Avrit à Parie
(1952, v.o.) de David Butler, 16 h 30 ;
Jezz: Fat's Domino (1974) de JeanPierre Manquillet, Duke Ellington à la
selle Pleyel (1958) de Claude Lourais,
les 70 ans du Duke (1970) de Bernard
Lion, 18 h 30 ; Portraits: Actualitée
Gaumont, Bird (1987-1988) de Clint
Eestwood, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.)
Gaumont Les Helles, 1- (40-28-12-12)
Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33)
Espace Seint-Michel, 5- (44-07-20-45)
Les Trois Betzec, 8- (45-61-10-60)
Sopt Pamassiens, 14- (43-20-32-20),
AMERIKA, TERRA INCOGNITA (vindzuélen, v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86),
L'AMOUR AVEC DES GANTS (It.,
v.o.): 14 Juillet Pamasse, 6- (43-2658-00).
L'ANMONCE FALTE A MARIE (Fr.-

58-00). L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr.-Can.) : Espace Saint-Michel, & (44-07-

LES ARCANDIERS (Fr.): Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36); UGC Denton, 6- (42-25-10-30); UGC Montpanssea, 6- (45-74-84-94); UGC Blarritz, 8- (45-62-20-40); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6- (48-33-97-77) CLOSE UP (iranien, v.o.) : Utopia, 5-CONTRE L'OUBLI (Fr.) : Pathé Houte-faulle, (F (46-33-79-38).

DEVOIRS DU SOIR (ranion, v.o.) : Uto-ple, 5- (43-26-84-85). LA FUITE AU PARADIS (Fr.-ht.) : Epée de Bais, 5- (43-37-57-47).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-It.): Cné Beu-bourg, 3* (42-71-52-36); 14 Julier Odéon, 6* (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC Bier-riz, 8* (45-62-20-40); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); 14 Julier Bastille, 11* (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13* (45-61-04-05); Park Wester II 18* (45-25-

LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE TE PAS SUSPENDIO DE LA CADORNE (Fr.-Gr.-Suis.-It., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Europe Panthéon (ex-fieflet Panthéon), 5- (43-54-15-04); Gaumont Ambassade, 8- (43-69-19-08); 14 Juillet Bestille, 11- (43-67-90-81); Bienvende Montparnasse, 15-(45-44-26-02).

TOUS LES MATINS DU MONDE (F+.):
Forum Horizon, 1• (45-08-57-57); Pathé
Hautefaullie, 6• (46-33-79-38); UGC
Danton, 6• (42-25-10-30); La Pegode,
7• (47-05-12-15); Pathé MerignanConcorde, 8• (43-59-92-82); Saint-Lazare-Paequier, 8• (43-87-35-43); UGC
Biarritz, 8• (45-82-20-40); Max Linder
Panorama, 9• (48-24-88-88); Pathé
Français, 9• (47-70-33-88); 14 Juillet
Bastille, 11• (43-57-90-81); Les Narion,
12• (43-43-04-87); UGC Gobelins, 13•
(45-61-94-95); Mistral, 14• (45-3352-43); Pathé Montparmasse, 14• (4320-12-06); 14 Juillet Basugranalle, 15•
(45-75-79-79); UGC Convention, 15•
(45-74-93-40); UGC Convention, 15•
(45-74-93-40); UGC Convention, 15•
(45-76-91); Pathé Clichy, 18• (45-22-TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) 68-00-18) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) ; La Gembetta, 20- (46-36-

VAN QOGH (Fr.): Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opérs, 2-(47-42-80-33); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Les Trois Balzac, 8-(45-61-10-60); Gaumont Alfala, 14-(43-27-84-50); 14 Juillet Beaugranelle, 15- (45-75-79-79).

LES SÉANCES SPÉCIALES A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) 12 h. AKIRA (Jap., v.o.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 13 h 45.

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.): Républic Cinémes, 11º (48-05-1-33) 13 fi 50. L'AMOUR NÉCESSAIRE (It.): Ciné Baabourg, 3 (42-71-52-38) 10 h 55. L'APPROCHE FINALE (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 12 h. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES

(A., v.o.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) 21 h 50. ARTHUR RIMBAUD, UNE BIOGRA-PHIE (Fr.): Images d'allours, 5: (45-87-18-09) 21 h 30. ATTACHE-MOI! (Esp., v.a.): Studio Galenda, 5: (43-54-72-71) 18 h 20. LES AVENTURES DE PINOCCHIO QL.

v.f.) : Reflet Logos I, 5* (43-54-42-34) 13 h 50. LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Le

'Berry Zebre, 11* (43-57-51-55) 15 h. LE BALLON ROUGE (Fr.) : Seint-Lambert, 15 (45-32-91-88) 13 h 30. BOYZ'N THE HOOD (*) (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 22 h.

.BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 16 h. BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8- (43-59-31-97) 14 h 30, 16 h 30. LE CABINET DU DOCTEUR RAMIREZ (Fr.-A.-All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-28-19-09) 13 h 30.

5- (43-28-19-09) 13 h 30.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS
DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des
Ursulines, 5- (43-26-19-09) 22 h 30.

CASABLANCA (A., v.o.) : Suint-Lambort, 15- (45-32-91-68) 21 h.

CHUCK BERRY, HAIL HAIL ROCK'N ROLL (A., v.o.) : Epès de Bois, 5 (43-37-57-47) 22 h.

LES CINO MILLE DOIGTS DU DR T. (A., v.o.): Escurial, 13- (47-07-28-04) 16 h 40. CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lembert, 15 45-32-91-68) LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Ciub Gaumont (Publicis Matignon), 8

(43-59-31-97) 20 h, 22 h. LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTE-RAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.): Reflet Médicls Logos salle Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34).

Jouvet, 5* (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.): Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet, 5* (43-54-42-34) 12 h.

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr., v.o.): Utopie, 5* (43-28-84-65) 15 h 15.

DON GIOVANNI (Fr.-ht., v.o.): Studio des Ursulines, 5* (43-28-19-09) 15 h 15. 16 in 15. ELVIRA, MISTRESS OF THE DARK (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) O h. LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.):

Ranelegh, 16: (42-88-64-44) 15 h. EPIDEMIC (Dan., v.o.) : Escurial, 13: (47-07-28-04) 12 h. EXCALBUR (A. v.o.) : Ssint-Lambert, 115: (45-32-91-68) 21 h.

L'EXPÉRIENCE INTERDITÉ (*) (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (46-54-46-85)
15 h 45.
FANTASIA (A.): Républic Cinémes, 11- (48-05-61-33) 17 h 10: Denfart, 14-43-21-41-01) 17 h 20. FASTER PUSSY CAT, KILL I KILL I [*] [A., v.o.] : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) 0 h 45. FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3* (42-71-52-36) 0 h 15. LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : La Serry Zèbra, 11- (43-57-51-55) 17 h 30. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : mt-Lambert, 15. (45-32-91-68)

HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bassille, 11 (43-07-48-60) 0 h HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.): Cros Besobourg, 3- (42-71-52-36) O h 20. HOTEL DU MORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h.

15" (45-32-91-96) 18 h. JUNGLE FEVER (A., v.o.): Images d'alleurs, 5- (45-87-18-09) 18 h. LE KID (A.): Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 15 h 20. LAAFI (burkinabé, v.o.): Images d'all-leurs, 5- (45-87-18-08) 18 h. LADY FOR A DAY (A., v.o.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h 15. LOLA MONTES (Fr.-AIL): Reflet Médi-

cis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) 11 h 50. LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 21 h. LUCKY DAISY TOWN (Bel.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 13 h 30.

Lambert, 15 (45-32-51-56) is 30.

LUST IN THE DUST (A., v.o.) : La BesLie, 11 (43-07-48-60) 0 h.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Saint-Lembert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

MAUYAIS SANG (Fr.) : Studio des

Litautinos, 5 (43-26-19-08) 18 h 15. MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-38) 10 h 40.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Gra Pavois, 15- (45-54-46-85) 0 h 30. MORT A VENISE (R., v.o.): Escurial, 13- (47-07-28-04) 11 h 50. MUSIC LOVERS (Brit., v.o.): Acci-tone, 5: (46-33-86-86) 12 h. NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Studio Galande, 5: (43-54-72-71) 20 h 10. L'OURS (Fr.-All.) : Escurial, 13- (47-07-28-04) 14 h 50.

LES PTITS SCHTROUMPFS (Bel.):
Lucarneire, & (45-44-57-34) 14 h, 16 h.
PAYSAGE DANS LE BROUILLARD
(Gr., v.o.): Europa Panthéon (ex-Reflet
Panthéon), 5- (43-54-15-04) 11 h 50.
PETER ET ELLIOTT LE DRAGON (A., : Denfert, 14 (43-21-41-01) PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.): Le Berry Zabre, 11- (43-57-51-55) 16 in 30. POINT BREAK (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 20 h 15. LA PREMIÈRE FOLLE DE WOODY

ALLEN (A., v.o.): Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 21 h. LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.): Le Berry Zèbre, 11- (43-67-51-65) 20 h 30. QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 20 h 10.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Deniere, 14-(43-21-41-01) 15 h 40. SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (t., v.o.) : Cins Besubung, 3- (42-71-52-35) Oh 10 ; Accatone, 5- (46-33-86-86) 22 h.
STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia, 5- (43-26-84-85)

TCHAIKOVSKI (Sov., v.o.) : Cosmos, B- (45-44-28-80) 20 h. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.): Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 22 h 30. TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS

(Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15* (45-32-91-68) 17 h. TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bol.) : Saint-Lembert, 15° (45-32-91-68) 15 h.

TOP HAT (A., v.o.) : Msc-Mahon, 17-(43-29-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, LES TORTUES NINJA II (A., v.l.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 15 h. TOTAL RECALL (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 22 h 15. LA TRAVIATA (k., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 11 h 45. TU MI TURBI (ft., v.o.) : Le Berry Zebre,

20.000 LIEUES SOUS LES MERS (A. v.f.) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-58) 17 h. LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chin., v.o.) : L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63) LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.): Ciné Bembourg, 3 (42-71-52-36)

VOYAGE SUR JUPITER (Cen.) : Cinese, 19- (42-08-34-00) 11 h, 19 h.

Yolume relié.

mg 1/270 000 con

iodex de plus de 210 000 noms.

v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) O h 15. DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

> CHAMPS Se Monde ÉCONOMIQUES

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél.: 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

Atlas universel LE MUST DES ATLAS



L'Atlas universel, fruit de l'association du MONDE et de SÉLECTION DU READER'S DIGEST, est l'ouvrage de référence. Complet, précis, prestigieux et unique en son genre, il offre une vision irremplaçable du monde contemporain.

Selection

D'une extrême richesse planimétrique et d'une codification claire et dense, c'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable.

Luxueux ouvrage culturel; l'Atlas universel est le plus actuel, le 3

EN VENTE CHEE VOTRE LIBRAIRE. Sélection Le Moude

LE MONDE A PLEINE PAGE

plus utile et le moins conformiste des cadeaux.

CULTURE

PINOCCHIO ET LEMPEREN

ALLEN ... DE M

LA PREMIÈRE FOLIE LES LE

PYTHON THE SECOND

GUI A PEUM OR CERCINA TO

LE ROI FT L'ODAFAU ...

SALO OU LISTED JOURNES

SOCIAL SO

STRANSER - HAR PARAME

THE RUCKY TORROW ! to talk and a second of the second

SHOW THE SHO

FORTING FY AND LACE AUX BEAUTION OF BUILDING

THE THE P. LE PEMPLE MIN.

LES TORTOLS NINGA II 2

A TRAVERY A

TUNCTURE : 10 May 1

20 000 : 1 VES 3005 IEE

TO MARKET OF CHEWN

SWOOTS SECURE

WORKER LOT SUPPRESS.

CHAMPS

ECONOMIQUES .

Cation des Fraqueteurs

新设施的Pety No. 15 1, 1918.

OF GOE ESTANDS TO THE SEE

的种、数据设计 在原原来

101 - TANT PROPERTY

The second of the second of the second

Allas universel

MANGAES OF ANALYSIS

TCMAIROVSKI :

POINT BREAK Parent Control of the Section of LA PREMIERE FOLE DE

STILL SA

· 建北 / 是

the his Bearing to

Walter Annual

1 THE

Married States

Le pourpoint aux orties

Virage sur l'aile pour Mikhaïl Barychnikov qui se voue désormais à la danse contemporaine

Mikhail Barychnikov se produira à Paris, au Théâtre des Champs-Ely-sées, du 5 au 12 mars prochain. Avec une troupe pas comme les autres, The White Oak Dance Proautres. The White Oak Dance Project, dont il assume la responsabilité non seulement artistique mais financière: il a, pour cela, fondé sa propre société, Barychnikov Productions Inc. The White Oak a débuté à Boston en octobre 1990 et a déjà effectué quaire tournées aux Etats-Unis; sa tournée européenne, la première, le conduira, après Paris, à Rome, Francfort, Hambourg, Copenhague, Stockholm et, enfin, Londres où elle s'achèvera le 12 avril. Elle est présentée (sauf à Londres) en association avec le producteur Gilles Bayé-Pouey, également producteur des «Géants de la danse» qui débutent prochainement à Paris.

Au programme du White Oak — qui dispose, il faut le souligner, de son propre orchestre de dix-sept musiciens, — uniquement des chorés graphies contemporaines. Adieu princes, Don Quichotte et autres & Corsaire! A quarante-trois ans, Mikhall Barychnikov — Micha pour des milliers d'intimes — jette aux orties ses pourpoints de velours romantiques et classiques. La superstar joue les violettes, le tsar découvre la démocratie: les étoiles n'ont vre la démocratie : les étoiles n'ont pas cours dans la danse moderne. Une nouvelle carrière pour le farfadet prodige! De passage-éclair à Paris, le sourire et l'œil bleu toujours dévastateurs, il s'explique.

« White Oak - le chêne blanc - est le nom de la plantation, en Floride, où Howard Gilman [NDLR: magnat du papier et protecteur des arts depuis longtemps] nous a fait construire un studio de danse. Près de Jucksonville et à deux heures de Jacksonnie et a deux neures d'avion de New-York, c'est mon second «home». Et c'est ià que nous préparons nos spectacles, dans un environnement idéal – il y a deux lacs, un étang aux cygnes, un yacht-club, un immense parc naturel où vient six cents antimax dont beaucoup d'espèces rares et menacées ...

» The White Oak Dance Project "In Write Opt. Dance Froject n'est pas une compagnie au sens tra-ditionnel du terme, c'est plutôt un groupe qui travaille sur des projets limités, pas toute l'année. Il monte deux créations par «saison», c'est-à-dire par tournée d'un à deux maisente par tournée d'un à deux me création mondiale de Paul Taylor, et création mondiale de Paul Taylor, et une autre de David Gordon. L'idée de ce groupe est née de mon envie, après avoir quatté la direction artisti-que de l'American Ballet Theatre, de travailler davantage dans le domaine de la danse moderne — que je connaissais déjà un peu pour avoir travaillé avec Twyla Tharp, Alvin



Mikhait Barychnikov

Alley, Paul Taylor, Merce Cunningham, Glen Tetley et. suotout ces demières années, la compagnie Martha Graham. J'ai commandé des pièces d'abord à Mark Morris, ensite à Meredith Monk, Martha Clarke, Lar Lubovitch, Jane Dudley. Ces chateurs se situate Dudley... Ces créateurs se situent dans la même lignée de la danse contemporaine américaine, excepté peut-être David Gordon, un peu dif-férent, qui se définit lui-même comme « constructeur » et non cho-

» Nous sommes une quinzaine de danseurs – en fait un noyau perma-nent de muit auxquels s'en ajoutent cinq ou six, selon la programmation. Ils ont, pour la plupart, travaillé chez les chorégraphes modernes que j'ai cités; je les connaissais de réputation ou je les avais rus en scène, certains m'ont été suggérés par les choré-graphes. La danse moderne est un petit monde, on se connaît tous. Ils ont en commun une forte personna-lité, une grande expérience de la scène, un bagage solide à la fois Ils ne sont pas très jeunes, mais j'ai longtemps travaillé avec des gens très jeunes, à présent j'ai envie de contacts avec des gens de mon âge... En général, les chorégraphes peuvent rester longtemps en scène, car ils sont la source même de leurs mouve-ments, on voit d'où ça vient. Regar-

dez Merce Cunningham, toujours sensationnel en scène à soixantedouze ans. Mais certains interprètes aussi peuvent avoir cette grâce. Jamais je n'ai éprouvé une telle émo-tion qu'en voyant danser Jean Babi-lée, il y a une douzaine d'années, il avait largement dépassé la cinquan-taine. C'était un homme - pas seule-ment un danseur - qui exprimait en scène la complexité d'une âme, d'un esprit et d'un corps. Ces gens me donnent beaucoup de courage et d'es-poir, je vois qu'il n'est pas nécessaire de faire de grands jetés, des cabrioles et des doubles tours en l'air pour toucher les spectateurs. Le difficile est

de trouver des chorégraphies appro-

» J'ai dit adieu aux rôles classiy Ja: at adieu dux rotes classi-ques (même si je continue à fatre ma barre tous les jours). C'est une partie de ma vie terminée. Le difficile pour moi, à présent, est de danser dans un ensemble, je n'ai pas l'expérience... La danse moderne est democratique, c'est un tot d'appril à pour le plan c'est un état d'esprit; sur le plan technique, elle ne me pose pas de problème, je l'ai déjà beaucoup travaillée. J'aurais souhaité davantage d'œuvres de Graham, qui est peut-être la plus compliquée techniquement; mais j'ai un genou droit fragile, déjà opèrè deux fois et Graham demande beaucoup de travail sur les genoux. Forsythe? Je le trouve très intéressant, il a réinventé le langage classi-

que. Mais, malheureusem trop tard pour moi... trop tura pour mot...

** Je suis toujours curieux de voir ce qui se fait aujours hui, et je reçois beauxoup de cassettes vidéo de jeunes chorègraphes iméressés par mon projet. Je dois dire qu'il n'y en a pas beauxoup de passionnants. Cependant j'espère, l'année prochaine, présenter un programme de choréaani J'espère, l'année prochaine, pré-senter un programme de choré-

r Quant à l'évolution du ballet classique, c'est une triste histoire, me semble-t-il. Je ne voudrais pas spèculer, mais les plus grandes compagnies du monde actuelles - le Bolchoï, le de norme actuelles - le Boichoi, le Kirov, l'Opéra de Paris et le Royal Ballet de Londres - ont des hauts et des bas : les deux russes dégringolent, Paris stagne, Londres vient de Paris stagne, Londres vient de remonter un peu... Manquent de grands chorègraphes et de grands directeurs artistiques. Manquent la force créatrice et l'énergie qui animaient jadis le New York City Ballet avec Balanchine. Les grandes compagnies veulent toujours être un drapeau, être « glamourous », impressionnantes, ce n'est pas ainsi qu'on fait du travail de création en profondeur. Peut-être la facilité des échanges et des communications, echanges et des communications, aujourd'hui, commence-t-elle à gom-mer la diversité des styles nationaux. Ce serait dommage. Il faut que l'école de l'Opèra de Paris, à mes yeux la meilleure du monde en ce moment, garde sa spécificité, comme les autres. Il est intéressant de voir une Belle au bois dormant anglaise, n'ayant rien à voir avec les Belles russes ou danoises [l'ai oublié de citer le Royal Ballet danois parmi les a erands » actuels). Tran de auestions egrands» actuels). Trop de questions de business, trop de souci d'être attractif entrent en ligne de compte et certaines productions ne sont pas

» Remonter moi-même de grands ballets classiques? Je l'ai fait. Ce furent des désaures (rire). Don Quichotte, admettons, c'est celui qui a le mieux marché. Diriger de nouveau mieux marché. Diriger de nouveau une grande compagnie comme l'ABT? On me l'a souvent demandé, il n'en est pas question. Régler des chorégraphies? Je n'en ai pas l'ambition: être chorégraphe n'est pas une reconversion après une carrière de danseur, c'est un don qui se manifeste très tôt. Non, je le répète: mon désir, désormais, est de travailler du nement de manuel par la manuel de la manuel d avec un groupe restreint où peuvent se nouer de vrales relations humaines, où règnent la dévotion. la discipline, l'investissement de soi qui m'avaient frappé lorsque J'étais invité dans des troupes modernes. Travail-ter enfin avec des adultes... C'est la raison de mon adieu définitif aux grandes compagnies.»

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

celui de l'Ecole de Pont-Aven. L'influence de Maurice Denis y est sensible. L'intérêt de ces œuvres est donc tout à la fois

sociologique et artistique. Or le projet de modernisation du Centre héliomarin de Roscoff condamne ces peintures à la des-

truction paisque la salle des fêtes doit être abattue afin de permet-tre l'agrandissement du bâtiment. Il serait regrettable qu'aucune solution de compromis ne puisse être trouvée et que ce témoignage de l'art décoratif des années 30 soit sacrifié ainsi à la légère. Trop d'œuvres comparables ont été détruites depuis vingt ans pour qu'un effort ne soit pas ici E. de R. | en chêne, légions d'honneur,

PATRIMOINE

Le capharnaüm retrouvé

L'appartement de Gustave Moreau est enfin ouvert au public

Trois cents tableaux, gravures, meubles, bibelots accumulés dans 54 m². C'est peu à côté des six mille œuvres qu'abrite cette mai-son-musée de la rue de La Rocheson-intesce de la rice de La Roche-foucauld à Paris ou encore des neuf mille pièces que contiennent les réserves de cet établissement qui dépend de la Réunion des musées nationaux. Mais c'est une première : l'appartement de Gustave Moreau - ce peintre que Huysmans considérait comme «un artiste unique, extraordinaire et mystique, enfermé en plein Paris, dans une cellule où ne pénètre même pas le bruit de la vie contem-poraine » – vient d'être enfin ouvert au public, après un siècle d'ombre et de poussière.

il se dégage de ce sombre cabinet de curiosités tout l'esprit histori-ciste de la fin du dix-neuvième siè-cle, ce sens de l'accumulation poussé à l'extrême et, en même temps, la solitude d'un homme qui décide à soixante-dix ans de ras-sembler les témoignages de sou passé: souvenirs de son père (mort en 1862), de sa mère (morte en 1884) et de son amie Alexandrine Dureux (morte en 1890), traces vivantes de ses maîtres. Dans cet archivage funèbre, il semble trou-ver l'unique raison de continuer son œuvre, donc sa vie, consacrée à l'adoration des modèles (Michel-Ange, Carpaccio, Le Titien) et des symboles religieux ou mythologi-«Je pense à ma mort et au sort

de mes pauvres petits travaux et de de mes pauvres pelits travaux et de toutes les compositions que je prends la peine de remuer. Séparées, elles périssent; prises ensemble, elles donnent un peu l'idée de ce que j'étais comme artiste et du milieu dans lequel je me plaisais à rêver, note le peintre en décembre 1862. Mais c'est en 1895 que le projet prend réellement forme. projet prend réellement forme Cette maison particulière, achetée en 1852 par son père, architecte de métier et maître d'œuvre de tout un lotissement de la nouvelle Athènes, va devenir à la fois un lieu de travail et un temple du souvenir. En avril 1895, Gustave Moreau décide de faire construire sur place de grands ateliers. Il va même jusqu'à retoucher et agrandir certaines toiles afin qu'elles y trou-vent place.

Le mobilier

Il ne s'agit pas d'une reconstitu-tion réaliste du nid de l'enfance, voire d'un écomusée familial, mais plutôt d'un aménagement rêvé où les tableaux, les photos et les bibelots entretiennent des correspondances secrètes, irréductibles aux conventions esthétiques et à l'idée de décor. C'est le capharnallm du Temps retrouvé. Une fois emprunté l'escalier, que domine un très beau carton pour un Promé-thée enchaîné, on peut rester une minute ou deux heures. Les œuvres se cachent dans la pénombre: là, le porruit de Moreau par Degas; ici, une Rachel de Chassé-riau; dans un coin, une gravure de Rembrandt. L'ambiance y est sublimement étouffante, pleine de ces visions qui hantent l'œuvre du

peintre. L'appartement se découpe en trois pièces : la salle à manger, avec ses boiseries vert d'eau, assor-ties de chaises Louis XVI, pièce dans laquelle on a retrouvé plus de oinceaux que de fourchettes. Plus loin, la chambre, ancien salon de la mère du peintre, regroupe les sou-venirs de famille. Dans les vitrines

miniatures et photos ont été épinglées par le peintre, comme autant de papillons. En face, le boudoir d'Alexandrine Dureux, digne de la Chambre verte de Truffaut, amé-nagé dans l'ancienne chambre d'en-fact de Chartene de Cartherne il fant de Gustave. En gentleman, il fait recheter anonymement par son légataire universel, Henri Rupp, le mobilier de l'amie de cœur, accroche des portraits par Nadar, et quelques-unes de ses aquarelles: Hésiode et la Muse, Sapho, Pasi-

On quitte l'appartement par ce vestibule où les œuvres se serrent sur les murs comme pour mieux les soutenir : une huile de Fromentin, une seuille d'étude de Poussin, une vue d'Egypte offerte par un ami orientaliste, Berchère, origi-naire d'Étampes. L'ensemble est bouleversant autant par ce qu'il rend visible que par ce qu'il suggère à force de mystère, d'inachévement et d'étreinte avec l'idéal. Ce lieu n'a pas été conçu pour la vie quotidienne mais pour y échap-per, dans le recueillement, le sou-venir, plus vivant que la vie elle-même. « Mourez tôt, mourez tout de suite, pour le grand bien de l'art, pour wire gloire, écrivait le Săr Peladan, l'auteur du Vice suprême, d Gustave Moreau en 1895. Il meurt en 1898. Après quatre ans de démarches, Henri Rupp arrive à faire accepter le legs Gustave Moreau à l'Etat. Le musée sera officiellement ouvert en 1903 : le premier conservateur n'est autre que Georges Rouault, élève de Gustave Moreau à l'École des peaux-arts.

Près d'un siècle plus tard, c'est une femme, Geneviève Lacambre, conservateur au Musée d'Orsay et chargée du Musée Gustave-Moreau depuis 1985, qui a su rendre hommage à la mémoire du peintre avec le soin qu'il avait pris lui-même à faire le lit de son œuvre. Les 400 000 francs recueillis auprès de plusieurs mécènes (1) ont permis de restituer les damas jaunes et grenat, de restaurer les bronzes et les sculptures. En 1931, on comp-tait 70 visiteurs par an. En 1990, ils sont 25 000, un chiffre infime, comparé aux 8 000 entrées quoti-diennes d'Orsay, mais qui justifie l'intérêt croissant du public, étranger notamment, pour cet endroit. L'ouverture de cet appartement, d'une vie, donne à mieux voir, un étage plus haut, l'œuvre et son éro-tisme sacré, de s'abandonner, par exemple, à cet Orphée sur la tombe d'Eurydice, peint par Moreau au lendemain de la mort de son Alexandrine et dont il suggerait les couleurs avec ces mots tout simples : « L'âme est seule ; elle a perdu tout ce qui était sa spiendeur, la force et la douceur. Elle pieure sur elle-même, dans cet abandon de tout, dans sa solitude inconsolée. Le silence est partout. La Lune apparaît au-dessus de l'édicule et de l'étang sacré clos de murs; seules les gouttes de rosée tombant des fieurs d'eau font leur bruit régulier et discret, ce bruit plein de mélan-colle et de douceur, ce bruit de vie dans un silence de mort.»

LAURENCE BENAIM

(1) L'Association des amis du Musée Gustave-Moreau, la CGPI, le Conseil supérieur du méchat culturel et l'asso-ciation américaine Friends of French Art qui a mend à bien l'inventaire de l'ap-

Musés Gustave-Moreau. 14. rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél.: 48-74-38-50. Fermé le mardi.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5687 **HORIZONT ALEMENT**

1. Avec lui, il y a des pleurs mais pas de grincements de dents. Raté quand on a mai tourné. — Il. Qui peuvent se mettre à courir. Ne fait pas de mai quand elle est blanche. — Ill. Ne sont pas dans la mesure des moyens. Singe. Point de départ. - IV. Rangé comme un poisson. Peut se terminer



est grande, il n'y a pes d'étiquette. N'est plus qu'un triste sire quand il est mélancolique. - XIV. Eau, Une ville. Peut abriter un rieur. - XV. Un coin perdu. Ville du Nigéria. Pronon-

VERTICALEMENT ..

1. Ou'on peut sens crainte laisser tomber. Tient bien son logis. -2. Marcher sans rien dire. A la dent dure. Adverbe qui vaut mieux qu'un autre. - 3. Un certain sel. « Sortia » en famille. L'âme d'un e pistolet ».

- 4. Un caractère ancien. Cachera.
Peut être voulu par un ami anonyme. - 5. A une réaction bien humaine. Pas souple. Sa tête nous revient. - 6. Une question pour le psychologue, Pas original. Disciple d'un marabout. - 7. Un mot dé. Gros le long de l'échine. - 8. Pronom. N'est tranchée que lo-"qu'on a fini de peser. Crie comme une bête. - 9. Pas fina. Un vague sujet.

Entre en tournant. - 10. Un animal très mou, Anglaise, elle a de fortes mâchoires. Claire. - 11. Un homme vraiment pas gêné. - 12. Degré. Les petites annonces, Adverbe. -13. Reptiles dont certains font tout un plat. Donneras das motifs. -14. Julianne au marché. Ne compte pas. Orifice. - 15. Pronom. Bien exprimés. Pas libres.

Solution du problème re 5688 **Horizontalement**

I. Incapable. - II. Nérée. Ion. -III. Sou. Repue. - IV. Pneus. Ce. -V. Speech. - VI, Ré. Pétrel. -VII. Acné. Ri. - VIII. Noumi. Oh I IX. Tu. Questa. - X. Tau. Réer. -

Verticalement 1. Inspirant. - 2. Néon. Ecoute. -3. Crues, Nu. An. - 4. Ae, Upper-cut. - 5. Persée. Ru. - 6. Etriers. -7. Bip. Cri. Set. - 8. Louche. Otée.

- 9, Enes. Lehar. GUY BROUTY

NOTES

Mort de l'actrice **Judith Anderson**

L'actrice d'origine australienne Judith Anderson, qui incarna Lady Macbeth et la lugubre gou-vernante du Rebecca d'Hitchcock, est morte le 3 janvier en Califor-nie. Elle avait quatre-vingt-treize

[Née le 10 février 1898 à Adelaîde, Judith Anderson gagne les Etats-Unis avec sa mère en 1918 et joue dans des dizaines de pièces avant de se voir proposer ses grands rôles. En 1931, on la voit dans Le deuil sied à Electre, d'Eugene O'Neill et, en 1937, elle fait ses débuts à l'Old Vic de Londres dans le rôle de Lady Macbeth, puis joue la roine Gertrude de Hamler en compagnie de John Gielgud.

Mais le grand public la connaît sur-tout comme la sinistre gouvernante de Rebecca (1940), qui lui valut un Oscar de meilleur second rôle. Elle avait joué de meisseur second rôle. Elle avait joué plus tard dans les Dix Commandemens, de Cecil B. Dix Mille, et dans l'adaptation cinématographique de la Chatte sur un toit brâlant, de Tennessee Williams, et avait même tourné avec Ronald Reagan, dans King's Room. Frances Margaret «Judith» Anderson, que la reine Elisabeth d'Angieterre avait nommée « Dame » de l'Empire britansique, avait encore joué Hamlet à l'âge de soixante-treize ans.]

Les fresques de Kerga menacées

En 1935, un peintre breton, Charles de Kergariou, dit Kerga, exécutait un cycle de fresques pour décorer la salle des fêtes du sanatorium de Perharidy, près de Roscoff (Côte-d'Armor). Cet ensemble de dix peintures murales qui couvrent 200 m2 décrit la vie quotidienne de la Bretagne de l'entre-deux-guerres : pêche, ramassage du goémon, queillette des choux-fleurs, mais aussi bains de mer et traitement de la tuberculose dans cet établissement. Kerga les avait réalisées dans un style largement inspiré de

THÉATRE

Bastille 1989/1992

Anrès les fêtes, à l'année nouvelle, on fait les comptes, qui amer. Cela se passe pour les particuliers, et aussi pour les théâtres. Même ceux qui marchent, dont las spectacles sont «appréciés de la presse et du public ». C'est le cas du Théâtre de la Bastille qui a la chance de porter un nom facile à retenir dans le monde entier, et dont le directeur, Jean-Marie Hordé compose ses programmes avec caux qu'il appelle « les gens à la marge », principalement dans le domaine dramatique, mais aussi

chorégraphique et musical. Jean-Maris Hordé tient à opérer une présélection rigoureuse. La disposition des deux salles, ieur aménagement, ieur

leur passé donnent au Théâtre une Identité marquée. Tous les genres n'y sont pas à leur place. En revanche, tout ce qui naît, tout ce qui risque, ce qui bouge, désire - et doit - passer à la Bastille, de François Tanguy à Joël Jouanneau, de Jean-Marie Patte à Bruno Bayen, de Novarina à Michel Rabeux, entre

C'est là qu'intervient la question des moyens. La plupart du temps, les gens qui commencent, qui cherchent, qui poursuivent une expérience radicale ne peuvent pas s'autofinancer. La Bastille de son côté, une fois payés le loyer, la publicité, les frais fixes, dispose de 900 000 F pour la coproduction de quelque vingt-cinq à vingtambiance et celle du quartier, sept spectacles. C'est beaucoup

pour peu d'argent : « On peut difficilement tenir trois mois des formes qui ne sont pas totalement acceptées», dit Jean-Marie

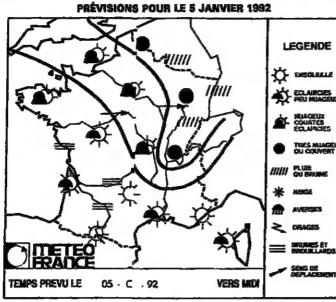
Le théêtre est ouvert de sep-tembre à juillet. Et en avril 1992, y sera créé une pièce de Chantal Akerman. « La Bastille n'est plus en faillite, mon indépendance artistique est totale. Finalement, j'ai obtenu après trois ans de travail acharné le montant de subventions que je demandais il y a quatre ans. Je voudrais seulement pouvoir produire de temps en temps una première mise en scène, continuer mon travail. C'est un choix politique de la part du ministère comme de la Ville de Paris. »

MUST DES ATLAS p. -

The second second the district The second second Marie Wall No. of Contract of Marie No. 18 Sept. 15

建筑工作集

Miles again to the



Dimanche : Eclaircies au nord de le Loire, soleil au sud. – De la Bre-tagne à la Normandie, aux régions situées au nord de la Seine, ainsi qu'en Lorraine, Alsace et nord-Jura, la matinée débuters sous un ciel gris et de petites pluies se produiront sur les égions situées les plus à l'est. Dans la ournée des éclaircies se développeront sur la Bretagne, le nord des Pays-de-Loire, gagnant dans l'après-midi la Nor-mandie, l'Ille-de-France, la Picardie et la Champagne. En fait seules les régions transitions despets passes sous les régions eres seront encom sous la gri-

Sur les autres régions françaises, des brumes et des brouillards sa formaront par places en fin de nuit. La visibilité s'améliorera généralement dans la matinée pour laisser place à un temps bien ansoleillé. Mais, par androits, la dissibas risque d'être plus lente.

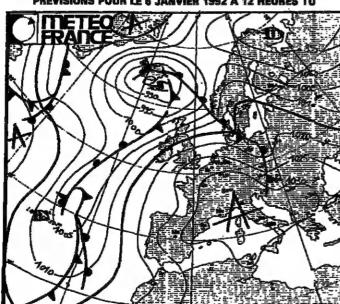
LEGENDE

La hausse des températures minimales se généraliseront sur la moitié nord. Au lever du jour, il fera 9 ou 11 degrés en Bretagne, entre 6 et 9 en Normandie, lle-de-France et Nord-Pas-de-Calais, entre 2 et 6 degrés plus à

Sur la moitié sud, des gelées se pro-duiront encors, sauf toujours sur les régions côtières. La thermomètre des-cendre jusqu'à – 4 degrés localement dans le Sud-Ouest, jusqu'à – 7, voire parfois –10 dans les vallées alpines.

Les températures musimales s'étage-ront entre 9 et 14 degrés aur la moitié ouest et près de la Méditerranée, entre 4 et 8 degrés près de la frontière est, entre 7 et 10 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 6 JANVIER 1992 A 12 HEURES TU



Valeurs extrêm le 03-01-1992 à 18 haures Tu	es relevées entre l et la 04-01-1992 à 6 h			04-01-	92
FRANCE ALACCIO 13 4 C BLARRITZ 15 2 D BREST 15 11 11 C CARN 9 C CHERBOURG 16 9 C CLESSONTES 5 -7 D BLION -1 4 B CRENOBLE 3 -3 C LILLE 6 4 C LILLE 6 4 C LILLE 6 4 C RANCES 7 0 S LYON 6 1 N MARSSILE 12 7 D M	COPENHAGUE 8 DAKAR 28 DELHI DJERBA 15 GENEYE 2 HONGKONG	122 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	LUXEMBO MADRID MATCHAIN METCHAIN METCHAIN METCHAIN METCHAIN METCHAIN METCHAIN MATCHAIN MATCHAIN MATCHAIN METCHAIN MET	SCR 17 21 11	0 C -3 B 10 N -3 D C -1 D C -2 D C -2 D C -1
A B C ciel couvert	D N	0	P	T	& aciee

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque somaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; a Film à éviter ; » On peut voir ; » Ne pas manquer ; » ne Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 4 janvier

TF 1 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Trafic infos. 20.50 Variétés : Succès fous. Emission présentée par Christian Morin, Philippe Risoli et Patrick Roy.

22.35 Magazine: Ushuala.
Voyage en Okavango; lles de
Rlom: paysans-paysages;
Fregile équilibre; Cratèra du
nouveau Québec; Capitaine
de quinze ans. 23.50 Magazine : Formule sport. Jaux olympiques d'Albert-ville : portratt de Surya Bonely ; Rald Gauloises.

19.59 Journal, Journal du trot et Météo.

et Méteo.

20.45 Magazine:
La Nuit des héros.
La Botte secrète, de Frédéric
Compain: Draros en kayak,
de Philippe Abecassis:
Rocking-chair (Erats-Unis): Le
Genderme accoucheur, de
Serge Hortaville.

22.30 Magazine: Druble ieu 22.30 Magazine : Double jeu. Invité : Renaud, Variétés : les Maracas, Cher.

FR 3

- De 20.00 à 22.40 La Sept 20.00 Chronique : Le Dessous des cartes. 20.05 Documentaire : Histoire parallèle (v.o.).
21.00 Documentaire : Anna,

23.50 Série : Un juge, un filc.

la corde de la vie. 22.25 Le Courrier des téléspectateu 22.30 Journal et Météo.

22.40 La Flamme olympique en France. De 22.50 à 0.00 La Sept

22.50 Magazine :
Cinema de poche.
Vive l'original, de François
Porcile : L'Eclaireur. 23.50 Cinéma d'animetion :

CANAL PLUS

19.35 Le Top.

22.00 Les Nuls... l'émission. invité : Roland Giraud. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Documentaire : Les Baisers du cinéme. De Nell Steinberg et Bruce

TF 1

20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.45 Cinéma : Bagdad café, mm Film allemand de Per (1987).

22.25 Magazine : Ciné dimanche 22.30 Cinéme:
Juillet en septembre, a
Film français de Sébestie
Japrisot (1988).

A 2

19.59 Journal, Journal du trot et Météo. 20.45 Téléfilm : Maigret chez les Flamands. 22.25 Magazine : Bouillon de culture.

FR 3

20.05 Les Fables géométriques. 20.10 Série : Benny Hill. 20.45 Divertissement: Un cactus ens le potage.

22.05 Magazine : Le Divar. Maria Casarès (1= partie) 22.30 Journal et Météo. 22.50 Cinéma : Lolita.

CANAL PLUS ---- En clair jusqu'à 20.30 ----

19.40 Ça cartoon. 20.25 Magazine:
L'Equipe du dimanche.
20.30 Cinéma: Miss Daisy
et son chauffeur, m
Film américain de Bruce
Berestord (1989). 22.05 Flash d'informations.

22.05 Flash d'informations.

22.10 L'Equipe du dimanche.
Match : Milan-AC-Naples, les
burs européens ; L'évênement : football : Atlatico
Madrid-Real : Football eméricain : Atlanta Falcons-NewOrlesne Saints, match de
championunt de la NFL.

0.50 Cinéma : Le Géant
de Thessalie. ma
Film italo-français de Riccardo
Freda (1881).

20.00 Journal. 20.25 Rallye : Paris-Le Cap (et à 1.15). 20.40 Météo.

20.45 Mereo.

20.45 Série : Perry Mason.
La Verre empoisonné, de Christian I. Nyby II, avec Raymond Burr, Berbara Hale.

22.25 Magazine : Ciné Cinq (et à 6.10). 22.40 Sport : Patinage artistique. Challenge des champions Oslo, le 13 décembre.

23.40 Journal de la nuit 23.55 Série : Freddy, de vos nuits.

M 6 20.00 Série : Papa Schultz.

20.40 Téléfilm : Télenim: Ilce, les années de guerre, De Melville Shavelson et Boris Sagal, evec Robert Duvall, Lee Ramick (1" et 2" parties). 23.45 Six minutes d'informations.

23.50 Musique : Rapline. Democrate D; Queen Mother Rage; Jah Shake; Pop's Cool Love.

LA SEPT

20.00 Le Dessous des cartes. 20.05 Histoire parallèle. 21.00 Documentaire: Anna, la corde de la vie.

22.30 Soir 3. 22.50 Magazine : Cinéma de poche. 23.50 Cinéma d'animation :

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Multipiste

20.00 Musique: Multipiste.
20.30 Photo-portrait.
Louis Cane, peintre.
20.45 Dramatiques.
L'Hommedgaré, d'après les
Corps étrangers, de Jean
Cayrol; Quatre nouvelles
extraites de Nuits plus
blanches que nature.
22.35 Musique: Opus.
0.05 Clair de ruit. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (en direct du Théâtre municipal de Lausanne):
Orphée aux enfers, opéra en guatre actes d'Offenbach, invest d'Hector Crémieux et François Heiévy. 23.07 Nos plus belles musi-

Dimanche 5 janvier

LA 5

20.00 Journal. 20.25 Rallye : Paris-Le Cap. 20.35 Météo. 20.45 Cinéma : Debout les crabes, la mer morite I in Film français de Grand-Jouer (1983).

22.25 Magazine : Reporters M 6

20.00 Série : Cosby Show. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.40 Téléfilm : 22.40 leterilm: (ike, les années de guerre. Magazine: Culture pub. Vive le gueule de bols. 22.45 Cinéma: Monique et Julie. ☐ Film français d'A. Payer, (1979).

LA SEPT 20.00 Le dessous des cartes. 20.25 La Courrier des téléspec

20.30 Bergman par Bergman, Autour du film «la Source». 20.40 Cinéma: La Source. su Film suédois d'Ingmar Berg-man (1959). 22.05 Documentaire: terview. De Bille August. 22.35 Le Dessous des cartes.

Noce blanche. n

FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de création 20.30 Ateler de création radiophonique: Le Concert (arregistré à Strasbourg le 24 septembre en l'église Seint-Thomas, dans le cadm de Musica 91). Récital d'orgue de Bernard Foccroule, cauvres de Ligeti...

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert de jazz (donné le 14 août lors du Festival de Marciac) : Charile Parker; Wynton Marsalis ; Wycliffe Gordon ; Was Anderson...

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

 M≈ Micheline Berdugo,
Aurélie, Karen, Fabrice,
M≈ Hassiba Berdugo et ses enfants,
Les familles Berdugo, Bensoussan,

 Tental Marchael Proposition (1988)

Les familles Berdugo, Bensoussan, Azuelos, Zeran, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Victor BERDUGO,

Les obsèques auront fieu fe lundi 6 janvier 1992, à 10 h 45, au cimetière de Pantin.

Ni fleurs ni couroance.

202, boulevard Malesherbes 75017 Paris.

M. et Me Pierre Casalis. M. et M= Bernard Casalis, Leurs enfants et petits-enfants, M= André Mercier-Calvairac, ont la tristesse de faire part du décès de

Mª Marcel CASALIS, née Summe Mercier,

le 26 décembre 1991, à l'âge de quatreingt-quatorze and

Les obsèques ont eu lieu à Montpel-

« Voici je fais toutes choses nou-Apocalypse 21-5.

319, avenue du Prado, 13008 Marseille. 51, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris.

- M. Claude Germon, député maire, président de la Semmassy, M. Jacques Pietri,

directeur de la Semmassy Et leurs collaborateurs, ant la tristesse de faire part du décès de Mª Geneviève GUÉRIN,

Les obsèques ont en lieu le samedi 4 janvier à Couéron (Loire-Atlantique).

- Claire July et Bernard Gaud, ses enfants, Simon, Damien, Maxime, ses petits-enfants, Robert et Lilly Joly, son frère et sa belle-sœur, Helène, Anne, Françoise ses nièces, : Et sa famille, font part du décès de

Pierre JOLY, ancien élève de l'ENS, seur d'histoire de l'archite à l'école de Puris La Villette,

Les obsèques auront lieu mardi 7 janvier, à 14 h 15, au nouveau cime-tière de Bures-sur-Yvette (Essonne).

31, rue des Vizelets, 94130 Nogent-sur-Marne.

- M= Nicole Naouri. son épouse, M. et M≈ Alexandre Naouri.

M. le grand rabbin et M= E. Chouchena, M. et M™ Moïse Naouri, M. et M™ Léon Naouri, M. et M™ Reland Doukha M. et M™ Jacob Naouri,

M. le grand rabbin et M= Alain Goldmann, M. et M. Serge Kaufmann, M. et M. Jean-Pierre Schilli, M. et M. Joël Schilli, M. et M. Jacques Schilli,

ses frères, sœura, beaux-frères et, be Et tous ses neveux et nièces M= Henri Schilli, sa belle-mère, M= Michèle Huberty,

Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M. le rabbin Saül NAOURI,

survenu le 3 janvier 1992 (27 Teveth 5752), à Paris.

Les obsèques auront lieu le dimanche 5 janvier 1992 (29 Teveth 5752), à 10 heures, au mont des Oliviers, à

M™ Nicole Naouri, 9, rue Philibert-Delorme, 75017 Paris.

SCIENCES

D Arrêt du réacteur nº 2 de la centrale du Bugey. - La tranche nº 2 de la centrale nucléaire du Bugey (Ain) a été arrêtée, samedi 4 janvier, pour une durée de quatre semaines, afin d'installer sur le couvercie de sa cuve un système de détection de fuite. La mise en place de ce dispositif de sécurité a été décidée après la découverte de fissures sur les conduits percourant les couvercles de quatre réacteurs (trois à Bugey et un à Fessenheim) qui figurent parmi les six tranches de 900 mégawatts les plus anciennes du parc nucléaire fran-çais. Dans les trois années à venir, EDF devrait remplacer les couvercles des cuves de ces six réacteurs.

Erratum

 Décès dans le Munde du 2 daté
 3 janvier 1992, il fallait lire : décès de Michel GRIMAL, able de formation à l'AFPA.

Remerciements

- Quincy. Beaucourt. Belfort. Niort. Roger Marcot,

Et les familles Marçot, Marchand,

ercient les personnés qui ieur out exprimé leur sympathie au décès de André MARCOT, officier de la Légion d'house métaille de la Résistance, croix de guerre avec palmes, réseau OCM Buckmaster, citations Corps franc RD2FC, médaille de la France libénée, Medal of Freedom USA.

Anniversaires Il y a deux ans, le 6 janvier 1990,

Simonne KLEIN,

quitmit son corps vaincu par le cancer. Merci d'être toujours avec nous.

Pierre Klein, son mari, Et Mario-Hélène,

EDUCATION La défaillance

d'un projet immobilier Cent élèves d'une maternelle de Bordeaux n'ont plus d'école

BORDEAUX

de notre correspondante Depuis la rentrée scolaire 1990, les cent élèves (de trois à six ans) de la maternelle Joséphine à Bordeaux n'out plus d'école. Les bâtiments ont été fermés, puis démois. Depuis, les écoliers sont hébergés dans un centre aéré, de l'autre côté de la Garonne. Une demi-heure de bas matin et soir, via le pout d'Aquitaine « qui bat tous les records d'accidents», soulignent les parents. Ce va-et-vient quo-tidien a fini par épuiser leur qui ont officiellement demandé leur un tait concessement demande teat mutation avant les vacances de Noël. Les parents ont symboliquement organisé un goûter de Noël à l'empla-cement que devrait occuper la future école maternelle. En réalité, les bâtiments ne pourront sens doute pas être livrés à Pâques malgré les promesses réitérées des élus.

Le projet initiel de la municipalité bordelaise a tourné court. La Ville voulait procéder à un «lifting complets d'un lot urbain et lui «donner une seconde jeunesses en juxtaposant barmonieusement une bibliothèque, une salle de sports, une école toute neuve intégrées à un ensemble de 140 logements locatifs dont la construction devait être confiée à un promoteur privé.

«On n'a pas trouvé d'investisseur pour construire les logements, reconnaît Chantal Bourragué, adjointe à l'enseignement à Boradjointe à l'enseignement à Bordeaux. Deux promoteurs se sont dédits à la dernière minute. » L'élue ajoute : « l'ai été mal informée sinon je n'aurais pas laissé fermer la maternelle Joséphine dès l'été 1990. Il va sans doute falloir renoncer au montage prévu et séparer le programme de logements de la construction de l'école ». Les écoliers de Joséphine devront patienter jusqu'à la rentrée 1992 pour occuper des locaux neufs. 1992 pour occuper des locaux neufs.

G. de M.

4.

u Uno bourse pour le Japon. -Une bourse pour un séjour d'un an d'études au Japon est offerte par le journal de Tokyo l'Asahi Shi Les candidats doivent être de nationalité non japonaise, avoir un diplôme universitaire, n'avoir pas résidé précédemment dans le pays et ne pas y avoir déjà un emploi ou une mission. Les candidats peuou une mission. Les candidats peuvent se renseigner au près du bureau de l'Asahi Shimbun à Paris, 9, boulevard des Italiens, 75002. Les candidatmes seront acceptées jusqu'an 31 mars 1992. Le séjour débutera en septembre 1992.

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 og 40-65-29-96 Tarif : la ligne H.T.

Les lignes en capiteles grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en bieno sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

 $\chi_{\rm cons} \sim (80^{10})^{-1}$

Amiversa

.

Sept of the R. L. L. Co.

EDUCATION

Cent meres

d'une maternes

de Bordeau

B'ont put the

Medical Comments of the Commen

CAST NEW YORK

機能能 医二二

(1000年) April 1979 - 1

Harris Commence Land

Applied Try . . .

renardor anich

SHOULD SHOW IN THE

Section 19th Section

विराधिक अच्चा र

A RESPONDENCE TO THE PARTY OF T

ACM CAN CALL TO SERVICE STATE OF THE SERVICE STATE

2953W

Administration of the second

Missing the second

L. Migner . . .

Aller Artista

the war to

TO THE RIME SHOWN IN

Andrews Andrews

्राप्त नवस्थानात्रा । १९९१ विक्रमान्य प्रदेश । १५ वर्षे व्यक्त अस्ति

CARNET DU MONTE

動物。沙河

الأراف والأي بمستهض

William State of the State of t

A MINISTER

Migrate 👉

THE PARTY OF

事業

-

With A TRAIN

Atten Burks state of a

attact of the second

RY Viere **学教師**(Market Service)

1.5729

अवस्थिति । स्टूबर १ (१) १

Pacin 神神 神神 いっ

L'ANNEE 1991 DANS LE MONDE

ETRANGER

par EDOUARD MASUREL

JANVIER

6. - GUATEMALA: Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Jorge Serrano, candidat populiste de centre droit, est élu avec 68 % des suffrages. Il le 14 président V Cerezo démocrate-chrétien).

13. – PORTUGAL I L'élection présidentielle M. Mais Cerezo présidentielle de la cere

présidentielle, M. Mario Soares, chef de l'Etat depuis 1986, est réélu tour avec 70,4

suffrages.

14. - TUNISIE I Tull dirigeants de l'OLP, dont Abou lyad, numés de l'OLP, dont Abou lyad, numés de l'Organisation palestinienne, thage par un transfuge du groupe dissident d'Abou Nidal.

27. - SOMALIE: Le général Sysad Barre est chassé du pouvoir, qu'il occupait depuis octobre 1969, par les forces rebelles, après quatre semaines de violents combats qui dévasté capitale, Mogadiscio. Les trois principaux mouvements rebelles contrôlent chacun une partie du territoire. tie du territoire,

FEVRIER

1". - FINANCES MON-1". - FINANCES MON-DIALES: La Réserve fédérale des Etats-Unis abaisse um tanx d'es-compte de 6,5 % à 6 % pour tenter de relancer l'économie, alors que, face au coût de la rémification, la Banque fédérale d'Allemagne a releve, le 31 janvier, son taus d'es-compte de 1 % 16,5 %. Ces évolu-tions divergentes accentinent tions divergentes accentuent in baisse du dollar qui chute jusqu't 1,45 DM, 127 yens et 4,95 F le il. Msis il se redresse ensuite en raison des succès alliés dans la guerre du Golfe, puis, après la victoire, en raison des perspectives de reprise de l'économie américaine.

3. - ITALIE : Le Parti communiste, réuni à Rimini pour son ving-tième et dernier congrès, se trans-forme en Parti démocratique de la

ganche.
7. - GRANDE-BRETAGNE: Trois obus de mortier sont tirés en direction de la résidence du premier ministre à Londres. Cet attentat est

ministre à Londres. Cet attentat est
mudiqué par l'Arma publicaine irlandaire (IRA).

12. – CHINE: Les sentences les
plus sévères sont prononcées lors
du dernier procès de dissidents du
mps de Pékin» de 1989:
de relectuels sont condamnés à

treize ans de prison.

17. - CAP-VERT: Lors de la première élection présidentielle pluraliste, le président Aristides Pereira, su pouvoir depuis l'indépendance en juillet 1975, n'obtient que 26,2 % des suffrages, M. Antonio Monteiro est élu avec 72 % des

20. - ALBANIE : Dans le cenre de Tirana, la statue d'Enver-Hodja, fondateur du régime com-muniste, la renversée par adizaines la milliers de manifes-le président Ramiz de la suignement de la control de control d

contrôle du gouvernement.

THAILANDE: Le gouvernement de M. Chatichai Choonhavan, premier ministre depuis soût 1988, est renversé

tin coup d'Etat militaire.

— ALLEMAGNE: Le chancelier Kohl, revenant sur set engagements électoraux, annonce angmentations de la réunification s'est accru en raison de la dégradation de la situation économique dans

Pex-RDA.

27. - BANGLADESH: Lors
des premières élections récliement
démocratiques, le Parti national de
la bégum Khalam. Zia remporte Modes 300 sièges i pourvoir.

M- Zin devient premier ministre in 19 mars .

MARS

1º-7. - ALBANIE: Vingt mille Albanais prennent d'assaut Albausis prennent d'assaut pour se réfugier en Italie. A Brindisi autorités complétement dépassées par leur arrivée.

3. SAO-TOMÉ PRINCIPE: M. Mignel Trovoada, qui avait le soutien l'opposition, remporte l'élection présidentielle avec plus de 80 % des suffrages. Il succède au président Manuel Pinto Da Costa, au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, qui ne se représentait pas.

sentait pas.

10. – SALVADOR: Aux élections législatives, l'ARENA (droite), parti au pouvoir depuis 1988, perd la majorité absolue avec 39 des

84 sièges. 15. – ALBANIE-ÉTATS-UNIS: Les relations diplomatiques, en 1939, 15. – POLOGNE: Les par créanciers accordent une sanulation de 50 % de la dette publique, qui s'élève à 33 milliards de dollars sur une dette totale de 48 milliards. 17. - FINLANDE : Aux élecunus registatives, se ratii du centre en tête avec 55 (+ 15) des arrive en tête avec 55 (+ 15) des 200 sièges. Son président, M. Esko Aho, forme le 26 avril un cabinet le présidence collégiale de la présidence collégiale de la présidence collégiale de la présidence collégiale de la course de product au l'indépendance de leur prisonniers de la présidence collégiale de la course déposations sur faveur l'indépendance de leur prisonniers de la course déposation de la course déposation de la course déposation en faveur l'indépendance de leur prisonniers de la course déposation de la course déposation de la course déposation de la course déposation de la course de la course déposation de la course de leur prisonniers de la course de la course

confirm quadrisment participation of participation of participation of participation of pour la première foit depuis 1975.

IL - ARABIE SAOUDITE-IRAN I Les relations diplomatiques, pries en avril 1988, pries pries

21. - GRANDE-BRETAGNE: 21. — GRANDE-BRETAGNE:
Le gouvernement in Major
la suppression en avril
1993 de la poll tax, l'impôt local
très impopulaire instauré par
M= Thatcher en avril 1990.

24. — BÉNIN I Ammed tour
de la premier dection présidentielle pluraliste, M. Nicéphore
Scolo premier ministre desuite.

Soglo, premier ministre depuis
1990, l'avec 67,73 des
suffrages, M. Kérékon,
chef de l'Etat arrivé au pouvoir
en octobre 1972 grâce à un putsch
militaire.

Traoré, depuis depuis 1968, est par un coup d'Eigt militaire.

AVRIL

1". - ALLEMAGNE : L'assassi-

européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), créée pour aider l'Europe de l'Est, est inaugurée il Londres, en présence d'une trentaine de chefs d'Etat et

de gouvernement.

18-19. - FRANCE-ROUMANIE: M. Mitterrand, en visite officielle en Roumanie, demande auprésident Iliescu de « hâter la

président Iliescu de « hâter la démarche démocratique».

20. – ISLANDE: Aux élections législatives, le Parti de l'indépendance (conservateur) de M. David Od n remnort 25 (+ 8) d 63 mèges. M. Oddsson forme, le 21. un cabinet de coalition avec les sociaux-démocrates (10 sièges).

29. – ANTARCTIQUE: Les signataires du traité sur l'Antarctique, réunis à Madrid depuis le 22, s'entendent pour interdire toute exploitation minière pendant cinans.

ans.

30. - BANGLADESH: Un cyclone d'une rare violence provoque des dégits Près de cent quarante mille personnes sont les éaux sur les côtes et dans les îles du goife du Remeste.

Bengale, 30. - LIBAN: Les milices remettent une partie de leurs armes l'res qui se déploie cer-taines qu'elles ...

12. – NEPAL: Lon des pre-mières élections multipartites depuis 1959, le Parti — Congrès 110 — III sièges du Parlement — secrétaire général, M. Girija Prasad Koirala, est ommé premier ministre, le 29. 18. – SOMALIE : Les anciens

magnisards du Mouvement national somaliea, qui contrôlent le nord du pays, décident de faire sécession et proclament, le 24, la République du

21. - ÉTHIOPIE : Le lieutenant-colonel Menguistu, chef de l'Etat depuis février 1977, quitte le pouvoir de réfugie au Zimbabwe.
Les justifieres remportent de nouveaux succès militaires aux déseaux de Promés de sinitaires aux déseaux de Promés de sinitaires aux dépens de l'armée régulière qui le dépande. La capitale, Addis-Abeba, est encerclée par les rebelles. Les 24 et 25, comme en 1984, un gigantes-

sidents Assad et Hraoui signent à coalition : pour Berlin du siège du gouvernement première le depuis 1944, Bundestag.

Berlin du siège du gouvernement première le depuis 1944, Bundestag.

23-26. – CAMBODGE : Le consacre le rôle prépondérant de la Syrie au Liban. Jérusalem dénonce une véritable « annexion ».

25. – ÉGYPTE : Les pays time annulation

50 % la Line publique qui
s'élève L II TLB: - DTAN: Im ministres de la quinze p mem-des commandements intégrés atlantique, réunis l Bruxelles, appronvent une réorgani-sation du dispositif qui prévoit le le création



14 octobre : Aung San Kyi, prix Nobel de la paix.

accord est conclu à Londres, confiant pouvoir aux rebelles tigréens, derniers rendent d'Addis-Abeba avec l'aval Etats-Unis. Du 1º an 5 juillet, une conférence a la Addis-Abeba prévoit des élections démocratiques en 1993 ainsi qu'un référendum d'autodétermination en Erythree avant deux ans.

Erythrée avant deux ann.

21. – INDE: Rajiv Gandhi, premier ministre de 1984 il 1989 et président du Parti du Congrès, est il il l'alle d'une bombe avant une reunion électorale près de Madras. Les séparatires tamouls il Sri-Lanka sont accusés d'être responsables de l'attentat qui fait seize autres morts.

22. - LIBAN-SYRIE : Les pré-

par les autorités israéliennes pour évacuer 14 400 juifs éthiopiens vers l'Etat Le 27, s'ouvrent, à Londres, sous l'égide des Etats-Unis, négociations entre le les trois principaux d'opposition armée d'opposition armée d'annueller le l'ETA, sous l'égide des Etats-Unis, négociations entre le les trois principaux d'opposition armée de l'attentat de Vic. 31. – ANGOLA: Le président José Eduardo Dos Santos = M. Savimbi, chef des rebelles de l'UNITA, signent à Lisbonne un

accord de cessez-le-feu, conclu à Estorii le l' mai après un an de négociations directes sous les auspices du Portugal. Cet accord de paix, que l'ONU va superviser, est destiné à mettre fin à seize années d'une guerre civile qui a fait plus de cent mille morts.

4. - ALBANIE : Le gouverneaprès min semaines grève géné-ministre nommé le 5, forme, la 11,

munistes le pouvoir avec
le position. Le 12, le Parti du tra(communiste) transforme
le rénonation totale ».

5. - ALGÉRIE : L'état esiège instauré l'armée chargée du maintien l'Ordre. Le prelégislatives plura-listes, l'all 27 juin et 11 juillet, reportées, que le Front islamique en salut (FIS) a une grève générale illimitée partir du 25 mai provoque la Alger. Il Moulanne depuis septembre 1989, glacé par M. Sid Ghozali, initiate m. Sid Gho ministre Im affaires étrangères. ministre attaires etrangeres.

Après meurtriers, du 25 au 30, à Alser,
arrète, ii 30,

Madani Ali Benbadj, l
principaux dirigeants FIS.

8. - CONGO: La institute nationale, réunie depuis le 25 février Brazzaville, santo un premier ministre,
M. André Mille SasNguesso, chef de la plupart de cer DOUVOITS.

II - 14. - EUROPE : Prague les premières Assises la européeane, qui réunissent, la l'initiative la Mitterrand, lettres, des arts, de la cloture, 14, M. Mitted réduit, le aux critiques, ambitions de son par dont il avait 31

12 - 15. - INDE: 🛶 čleclégislatives, qui avaient repoussées après l'assassinat, le 21 mai, — Rajiv Gandhi, son — rile Congrès, arrive en tête mais n'obtient — la majorité absolue, — 223 (+30) — 511 sièges à pourvoir. M. P. V. — Rao, êlu le — mai — la présidence du Pari du Congrès forma la 21 un Parti du Congrès, forme, le 23, un gouvernement minoritaire.

14. - PHILIPPINES: L'énuption du volcan Pinatubo, qui réveillé après six siècles de sommeil, premières victimes.

plusieurs de violentes explosions lentes explosions boue provoquent plus de sept cents morts et l'exode d'un million de

19. - COLOMBIE: Pablo Escobar et plusieurs autres un trafiquants membres du mand de Medellin 💶 rendent après avoir autorités qu'ils ne servient extradés vers les Etats-Unis, il incarcérés il une prison spéciale, près

19-29. - CSCE : Première réu-Berlin, de conseil de minis-trangères de la Conférence sur la sécurité et la coopération Europe. L'Albanie es trente-cinquième THE PERSON NAMED IN

20. - ALLEMAGNE : Les députés and par IV voix contre 321 m faveur du transfert de Bonn

Bundestag. 23-26. - CAMBODGE | Le Conseil national suprême (CNS). Conseil national suprème (CNS), qui regroupe depuis septembre 1990 des représentants quatre factions khmères, se réunit à Pattaya, en Thaïlande : il parvient à un accord sur un cessez-le-feu permanent et un militaires étrangères. Le 17 juillet, à Pékin, le prince officiellement prévoit i s'installer en novembre l' Phnom-Penh.

27. - AFRIQUE DU SUD : Après du Parlement, le pré-sident Frederik De Klerk nigne

depuis americames imposees
depuis septembre I

J. – COMECON: L'alliance
économique créée en 1949 — qui
l'URSS, six pays d'Europe
l'Est, la Mongolie, le Vietnam —
dissoute.

I". - CEE-SUÈDE : Dépôt officiel il La Communauté euro-

péenne. 1". - PACTE DE VARSOVIE : L'alliance d'Europe d'Europe malgré politiques.
La décision de avait prise le

1"-4. - LIBAN: L'armée se déplois le sud. Dans la libre elle impose ses conditions

3. - IRLANDE DU NORD : Les discussions multipartites com-le 17 juin l'entre protestants catholiques s'achè-sur un échec.

5. – SCANDALE FINAN-CIER: Les activités de la Bank of Credit – Commerce (BCCI) dans plusieurs pays sont grâce à une action interale concertée et coordonnée
par Banque d'Angleterre, après la
découverte «fraudes à grande
échelle». Alors que le «trou» financier pourrait dépasser les milliards de francs, la BCCI, implantée dans soitante-neuf pays et dont le principal actionnaire (77 %) est quée dans des affaires m drogue, de terrorisme et d'espionnage, m parti-Etats-Unis

18-19. – MEXIQUE : Premier sommet ibéro-américain,

Guadaajara.

23. - MADAGASCAR : Le président Didier Ratsiraka décrète l'état d'urgence, maniont lieu quoti-la Tananarive depuis le 10 juin, qu'une grève générale en très suivie depuis le li juillet et que le Comité des forces vives, qui regroupe l'opposition, formé le 22, un gouvernement transition, organisant même l'occupation de ministères. Le 10 autt, une marche de la membre de la présidentiel est brutalement réprimée : dizaines de personnes

IM - CHI - JAPON : Les approuvent un compromis importations d'automobiles japonaises, après dix-huit négociations houleuses. Tokyo le 31, ces propositions, qui orévoient l'ouverture progressive du européen en l'an 2000 du système et quotas. MM. Bush et Gorbatchev, réunis à

pour leur quatrième sommet signent le START, en depuis neuf qui prévoit une réduction de 25 % le de nucléaires stratégiques.

TUOA

7 - 10. - ITALIE: Près de vingt mille Albanais, candidats à l'exil, débarquent long des Pouilles. Après affronteliennes, particulier sur le dans le stade de Bari, où ils ont parqués en plein soleil, ils sont tous rapatriés entre le 10 et le 18, tandis que le autorités italiennes s'affirque lautorités italiennes s'affir-empêcher nouvelle immigration massive.

8. - LIBAN : Le Djihad islamique libère un ses otages britan-niques et appelle l'ONU à présider I un accord qui prévoirait un échange in prisonniers arabes déte-nus en Israel contre les otages occidentaux et ma malain israéliens disparus au Liban. L'ONU accepte. Un autre est libéré, le 11, puis quatre autres, américains et britanniques, les 24 septembre,

La guerre civile en Yougoslavie

JUIN

25. — La Croatie et la Slovénie pro-clament leur indépendance et leur adisociations de la Fédération pu-goslave. L'intervention, le 27, de l'ar-mée fédérale en Slovénie provoque de mée fédésale en Slovénie provoque de violents affiontements avec les unités de la défente territoriale slovène. Les ministres des affinires étrangères huxenbourgeois, italien et néerlandais (la «troilen» de la CEE) se rendent à Belgrade et à Zagreb, le 28, puis le 30, pour tenter de désamourer la crise. Le 30, un fragile compromis pennet l'élection de M. Stipe Mesic, Croate, à la tête de la présidence collégiale de la Fédération, alors que la Serbie bloqueit depuis le 15 mai sa nomination.

3. ~ Une trêve fragile s'autaux en Slovénie. Ljubljana accepte, le 5, de lever le blooms des casemes de l'armée.

5. - Les Douze décident un 5. – Les Douze décident un embargo sur les annes et un gel de leur aide financière. Une «déclaration commune» est signée, le 7, par la «trollea» européenne et les dirigeants serbes, slovènes, croates et fédéraux réunis dans Pile de Brioni. Elle prému crossez-le-feu immédiat et le retour de l'armée fédérale dans ses casemes ainsi qu'un moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance du 25 join de la Stovénie et de la Croatie afin de reprendre les négociations sur l'avenir de la Yougoslavie.

Fédération annonce le retrait de l'armée fédérale de Slovénie. Cette décision est saluée à Ljudjana comme une
recomnaissance de fait de la souverainecé slovène. Les jours suivants, la
tension retombe en Slovénie, mais elle
s'accroît en Croatie, qui n'a pas
obtenu le retrait des troupes fèdérales

19. - Les ministres an affaires
et au Monténégro. Ils font appel, le 12,
au Couseil de sécurité de l'ONU, alors
d'une force curopéenne d'interposition,
proposé par la présidence nécdandaise
ainsi que mMM. Mitterrand de vie.

Kohl.

Kohl. s'accroît en Croatie, qui n'a pas obteau le retait des troupes fédérales et où vivent 12% de Serbes. Les affrontements ethniques, sporadiques depuis des mois, mais encore plus vio-lents depuis trois semaines, se mul-tiplient et des combats de plus en plus meurtriers opposent les forces croates aux milices serbes, sontenues par l'ar-mée fédérale, qui est largement com-posée de Serbes.

SEPTEMBRE

l'avistion et de la marine de guerre, le le tandis que les forces croates, qui out perdu le contrôle de près de 20 % de leur territoire, multiplient les opéra-tions de blocus des casemes fédérales.

25. - Le Conseil de sécurité de PA — Le Conseil de securae de l'ONU vote une résolution décrétant l'embargo sur les livraisons d'armes à la Yougoslavie. L'envoi d'une force d'urgence, proposé par la France, n'est pas accepté, plusieurs pays cherchant à limiter la possibilité d'ingérence de l'ONU dans les affaires intérieures des Bats membres.

OCTOBRE

8. — Croatie Slovénie confirment leur I l'indépen-dance, à l'expiration du moratoire de 2. Les dirigeants de la Fédération et des six Républiques yougeslaves déclarent accepter un plan de paix, présenté le 27 août par la CEE et prévoyant une conférence à La Haye, qui se réunit pour la première fois le 7, sous la présidence de Lord Carrington. Mais aucun des cessez-le-feu conclus n'est respecté. L'année fédérale son oftensive dans phisiens son oftensive dans phisiens régions Coroatie, uvec l'aide de la marine de guerre, le 1°.

3. — Croatie Slovénie confirment leur I l'indépendance, à l'expiration du moratoire de mois qu'elles avaient accepté le prévidence, à l'expiration du moratoire de mois qu'elles avaient accepté le prévidence, à l'expiration du moratoire de mois qu'elles avaient accepté le prévolution et à la demande de la CEE. Alors que le bloc serbe de la présidence collégiale s'est emparé du pouvoir fédéral, le 3, en décrétant le «danger de guerre imminent», de violents son oftensive dans phisiens combats se poursuivent en Croatie, avec l'aide de la CEE. Alors que le bloc serbe de la CEE. Alors que le bloc serbe de la présidence collégiale s'est emparé du pouvoir fédéral, le 3, en décrétant le «danger de guerre imminent», de violents en Croatie, avec l'aide de la celle suite de la présidence de Lord Carringer de guerre imminent, de violents en Croatie, avec l'aide de la CEE. Alors que le bloc serbe de la celle la celle de la celle la cell

serbes achèvent de prendre le contrôle de Vukovar, ville de Slavonie, qu'ils assiègaient depuis trois mois et qui était devenue le symbole de la résistance crosse à l'agression serbes. De la ville en ruine, sont évacués des centaines de blessés et des milliers de civils qui étaient terrés dans des caves. 23. - Un quatorzième cessez-le-leu est signé à Genève, cette fois sous les

auspices de l'ONU, mais l'armée fédérale poursuit son offensive, en particulier en Slavonie, autour d'Osijek. Jusqu'à la fin de l'année, la continuation des combuts bloque les efforts de M. Cyrus Vance, émissaire des faveur d'un déploiement de «casques bleus». De source croate, le nombre des morts est évalué à 10 000 et celui des personnes déplacées à 500 000.

DÉCEMBRE

16. - La CEE décide de reconnaître 8. - Les Douze, qui n'ont pu faire accepter à la Serbie leur plan de pair indépendance. Tandis que la Slovénie, 8. - En Macédoine, 95 % des élec-présenté le 18 octobre, adoptent des la Croatic, la Maria de et la Bosnie15. – ALLEMAGNE : La Ban-fédérale relève son d'es-compte de 6,5 % 1 7,5 1 alors que les prix augmentent à un rythme supérieur 1 4 % en 1991, contre 2,5 % en 1150

18. – MEXIQUE: Aux élec-tions fédérales, le Parti révolution-naire institutionnel (PRI), au pou-1929, remporte une

- JAPON : In Championnats du monde tisme, qui leu jusqu'au le tembre l'Tokyo, am marqués par des Américains: le 25, le Carl
loi mètres (9 le Carl
Lewis; le 30, au le chonqueur (8,95 le le cecord légendaire (8,90 le le cecord légendaire (8,90 le le cecord légendaire le le cecord le ce bli aux Irin olympiques Mexico en 1968; le 1° septembre, au 1968; le 1

28. - TOGO: La conférence nationale, réunie depuis le 8 juillet Lomé, s'achève après avoir élu un premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, qui recueille in plupart des pouvoirs retirés au général Eyadèma, de l'Etat depuis janvier 1967.

1. - LIBAN: L. général Michel Aoun, depuis dix Beyrouth après avoir l'homme bre 1988 a octobre 1990, quitte Lieri après le 112 d'une amnistie. Autorisé il gagner il France, qui lui accordé asile, mais il 118 d'acment politique, il es conduit à Marseille, où il arrive le

SEPTEMBRE

6. - SAHARA OCCIDEN-TAL: Un cessez-le-feu entre en vigueur sous l'égide de l'ONU pour mettre fin à près de seize ans de conflit entre les troupes marocaines celles du Front Polisario. Un

doit être en IIII

13. - ETATS-UNIS: Le taux d'escompte est ramené de 5,50 % à 5 %. L'absence de reprise de l'écodance pour le dollar, qui rechute après une hausse de 25 % entre le 12 février et le 4 juillet.

Serfaty, le plus ancien prisonnier politique marocain, est libéré et

expulsé vers la France. 14. – AFRIQUE DU SUD: Le président De Klerk et une ving-taine d'organisations politiques syndicales et religieuses, dont nante zouloue, signent un de paix destiné à mettre fin aux violences entre factions noires rivales qui ont fait près de dix mille morts en treize mois dans la banlieue de Johannesburg.

15. - SUEDE : Aux élections 15. – SUEDE : Aux dections législatives, le Parti social-démo-crate, au pouvoir de 1932 à 1976 et depuis 1982, ne recueille que 138 (-18) des 349 sièges du Parie-ment. Il est devancé par la coali-tion de centre droit (conservateurs, libérary controller et de la coalilibéraux, centristes et chrétiens-démocrates), qui remporte 170 (+ 18) sièges. M. Carl Bildt, président du

16. - PHILIPPINES | Le Sénat refuse, pur le voix contre 11, de ratifier l'accord sur le main-des bases américaines conclu le 17 juillet entre Manille et Washington. Le départ des maricaines devra être terminé avant la fin de

17. - ONU: Le nombre membres de l'Organisation des Name unies passe à soixante-six avec l'admission des deux Corées, des trois Etats baltes, de la Micronésie et des iles Mars-

23 - 24. - ZATRE : Des emeutes et des pillages, provoqués par des soldats révoltés, font plus de cent morts à Kinshasa. Des militaires français et belges interviennent pour évacuer les ressortis-sants étrangers. Sous la pression internationale, le président Mobutu accepte, le 29, m nommer ministre M. Etienne Tshisekedi, qui mi un m principaux oppo-sants. Min il le revoque le 21 octobre, a qui entraîne la France et la Belgique à interrompre toute coopération civile a mili-

nement et la guérilla du FMLN signent à New-York, du l'égide de l'ONU, un accord de principe afin de mettre un terme à une guerre civile qui a fait soixantequinze mille morts en douze a.s. 27. - ETATS-UNIS-URSS: Le ident Bush annonce d'importantes réductions de l'armement nucléaire américain, en particulier 'élimination des armes à courte portée basées sur terre et sur mer. Le 5 octobre, M. Gorbatchev présente des propositions encore plus radicales, prévoyant une liquidation totale des armes nucléaires tactiques, une réduction des forces armées de sept cent mille hommes, une contratte de la un gel du programme d'armements stratégiques offensifs ainsi que l'ac-ceptation de coopérer avec l'a Etats-Unis II une défense antimis-

27. - ROUMANTE: Li prési-In lon liber me la démis-de la Petre Roman, ministre depuis décembre 1989, jours manifestations mineurs à Bucarest, qui ont la cinq morts. jan, nommé le le pour succéder M. Roman, forme, le

15, un gouvernement de transition. 29. - ALGÉRIE : L'état de siège, instauré le 5 juin, mi levé. Des dizzines d'islamistes restent détenus. Le premier tour des législatives qui avaient été reportées en juin est fixé, le III octobre, au 21 décembre .

30. - HATTI: Le Ima Je Bertrand Aristide, président élu démocratiquement en décembre 1990, est renversé par un coup d'Etat militaire dirigé par le géné-ral Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée. Ce putsch, qui fait des centaines de morts, est ferme-ment condamné par les Etats-Unis, la France et d'autres pays occiden-taux, qui suspendent tonte de économique et militaire. Le 8 octo-bre, l'Organisation des Etats améri-cains (OEA) décrète un embargo construi.

OCTOBRE

2. - CEE: La Commission de Bruxelles met son veto au rachat du constructeur aéronautique cana-dien De Havilland par le français Aérospanale et l'italien Alenia.

2. – ÉTAIS – UNIS : IBM et Apple annoncent, trois mois après un accord technologique sur les logiciels, une alliance globale pour faire face à la crise mondiale de

3. - NOBEL: Le prix Nobel de littérature est attribué à Nadine Gordimer, romancière sud-africaine engagée dans la lette unital

- PORTUGAL ; Aux élections législatives, le Parti mocrate (centre droit) de M. Anibal Silva, premier depuis octobre 1985, la majorité absolue 135 de 135 de

230 du Parlement.
7. - NOBEL: le prix de fallacad as access a Ecwin Neher et Unit Sakmann (Alle-

magne).

10-14. – CUBA: Lors du quamagne congrès du PC, M. Factoria de la congrès du PC, M. Factoria de la congrès de la congr maigre l'isolement de Cuba a la grave crise economique que l'

13. - BULGARIE : Aux tions législatives anticipées, l'Union de forces démocratiques (opposition) de M. Filio Dimitrov arrive et tête ever 110 des 240 sièges, devançant de le l'arti socialiste (ex-communiste), qui multan que 106 sièges. Le 8 novembre, M. Dimitrov forme un gouvernement minoritaire qui ne comprend aucun ministre muniste, pour la première fois depuis III

14. - NOBEL: Le prix Primi de la paix est attribué à M= Aung San Suu Kyi, dirigeante de l'oppo-sition birmans détenue de la juil-let 1989 par le junte militaire pouvoir.

14. - FRANCE-ALLE-MAGNE: Mitterrand et Kohl font part à leurs partenaires de la CEE d'une initiative commune visant à resserrer les liens entre les Douze en matière de défense. Ils annoncent la création d'un corps d'armée franco-alle-mand, qui pourrait être l'embryon d'une force européenne un sein de TUEO.

usuous of attribué à Ronald Couse (Grande-Bretagne).

16. – NOBEL : le prix Nobel de physique est le lué à Pierre-Gilles de Gennes (France) et celui de chimie I II e e l'Ernst (Suisse). 17. - OTAN : Les ministres de la défense, réunis en Sicile, annon-une réduction = 80 % armen nucléaires tactiques en

Europe. 20. - SUISSE: Aux élections législatives, la coalition gouverne-ment de quatre partis (+14) des 200 sièges.

20. - TURQUIE: Aux tions législatives, le Parti de la patrie (centre droit), au pouvoir depuis 1983, que 115 (-177) de la juste voie que le Parti de la juste voie (centre externation). (conservateur) M. M. Suleyman Demirel remporte 178 sièges

M. Demirel forme un gouverne-ment de coalition avec le Parti populiste social-démissans (gauche)

qui a interni la sièges. TI - EUROPE : Les dimens membres de la Communauté économique européenne (CEE) et les sept de l'Association européenne de libre-échange (AELE) concluent un accord sur la création en 1993 d'un espace économique européen

(EEE) commun. 23. - CAMBODGE : Signature

Paris de l'accord de paix, qui met fin à vingt et un ans de guerre place le pays sous la tutelle le unies jusqu'à l'organisa-tion d'allibres, prévues pour

le lifting de 1977. 27. - JAPON: M. Kiichi Miyazawa etu par li parti au pou-voir, li Parti libéral-démocrate, pour succéder, le l novembre, l Toshiki Kaifu, premier ministre depuis août 1989. Ce dernier avait annoncé son retrait, le 4, après avoir perdu le soutien du principal clan du PLD.

27. - POLOGNE: 143.2 des inscrits participent un pre-mières élections législatives totale-ment libres depuis 1936. Vingt-neuf partis se répartissent les 460 sièges de la Diète. M. Jan Olszewski, que le président Walesa nomme premier ministre à contre-ceur le 5 décembre, forme un gou-vernement de coalition de centre droit, qui est investi par la Diète le

31. - ZAMBIE : A l'élection présidentielle, M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat depuis l'indépendance en octobre 1964, est battu par M. Frederick Chiluba, ancien dirigeant syndical, qui rem-porte 76 % suffrages.

NOVEMBRE

2. - GRANDE-BRETAGNE: L'Australie remporte la deuxième Coupe du monde de rugby tant (12-6) l'Angleterre à Twister

3. - NIGER : La conférence nationale, i depuis le 2 juil-let à Niamey, s'achève après avoir nommé premier ministre M. Ama-dou Cheffou. Le général Ali Sai-bou, chef de l'Etat depuis novem-1987, a été privé de la plupert

5-9. - CHINE-VIETNAM: La visite ii Pékin de MM. Do Muoi et Vo Van Kiet, chefs du PC et du rine la normalisation des relations sino-vietnamiennes.

7. - ÉTATS-UNIS : « Magic » Johnson, populaire, annonce publiquement qu'il est séropositif afin montrer que not n'est l'abri du sida. L'OMS estime, l'11, que cinq mille personnes sont contaminées chaque jour par le virus dans le monde, et que 75 % le sont à partir d'une

relation lawrength 7-8. - OTAN I Les rives d'Etat et gouvernement pays membres l'Alliance attantique, réunis Rome, décident déve-lopper membres avec pays d'Europe II l'Est.

14. - CAMBODGE : Im prince Sihanouk regagne Phonom-Penh, qu'il avait dû fiuir en janvier 1979. Reconnu, le 20, comme chef de l'Etat, il maintient à la tête du gouvernement M. Har Sen, per-

ministre depuis janvier 1945. Le 27, les deux représentants khmers rouges au Conseil suprême sont évacués vers Bang-kok, M. Khieu Samphan, arrivé le matin même à Phnom-Penh, ayant failli être lynché par des manifes-

14. - LIBYE : Les autorités judiciaires américaines et britamiques inculpent deux agents des services secrets libyens pour leur participa-tion à l'attentat contre un Boeing de la Pan A qui avait explosé
la Pan A qui avait explosé
la Pan de l'Ecosse le 21 décem1988. Washington, Londres
Paris (où quatre autres agents
libyens dété inculpés le 30 octobre pour l'attentat du la septembre un DC-10 d'UTA) envisagent en représailles contre Tripoli.

17. - SOMALIE: Les promis reprennent Mogadiscio entre deux clans rivaux du Congrès Ma Somalie unifiée, pouvoir la la capitale depuis la fin janvier. Ils moins quatre mille

cais Gérard d'Aboville, parti le l juillet du port japonais II Choshi bord de Sector, un de 8 mètres, arrive i liwaco de Washington), première traversée en solitaire de Pacifique i rame. 1 - ETATS-UNIS: Le Fran-

M. - ONU: M. Boutros Boutros-Ghall, vice-premier ministrégyptien. le Conseil sécurité pour devenir général Nations unies le rjanvier (908)

22. - CEE-EUROPE DE L'EST : La Hongrie, la Pologne la Tchécosiovaquie signent Branding and belonds d'encristant avec la CEE.

23. - MADAGASCAR: La crise politique qui paralysait le pays depuis plus de six mois prend fin avec la mise en place d'institutions provisoires après un accord mun le

24. — BELGIQUE: Attached législatives, les cinq partis de la coalition sont en recul. droite en Fianet les écologistes en Wallonie.
25. – ZAIRE: M. Karl I un des principaux opposants au président Mobutu, est nommé premier ministre après un accord entre le pouvoir et l'opposition, conclu le 22 grâce à une médiation sénégalaise. Mais l'opposition radiproteste contre cette nomina tion et reste exclue du nouveau gouvernement, formé le 28.

DÉCEMBRE

2-4. - LIBAN: Les trois derpar leurs ravisseurs must pro-inniens grace a la médiation 📠

l'ONU. 3. - TOGO | M. Koffigoh, premier ministre depuis août, accepte cratisation, sous la menace al miliputschistes.

5. - GRANDE-BRETAGNE: La nomination d'un administrateur judiciaire consacre l'effondrement i l'empire Maxwell, un mois la mort son fondateur, désormais de nombreuses malversations.

- ALBANIE : M. Ylli Bufi, premier ministre depuis juin.

démissionne après le départ des cabinet le coalition. Tandis les pénuries alimentaires provoquent a techniciens » forme 15, pour diriger le pays jus-qu'aux élections anticipées, l 21, au 1-mars

9-10. - Call: Au sommet péen de Maastricht (Pays-Bas), un nouveau traité immune de conclu grace progrès sur l'union politique, mais surtout sur l'union économique et monétaire. L'accord prévoit la création, avant le lejanvier 1999, d'une monnaie unique, l'écu. La Grande-Bretagne obtient bénéficier d'une d'exemption pour la monnaie unique la la participer à l'Europe sociale.

13. - COREES: Les premiers ministres du Nord et in Indi signent I Séoul un pacte de récon-ciliation, qui prévoit l'ouverture de négociations pour un traité de après quarante-six un d'hostilité accord de principe est conclu sur péninsule.

19. - AUSTRALIE: M. BW Hawke, premier ministre depuis mars 1983, est remplacé par M. Paul Keating & la tête du Parti travailliste w du gouverne-

20. - EST-OUEST: Les ministres des affaires étrangères de l'Alliance atlantique M ceux des anciens membres du pacte de Var-sovie se réunissent à Bruxelles pour la session inaugurale du Conseil de coopération nord-atlantique.

20. - FINANCES MON DIALES: Alors que le tanx d'es-compte allemand eté relevé, le 19, de 7,5 % à 8 %, le est d'escompte in rich est réduit m. 4,5 % à 3,5 %. Cette baisse, la sixième en un an, est à nouveau destinée à favoriser une reprise de l'activité aux Etats-Unis. Le deutschemark s'élève et le dollar poursuit sa chute, descendant jusqu'à 1,5! DM, 125 yens ■ 5,18 F à la

78-11. - ATROCKE DU SUD : La present nimen de la Conven-tion pour une Afrique un Sud démocratique, chargés d'élaborer une acuvelle Constitution qui consacrera la fin de l'apartheid, près de Johannesburg.

26. - ALGÉRIE : Succès du III (islamiste) au premier tour des mières les législatives plura-ies : avec le des 430 des il assuré d'obtenir la majorité absolue au denxième tour, le 16 janvier, tandis que le FLN (parti unique de 1961 à 1989), avec 15 sièges, and devancé par le FFS, qui obtient 25 sièges.

29. - FRANCE-IRAN : L'accord mettant fin au contentieux finan-qui opposait à l'Iran deputs douge non our share & Tribe

nement at la guérilla signent & New-York, l'égide de l'ONU, définitif » en un l'égide de l'ONU, cessez-le-feu, qui fine autre en vigueur la le février 1992.

JANVIER

3. - Le président George Bush fait une dernière offre de dialogue direct à l'Irak, à l'approche de la date du 15 janvier, au-delà de laquelle l'ONU a autorisé l'usage de la force pour obteirakiennes qui l'occupent depuis le 2 août 1990.

9. - Plus de six heures d'entretiens Genève entre les chefs des diplomaà Genève entre les chefs des diplomaties américaine et irakienne,
MM. James Baker et Tarek Aziz, ne
permettent aucun progrès vers une
solution pacifique de la crise. Les
jours suivants, les deux camps accélèrent leurs préparatifs de guerre: plus
de 600 000 soldats de trente pays,
dont 400 000 Américains, sont en
Arabie saoudite face à plus de
500 000 lrakiens massés au Koweit et
dans le sud de l'Irak.

 13. – M. Javier Perez de Cuellar a reçu à Bagdad par M. Saddam assein. Mais cette ultime « mission de paix» entreprise par le secrétaire général de l'ONU se solde aussi par un échec. La France, qui a multiplié les efforts diplomatiques pour tenter d'éviter la guerre, propose, le 14, au Conseil de sécurité de l'ONU, un ultime projet de plan de il n'obtient l'aval ni des ni

17. - La rama de l'opération «Tempète mi désert», partir la h 40, heure locale, la cibles la tégiques includes en mi et m par l'aviation alliée ainsi que par des missiles tirés à partir de navires et de sous-marins américains. Les alliés ayant acquis la maîtrise du ciel, les bombardements aériens se poursuivent à un rythme intense les jours suivants, visant des objectifs localisés grâce aux satellites et aux avions de reconnaissance et pâchant d'épargner les populations civiles.

18. – Des missiles sol-sol Scud ira-kiens atteignent Israël. L'alerte chimi-que est déclenchée, mais les Scud sont équipés de charges conventionnelles. D'autres Scud visent l'Arabie saou-dite. Dissuadés par Washington, les Israéliens s'abstiennent de réptiquer, alors qu'en six sentaines 39 Scud seront tirés contre Israél (2 morts et près de 300 blessés) et 41 contre l'Arabie saoudite (an moins 30 morts et 200 blessés).

18. – Plusieurs dizaines de milliers d'islamistes défilent à Alger en faveur de l'Irak. Les manifestations pro-ira-kiennes se multiplient dans les autres pays du Maghreb, comme à Rabat le 3 février.

20-21. - L'annonce par Bagdad qu'une vingtaine de prisonniers de guerre alliés ont été placés comme boucliers humains sur des sites stra-tégiques ainsi que les aveux télévisés extorqués à plusieurs aviateurs cap-turés provoquent l'indignation dans les pays de la coalition anti-iraloenne.

24. – Le Japon annonce que sa participation à l'effort de guerre va être portée de 4 à 13 milliards de dollars. Le 25, l'Arabie saoudite et le qui mi déjà près le 6 milliards, promettent 13,5 milliards supplémentaires tandis supplémentaires tandis promette de l'allement déjà de 20 13,5 miliaros supplementaries tandas que l'Allemagne décide, 29, d'accroître 29, d'accroître 29, des opérations militaries est évalué à 500 milions de la leur de la confidence de la confidence

dollars par jour. 25. - Washington accuse Bagdad de «terrorisme écologique» en annonDe la guerre du Golfe à la conférence

organisées dans de très nom-breux pays : elles rassemblent en par-ticulier 200 000 personnes à Bonn, 100 000 à Washington et à San-Francisco, 50 000 à Paris.

28. – M. Saddam Hussein, dans un entretien à CNN, menace d'utiliser la « capacité nucléaire, chimique et biologique» des Scud iralciens. Cependant les raids de l'aviation alliée contre l'Irak et le Koweit se poursuivent à la moyenne de 2000 par jour.

29-31. - Des forces de l'OLP - qui a pris fait et cause pour l'Irak - tir vers Israël des dizaines de roquette vers Israel des dizaines de roquettes à partir du sud du Liban. Jérusalem accuse ha Palestiniens de vouloir ouvrir un *deucième front * in riposte par i violents bombardements.

FÉVRIER

11. – M. Bush juge « très, très effi-cace » la campagne de bombarde-ments intensifs menée par l'aviation alliée contre l'Irak et le Koweit dans le but de détruire le maximum du potentiel militaire irakien avant l'of-fensive terrestre. Les jours suivants, le pilonnage s'accroît, visant surtout les troupes irakiennes au Koweit et la garde républicaine, placée en réserve dans le sud de l'Irak, mais aussi Bad-

cant que plusieurs millions de pérrole ont de la région sud afin de paux ponts de la région sud afin de couper les soldats trakiens de leurs particuliers au lons pacifistes de leurs lignes de ravitaillement. Au total, plus de 100 000 raids aériens seront effectués par les alliés en 42 jours de guerre.

13. – Au moins trois cents civils sont uses à Bagdad lors du bombar-dement d'un «abri-bunker». Cette tragédie provoque l'indignation dans les opinions arabes, mais Washington en rejette la responsabilité, accusant les autorités irakiennes d'avoir installé des civils sur une «cible militaire». 15. - L'Irak accepte pour la pre-

mière fois d'envisager son a retrait » du Kowelt. Mais il y pose de nom-breuses conditions qui sont, toutes, jugées inacceptables par les alliés, M. Bush apocle «*le peuple irakiens* à renverser M. Saddam Hussein, ce «brutal dictateur» 22. - M. Rush, en accord avec les alliés, donne | l'Irak

vingt-quatre heures pour commencer à évacuer ses troupes du Koweit, alors que l'Irak a fini par accepter un plan de paix proposé par M. Gorbat-chey mais jugé insuffisant par les

22-25. - Les Irakiens multiplient les rafles de civils au Koweit, tout en continuant à y commettre de nom-breuses exactions. Des installations pétrolières sont détruites et la plupart des puits de pétrole sont incendiés,

ainsi que plusieurs bâtiments officiels et des hôtels à Koweit.

24. - Les forces terrestres alliées se lancent à la conquête du Koweit. La résistance de l'armée irakienne est en général faible. Les attaquants progres-sent rapidement en limitant leurs

26. - M. Saddam Hussein annonce, dans un discours radiodiffusé, que ses troupes ont commencé leur retrait du Koweit et qu'elles «l'achèveront dans la journée, mais il n'exprime aucun repentir et présente ce retrait comme une «victoire» de l'Irak Les Etats-Unis et leurs alliés affirment au contraire qu'il s'agit d'une « déroute». Ils décident la poursuite de leur offensive jusqu'à l'acceptation complète des douze résolutions de l'ONU par l'Irak.

27. - Dès le matin, le drapeau koweitien est à nouveau hissé à Koweit et, le soir, le gouvernement irakien informe l'ONU qu'il accepte irakien informe l'ONU qu'il accepte sans conditions les douze résolutions votées par le Conseil de sécurité entre le 2 août et le 29 novembre 1990. Après cent heures d'offensive terrestre, les opérations militaires alliées sont suspendues le 28 à l'aube. «Le Koweit est libéré : l'armée irakienne est défaite: nos objectifs militaires sont atteints. (...) L'Amérique et le monde ont tenu parole», se félicite M. Bush. Le nombre de morts inakiens n'est pas connu, mais val mais ions

varient entre 100 000 et 200 000, alors oue les alliés out à déplorer

MARS

2. - Des soulèvements éclatent dans le sud de l'Irak. Les jours suicans le sud de l'itak. Les jours sui-vants, des insurgés chittes prennent le contrôle de plusieurs villes de cette région, tandis que les rebelles kurdes ouvrent un second front dans le nord de l'Irak. Mais les forces gouverne-mentales se réorganisent pour mater ces névoltes ces révoltes

6. - M. Bush prononce un discours ciécrant la victoire devant les deux chambres du Congrès, qui l'ovation-nent longuement. Il déclare que « le temps est venu de mettre fin au conflit israèlo arabe», sans annoncer de plan précis, mais en rappelant le principe de « la paix contre les territoires » occurie ner lerrit

occupés par Israël. 8-13. - M. Baker, d'Etat américain, fait une tournée au Proche-Orient, afin de relancer le pro-cessus de règlement du conflit israélo-arabe. Toujours dans ce but, il se read sept autres fois dans la région en huit mois.

14. – L'émir Jaber regagne le Kowelt après sept mois d'exil en Ara-bie saoudite.

19. – Alors que, dans le sud de l'Irak, l'insurrection chiite achève d'être écrasée par l'armée, les rebelles kurdes s'emparent de la ville pétro-



1991 DANS LE MONDE

La dislocation de l'Union soviétique

19 août : Boris Eltsine et la foule moscovite

s'opposent un putsch conservateur

JANVIER

7. - Des unités de parachutistes envoyées dans les Républiques baltes. Moscou affirme qu'elles dorvent appliquer la conscription qui refuque. Les militaires chassent les nationalistes de plusieurs bâtiments publics à Vilnius, capide la Lituanie.

13. - L'assaut lancé des parachutistes man installailses de la Merides I Vilnius fait quatorze morts. Les dirigeants nationalistes des trois pays baltes se retranchent dans leurs Pariements, qui sont protégés par la foule ainsi que par des tranchées et des barricades. Trois cent mille Moscou pour 120, 1 tentative de coup de force

FÉVRIER

. - En Lituanie, kan d'un 🐠 "indépendance woui» 90,4 % des suffrages. 🕩 même, en 🕪

19. - M. Man Eltsine, president la Fédération de Russie, demande, en direct I la télévision, la démission de M. Gorbatchev. A Moscou, plus de cent mille per-soanes, dont de nombreux militaires, défilent, le 23, à l'appel des conservateurs, mais les partisans de M. Elisine sont encore un peu plus nombreux, le 24. Le 26, à Minsk, M. Gorbatchev critique les « pseudo-démocrates », les accusant de mener le pays à la « guerre

MARS

10. - Trois cent mille partisans M. Eltsine manifestent & Mossous murs du Kremlin. Dans un message enregistré, 🌃 🖫 mentir en permanence » 🕕 appelle à « déclarer la mora à la direction soviétique...

17. - 80 b des aminimus ticipent au minimaim sur le d'une Union renovéen, sauf dans les six Républiques sur quiaze (és trois-baltèt, la Molda-vie, la la la f'Arménie) qui ont recueille 1 des suffrages, en trale. L'approbation est beaucoup moins massive dans les grandes villes de Russie et d'Ukraine. En Russie, l'instauration d'une présidence élue au suffrage universel est approuvée par 69,8 % il élec-

31. - En Géorgie, lors d'un rendum « illégal », 🔝 % 🚃 🐃 teurs votent m faveur m l'indépendance, qui proclamée le avul.

16-19. - La visite de M. Gorbatchev 📖 Japon, 🔛 première d'un haut dirigeant soviétique, ne per-

met aucun progrès ni sur le une déclaration » écrite l'atles Soviétiques depuis 1945 M revendiquées 📭 le Japon) 🛍 sur l'octroi d'une liss économique 228111 # ######

23. - M. Gorbatchev conclut une politique M. Eltsine présidents huit autres Républiques, qui la libraria prêts de l'Union.

6. - Le pouvoir central signe l'accord transférant I la limit le contrôle mines de charbon de Sibérie, Les jours suivants, im mineurs, me grève depuis deux mois, reprendre le

M - En Géorgie, M. Zviad Gamsakhourdia ■ élu président au suffrage universel avec 87 % den series

12. - M. Eltsine = élu au suf-frage universel, Ha II premier tour, président 🌬 la Fédération 📻

Russie, 257,3 % im suffrages. JUILLET

15-17. – Les projets d'aide à plus industrialisés, à Londres. Le 17, M. Gorbatchev, invité I landa la demande, reçu Festas du samues : un accient es 🕍 points 🚾 conclu pour 📼 pagner la transition de l'URSS l'économie de marché, il ne prévoit man im financière

20.- M. Halle public un qui interdit l'activité um partis politiques au sein im entreprises et 🕍 administrations 🕍 la Rus-

AOUT

II. - M. Gorbatchev est ren-Mais le putsch échoue, le 21, grâce de M. Eitsine de de ses partisans & Moscou. Tandis occidentaux décidaient le gel de leur coopération, dans les pays baltes et en Molda-vie, les manifestations se sont muitipliées contre le PC, qui a été interdit ou déclaré illégal.

22. - M. Gorbatchev, qui était retenn dans sa résidence il vacances de Crimée, regagne Mos-con de La Eltrine, estado de m richard metallics educan, repses prerogatives. A Moscou, la statue de Félix Dzerjinski, fondateur en 1918 de la Tcheka, police politique est illiantinate.

25 - Not yet M. Gatherney Russie, a Perlement PC, M. Eltsine annonce la suspension im activités du M russe. Le gouver-nement soviétique est dissous, et M. Gorbatchev nominations de personnalités démocrates, manda peu mani par

M. Eltsine. 24. - M. Gorbatchev, dénoncent réorganisation in FULL

de Madrid sur le Proche-Orient

poste de secrétaire général III appelle le and central I me dissoudre, ce qui ma fait le 25. Le PC interdit dans l'armée et les organismes d'Etat. Les avoirs 🖿 parti placés le contrôle Parlements - Républiques.

24. - M. Eltsine reconnaît par la Lettonic, proclamées 🗷 🔟 🖶 21, après avoir reconnu celle 👪 🛍 Lituanie le 🛅 juillet. Les Parlements d'Ukraine, le 24, Biélorussie, le 25, adoptent

27. - La Moldavic, qui souhaite du Sud (quatre îles occupées pui dant le putsch, démissionne la son nie, proclame son indépendance. A nie, proclame son indépendance. A Bruxelles, im ministres des affaires étrangères de la CEE décident de reconnaître les trois Etats baltes. L'Islande I Danemark avaient été, le 26. 🔤 premiers 🛮 rétablir relations diplomatiques, interrompues depuis l'annexion par l'URSS en 1940, avant d'être sui-

vis par de nombreux pays, 29. - Le Soviet suprême décide s'autodissoudre après avoir pendu 🖿 activités 🐂 PC dans "Union etité président Gorbatchev 🖿 pouvoirs spéciaux peuple adopte un dispositif institutionnel transitoire élaboré par M. Gorbatchev et 🔝 dirigeants de dix Républiques. Alors que le «centre» III privé de beaucoup de ses pouvoirs au profit des Républiques, un nouvel exécutif est créé, Conseil d'Etat, composé du président de l'Union de hauts responsables des Républiques qui acceptent imaintien d'une cerraine forme d'union. ensuite prévues l'élaboration . signa-🔳 d'un traité sur 📖 « union d'Etats souverains » et d'un traité d'union économique.

L - Le Conseil d'Etat, réuni a première fois, reconnaît l'indépendance trois Républiques baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie). Les Etats-Unis, le 2, 🔳 la Chine, I 7, reconnaissent leur tour les trois États, qui admis sein a la CSCE, le 10, et de

6. - Leningrad reprend will d'avant 1914, Saint-

Pétersbourg.

11. - M. Gorbatchev, lan d'un entretien was M. Baker, waster THE INTERIOR THE retirer deux mille huit mille soldats soviétiques présents 🛮 Cuba. Une déclaration américano-soviétique. rendue publique le 13, prévoit un Etats-Unis et l'URSS le le janvier 1992, made livraison d'armes parties en conflit en

21. - En Arménie, 99,31 🐚 📖 de faveur de l'indépendance. Des plébiscites un l'indépendance (référendums ou élections présidenticles) was aussi organisés un Kirghizie (12 octobre), un Turkménie (26 octobre), Tadiikistan (24 novembre). Ukraine et au Kazakhstan (1er décembre), un Moldavie décembre), 📖 Azerbaldjan et en Ouzbékistan (29 décembre).

24. - L'état d'urgence est instauré en Géorgie ele président Gamsakhourdia, alors que mullissi pour protester mans ses autoritaires et réclamer sa démission.

OCTOBRE

15-17. - L'URSS, qui a obtenu, 🗏 5, un statut d'«associé spécial» auprès du FMI, participe la première la à l'ampliere géné-M FM et de la Banque mond'urgence 1 7,5 milliards de est promise à l'URSS, raison d'un tiers chacun, la

CEE, Etats-Unis et le Japon. 18. - Un traité d'union économique, dont le texte laisse en susplusieurs points importants, est signé i Moscou par huit indouze Républiques. L'Ukraine la Moldavie le signeront le novembre, mais l'Azerbaïdjan et

Géorgie refusent d'y adhèrer. NOVEMBRE

1". - Le Congrès des députés de accorde M. Eltsine

pouvoirs spéciaux qu'il avait demandés, le 28 octobre, afin d'en-gager des réformes radicales pour libéraliser l'économie russe.

III - Sept Republiques sur approuvent un nouveau projet de traité d'union politique qui prévoit de transformer l'URSS en u Union des Elats souverains » (UES). Mais, le 25, jour prévu la signature de la traité les dirigeants de sept Républiques souhaitent qu'il soit examiné 📻 Parlements respectifs.

DÉCEMBRE

1ª. - M. Leonid Kraytchouk, élu président de l'Ukraine au suffrage universel, confirme la sécession de République, la plus riche après la Russie, ainsi que son refus signer le traité l'Union, M. Gorbatchev lance. 🔳 3, un dramatique appel à 🔳 sauvegarde III 1 « Union ».

👞 – Les présidents des trois Républiques slaves (Russie. Ukraine, Biélorussie), . constutant = que l'Union soviétique munauté d'Etats indépendants (CEI), laquelle autres Républiques convices adherer.

17. - M. Eltsine fait accepter M. Gorbatchev officiellement d'exister | la fin l'année. La s'approprie, 19, le Kremlin, ministère des affaires étrangères 📰 toutes les monde.

21. - Les présidents Républiques (toutes sauf 🗎 Géor gie), réunis li Alma-Ata, entérinent li fondation ill la CEI. Li Russie la principale héritière la la défunte URSS : elle obtient le siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et c'est M. Eltsine qui recueille 🖩 contrôle de l'arme nucléaire.

III - En Géorgie, débutent de violents runthant turn lives to l'opposition et partisans du président Gamsakhourdia autour du de Thilissi : ils 📖 🚃 dizaines de morts jusqu'à la 📠 du

III. - M. Gorbatchev, au pouvoir depuis le 11 man 1985. annonce un démission dans une La plupart il grands we sauf la Chine, hommage 🛦 🚃 🍱 historique. diplomatiques que entretenaient avec l'Union soviétique sont transférées 📰 la Russie, et III procédures de III III naissance sont engagées pour les dix Républiques membres ia CEI.

30. – Un sommet 🛍 🖢 CEI, 🛔 Minsk, m permet qu'un seui accord, mi fi maintien d'un commandement unique pour III forces stratégiques. Mais un démembrepartiel III forces conventionnelles de l'armée soviétique et consecré : l'Ukraine. Moldavie l'Azerbaīdjan obtiennent is droit de créer leurs propres armées nationales.

AND COLUMN TO A STATE OF THE ST

44,70

spirit in

20,000

E. Selies die control of the control

market in the second se

Continue interest

Partie Carl

The real case of the re

Spile control of the spile of t

I was enjoying

A WHAT TOTAL Miller Merrie fe

Mark Car

Des sales

SEE BETTER

国际

THE STATE

BLE W tales

PARTY OF A

Mar Car Freien.

Me. carriele

Manager of Later of State of S

SORTH MA

ME & Capping

建设的数据

第45学生 おお

B. Formation of

Ber Britisch fan.

544 N STAN

漢字 使激光点

A MARKE

實際 医电影 有宝 一

開発性を持ずないのなっ

Marie Service Comment of the Comment

WEATHER THE PERSON IN

with mark they are not

The second secon T 4 will in

Plant gar are high indicate to higher and and to higher the transfer distance to the transfer di THE REAL PROPERTY.

医氨基二氯 电流 A 1.2 THE PERSON NAMED IN 8-41.5 4.50.00 25 25 E **建** 多种的 190 m que «95 % du Kurdintan irakien est libéré». Mais Kirkouk est reprise le 28. Les jours suivants, appuyées par de violents bombardements, les troupes

souvemementales poursuivent leur con-tre-offensive et des centaines de milliers de civils terrorisés fuient vers les fronfroid et le relief montagneux.

3 - Le Conseil de sécurité de PONU vote la résolution 687, qui fixe les conditions d'un cessez-le-feu définitif dans la guerre du Golfe. Bagdad accepte, le 6, cette résolution en trentequatre points, qui prive l'Irak de toute capacité d'agression et le contraint à payer des dommages de guerre grâce au prélèvement d'une partie de ses recettes pétrolières. Tandis que l'embargo sur les deurées afimentaires est levé, l'Irak est contraint de détruire toutes ses armes non conventionnelles par les alliés d'une zone de sécurité et ses fusées à moyenne et longue por-

5 - Le Conseil de sécurité de gédie des Kurdes irakiens au nom du resament Pirak que très progressive vention militaire s'il continue à refuser «devoir d'ingérence humanitaire», vote ia résolution 688, qui condamne la répression des populations civiles ira-kiennes et demande à Bagdad de facisiter aun accès immédiat des organisa-liter aun accès immédiat des organisa-tions humanitaires internationales à efforts pour l'organisation d'une confé-de fabrication de la bombe atomique.

lière de Kirkonsk; ils affirment, le 22, tous ceux qui ont besoin d'assistance que «95 % du Kurdistan irakien est dans toutes les parties de l'Irak».

5. - M. Bush lance l'opération «Provide Comfort» pour apporter une aide uniquement humanitaire aux réfugiés kurdes. Il prend cette décision sous la pression de la Turquie, de la France et de la Grande-Bretagne, mais aussi de la presse américaine, car il refusait auparavant d'intervenir dans ce conflit interne à l'Irak. A partir du 7, des vivres, des tentes et des couvertures sont parachutés au dessus du Kurdistan irakien par des avions militaires améri-cains, britanniques et français. Bien que l'opération « Provide Comfort » soit peu à peu étendne, les secours se révêlent très insuffisants face à l'am-

vers la Turquie et deux tiers vers l'Iran. 16. - M. Bush finit par accepter une intervention militaire au sol en territoire irakien: il annonce la création pour les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Le 30, le drapean de l'ONU est hissé sur le camp d'hébergement de Zakho construit par les alliés. Mais les ronu, saisi par la France de la tra-réfinglés kurdes restent méfiants et ne menacent l'Inak d'une nouvelle inter-

pleur de l'exode : plus de deux millions

de Kurdes ont fui l'Irak, dont un tiers

MAI

rence me le conflit israélo-arabe, afirme que «le plus la la paix» est la poursuite des implantations juives dans les territoires occupés

aussi des Mantiere d'indépen-

dance. Mais M. Eitsine fait

publier, le 26, un communique

menacant d'une a révision des fron-

tières » 🗷 Républiques qui quitte-

raient unilatéralement l'Union.

Cette maraza suscite une vive

émotion me plusieurs Républi-

ques, inquiètes d'un retour in l' «impérialisme» l'un

r l'Union réuni en marci mur-

ordinaire, M. Tartille appelle une reprise immédiate du proces-

um de signature du traité de

l'Union et manue profonde

■ - Devant M Soviet suprème

29.- M. Bush propose un plan de contrôle des armes de destruction mas-sive au Proche-Orient.

10. - New-York célèbre les soldats vainqueus de la guerre du Golfe par la plus grande parade que la ville ait connue. Plus de 4 millions de per-sonnes acclament les «héros» qui défilent dans la partie sud de Broadway.

20. - A Koweit, les procès pour collaboration avec l'occupant irakien, commencés le 19 mai devant un tribunal d'exception, s'achèvent : vingi-neuf des trois cents accusés ont été condamnés i mort, mais, après = vives critiques internationales, leur peine commuée, 26, en détention

JUILLET

12. - Washington, Paris et Londres de dévoiler la totalité de son potentiel nucléaire, alors que les missions d'inspection de l'ONU envoyées sur place

14. - Le président syrien Hafez El Assad accepte III propositions améri-caines pour un réglement III paix III Proche-Orient, qui prévoient man régionale un l'égide de Erats-Unis l'URSS, suivie de négociations directes Israel et les Malgré les réticences israéiennes sur la question de la représentation palestinienne, la conférence de paix as convoquée mas octobre MM. Bush et Gorbatchev, le 31, lors du marrie à librarie

en conomique qu'il s'était

29. - E Russie et l'Ukraine, les

deux Républiques les plus peu-

plées, signent I Kiev un accord sur

le respect des frontières. Egalement

pour éviter une a désintégration

Incontrôlée de l'Union», la Russie

signe, le 30, un accord similaire

30-31. - L'Azerbaidian, le 30.

puis la Kirghizie et l'Ouzbékistan,

le 31, proclament leur indépen-

SEPTEMBRE

5. - Le Congrès des députés du

avec 🖿 Kazakhstan.

15. - Les forces militaires alliées présentes dans le la de l'Irak depuis près mois pour protèger la population kurde achèvent leur la plupart réfugiès en Turquie rentrés mais au 500 000 la frontière iranienne. Au Kurdistan irakien. 🛅 bleus» de l'ONU, faiblement armés, se sont déployés, mais 🔤 📟 a constituer une a «de deploiement rapide » d'environ 3 000 🚃 installés 🖿 Turquie, près de la frontière iraldenne.

AOUT

15. - Le Conseil de sécurité de l'ONU **la résolution** 706, proposée par la France, qui autorise pendant six sont parvenues, malgré les obstacles, à mois une reprise partielle et très exportations pétrole irakien, afin de financer man par

('ONU de vivres et de médicaments la population civile. Bagdad refuse, qualifiant cette résolution d'« humiliante ».

DESTRUCTION

11. - Le Conseil la résolution 715, qui place le contrôle FONU l'industrie militaire irakienne, après la découverte, fin septembre, il docuprouvent l'existence d'un prohydrogène.

18. – M. La achève la Jérusalem huitième tournée depuis mars au Proche-Orient. II annonce, conjoin-M. Boris Pankine, minism soviétique le affaires étrangères, que la conférence de paix el convoquée pour 🖿 30 🛚 Madrid. Les reprépalestiniens, qui sor censés ne membres de l'OLP, par-tie d'une délégation jordano-palestinienne. Peu avant man annonce, M. Pankine a signé i rétablissement diplomatiques i Israël et l'URSS. Elles avaient rompues par Moscou en juin 1967 lors de la

19. - La à Damas M. Yasser Arafat et président Assad scelle la l'OLP et la

29. – M Madrid que Etats-Unis PURSS, parrains conférence, veulent a « catalyseurs », mais sc refusent à « imposer 📺 règlement » au Proche-Orient.

30. - La conférence de paix s'ouvre par une plénière de la junta junt dans la Salle des colonnes du palais

royal, il Maria Pour la première 🔤 depuis la création de l'Etat iuif en même table. Les discours de MM. Bush | Gorbatchev | suivis par ceux des ministres 🖮 📠 étrangères égyptien m nécriandais, ca dernier parlant m nom im la CEE. succèdent ensuite, le 31, interventions in M. Itzhak Shamir, premier ministre israelien, qui a 🚃 🛚 diriger la délégation de son pays, puis celles du chef 🖷 la délégation palestinienno et 🕍 ministres 🕌 🌉 étrangères jordanien, libanais et syrien. Chacun exprime ses positions - concession ■ le climat de la conférence reste glacial. La d'ouverture s'achève même, 📗 la novembre, par 🚛 vifs échanges Israël I la Syrie, qu'un désaccord persiste entre Arabes et Israéliens sur la localisation de la

NOVEMBRE

3. - Première série Avec les Syriens et les Libanais, le indu, in qu'israéliens 🖪 🚾 soulignent in abonne atmosphère » 🔝 leurs premiers entretiens Cest en Maria à Washington que les négociations les vont poursuivre, 🛍 🔟 au III décembre, mais sans permettre moindre progrès sur la voie 🕍 🖹 paix.

6. - Au Koweit, le dernier des 732 puits m petrole incendiés par les

JANVIER

12. - Près de cent mille persus à Paris, et un peu plus dans une quarantaine willes in province, manifestent contre la manuel de guerre dans le Golfe, à l'appel du PCF, de l'extrème gauche, Verts d'organisations pacifistes.

III - Devant le Parlement, réuni en 📥 extraordinaire, 📰 iu un M. Mitterrand, soulignant que « la France sus sus le le rôle et les devoirs qui sont les siens à dans la guerre du Golfe. La déclaration de M. Rocard, prévoyant manual la force pour libérer Koweit, approuvée à l'America (dont II PC a 7 PS).

17. - L'Académie française ne me imposer les réformes l'orthographe, qui preuses protestations.

— M. Jean-Pierre Chevènement démissionne en estimant que «la logique de la guerre risque de nous éloigner chaque jour des objectifs fixès par les Nations unies».

M. Pierre Joxe est nommé ministre de 🔳 défense 🔳 remplacé au minis-Marchand, qui ministre délégué.

FÉVRIER

1". - M. Jacques Lesgume M. André Fontaine direction du Monde.

4-5. — Joxe, ministre la défense, visite corps expéditionnaire français en Arabie saoudite. Il 14, en compagnie de M. Rocard, après affirmé, 12, Washington, qu'il a'y 3 différence d'ap-préciation différence d'ap-Etats-Unis sur la conduite la opérations la l'Irak. 8. - M. Melun-Sé-

nart, à 31 km sud-est de Paris, pour implanter le grand stade capa-ble d'accueillir, en 1988, la Coupe du monde de football 20. - L'Etat décide d'accorder ! Air France une dotation un capital

23-25. - A Saint-Denis-de-la-Réunion, des émeutes font 17 avril, le gouvernement annonsoixante mesures pour combai-

de 2 milliards de francs.

MARS

3. - M. Mitterrand, tirant les conclusions de la du Golfe, propose une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU niveau afin «d'assurer, » Moyen-Orient ailleurs, les bases d'une paix juste et

10. - Des budgétaires sont publiques. D'un tant total de 10,2 milliards de Golfe, qui 🗃 quasiment couvert 📠 des contributions extérieures (Koweit, Allemagne...), mais pour pollier la perte de ressent fiscales due 📺 ralentissement 🖮 la crois-

2. - Edmond Jabès, poète 🔳

17. - Olaf V, roi 📠 Norvège

MARS

2, - Serge Gainsbourg, chan-teur-compositeur, acteur III

Michel d'Omano, ancien

ministre. 25. – Mgr Marcel Lefebyre,

AVRIL

1e. - Martha Graham, choré-

3. - Unital Greens, Ambain

4. - Uss Frisch, écrivain

6. -- Louis Joxe, minis-

16. - David Lean, cinéaste

9. - Rudolf Serkin, pianiste

MAI

14. – Jlang Qing, veuve

Zedong. Emprisonnée
depuis 1976, donne

23. - Wilhelm Kempff, pia-

6. - Blondin, écrivain. 6. - Stan Getz, saxophoniste

9. - Claudio Arrau, pieniste

10. - Jean Brutter, dit Ver-

- Henri Lefebyre, philo-

sophe III sociologue.

JUIN

langue ----

depuis 1957.

évêque intégriste.

graphs - -

mand.

17. - Les élections Polynésie sont un succès pour le parti de M. Gaston Flosse, proche da RPR, qui remporte II (+ II = 41 sièges. M. Flosse forme, L. 4 avril, le territoire,

18. – La Banque de France abaisse son taux directeur de 9,25 % à 9 %.

26. - A Sartrouville (Yvelines), ™ mort d'un jeune homme d'origine maghrébine, im par un vigile d'un centre commercial, est suivie wiolences qui confir-ment le mai-vivre de jeunes ban-

3. – L'amiral Jacques Littude at nommé chef d'état-major des

des dotations en capital de 1,8 milliard de francs pour Thomson et 2 milliards pour Bulli Le groupe informatique, qui orévoit 8 500 sup-pressions d'emploi en 1991 et 1992, obtient aussi une aide 🏿 la recherche

3. - M. Rocard promet 1,5 mil-de francs sur deux ans pour relancer A2 et FR3.

3. – Une plainte pour crimes con-tre l'humanité est déposée manu M. Georges Boudarel, alors qu'une polémique de engagée depuis un mois de le passé de cet universitaire qui a commissaire politique en 1953 un un de prisonniers français de Victminh.

7. - M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction un Mans, perquisitionne la siège parisien d'Urba-technic, bureau d'études chargé du ent PS qui dans plusieurs affaires de factures. Le juge aussitôt demande perquet. dénonce an amanipulation politique » a critique les nombreuses cirrégularités » commises par M. Jean-Pierre, la polémique sur le financement en partis politiques est relancée. Le RPR, l'UDF et l'UDC, affirmant que «l'indépendance de la justice est bajouée», déposent, le 9, una motion de censure qui ne recueille, le 11, que 261 des 289 voix renverser le gouvernement, PCF ayant refusé de la voter. Le 19, L d'appel d'Angers estime conforme tion "l'affaire Urba | l'juge Jean-Pierre.

9. - Michelin annonce 16 000 suppressions d'emploi (13 🖷 🔤 ffectifs) pour 1991 | 1992, dont 4 900 en France.

10. - Le bureau politique de l'Union pour la France (UPF) défi-une stratégie pour la RPR et l'UDF. La charte qui leur union pour prochaines élec-

18. - La loi - financière min les manuel définitivement adoptée il Assemblée nationale. Le PS pour, le RPR contre, PC s'abstient, l'UDF

22. – Écrivain. 24. – Singer, d'origine polo-

AOUT

28. - Guillaumat, princi-la politique éner-gétique française après-guerre.

10. - Jean Tinguely, sculp-

SEPTEMBRE

3. - Frank Capra, cinéaste

17. - Klaus Barbie, condamné

la réclusion le perpétuité me

humanité commis l'Lyon en

NOVEMBRE

britannique d'un de munication international.

7. - Monnerville, pré-sident du Sénat = 1948

7. - Gene Tierney, actrice

9. - Yves Montand, chanteur,

acteur engagé.

18. – Gustav Husak, secrégénéral PC
vaque 1989 1987.

- François Billetdoux,

DÉCEMBRE

4. – Etienne Fajon, membre du bureau politica du PCF de

diargues, 27. – Hervé Guibert,

13. - Maril Pieyre in Mis-

5. - Robert Maxwell, patron

iazz américain

1968.

- Miles Davis, trompet-

Les personnalités disparues

1991, un crédit 🖮 400 millions ile riches , est redistribué profit de près de cinq villes défavorisées.

24. - M. Rocard présente un Livre blanc um l'avenir des retraites, qui suggère de porter la durée des cotisations de 37,5 à 41 ou 42 aus.

MAI

7. – M. Lionel Jospin présente ses propositions pour le schéma «Uni-versités 2000». Des plans de déve-loppement des enseignements supé-rieurs seront adoptés avant la fin de l'année dans vingt régions sur vingt-

9. – Le Conseil constitutionnel annule l'article premier de la loi réformant le statut de la Corse, qui reconnaissait l'existence du « peuple corse, composante du peuple fran-çais». Le reste de la loi, qui avait été définitivement votée le 12 avril, est publié au Journal officiel du 13 mai. A la fin du mois, les deux tendances II FLNC reprennent

14. – Le gouvernement adopte un schéma directeur prévoyant qu'entre 2015 et 2025 le réseau national des TGV atteindra 4 700 kilomètres arâce à la construction de seize nes ferroviaires nouvelles à grande

15. - M. Michel Rocard, ministre depuis le 10 mai 1988, pré-sente la démission de son gouverne-ment à la demande de M. Mitterrand. Il est remplacé par M= Edith Cresson, qui est la première femme à occuper ce poste. Les noms des vingt-neul ministres sont annoucés vingt-neuf ministres sont annoncés le 16 et ceux des seize serrétaires d'Etat le 17. Il n'y a que cinq nouveaux ministres, dont M. Jean-Louis Bianco (affaires sociales et intégration), Mª Martine Aubry (travail), Mª Frédérique Bredin (jeunesse et sports). Un grand ministère de l'économie est drigé par M. Pierre Bérégovoy. Trente-deux des quarantecina membres du souvernement cinq membres du gouvernement sont PS. Les fabitisiens gagnent quasont PS. Les fablusiens gagnent qua-tre places, les jospinistes trois, les rocardiens en perdent quatre et les représentants de l'«ouverture» sept.

22. - La déclaration de politique générale de Mª Cresson devant les députés est la accueillie par la classe politique et par la presse qui critiquent l'absence de perspectives d'ensemble et de propositions concrètes nouvelles.

27. - Aïssa Ihich, dix-huit ans, d'origine marocaine, meurt à l'issue de sa garde-à-vue dans le commis-aeriat de Mantes-la-Jolie, après avoir été arrêté lors d'incidents viol dans le quartier du Val-Fourré dans la nuit du 25 au 26. Asthmatique, il n'avait pu obtenir les que sa famille était venue lui appor-

27. - Le groupe Pinault achète Conforama à M. Bernard Arnsult, président de LVMH, pour 4,4 mil-liards de francs.

29. - M. Bérégovoy annonce une série de mesures destinées à réduire le déficit budgétaire de 17 milliarda de francs, alors que le ralentissement de la crossance aggrave le désapage des finances publiques. 29. - A Bari (Italie), l'Olympique

de Marseille est battu après l'Épreuve me tirs au me (0-0, 5-3) l'Étoile de me en finale in Coupe d'Europe des clubs champions. 31. - La Cour de cassation

déclare illicite la pratique III «mères porteuses».

JUIN

3. - L'Elysée rend public un plan de désarmement global proposé par M. Mitterrand. Il prévoit l'adhésion de la France au traité de non-proli-fération des armes nucléaires. 6. - Le groupe Bolloré, en pre-

le contrôle de l'armement naval Del-mas-Vieljeux, devient le numéro deux du transport de marchandise 8-9. - La Yougoslave Hunter remportent Internationaux teans =

9. - Lors d'un «rodéo» de voi-tures volées à proximité du quartier du Val-Fourré à Mantes-is-Jolie, une du Val-Pourie à Mantes-is-loie, une femme policier, violenament renver-sée par une des voitures, et un jeune Algérien, attent par une balle tirée par un policier, sont tués. Le 11, plusieurs jeunes du Val-Fourie qui ont participé au « rodéo » sont arrêtés. Le 12, le gouvernement calmer la grogne policiers et prévoir des occupations d'été

11. - Les professions anté organisent une manifestation qui pres mile projets gouvernementaux de

12. - Le conseil im ministres approuve des mesures la lutter déficit de la Sécurité 0,9 la au le juillet le cotisation

dénenses de santé. 19. - De old naces de M. Jac-Chirac, lors d'un diner-débat l'Orléans qu'il y nant « le bruit d'étrangers » qu'ils

quent une polémique politique. 24, - Carrefour manda Laman pour 5.2 francs, devenant in la la la grande in a française. 25. - M. Jospin and public a plan définitif de rénovation de lycées, qui me appliqué sivement partir la manuel

apportent dans les HLM, provo-

26. - Les statistiques de mai indint que le nombre des chômeurs a subi une hausse record de 2 %. atteignant le niveau sans précédent 2,8 demandeurs depassés.

28. – La loi réglementant les téléphoniques « celle qui réforme su juridique » définivotées

JUHLLET

3. - In M d'orientation au la ville et la réforme hospitalière sont définitivement votées à l'Asssemblée nationale. La première grâce à l'abs-tention du PC et la seconde grâce au soutien de quelques députés cen-tristes. Le 29, le Conseil constitu-tionnel annule un article de la loi

3. - Les négociations entre le patronat et les syndicats sur la for-mation professionnelle mutissent à un accord qui est signé par les partenaires sociaux, sauf la CGT. 3. – Mm LL. Aubry, ministre du travail, présente son plan contre le chômage. D'autres mesures, visant à favoriser l'em-bauche des jeunes sans qualification,

sont annoncées le 16 octobre. 6. - Le comité directeur du PS entérine la proposition de M. Pierre Mauroy de convoquer un congrès extraordinaire sur le «projet» socialiste en décembre.

9. – L'entrée du groupe informa-tique japonais NEC dans le impital de l'entreprise publique Bull à hau-teur in 4,7 % est acceptée par le gouvernement qui l'avait bloquée en

10. - M= Cresson présente devant le conseil des ministres un dispositif de maîtrise de l'immigration.

Paris désavoue la procédure d' «urgence absolue» utilisée par le gouvernement pour expulser vers le Gabon, le 20 juin, un opposant marocain, M. Abdelmoumen Diouri, et ordonne le sursis à exécution de l'arrêté d'expulsion. M. Diouri est de retour en France le 16. 12. - M= Cresson annonce des

res en faveur des familles d'anciens harkis. Le dispositif gouverne-mental est complété le 17, mais ces décisions sont jugées insuffisantes et le manage de protestation des fils de harkis, qui avait commencé fils de harkis, qui avait commencé fin juin, se poursuit encore tout le mois dans le sud de la France. 12. - Le gouvernement renonce :

développer le missile nucléaire mobile 45 qui devait remplacer les missiles sol-sol enterrés du plateau d'Albion. 14. - M. Mitterrand, lors de son

traditionnel entretien télévisé du illet en direct de l'Elysée, prend défense de M- Cresson, dont les sondages soulignent l'impopularité. 15. - Afin de renforcer les moyens de deux groupes publics, deux ban-ques nationalisées, le Crédit lyon-nais, le 15, puis la BNP, le 17, annoncent lear entrée dans le capi-tal, l'un d'Usinor-Sacilor pour un montant de 2,5 milliards de france l'autre d'Air France pour

28. - L'Espagnol Miguel Indurain remporte le Tour de France cycliste. 31.- Le gouvernement sous la pression des écologistes, à construire deux des cinq barrages projetés pour l'aménagement du bas-

AOUT

6.- Chapour B. . . . dernier premier ministre du . . d'Iran, est assassiné dans sa villa de Suresnes. En dépit de la très importante pro tection policière dont il bénéficiai le crime n'est découvert que le 8. L'enquête met en cause les services secrets iraniens

13. - Sud-Marine, groupe marrie lais de réparation navale et de construction offshore, mis en liqui-dation le 29 juillet, est repris par le groupe Brisard, numéro un frança de la machine-outil

19. - M. Mitterrand consacre un an télévisé au putsch sovié que. Il adopte une position prudente et mesurée, très critiquée par l'oppo-sition, qui lui reproche de ne pas avoir condamné assez fermement les

SEPTEMBRE

7. – M. Jean-Marie Le Pen monce qu'il conduira la liste dections

régionales de mars 1992 dans les Alpes-maritimes. Le 8, M. Bernard Tapie confirme qu'il sera aussi can-didat au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, en étant tête de liste pour la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône.

11. - M. Mitterrand réunit à l'Elydepuis un nucléaires, il propose une réunion Im quatre puissances détentrices ils charges atomiques en Europe. Sur III plan intérieur, il son mu à la se d'« actifs d'entre-prises publiques » your « accroître l'investissement » « capacités ď emploi ».

16. - Ma Cresson annonce un aplan global» en faveur des petites et moyennes entreprises.

18. – Le conseil des ministres approuve II projet de budget pour 1992, qui prévoit un sut freinage des dépenses publiques. Les impôt d'Etat n'étant augmentés, le budgétaire (90 le francs) Le Primpôt sur de 42 le le montés pour le distribués

19. - Me présente un plan du cinq um la de la développer l'apprentissage IN ACCUMANCE. 21. - M. Valery taing, it is un par le Figaro-Magazine, parle d'un risque

d'a invasion » | propos | l'immigraprincipe au «droit au sol» au du «droit du sang» pour l'acquisition le la nationalité française, Cette prise position provoque une vio-lente polémique, à gauche mais aussi droite où l'opposition apparaît divisée sur la stratégie à adopter face 22. - W. Carll Evin, ancien

ministre de M. Rocard, include de justesse son siège in député in la Loire-Atlantique, avec 50,75 % des suffrages mp nés. An premier tour, tention dépasse les 60 %.

25. – Air France annonce la sup-pression de 3 000 emplois avant la fin de 1993 ainsi que la disparition en 1992 de la marque UTA.

29. - Deux cent mille agriculteurs nanifestent à Paris dans le calme. Les jours suivants, des actions vio-lentes se multiplient dans plusiours régions. L'annonce de « mesures par M. Louis Mermaz, le 9 octobre, n'apaise pas l'agitation. Le calme n'est rétabli dans les campagnes qu'après des déclarations in M. Mit-Journal du Centre du u octobre, donnant de réponses positives i la plupart des revendicagénéraux du monde rural.

OCTOBRE

Eurocom, filiale d'Havas, RSCG, annoncent leur pour former Euro-RSCG, le premier groupe publicitaire européen & le sixième mondial.

16. – Le gourne de la Sécu-rité sociale concluent un accord pour aboutir à une «maîtrise négociée» des dépenses de santé.

17. - Seize personnes sont tuées en gare de Melun dans la collision en gare de Melun dans la collision entre le train Nice-Paris et un train de marchandises oui ne s'était pas arrêté à un feu rouge.

17. - Des brutalités policières lors d'une manifestation d'infirmières à Paris provoquent de vives protesta-tions. Ce n'est que le 15 novembre, après sept semaines de conflit, que cinq organisations d'infirmières sur cinq organisations d'infirmières sur neuf parvieudront à un accord avec le gouvernement 17. - La Banque de France

abaisse son taux directeur de Wh à 8,75 %. 21. - Trois anciens responsables de la santé, le professeur Jacques Roux et les docteurs Robert Netter et Michel Garretta, sont inculpés dans l'affaire de la contamination d'hémophiles par le virus du transfusies sanguines en 1984 et 1985. Il polémique s'en-

suit sur les responsabl des ministres d'alors. - Un sondage indique que des Français considérent que le Front national représente un danger pour la démocratie, mais que 32 % (+14 % en un an) se déclarent d'accord avec les idées défendres

30-31. - M. Mitterrand, M. Gorbatchev, retour L Madrid, dans berger de Latche, lui insi qu'à l'« Union».

NOVEMBRE 5. - Usinor-Sacilor annonce la

suppression de 6 700 emplois avant. la fin de 1994. 7. – Le gouvernement annonce le transfert de l'ENA à Strasbourg ainsi délocalisation en province ou en parisienne ving-

taine d'organismes publics. 8. – Le travail reprend à l' Renault — Cléon après trois grève.

9-10. - M. Carril d'Estaing est par le conseil national réuni à la Défense. La motion finale e exclut legoriquement politique avec l'extrême

9-11. - Les Verts, réunis en générale à Saint-Brieuc, refusent toute alliance électorale avec les « partis productivistes », alors qu'ils sont sollicités à la fois par le RPR, l'UDF et le PS.

10. - M. Mitterrand, invité de La Cinq. annonce son intention de soumettre aux Français une réforme des institutions au second trimestre de 1992. Il approuve proposition d'un mode de scrutin mixte (majoritaire-proportionnel) pour les légis-latives de 1993. Présenté par M. Mauroy, cette proposition suscite au PS les réserves MM. Rocard, Fabius et Jospin, tandis que le RPR I'UDF la refusent, le 21, en la qualifiant et de a tricherte».

16. - Le Front national présente « cinquante mesures concrètes » pour « règler le problème de l'immigrations suscitant l'indignation de tous les partis, de la droite libérale à l'extrême gauche.

17. – Plus de cent mille personnes participent à Paris à la manifesta-tion nationale des professions de santé manu les projet du gouverne ment visant i réformer le système 19-21. - Le quatrième sommet francophone rassemble à Paris les

représentants de cinquante Etats ou communumantés milisant le français, dont vingt chefs d'Etat. 25. - Le groupe Pinsult prend le contrôle du Printemps.

28. - Le gouvernement présente un projet de réforme du statut des dockers, qui suscite une vive opposition de la CGT, en situation de quasi-monopole chez les travailleurs

28. - Le groupe italien Agnelli annonce une OPA sur Exor, un bolding qui contrôle notamm 29. - L'offre publique de vente

 $\mathbf{i} = i_{i_1} \cdot i_{i_2} \cdot i_{i_3} \cdot i_{i_4}$

3 East Wilder

d'actions du Crédit local de France est un succès. L'Etat a cédé en Bourse 27 % du capital, mais il conserve la majorité avec la Caisse des dépôts.

DÉCEMBRE

1ª. - L'équipe de France de la ia remporte la Coupe Davis, pour la première fois depuis 1932, en bat-tant en finale les États-Unis à Lyon grâce à Guy Forget, à Henri Leconte et à leur capitaine, Yannick Noah. 4 - Les députés du PS, après ceux de la droite et du PC, refin

projet du gouvernement d'une taxe les pour financer l'indemnisation personnes contaminées par le sida à a suite de tranfusions sangu nouveau dispositif est announce, le li, par Ma Cresson, and d'être discuté au Parlement et définitivement voté le 21.

5. - Les partenaires sociaux, ila CGT il la CGC, illustration un accord pour faire face au déficit il 'accurance-chômage.

7. - Le sondage mensuel de la SOFRES indique que M. Mitterrand III Mar Cresson atteignent d'impopularité. 13-15. - Devant le congrès extra-

ordinaire du PS, réuni l la Défen pour adopter le nouveau «projet» socialiste, les dirigeants des diffé-rents «courants» du parti sont una-nimes à appeler les militants à surmonter le défaitisme. 15. - M. Mitterrand, invité de «7

sur 7» sur TF1, n'exclut pas un référendum, en avril 1992, sur la ratification des européens Maastricht des 9 et 10 décembre ainsi que sur les réform tionnelles nécessaires à leur applica-18. - M™ Cresson Lilliania la

d'un pre public de haute technologie grâce à la fusido del activités industrielles du CEA et de 'électronique grand public de 19. - La loi réduisant à dix mois

la durée da service militaire est défi-nitivement votée. 19. - Accor prend le contrôle de

la Compagnie internationale des wagons-lits grace à une OPA. 21. - Fin de la session parlementaire d'automne : le gouvernement a engagé sa responsabilité cinq fois, dont trois pour le budget 1992, et il a di affronter deux débats de censure sur sa politique économique, le 24 octobre et le 18 novembre.

23. - Pour défendre le franc face à la hausse du mark et à la baisse du dollar, la Banque de France doit suivre la hausse des taux allemands ; elle relève à 9,6 % son taux direc-teur, qui avait déjà été augmenté de 8,75 % à 9,25 % le 18 novembre.

31. – La Cinq dépose son bilan, ni Hachette, l'opérateur, ni les autres actionnaires ne voulant assumer les pertes de la chaîne : 600 millions prévus en 1992, après 1,1 milliard en 1991.

. .

1



Annoncée pour le début de l'année, la nouvelle filière sportive de la fonction publique territoriale améliore le sort des moniteurs et répond aux préoccupations des communes

E l'eau jusqu'à taille, maître nageur s'éloigne du bord la piscine en déroulant un tapis de mousse. Arrivé milieu du bassin, il invite les enfants à le rejoindre passant par ce trottoir flottant. Les élèves du cours préparatoire retiennent leur souffle, ravis de marcher sur les eaux. I es mes avrès les autres, ils cher sur les eaux. Les uns après les autres, ils traversent la piscine en s'efforçant de ne pas perdre l'équilibre. Lorsqu'ils arrivent en fin de parcours, le moniteur les emprisonne de ses grands bras, les soulève dans les airs, et les relâche dans un déluge d'éclaboussures et d'éclats de rire. « Bien qu'ils ne sachent pas encore nager, ils plus peur de l'eau, parce que nous leur donnons confiance avec ces exercices de coordination», commente Christophe, grand garçon athlétique d'une manuta d'anes, maître nageur de la puinze ans à Crétei (Val-de-Marne).

ratum A 14 44

nents

laires

ES MONTY

A WOOLF ?

Divident, 14

JRNEES DE

ADISE (A.

PICTURE 10 Galande, 5

arand Pavois

ES MERS (A

/AUX (Chin 45-43-41-53

7-77-13

گا!تن^ر

2 CARS

1

1.00

 $\Delta = - \log V$

80.00

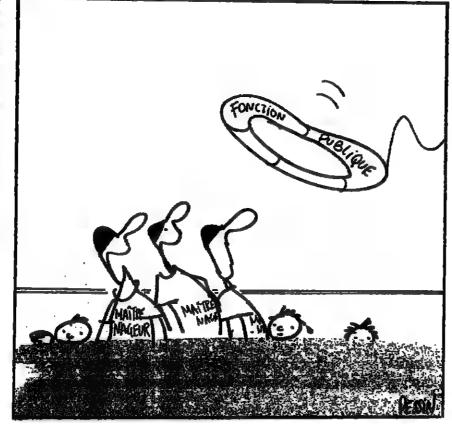
Dans un gymnase voisin, des élèves de cours élémentaire se tortillent un son du twist. La elémentaire se tortillent son du twist. La monitrice, Anne, brevetée en gymnastique rythmique sportive, a little tomber inbans et les cerceaux pour une initiation i la «danse de salou», qui va de la valse au rock, en faisant un crochet par le rap. Dans la cour, Sylvie, monitrice d'athlétisme, en survètement et baskets, entraîne un groupe d'enfants de sept ans I la course de haies, tandis que leur instituteur en exerce d'autres 📖 lancer 🌉 ballon. «La collaboration avec les enseignants se passe très bien, assure Syivie. Ce sont eux qui demanlntervenions pendant le temps scolaire. Ils nous prennent au sérieux le

Queile que soit leur spécialité, les moniteurs de sport partagent un même souci, celui d'être reconsus. « Pour l'Instant, il suffit de consulter notre fiche de pale pour constater que ce n'est pas waiment le cas l'Avec quinze ans d'ancienneté, je ne gagne 8 400 francs bruts », remarque Christophe.

Reconnaissance des qualités pédagogiques

e Nous, les sportifs, on nous prend pour des paquets de muscles, lance son chef de bassin, la quarantaine désabusée. Alors que J'ai onze per-sonnes sous ma responsabilité, je ne gagne pas encore 10 000 francs ness. Blen sur, on arrondes per la coule mode des cours particuliers ses fins de mois avec des cours particuliers, comme partout. Mais ici, et c'est heureux, il n'y a pas de caisse noire pour les ceintures ou bouées de sauveiage... Le métier est dur, physi-quement. Il faut passer trois ou quatre heures dans l'eau chaque jour. certains dimanches ou certains soirs. Et enfin, il y a le strem de la surveillance, surtout depuis noyade de Bourg-Saint-Maurice!(1) »

des services sportifs de la ville de Créteil attend la nouvelle filière avec impatience. Il espère qu'elle redonnera du l'annuelle son personnel, notamment sux milimageurs sauveteurs, il craint une prochaine pénurie. Créteil est sans doute l'une des villes in plus «sportives» de France, puls-



qu'elle consecre 13 % de son budget (la moyenne et ent de 6,5 €, qu'elle aère un service de IIID personses pour 82 000 nabitants. Nous proposons à peu près les activités possibles, hormis le parachutisme »,

La municipalité organise des animations de quartier et met I disposition de nationale un grand de moniteurs interviennent pendant les heures scolaires, en présence et sous la responsabilité des institutours. « Ici, le sport, c'est vital. Quand on vit dans une tour, on a un immense besoin de se

La future filière sportive devrait satisfaire les table rôle pédagogique. Désormais gratifiés du que justice pour in titulaires d'un diplôme in niveau IV (baccalauréat). Pour un débutant, cette promotion in mil se traduire une augmentation d'environ 1 800 francs Les maîtres qui n'auraient passé la

brovet, en vigueur depuis 1985. nent, qui n'avait pas inscrit cette réforme dans son projet initial, abdiqué devant un consensyndical. Sa milion n'a pu été très farouche, le nombre relativement material de personnes concernées (5 000 met trois ans) peu feil budgétaires.

La filière un mun grand mérite, mini de créer une catégorie A chez les sportifs. • On sa enfin ... les textes ... du ... debut ... Au début ... années 80, Marc, sa licence de sport en poche, se dirige vers le professorat, lorsque l'inspecmoniteurs, parce qu'elle leur reconnaît un véricolonne vertébrale. Catastrophe I il no peut Après un séjour au magasin d'équipesportifs, il entre il une municipalité... grace I son brevet m moniteur. Il dirige m petit office des sports tout en apprenant la ges-

territoriale (CNFPT). In bout de quelques années, la mairie II Saint-Nazaire lui propur un adjoint, taillé Comme : règlements : L person-nel communal, : des années 50, faisaient fonner 🖺 hièrarchie sportive 🚾 catégorie B, plajonner inerarchie spontive dangune o, municipalité m'a la particulier, à la fois de l'attaché de l'ingénieur, je puisse bénéficier d'un salaire catégorie A. « Ce d'emploi, dit « spécifi que», qu'il en proper i la maler de qui le crée, et non transférable à une autre, devrait disparaître avec l'apparition 🍱 🗷 filière. Qua tre environ seraient reclassées, après une une d'homologa-tion, selon une étude réalisée par le CNFPT.

Rationalise ies in the

"C'est une vrale reconnaissance », estimo Olivier Debruyne, directeur du service il sports Suresnes (Hauts-de-Seine). Après avoir passé une maîtrise d'économie m la pution du sport, il me entre dans la collectivité. distribution qualité de contractuel, puis sur un emploi spécifique, and a la 11 000 francs nets. On admet ainsi que le sport offre d'autres perspectives au l'animation. Il mon métier, and annual des compétences techniques audministratives. Il faut pouvoir dialoguer avec les fèdérations, savoir choisir 🕨 revêtement de sol d'un gymnase, organiser une manifestation sportive et s'occuper 🛋 personnel. dit, je mana guère le ma a conseille territorial» qu'on va 💶 donner. Je 📰 Je gère, »

Le projet au secrétariat d'Etat aux collectivités locales, approuvé à la large majorité par le Conseil supérieur la la fonction publique territoriale, satisfait l'Association France, qui aurait même souhaité en limiter les quotas et les . . Il répond aux préoccupades communes, qui l'année presque les

La pui de qu'elles lui consacrent augmenté de le nune décennie, sous l'effet l'espolitique totalement volontariste, tiannant de compétences n'étant vanu min d'obligations nouvelles Aujourd'hui, effet emploient environ 50 000 persona dans le secteur de sport, dont un firm paur l'intra-tion, mais le CNFFT. La marche france vi permettre de la la les services qui ont souvent de façon empirique, autour de Elle 🚾 aussi aider 🔚 🏬 qui s'appliquent 🛚 en démocratiser les pratiques et l'utilisent pour consolider la tissu social ou promouvoir l'image 📥 🟣 cité.

RAFAĒLE RIVAIS

(1) Après le d'un man de cinq ans, maîtres nageurs et mainstitutrice avaient du pour involontaire (le d'un du 1991).

Fagots hors la loi

boulangerie parisienne services de la préfecture 💷 police. invoquée la la solide and la teneur en supérieure l In To n'est autorisé pour cause de pollution atmosphérique,

West dong as bon Waste au ban des accrisée abu que di plus in plus il Pari-ium n'hésitent im — malgré le il il fagot — il glisser im bicie dans le cheminée pour 🚃 🧸 🏣 ure en qu'en 1990, la pompiers im la capitale sont intervenus plus d'une cinquan-taine pour une trentaine de Levisse es

I poliution des embouteillages

Cette affaire risque de créer un précédent. Peut-on jeter, 🚥 effet, l'opprobre 👊 un mitron devenu, selon le règlement, un pollueur et 📖 ser ae développer, par muni pie, un chaînes pizzerias dont is principal « Cuissor au feu 🜃 bois »? 💵 🗎 pre mier Parisien, le MANN III la capitale, Jacques Chirac, pourra-il encore longtemps tisonner las mateix de m cheminée de mm bureau de l'Hôtel de ville, où, 💷 toute pétile une la riche 7

La pollution imperie par le ols-énergie imperie la capitale vraiment comparable l 🛁 provoquée 📭 🖢 circulation automobile et les embouteillages qh'an engendre? Aujour-d'hul, tous les apécialistes pour many que le trafic routier est la parci Dans la lutte gée pour l'atmo-sphère grandes métropoles, les pouvoirs publics ne pas sa tromper ... within William III pres de 200 M 🖿 ménages français, solt plus = 6 | loge brûlent 🛎 bois pour chauffer leur Management princi-

JEAN PERRIN

Les autoroutes alpines entre projets et réalisations

Gap sur la voie du Sud

Malgré les contraintes dues au relief, le ministre des transports a choisi, pour relier Sisteron, le tracé passant par la préfecture des Hautes-Alpes

Valence à une heure de Grenoble

alpin, du Rhône, où il rejoint 1 7. loppement (GID), qui souligne

GRENOBLE

de notre correspondent

ES ingénieurs de l'équipe-ment, qui étudiaient depuis cinq ans la géogra-phie tourmentée de Alpes Sud avançaient des arguments techniques il financiers pour proposer de de passage entre Grenoble et Sisteron, empruntant - Lus-la-Croix-Haute (altitude 1 176 mètres). Mais, vendredi 20 décembre, M. Paul Quilès, ministre de transports, a annoncé que ses services avaient retenu un irus par Gap (Hantes-Alpes)

L'itinéraire par le 📶 de Lus-la-Croix-Haute aurait raccourci de trente minutes le « voyage » entre Grenoble et Sisteron, son coût aurait mettement moins que les 9,3 milliards de francs (1) estimé par le tracé gapançais autrait elle aurait assuré beaucoup mieux que ma l'amin le désengorge-🔤 👫 l'autoroute 🏗 la vallée du

Rhône (A7) . L'un des objectifs depuis l'ouemant il y a un an Ma la section autoroutière Aix-en-Provence-Sisteron, est on effet de détourner une partie du trafic à l'est de Rhône en prenant la direction de Grenoble et du itani des anumum alpines. sitinéraire alternatif » pourrait ainsi le doublement de l'A7. Lorsque l'on interroge les ingénieurs du ministère de l'équipesion, ils s'abstiennent prudemment de fournir de informations de de de de de de de tracé par Gap répond de la les objectifs d'aménagement du terriaxe proutier handle doit peregalement le désenclavement du département des Haules

Alpes at de la ville in Gap (36 000

GRENOBLE

correspondence

NAUGURÉE vendredii 20

Grenoble-Va-

depuis vingt-

bien des vicissitudes après,

commencer par l'opposition

producteurs de noix 🔳 🛮 valse-hé-

sitation des élus isérois, le nouvel

ouvrage ne III-- plus guère III

détracteurs. Car le tronçon ouvert

à in circulation, entre Voreppe

Bourg-de-Péage (Drôme),

représente davantage que

Cette section, prolongement de

soxante-deux

habitants) aujourd'hui difficilement accessible voiture comme par train. La Napoléon sexige en deux heures de voyage pour gagner Grenoble.

Ovarante-cinq minutes nécessaires lorsque l'autosera en service au tout d'Ille trativement à la région Provence-

Mai s'ouvre, les u continuité,

Alpes hautes », Grenoble, me d'une ville située au bord de la mer Marseille. « Nos liens historiques M culturels - les étudiants Alpes s'inscrivent plus

universités grenobloises

loppement (GID), qui souligne ...

tructure. M. Rodolphe Pesce, pré-

Alpes-Côte d'Azur, le département dans celles d'Aix-en-Provence ou de de des des direction de Grenoble de Dauphiné il à illustration de l'Europe qui constitue, pour nos sta-tions montagne, véritable réservoir de clientèle, déclare maire de Saint-Bonnet-en-Champ-

saur, M Jean-Pierre Festa (divers

droite). Il y am siècle ma avons raté le chemin de fer qui ma divi posse par Lus-la-Croix-Haute. Ne pas accueillir l'autoroute aurait ma Le futur Em Grenoble-Gap-Siste-

ron, a qualifié d' poli-ticienne par adversaires, écologistes, agri-culteurs habitants du superbe plateau du Trièves qu'elle risque défigurer. Le maire Gap, M. Pierre-Bernard (CDS) juge ce nouveau tracé « inutile, dis-pendieux ■ nuisible » . Le surcroît de trafic attendu l'agglo-mération grenobloise l'ouver-l'autoroute Grenoble-Valence (voir ci-contre) puis celle programmée pour la fin Grenoble et Turin via la val-Maurienne, enfin la réalisation III l'axe Ambérieu-Grenoble Sisteron, va bouleverser em conditions in circulation dans la capitale des Hautes-Alpes. « Il m faut me recréer 🛮 bouchon 🔳 Lyon 🖥 Grenoble, clame son maire, M. Alain Carignon (en congé du RPR). // faut envisager son de désengorge-façon sérieuse, sinon le désengorge-ment de l'A7 par les Alpes serait

une de grand transit, touris-tique de marchandises, depuis l'Allemagne, la serie in initia du Nord, se direction de la façade péninsule encore modernisation Genève Valence, doublement connectée au TGV Lyon-Turin, Montmélian (Savoie), et au TGV Méditerrannée, Aussi

forme d'échanges combinant la route, 🖿 rail 🔳 🖩 Rhône. Les économiques l'axe rapide Genève-Annecy- l'Europe en seront-elles notable-

Valence se prépare-t-elle ▮ son

destin im plaque tournante, par

l'aménagement d'une plate-

Drôme II maire in Valence, en IIII ran rééquilibrage 🛍 massa régional des villes», fortement polarisé par la métropole lyonnama homologue grenoblois, général 🍱 l'Isère, 🕶 🗺 le maria municipal se félicitant 📥 nouvelle 🖆 déploisment pour m = Au sein du mil-Inmi rhônalpin, la fonction majeure de l'A 49 net anna mar il million rer la du sillon alpin, comme alternative possible au projet de « voie Dauphine » qui, Lyon II I par un cha-Chambéry-Grenoble, ease le renforcées ? Probablement pelet ininterrompu de parcs d'actidemier maillon a du non, estime l'organisme d'étude et encore l'créer, - formerait

in colonne in the la région Rhône-Alpes.

L'isère III la Drôme M Trumont. sensiblement rapprochées par ionction, qui met préà main d'une heure trajet. Les milieux économiques, spécialement Mariana III commerce et d'industrie, grandes la mana autoroutière, M. Alain Carignon, lui maire la autoroutière, sont le premiers à en quelques massif du Vercors, aisément accessible, pourrait seed bénéficier d'un regain touristique. Dans un IIIII Marri domaine, les liens entre les universités grenobloises 💵 leurs implantations à Valence, promue e pôle de développement universitaire », devraient s'en litture me

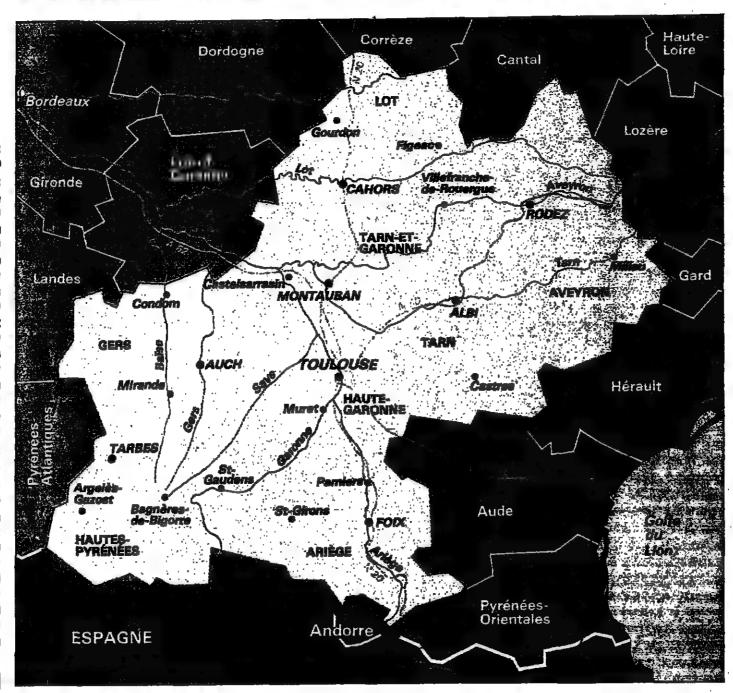
PIERRE LE HIR

CLAUDE FRANCILLON

(1) Le 🖦 🐞 certains kilomètres 📠 Le un moyen au kilomètre montagne habituelkement de 40 millions de francs et il situe entre 🚻 et 📱 millions 📰 francs.

DI-PYRÉNÉES : les

Préfecture : Toulouse Départements : Ariège (préfecture : Foix) Aveyron (préfecture : Rodez) Haute-Garonne (préfecture : Toulouse) Gers (préfecture : Auch) (préfecture : Cahors) Hautes-Pyrénées (préfecture : Tarbes) Tam (préfecture : Albi) Tam-et-Garonne (préfecture | Montauban) Superficie: 45 347 km2 Population: 2 430 BBB habitants **Principales** agglomérations: Toulouse (608 311 habitants) or Cons (77 810 habitants) (64 415 habitants) Montauban



aco? On est du Languedoc. d'Aquitaine. On se même du du Limousin. Les de ces respirent l'Histoire de France, finance bon le terroir, quent au vell ment des oriflammes. Man comment peut-on III «midi-pyrénéen»?

La tille Mildelt tenn Di camoufler le forfait. 🖛 elle, 🗓 ne voir qu'un banal d'impuissance dans misérable ma d'union jeté I la entre un « Man » ambigu et des « Pyrénées» anonymes, dans cet accouplement à l'emporte-pièce bureaucratique qui a băcié, à la fin des années le fabuleux mariage du Rouergue 📰 🖿 Bigorre, 📟 l'Albigeois et de l'Aubrac, du Comminges et du Quercy, du Lévezou et du Lauragais, du Couserans et 🛤 i'Armagnac...

Humiliation millénaire

Il n'y aurait II que la I quence mineure d'un manua d'imagination imputable a quelque technocrate incapable de discerner la moindre affinité 🛶 épousailles du roquefort aveyronnais 🗷 du cassoulet gascon, du vin main cion et du confit :---- des houilles de Carmaux et des neiges de Luz-Ardiden, à quelque rond-decuir trop obtus pour percevoir la moindre identité derrière les noces de Rodez et de Tarbes, de Figeac et de Foix, de Castelsarrasin et 🚻 Muret, concélébrées pourtant sous a célèbre muit permute des de Toulouse... Ah! Cyrano, que de coups de rapière se perdent La vérité, selou les gens d'ici, es cette piètre dénomination

Une trêve « historique »

Après plusieurs décennies de rivalités fratricides, le PS et le MRG font front commun pour résister à la pression d'une droite où l'on se bouscule au portillon

LIONEL JOSPIN mène campagne u du gouvernement parti la reconquête d'une région dirigée par l'opposition depuis le scrutin de 1986, le ministre de l'éducation nationale assume avec application, depuis imamois, sa fonction de chef de file. Il va par monts et par vaux, chaque weekend, l'ancienne», bien au-delà de la Haute-Garinio où il conduira personnellement la liste de la majorité mitterrandiste. Il ne se fait guère d'illusion sur sa capacité personnelle à renverser, ici, le cours national des choses mais il est ainsi fait, Lionel Jospin, qu'il fand plus qu'une «sinistrose» pour l'empêcher d'aller

Ce n'est pourtant pas plus facile qu'ailleurs, en Midi-Pyrénées aujourd'hui, d'être ministre de la République. Sa visite il Auch, en novembre, a été marquée par de visit affrontements entre les forces il marquée par de agricultures en colère par une lui des agriculteurs en colère venus lui er des comptes. Pais, quand il est allé I Millau, il a été obligé, dans des circonstances analogues, de quitter la ville en hélicoptère. Et l'autre jour, à Toulouse, c'est un groupe d'ar-

qui mi intruption

permanence pour attirer l'attention sur leurs problèmes sociaux. Tout cela n'empêche pas M. Jospin de resilie à tracer patiemment le sillon législative partielle 1986, pour redonner confiance aux militants locaux, à l'époque où il exerçait many la charge de premier du PS, et certains a amis s'inquiètent de la voir milm les campagnes m bourgs du Lauragais II du Com-minges plus souvent que III bourgs in Toulouse, il le découpage électoral favorise la main la il aussi que son implantation ne sera présence - Annual à l'origine par militants désireux d'opposer un médiatique de la malin toulousaine, M. Dominique Baudis, - permet tout à la fois de conserver aux socialistes. l'an prochain, la majorité au conseil général de Haute-Garonne, de rajeunir un peu partout les cadres du parti et de ranimer, à terme, un espoir de

M. Jospin mouille donc sa chemise sur tous les terrains. Les petits et les grands. Avec une attention particu-

lière pour l'espace européen. Il a réclamait depuis plusieurs semaines, réussi un le le opération de prestige en obtenant la complicité du présient du présient de la complicité du présient d dent de la Commission im communautés européennes, M. Jacques Dalva pour l'organisation and colloque manari au IIII de ille région, demain ille l'Europe», qui e réuni en la circonstance, coup triple, en pré-sence ses équipiers départements voisins. Il avait aussi invité 🛮 Toulouse, ce jour-là, plusieurs espagnols, en particulier le de Barcelone, M. Pascual Maragal, pour étudier avec eux de nouvelles formes de coopération transfrontalières.

Un humaniste égaré an politique

M. La a également profité de son passage pour recevoir à la préfec-ture, sans tambours ni trompettes préalables, une délégation de syndica-ins agricoles, histoire d'améliorer leurs socia-listes, le président UDF-PR du conseil sortant, M. Marc Censi, porte-drapeau de l'opposition direct de M. Jospin,

Avec andide que dément son regard sceptique, son front dégarni et son visage qu'allonge une fine barbe blanche soigneusement entreteaue, M. Censi présente un profil ressemblant aux portraits les plus connus de Montaigne. Et, an fond, ce n'est pas étonnant. Le président du conseil régional de Midi-Pyrénées n'est, en effet, qu'un humaniste égaré en politique. S'il est devenu homme public, en accédant en 1968 à la présidence de la jeune chambre économ que de Rodez, sa ville natale, c'est un peu à contrecteur.

Ingénieur des arts et métiers, aujourd'hui âgé de cinquante-six ans, il se passionnait surtout pour la poésie et le théâtre d'amateur. Ses concitoyens lui doivent deux spectacles: Antoine Colinet, compagnon bâtisseur et Guilhem de Peire sur les chemins de Saint-Jacques-de-Compostenden, au demeurant, que ce personnage attademeurant, que ce personnage atta-chant ne fait carrière, sur la scène politique, que parce qu'il s'est fait une spécialité du rôle de doublure inossensive. M. Baudis ne l'aurait choisi comme successeur à la présidence de comme successeur à la présidence de l'assemblée régionale, en 1988, que parce qu'il était sûr qu'il ne lui porterait pas ombrage, de la même façon que, cinq ans auperavant, M. Roland Boscary-Monsservin l'aurait désigné pour lui succéder à la tête de la municipalité de Rodez pour assurer une transition en catinaini.

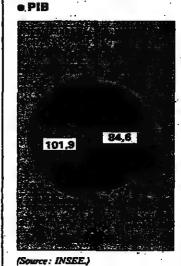
M. Censi a incontestablement un problème d'image, ce qui peut, certes, de nos jours hypermédiatisés, apparaître comme un handican poli-tique. Il en est conscient et s'en remet aux docteurs ès médias pour y remé-dier; une agence parisienne de com-munication se charge de le «vendre». Il est vrai auxsi qu'en quittant son Aveyron familier pour s'opposer à M. Jospin en Hante-Garonne, où il conduira la liste de la majorité régio-nale « soutenue par Dominique Bandis», le maire de Rodez se fait ouvertement le paravent du maire de Toudérange pas. Il ne dissimule pas l'estime qu'il porte à M. Baudis : « J'avais de lui, comme tout le monde, une image médiatique 🖹 j'ai découvert un administrateur avisé et rigoureux.

Nous faisons campagne ensemble.» Ce serait tout de même faire injure M. Censi et à ses électeurs que de le comme un falot. À défaut de courir le panache cet homme a du bon sens et, surtout, qualité de plus en plus rare, le sens du mandat public. Son émotion n'est pas feinte quand il s'insurge contre tous ceux qui, M. François Mitterrand en tête, selon lui, alimentent la thèse francofrançaise du discrédit général des hommes politiques : « Ce mépris est insupportable! Des élus locaics, j'en côtoie beaucoup et ces gens que tout le monde prend aujourd'hui pour des

TENDANCES

paillassons sont en vérité, le plus sourent, des gens extraordinaires. Eux, ils ont le sens du travail bien fait!» S'il faut en croire un sondage réa-

lisé par l'Office central des sondastes et statistiques, autrement dit les renstignements généraux, le personnalité de M. Censi commence néammoins s'imposec, dans la région, au «hit-parade» publié le 9 août demier per la Dépêche du Midi, il arrive en troisième position, avec une cote de 27 %, loin derrière M. Baudis 76) mais près de M. Jospin (30 %) et devant le principal associé radical de ganche ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Michel Baylet, credité seulement de 22 %.



Budgets régionaux

urbanisme commercial création de me d'activités management des réalisations économie des projets études de faisabilité concept



34036 Montpellier Cedex Tél. 67.22.58.58 Fax. 67.22.39.28

WASSINGS FRANCE

THE TOTAL AT ...

that there is

AND AND SHOW IN

and the second second

Estada anti-

Minister Harry of the

Ministra trace . .

ME BOOMPromise

M. des a Process

Tag 4 18 . 1727 1

Armeda ...

Michigan Co.

in Harley

10 ... da.

See per 1911

personal contract Bank, og skisterior Bank, benganner

機関する。

Salt to all and

Springer of the property

APPRIL TO STATE OF

الما يعال تبيعها

Application of the

Service Company of the Company of th

THE SECTION OF THE PARTY OF THE

11-15g g

mythes effilochés

régionale « été mûrement choisie par un pouvoir parisien achamé à perpétuer l'humiliation millénaire infligée I l'Occitanie par infligée l'Occitante par l'in cen-tral depuis la tragique épopée de-cathares. «Midi-Pyrénées oubliée par Paris» pouvait-on lire le 3 décembre la de la Dépèche du Midi. Pourquoi, diantre! assassinerait-on lill les

Le vaillant maire UDF-PR de Rodez, M. Marc Censi, que le tin pare ainsi du re asexué de président du régional de Midi-Pyrénées, alors qu'ailleurs certains de pairs peuvent se prétendre nobles ducs d'Aquitaine, Bourgogne ou de Lorraine, exprime donc nécessairement le ressentiment if me ou peuple quand il

a Pourquoi 🗪 💷 avoir puisè Dave is united the man racines? Serais-iu, France jacobine Description tant makes like Que tu parjures 🖢 gloire 🛌 📖 Languedoc et A Guyenne? Est-ce la France puritaine Qui redoute resum et toujours Les Cathares III lin « fin Amour » Emm Provence in Aquitaine? Vii estes la Haimi qui yapen Qui craint la région an Cocagne?»

vrir, le lien affectif qui in le min par exemple, deux façons passionnelles W regarder Toulouse.

Deux stéréotypes et un paradoxe

tement, comme le symbole d'une revanche en marche. C'est Toudix em devenue la deuxième ville universitaire de France; Toulouse a flamboyante, haut lieu tional de la technologie, la de de d'Hermès, d'Ariane, capide l'aéronautique, promise dans la ans au métro VAL, ascendant entraînant dans son silde progrès non seulement les autres communes de limale-Garonne, mais aussi les contrées les plus mente dépar-

contraire, comme l'expression d'une perversité parachevée. C'est alors Toulouse la pieuvre, métropole de déséquilibre, cœur hypertrophie d'une région atrophiee où
une rurale sur trois
possède prime primaire; Toula prospèrité un de pauvreté, brillante façade urbaine vouant ses effets centripètes in campagnes environnantes i la mort

Ces deux visions stéréotypées procèdent, cependant, d'un même paradoxe : l'expansion spectaculin de l'expansion de l'expans chômage généralement inférieur, cnomage generalement interieur, moins à la bourgeoisie locale, inerte, qu'aux opérindustrielle l'Etat gaulliste Voilà un mythe moribond. C'est le bien Paris qui a mani l' Toulouse les prede son Mined

u parone n'enlève rien 🗜 autre constat, illustrant, celui-la, la triple capacité d'indépendance, de résistance et d'adaptation qui constitue l'un de cette identité mal étiquetée midi-pyrénéenne » : Toulouse n'est le nombril la la région. Chacun de départements voisins de la Haute-Garonne en possède un, il parfois in plusieurs, ancrés de la particula-nistoriques. Loin de tout réducteur, mur région donc la complexité l'extrême, unua d'accide di accident composantes, il un réflexe de solidarité 📼 🕒 emprises parisiennes, cherchait développer sa coopération suzeraine technopole, mais ne comptait vraipar Millian in protection, page propres forces pour affron-

à Hall des minations de détresse que municipal de les en départements remain la plupart les agriculteurs = am artisans, apparaissent réus-Rodez, Decazeville, Millau, booheur la poraine; on largere même was PMI extrêmement performante en technologie audiovisuelle dans la commune de Saint-Serninsur-Rance; l'Ariège a du mai qui lui colle a la peau depuis la boutade de Napoléon la vouant à la production guerrière d'hommes de fer, mais, grâce à l'audace de son maire modéré, M. André Trigano, frère de Gilbert, le le le Club Méditerranée, qui a donné l'exemple. Mazères au sortie de l'anonymat en misant avec succès à la fois l'implantation de petites entre-prises industrielles et secteur tertiaire,

Dans les Hautes-Pyrénées, tardivement industrialisées, Lourdes, deuxième ville hôtelière de France, III un train de se diversifier sagement sous l'impulsion de son veau maire et le M. Philippe Douste-Blazy. A partir de son dest-loppement I Charm (Tarn), le Mo ratoire pharmaceutique de principaux aménageurs du Sud-Ouest, etc.

ception confirmant la règle!

Un fait majeur : le péri-urbain

A l'image Toulouse, chaque ville moyenne i la région joue aussi la mai la «péri-urbani-sation» mengendrant sa propre banlieue. - Midi-Pyrénées, ww millier solt ban-trols, font partie ban-une soulignent experts. Le n'est la de population rurale Midi-Pyrénées appartiendra à que l'on nomme le péri-urbain. Ce dernier dans la

les de l'anni toulousain cultivent is leur autonomie en essayant 🌬 s'affranchir pour leur propre compte, à la façon il antisouci in gaulois brouiller pistes faisant semblant de réduire leur Mai et vie aux valeurs du verbe, porté au pinacie, de la gastronomie, érigée en majeur, rugby, assimilé par la firm

un faisceau de subtilités d'autant plus difficile à démêler que ces maintaine orași a économiques ont fortement nuancé, se cours trois décennies écoulées, ce qui faimir la particularité politique de ce « Midi rose », dont l'originalité était, en effet la l'exception du IIII conservateur Aveyron), d'incarner, depuis la IIIe République, une tra-dition la gauche modérée, farou-chement républicaine, laïque et parlementariste, allergique gaullisme communisme, nourrie d'abord de radicalisme, vivace dans le Lot, Hautes-Pyrénées, en Tarn-et-Ga-ronne, puis a socialisme, toujours prédominant dans 🖿 Gers, 🗎 Tarn, en Ariège, plus disparate au de Toulouse et Haute-Garonne,

Les vieux habits de 🛮 la Dépêche 🔳

Car le développement in la e péri-urbanisation » a déplacé la droite le comic de gravité de la vie desante. Ces les vingt e un um que la idledelle de Toulouse, ancien fief de Front populaire, mi tombée unu la bannière de la lignée Baudis. Can la at and depuis 1986, la conse de refluer. 'accession du 📹 aveyronnais Mind Censi I la présidence du conseil régional, Manda 1 1911 M. Dominique Land un application Ce la la anti-cumul des mandats, n'a fait qu'accentuer l'amertume des gauches locales, sans grand espoir de revanche à

D'un scrutin & l'autre, Midi-Pyrénda, qui carminal remand ement we ralling rebelles, tend, en fait. I se bangliser, à se rapprocher des normes politiques nales. Un vieux mythe

Et I ne faut plus compter sur I Dépêche du Midi pour renouer les fils de cent vingt-deux ans, la vieille prêtresse du liene qui fit manie trembler le souvernements de la République, n'incarne plus 🚛 de glorieux 🚛 régional, la quotidien qui anterelle il fluorement les valeurs du possesse tout, aujourd'hui, du chiffre d'af-Dire du prave de presse qu'il a

firm à ses à l'han départemendants locaux, il continue d'être le plus authentique reflet de l'identité régionale dans ses sensibili-Mais, s'il contribue à maintenir la personnalité amidi-pyrénéenne», il ma la façonne plus. Deta la ma locale, le a journal de la démocratie», qui eut l'honneur d'accueillir les signatures de Jean lande de Georges Clemenceau, me gère plus, désormais, qu'une communaute MRG réduite aux acquêts. — poli-tique de la communa fidèle I son gauche - M. François Militaria n'a pas meilleur soutien, - ses milled ball obéispragmatisme la plus élé-mentaire. Institution, la Dépêche cohabite la la institu-tions, sans la la entretenir avec elles, au besoin, comme la famille Baudis, in relations connivence.

En patronne lucide, son autorimini présidente-directrice générale, Mª Évelyne Jean-Baylet, a épouse l'air 👫 temps fluctuant, A défaut de continuer disposer du pouvoir de «faire» les élections - mu fils

Jean-Michel, l'actuel ministre du tourisme, qui lui succedera, s'en est aperçu à ma dépens aux législatives de 1986, - elle garde celui ili «faire» ou de « défaire» la notables, et elle ne s'en prive pui dès qu'il s'agit III préserver III vicilles amitiés ou 🛲 ménager 📖 🕬 clientélisme.

A l'intérieur de un entreprise, 🗰 m perpétue volontiers, par l'inter-médiaire du Grand-Orient France, l'influence II II francmaçonnerie, dans le droit fil 👪 la tradition anticléricale la III. République héritée De plusieurs alas illustres, ich Arthur Huc, ancien directeur politique, ca Irénée Bonnafous, ancien mine pondant Montauban, les journalistes en men les premiers prévenus.

Malheur un téméraire prenant de liberta de conscience and un camel de travail qui le met en demeure, en moment de em embauche, 🔛 🛤 « conformer » 🗰 « écrits » 🔛 « taches » 👢 la « ligne politique du journal » [[] question plus d'évoquer publiquement les Mats internes I la famille Baylet! Certains l'ont récemment appris leurs

Renversement d'un piédestal, déchirement d'une image...

Pourquoi faut-il qu'au 🖷 💷 😂 Cocagne ». Il la recherche It mythes neufs, le al «fil d'Ariane» connu aujourd'hui 😑 prosaïque brin d'autoroute ainsi baptisé qui relie depuis deux semaines Toulouse son aéroport 📥 Blagnac? Que 📖 devenus?

ALAIN ROLLAT

(1) Politique . Mids-Pyrénées, Pambe-nel, Editions Eché, 1987.

COUP DE CŒUR

Carmen

E n'est diva, et pourtant, Carmen connue l'Toulouse que n'importe quel responsable politique. Elle quelques made h made de sans-logis et alima laissés-pour-compte. Son nom alima symbole de l'estate du sant

Elle n'a l'Espagne. parents, républicains sang, and it is franquisme in the carmen une Toulousaine is l'âme catalane. Manifestement, in fille n in père, en lième d'un autre combat pour la dignité, goût du pertagé.

Aujourd'hui, Carmen grand-mère. La photo hi ses petits-enfants Wine ur son bureau. White Carmen a maintedan jeunes qui émargent au RMI, dus retraités, au total une soixantaine 🚁 personnes qui font tourner, Jours au les. l'association. Pour elles, Carmen # l'affection bourrue et sans inches of d'une much familias. Elle un a un la fierté. Pour héberger quelques sans-lo-gis, elle situa mise sans la li-construire un local. Las i Water n'ont per voulu, inquiets 🐸 devoir dormir 🛮 proximité d'une qui leur fait peur. Pour parer plus pressé, elle a aménagé quelques bureaux m son emrepôt en production studios. 4 On ■ pas m'empêchei d'inviter des gens moi », reiève-t-elle, comme défi.

marie de um audaces. En de main aux ittellicus de l'imde commerce qui, bien vite fatigués des d'une d'une entreprise, la laccada prendre relais. La investie La ponsabilités, La premières aux in au pris l'annuaire ; j'ai entreprises j'ai f des où j'ai noté de mes La reste l'a Coluche, me jeter l'eau s dit-elle, en regarde un portrait di comique.

Pour l'heure, wie will la une d'une véritable entreprise, même la la man lui déplaît. Les dernier, the l'agglomération toulousaine, 6 500 quotidiens, en plus la soupe qu'une trum les inde em sans-abri sans compter les Relais du cœur, qui, en dehors période hivernale, offrant de la

Ancien men hospitalier, Car-men ne cache per que ce combat M a permis d'en mener un froide in 100 000 francs, elle repart un quête d'un camion : « Celui que nous evait don de conseil général de 🍱 nous lâcher; il nous 📖 faut un marte. El plus vite. >

GÉRARD VALLÈS

RECEVEZ EN AVANT-PREMIÈRE LE GUIDE VACANCES **TOULOUSE MIDI-PYRÉNÉES 92**

Pays de traditions, de culture, de soleil, d'espace. MIDI-PYRENÉES wow offre un toutes saisons la possibilité de mille et une découvertes. Laissez-vous séduire par l'infinie diversité de paysages et par === hommes, leur histoire, leurs traditions, leur accueil.

Le GUIDE VACANCES TOULOUSE MIDI-PYRÈNÉES 92, c'est une sélection de 140 produits pour vous laisser 🖬 liberté de choisir votre destination.

Quelle que soit 🛮 saison, tout y est : randonnées, découvertes, loisirs sportifs, séjours de remise en forme, séjours gastronomiques et de bonnes adresses pour être accueillis en hôtes

LE GUIDE VACANCES TOULOUSE MIDI-PYRÉNÉES 92, pour découvrir avant tout le monde d'infinies sensations.



	-		
_			
1		_	
7		Tou	LOUS
		PYR	
1111	COUVE		51.510

Coupon réponse à nous retourner au Comité Régional du Tourisme 54, bd de l'Embouchure, BP 2166, 31022 Toulouse Cedex. Tél: 13 55 55. Je désire recevoir gratuitement, en avant-première, le GUIDE VACANCES TOULOUSE

om ma	Prenom	
dresse		
	Tél	

■ Population étrangère • Chômage 9,6 % 9,3 %

(Source: INSEE.)

La semaine prochaine :

NORD-PAS-DE-CALAIS

Dėjà publiė: l'Alsace (le la mana) ■ 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde and 13-14 octobre), l'Au-1121 (le Monde 120-21 bre), Li Bourgogne (le Links and 27-28 octobre), 🔳 Bretagne (le Monde and 3-4 novembre), & Cen-IN (le limit in 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde 🚛 17-18 novembre), 🖺 Corse (le Manual daté 24-25 novembre), Franche-Comté (le Monde 1-2 décembre), l'Ile-de-France (le Monde 4 8-9 décembre), le Languedoc-Roussillon (le Monde daté 15 et 🍱 décembre), le Limousin (le Monde 22 2 23 décembre) la Lorraine (le Monde daté 29 et 30

REPÈRES

ALSACE

Mise en chantier du bief Niffer-Mulhouse

E N dévoilant, lundi 23 décembre, la borne en grès Vosges marquant à Niffer (Haut-Rhin) point kilométrique uméro 1. M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat transports routiers al luviaux, la main le propins de la propins de a lancé le premier grand chantier de voie navigable France depuis plus de dix III l'agit III l'aison a grand gabarit me le grand canal d'Alsace un li port il Mulle Rhin un la Saone il plus longue

Le bief Nifter-Mulhouse, entière-ment implanté : le tracé actuel : canal de Huningue : du canal : a au Rhin, : la première portion du versant alsacien de la future voie navigable nord-sud per-mettant de rallier la me; a Nord à la Méditerranée pour 🔚 💴 🛁 poussés i quatre mille tonnes. La voie actuelle, au gabarit Freyssinet, n'autorise le passage que de petits de mille tonnes.

La première tranche d'un investissement de 307 millions de franca-finance 1 80 % par Voies saigables de France, les 10 % collectivités territoriales, comprend notamment la réalisation d'une écluse 2 190 mètres sur 12 m [2] remodelage di raccordement un le grand canal d'Alsace.

Une poignée d'opposants au canal ont profité à la circonstance rappeler le souci des de voir come realisation preserver l'environnement, un largement pris en compte par le maître d'œuvre, la Compagnie nationale in ce grand chantier dont le pré-sident Paul Granet assure qu'il sera passé in loupe in tous les observateurs et, « I II recueille l'adhèsion, nous pourrons continuer »... Vers le sud, s'entend.

ILE-DE-FRANCE

Une association pour aménager les sites de Renault

UNE association réunissant l'Etat lancourt, Issy-les-Mouliaeaux, Meuet aura la charge d'amé-nager les mains libérés par la régie Renault, and la majorité se situe site de Billancourt. La Régie et la syndicat intercommunal d'études et de-programmation du val de Seine y de la que membres associés. Le préfet des Hauts-de-Seine et le maire de Boulogne-Billancourt, M. Paul Graziani, coprésiderent l'association. Cette

polémique née 🕿 septembre 🛌 maire de la ville II M. Fail Quilès, lorsque 👫 ministre 🏯 l'équipement nomma M. Jean-Pierre Morelon à la d'une mission chargée d'élaborer, scule, le programme et e projet d'urbanisme 🛍 🛍 de Bil-

La mission Manha apportera la préparation in pro-gramme, services techni-quatre villes

LIMOUSIN

Un parc naturel no le plateau de Millevaches

L'E plateau de Milievaches, cœur granitique du Limousin, devrait bientôt devenir parc naturel régional. Le mai régional a un périmètre d'étude de dix communes, appartenant à dix-sept Corrèze, la Creuse, la Haute-Vienne. Il a la en place un comité de pilotage, chargé de définir les objectifs formuler une susceptible de revitaliser une zone

susceptible de revitaliser une zone
population faible (moins de qui
kilomètre carré en moyenaz).
de l'insrégionale, diverses associations d'élus et diverses associations d'élus et diverses associaqui survic du plateau ont décidé 🔝 s'unir en une 🕅 👫 📲 tion du Millevaches. Une fédération très large : le président M. Pierre Desroziers, maire M Gestioux (Creuse), socialiste, les deux vice-présidents sont, l'un, M. André Leycure, maire M. Nedde M. Andre Ceycine, maire a Nedde (Haute-Yienne), communiste, le second, M. Georges Perol, maire a Meymac (Corrèze), a collaborateur de M. Jacques Chirac I la mairie a Paris.

Ce supplément a vec la collaboration de nos correspondants : Georges Chatam (Limoges) et Bernard Laderer (Mulhouse

Amboise attire les promoteurs

Les châteaux de la Loire sont des mines d'or qui excitent les convoitises. Après Chambord, les appétits se sont portés sur une autre demeure royale

AMBOISE

anvoyé spécial

ÉCIDÉMENT, les promoteurs touristiques se dans le Vai de Loire. Aussi inconcevable que cela paraître, Ilm qu'il compte manue de célèbres dans le monde entier, il Val il Loire n'a parti, pr le plan économique, de châteaux. L'infrastructure hôtelière y un des plus modestes. U temps de séjour se résume l es heures, 📆 📰 🛍 toutinu était un intrus. M. Jack Lang, manana maire de

Blois, muni au ministère de la culture, avait demandé en 1869 à M. Christian Gérondeau, alors président de III Caisse des monu-ments historiques, de lui faire un rapport. Celui-ci notait la difficulté d'avoir des statistiques pré-cises en matière de fréquentation retombées économiques. charge l'entité Val ... Loire, partaentre le deux régions III Cen-le Pays de la Loire. Les châteaux une dix fois moins sui 🜃 (1,5 million de visiteurs) que Ill manunem de la région parisienne. Le touriste dépense sur 🖃 bords de la Loire environ 320 trancs pour un séjour d'une

Rien d'étonnant, donc, à ce qu'aujourd'hui les voyagistes aient vierges. Il y Il d'ailleurs forte-le rapport Gérondeau, qui recommande même comme un objectif raisonnable le Marklim His Aris Arismon Et les di locaux ont brutalement pris conscience qu'ils dormaient à côté d'un filon prese à pro-

Equipements sportifs et Centre mondial du goût

Le projet runne concecté par général de Loir-et-Cher, aux portes de Chambord (le levé la colère des défenseurs 📖 sites. Le projet de complexe d'Amboise, moins provocant, est loin de faire l'unanimité. Ce projet, piloté par la Société d'innova-tion pour l'aménagement manufil que (SIAT), est antérieur la la publication du rapport Gérondeau. Il a, dit-on 🛮 Amboise, provoqué la chute M. Michel Debré M son fauteuil municipal

Durant l'été 1988, b quotidien Mouvelle République du Centre-Ouest publisit plans III l'ensemble, jusque-là bien gardés par la municipalité et la SIAT. Il s'agit d'édifier, sur la hauteurs d'Amboise, a proximité la pagode la Chanteloup, une d'Amboise bis, pour tourisme haut de gamme, dans mille cinq cents lits répartis en hôtels ou m résidences, avan golf, équiforme, boutiques, etc. Clous de l'opération : un Centre mondial du goût et, pour rester [111] l'atmosphère in lieux, un village et un château Renaissance reconstitués. Le tout desservi par un transport en manus baptisé « la machine de Léonard de Vinci ».

Une première convention III signée mes la mairie. Dans un courrier & M. Michel Debré, daté du 14 décembre 1988, la SIAT qui a mi and d'un autre projet de hôtelier dans la commune (projet la l'origine duquel, selon la SIAT, la trouve M. André Orta, la l'époque président d'Aquitaine Loisirs), projet qui pourrait lui faire de l'ombre, essaie M persuader M mairie d'éloigner le concurrent.

Créer dia emplois

M. Michel Debré battu aux élections, an nouvelle équipe munici-pale, a priori hostile projet, s'installe à la mairie. La SIAT s'inquiète. La s'observe, mais les élus se divisent à leur En mai 1990, une nouvelle convention signée. In la la SIAT s'enhardit. Estimant les pas assez vite. une correspondance du 15 octobre 1990, E SIAT enjoint maire, Mi André Chollet, de « réduire au silence (sic) 🕍 opponombreux et sans argu-ment veritable ». Néanmoins, les POS, création d'un syndicat inter-

"J'al la conviction que le projet ofera. Je crois qu'il in nècessaire pour la commune, plaide M. André Chollet, mais je n'ai jamais èté pour mitype d'aménage-men. Cette façon du pratiquer le tourisme pour mommes pressès m heurte il il nous faudra conte-nir ses excès, » Le maire d'Am-boise ajoute : « Malpré ses quatre mille visiteurs, 🛍 château, qui

fondation privée, nous rap-porte peu. Sauf un de foncier. Les historiques sont dégrevés d'impôts. Nous les subis-Amboise falt partie de d'antages,

Du IMA de la SIAT, nu s'abrite derrière le rapport Gérondeau : all s'agit w requalifier l'offre touristique www w Val b Loire, qui est déjà une des régions im mieux protégées, d'allonger le temps de séjour », affirme Alain Vialleton. Sur les 127 hectares 🦚 projet, 5 👅 seulement seront occupés par des constructions. Il s'agit d'un projet paysager dans lequel Il y aura des constructions. Il n'y pas I mètre carre dans le périmètre de protection historiaue. M puis nous allons créer de trois and cinquante I quatre cent cinquante emplois directs.

Le projet initial semble avoir revu, le quartier Renaissance, son château,
Loubliettes. A l'a d'a
bles golfiques », l'attraction du
complexe devrait de constituée par la Centre mondial du goût, une was que M. Jack Lang souhaitait voir se réaliser de le Vul de

« il y a mum des inconnues considérables dans projet, m manque de communication. reconnaît M. Jean Saint-Bris, propriétaire du Clos-Lucé Imai proche. Nous warmen favorables C'est une occasion à saisir, mais deux conditions : que l'impact sur l'environnement soit bis maîtrisé 🔟 🏴 🖺 projet 📟 dés-èquilibre 🔛 🖟 centre-ville. 🗷 Agriculteur, responsable du collectif M délense, M. Pierre Guichard accuse: C'est une affaire pure-ment immobilière. C'est d'ailleurs la seule famme SIAT d's en tirer. Ce qu'on veut main lei. c'est ce un les Américains faisaient il y wingt ans. Or, Le recherche maintenant l'authenti

Peut-on appliquer | une région aussi singulière im mêmes concepts touristiques standardisés qu'ailleurs? Pout-on faire il Chambord au d'Amboise um « station » à 🖿 mode alpine (la SIAT m conçu Valmorei) ou bainéaire? Des questions que se posent de et habitants.

RÉGIS GUYOTAT

BLOC-NOTES

AGENDA

a Modernisation du service public local. - Les collectivités territoriales gèrent leurs ressources humaines avec des méthodes innovantes. Les premières rencontres « management territorial et ressources humaines » organisées le mercredi 14 k le jeudi 15 janvier à la jeudi un inventeire de ces pratiques.

□ Aménagement du territoire. -L'Institut de la décentralisation et France Plus organisent les mercred 15 et jeudi 16 janvier à Lyon des rencontres sur le thème « De la crise rural, quels enjeux et quelles solutions communes?». Les débats des mesures concrètes pour rétablir des relations positives entre ville et campagne. Pinstitut i la décentralisation, 2, rue des Long-Prés, 92100 Bou-logne-Billancourt. Tél. : 47-61-92-48,

 Archives municipales. – La Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC) organise le mercredi 15 janvier à Paris une journée d'information sur « la commune, les archives municipales départements, des régions et de

Cette ►FNCC. 7, rue Jules-Ferry. 11111. 1111: 77-57-21-33,

PUBLICATIONS

☐ Contrôle de légalité. - La direction générale des column locales vient de publier la deuxièm édition d'un Manuel de l'annuel de légalité des actes des collectivités locales et de leurs publics. Cet ouvrage s'adresse ceux qui sont chargés de mettre en ceuvre ce contrôle, mais aussi aux élus, afin qu'ils en connaissent mieux les règles.

▶172 pages, 125 F.. La Inducation française, collection a Décentralisation ».

 Un guide de la documente - L'Association des maires de France publia un guide de la documentation des collectivités locales, Cet ouvrage, intitulé Collectivités locales et documentation : le quide, recense les bibliographies de base, les ouvrages de référence et la liste des revues nécessaires nour la constitution de fonds documentaires, mais eusai les coordonnées de centres spécialisés et les services télématiques utiles aux collectivités locales. 186 pages, 250 francs. AMF, 41, d'Orsay, 75343 Feb. 107. Tél.: (16-1) 45-51-58-46.

L'Oise sur la trace du « Polatouche »

habitants III l'Oise rencon-📭 le Poistouchs, 📰 curieux petit animal sa coros a legional m il la queue de illement mui change de le comme un en bande dessinée u le *Jour de l'Oise,* le mendu man général du département. des petites lieinima sur les mendem sur personnes handicapées, l'importance du patrimoine, im problèmes d'environnement, la

Les enfants des écoles ont reçu ces demières semsines des plaquettes sur lesquelles in l' leur explique im précautions il prendre man im poux, la Maria d'avoir um Esta hygiène de la Tres chaque bandes sont in the same place item les pharmacies et d'attente de médecins.

sont printing and

les matemelles, il peignes fins. de produits anti-poux, de i dents, de interes et Julia (tous tabriqués pur des entreprises du départe-

Le conseil marie de l'or a inventé, le 22 mars 1900, unum mascotte, censée réunir les quailtés principales des hebitents du département. Dessiné par Genaur wee day de Thierry Day tilli et Primitis Phrili le Ptini a namenam campagnes de communication : il floure écalecount aur lie information de constitu général, gui consecre 1 in limit à metre opération. Fabriqué en peluche, il a en les vitrines des magasins pendant et I sera li lavia d'un spectacle de marionnettes, préand an enfants a partir di 2 Marien

Midi-Pyrénées: une trêve « historique »

Suite de la page 16

C'est d'ailleurs le publication le condage des le dans la Dépêche de le qui a fourni matière le la première escarmouche de la campagne electorale. Outre ce « hit-parade.», le journal de la famille avait un pour proclamer que listes Garriveraient tête partout, sauf dans l'Aveyron de le Tarn». Comme le mili se jouera au nom h majorité régionale, a crié au et le Parti républi-cain a commandé à l'IFOP son procain a commande a l'IFOP son promondage, qui a donné, contraire, il Haute-Garonne, un il avantage à la l'opposition.

M. Jospin a ensuite l'opposition.

A tregional, M. Bernard Anthony, alias Romain Marie.

Chrétienté-Solidarité, siège l'opposition de conseil régional. Cela a bureau du conseil régional. Cela a

Censi comprendre
la stratégie la droite
éliminer l'extrême
douceur (deux des 1986 ayant rallié le Centre national indépendants) a affirmer commencé.

les dégâts

Pour in première fois depuis des Pour première lois depuis un lustres, en tout cas, socialistes et radi-caux de gauche ont juré de partir au combat côte à côte, comme des frères. C'est un événement – ils le disent eux-mêmes – « historique ». PS, qui administre quatre conseils généraux sur huit (Ariège, Gers, Haute-Garonne et Tarn) pour le MRG, qui multire encons le fill et MRG, qui mi dirige encore trail (Lot. Hautes-Pyrénées et Tarn-et-Garonne)

héritées de la IIIº République, L'ac-Toulouse: il a été municipal que la deux formations présenteront aux régionales une unique dans chacun Ma départements. Il a eu des grincements in dents, im particulier Aveyron, mais l'union, latte fois,

semble solide.

Leur audience se réduisant
peau le chagrin, radicaux de
gauche le aux socialistes sept
des huit têtes de liste. Les principaux
lieutenants M. Jospin ainsi,
Ariège, M. Jean-Pierre Bel, partisan infassable de l'union de
gauche: le Gers, M. Jean-Pierre
lossen infastant du gerali de l'union de
lossen mésidant du gerali de le Joseph, président du conseil général, rocardien nostalgique de l'«ouverture»; l'état. Mar-maley, ancien de préche du Midi, député, maire de Figeac; dans la Hautes-Pyrénées, député. M. Form Forgues, député ; Tarn, M. Michel Castel, ex-chevènearn, M. Michel Castel, ex-chevenementiste converti au «jospinisme»,
in d'Albi; Tam-et-Garonne,
M. Jean-Paul Nunzi, député, maire
de la l'ary a qu'en Aveyron
que l'arde la majorité présidentielle emmenée par un radical de
gauche la personne M. I député, maire 🛍 Villefranche-

Le MRG s'y retrouvera, au bout du compte, car nombre 🔤 📟 📰 rigureront sur ces listes position d'éligibles. Cariques ne pouplus royalistes que roi à partir du moment M. Jean-Michel Baylet

l'exemple de l'élégance se faisant placer en dernière. placer en dernière la la la commune la Tarn-et-Garonne. Il arm pas certain, toutefois, que, partout, uns les envie pousser rabibochage jusqu'au point il la la la premier Hautes-Pyrénées, où le premier secrétaire du PS. Mos Durieux, et le président départemental du MRG, M. Gaits, député, tous in jusqu'aux 1995.

Dissidences droite

A droite, en revanche, perspec-tive de la victoire aiguise la appétits, et M. Censi met en avant la prédomi-

nance in la gauche dans les institude «ratisser large» pour trouver des justifications aux manifestent déjà man la forme de parées trois départements. En Ariège, où RPR-UDF par M. And Trigano, mande Mazères, passé des après son M. Baudis, mande M. B concurrencée par une vean de l'opposition» par un conseiller régional RUH sortant, M. Jacques Llorca. Dans le Turn, il

la liste d'union dirigée par un jeune avocat, élu régional du RPR, M. Phi-lippe Bonnecarrère, devra compter avec l'ambition d'un autre apprenti «rénovateur» RPR, M. Jacques Monsarat, un jeune chiurgien

donné du municipal retordre au RPR Castres,
M. Jacques Limouzy, qui a autonome en compagnie, notamment, d'un ancien joueur international de rugby. M. Guy Laporte, ... En Tara-et-Garonne, on l'opposition En Tarnet-Garonne, n. l'opposition, dispersion entre
trois RPR, PR, CDS, i pas
encore parvenue à s'accorder, l' docteur gaulliste Bonhomme,
député, ne
ni le général UDF,
Jacques Roset, ni
triste, Conquet.

dispersion peut-être la jeu la Front national, la que celui-ci ait am march de dis sions, notamment dans le Lot, a la variantique » de la Jacques Tauran, député européen, a provoqué des vagues, et dans l'Aveyron, où M. André Marçais, professeur la Decazeville, The la remplacer was commandes départementales commandes departementales M. Jean-Pierre Caldier, qui n'était pas favorable i candidatures systématiques aux cantonales. Le seul conseiller régional sortant d'extrême droite, M. Anthony, pour sa part, a quitté le Tarn pour en découdre en Hauto-Garonne avec MM. Jospin et Censi

c'est du Verts que peuvent venir Compte tenu des fortes personnalités qui défendront les valeurs écologiques dans une région déboussoité, à la recherche de nouveaux points de repère. La candidature la plus symbolique est sans doute, en ce domaine, celle de M. Michel Ghidomaine, celle de M. Michel Ghirardi, le jeune maire de l'Isle-Jourdain (Gers), un séminariste
le le le le terrain métange
allègrement l'art sermon la
pain quotidien pour
précher la fraternité intercommunale
à
l'esprit

Le conseil régional

Pristant: Marc Censi (UDF-PR)

PC; 28 PS; # MRG; 15 UDF; ## RPR;

8 div. d.; # CNI; # FN. Film Librar den élections III 1986 per département

ARIÈGE (6 sièges) Ins., 108 479; abst., 19,17 %; suff. ex., 83 904, PC: 14,15 %, 1 élu; PS: 37,38 %, 2 ékus; UDF: 29,28 %, II ékus; div. d.: 14,65 %, 1 éku; FN: 4,52 %.

AVEYRON || 0 sièges) Ins., 212 400; abst., 16,94 %, suff. ex., 167 685. PC: 6,39 %; PS-MRG: 34,80 %, 4 élus; Un. opp.: 46,73 %, 4 élus; div. d.: 6,77 %; FN: 5,28 HAUTE-GARONNE

(29 sièges) Ins., 567 600; abst., 19,81 %; **435 583.** LO: 0,81 %; PC: 7,97 %, 2 élus; PS-MRG: 35,25 %, 11 élus; div. g.: 0,78 %; Un. opp.: 39,72 %; 13 élus; RPR-CNIP: 0,6 %, 1 élu; FN: 6,27 %, 2 élus; Régionalistes: 0,99 % Verts: 2,11 %.

GERS (7 sièges) Ins., IN 548; abst., %, suff. ex., 106 870. PC: 8,80 %; PS: 38,96 **3** 6 4us; MRG: 2,70 %; Un. opp.: 30,48 %, 3 6lus; UDF-COS: 13,75 %, 1 6lu; FN: 5,28 %. LOT (6 sièges) Ins., 121 770; abst., 15,07 %; suff. PC: 9,26 %; 11 414 32,73 %, 2 élus; MRG: 19,07 %, 1 élu; Un . opp.: 35,02 %, 3 élus; FN: 144 HAUTES-PYRÉNÉES (9 sièges) Ins., 171 144; abst., 20,12 %; PC: 13,21 %, I élu: PS: 26,64 %, 3 élus; MRG: 17,29 I 2 élus; Un. opp.: 34,43 %, 3 élus; FN: 5,17 %; Verts: 3,23 %.

TARN (13 sièges) Ins., 252 805; abst., 15,45 %; PC: 8,39 %, 1 6lu; 5: %, 5 6lus; UDF: 15,61 %, 2 6lus; RPR: 24,90 %, 4 6lus; RN: 9,72 %, 1 6lu; Rég.: 1 %; Vens: 2,82

TARN-ET-GARONNE (7) Ins., 143 597; abst., 18,12 %; ex., PC: 7.23 %; PS: 17,59 %, 1 élu; div. g.: 28,19 %, 2 élus; Un . opp.: 37,99 %, 4 élus; FN: 8,98 %

Malgré une reprise des immatriculations

Le marché automobile français

a reculé de 12 % en 1991

Pas de surprise. Le marché auto-

mobile français a terminé l'année

1991 en baisse de 12 % par rapport

à l'année précédente. Le décro-chage est d'environ 277 000 véhi-

cules, puisque, selon les statistiques

provisoires diffusées vendredi

3 janvier par le Comité des

constructeurs français d'automo-

biles (CCFA), 2 032 100 voitures

particulières ont été immatriculées

en 1991, contre un total de

Comme il est fréquent depuis

une dizaine de mois, le bilan de

santé du marché, établi à la fin du

mois de décembre 1991, compone

à la fois des signes encourageants

et des motifs de préoccupation.

Parmi les raisons d'espèrer, on

relève la légère progression de

3.2 % des immatriculations au

mois de décembre 1991, par rap-port au même mois de l'année pré-

cédente. Difficile pour autant de chute de 10 %.

2 309 130 cm 1990.

portant diverses dispositions d'ordre financier (DDOF) ou d'ordre sociel (DDOS). Le vocabulaire s'enrichit avec. maintenant, les diverses dispositions d'ordre maritime (DDOM) que le secrétaire d'Etat a fait adopter le 3 janvier au conseil des ministres. Le ton avait été donné par M. Mitterrand lui-même, très en verve de métaphores navales quelques minutes avant le conseil, demandant à ses ministres de se comporter « comme des capitaines de navire quand ca commence à souffler». Sans préciser port, profiter de la brise pour prendre da la vitesse ou se mettre à la cape et attendre... Les dispositions maritimes adoptées consistent, pour la nlupart, en une adaptation de la législation nationale aux principes et au droit communautaires. Ainsi, un ressortissant allemand ou une société grecque pourront, désormais, posséder un navire battant pavillon français pourvu que le bateau (de commerce ou de pêche) soit exploité à partir d'un établissement situé en France. Autre modification importante : les marins et officiers d'un navire français pourront, dans certaines proportions, être irlandais ou portugais. Sauls resterent obligatoirement français le capitaine et son second een raison des prérogatives d'ordre public qui sont attachées à cas fonctions ». Il s'agit d'un coin enfoncé dans una loi de 1926 à laquelle sont très attachés les syndicats et qui avait provoqué, en 1974, la faillite et le désarmement du paquebot

Après les équipages, le tourisme plaisance ou un scooter heurte un baigneur, les indemnités susceptibles d'être versées à la victime en vertu de la Convention de Londres (1976) sont plafonnées. Pour inciter les conducteurs à plus de prudence. on fera sauter ce plafond. Le projet de loi contient aussi une disposition destinée à remédier à la précarité des contrats de travail des marins pêcheurs et enfin un chapitre qui constitue une « bonne manière » de M. Le Drian à l'égard de son collègue, M. Michel Charasse. Au titre des contrôles de sécurité, les agents des douanes (qui disposent de movens nautiques et d'enquête efficaces) pourront arraisonner les navires. notamment les bateaux de plaisance et ceux qui transportent des matières dengereuses. Au moment où les frontières

La Cinq entre dans la phase judiciaire

La Cinq est entrée dans la spirale judiciaire : sion de magazines coûteux comme «Les absents vendreds 3 janvier, le tribunal de commerce de ont toujours tort» de Guillaume Durand et de nommé un administrateur judiciaire, M. Hubert Lafont. Spécialiste de la presse – il s'est notamment occupé de l'Union de Reims, en 1985, du Matin de Paris, en 1987, et du groupe Femme d'aujourd'hui -, M- Lafont dispose d'une période de trois mois pour procéder à un audit financier et

dégager d'éventuelles solutions pour La Cinq. Un comité d'entreprise doit se réunir lundi 6 janvier, en présence de Mr Lafont et de l'ex-PDG de la chaîne, M. Yves Sabouret. Les conséquences des décisions du tribunal y seront examinées. Le PDG d'Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, a indiqué « qu'il s'est engagé, dans des conditions à préciser, à maintenir ouvert le petit robinet d'alimentation» qui permettra à La Cinq de conserver une trésorerie minimale. La chaîne a besoin de trois millions de francs par jour pour exister. D'ores et déjà, la direction a annoncé la suspen-

Paris a entériné le dépôt de bilen de la chaîne et l'émission dominicale de Jean-Pierre Elkabbach. Seuls les films achetés avant 1992 pourront être

L'un des actionnaires de La Cinq, le groupe Fininvest de M. Silvio Berlusconi, a indiqué être « prêt à assumer la responsabilité de la gestion de La Cinq (...) à condition que l'on nous donne les moyens de travailler sans trop de restrictions » (le Monde du 4 janvier). A La Cinq, des salariés ont chargé un avocat, M. Jean-Marc Varaut, de porter plainte contre Hachette pour abus de confiance. Un Comité de défense de La Cinq, formé par l'intersyndicale et la société des journalistes, a écrit au président de la République, au premier ministre, aux présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale et à différents ministres pour leur demander d'accorder des dérogations provisoires à la chaîne, sous le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, afin de lui permettre de survivre.

Non-assistance interprètes, techniciens et journalistes. «L'intégrisme audiovisuel» à télévision en danger

Saite de la première page

lls ont également fait connaître leur souhait de voir disparaître cette chaîne du paysage audiovisuel français (PAF).

En réponse à ces prises de posi-tion et comme pour justifier par avance sa décision, le CSA ne cessa, alors, d'accroître le niveau des obligations imposées à Hachette dans plusieurs domaines : l'information (alors que le cahier des charges initial de La Cinq n'en prévoyait pas), les productions pour la jeunesse, les engagements vis-à-vis du cinéma, de la Société française de production, etc.

Déficit d'exploitation dramatique

En 1991, La Cinq a scrupuleu-sement respecté tous ses engagements, à la différence des autres chaînes privées, investissant plus de 200 millions de francs dans des productions françaises et partici-pant à la coproduction de plus de 50 fictions originales. Force est de constater que, malgré tous nos efforts, l'audience de La Cinq n'était, fin 1991, que légèrement supérieure aux derniers mois de 1990. Dans le même temps, le marché publicitaire n'a cessé de se dégrader. Les règles imposées en matière de diffusion et de recettes commerciales ont été intégralement maintenues en dépit des bonnes paroles qui nous avaient été prodi-guées. Le simple retour au cahier des charges initial de La Cinq nous a été systématiquement refusé.

Dans ces conditions, La Cinq a connu, une nouvelle fois, un déficit d'exploitation dramatique en 1991; il devrnit représenter le double des pertes envisagées au début de l'an-née. Pour franchir ce nouveau cap critique, nous avons élaboré un plan de restructuration dont le coût social était terrible. C'était, comme je l'ai dit, un plan de « survie » qui a suscité inquiétude et colère parmi le personnel de La Cinq. Il était nécessaire, mais pas encore suffisant, car il lui fallait obtenir l'accord du CSA.

Jean-Luc Lagardère et moimême avons plaidé durant trois heures devant le CSA, le 20 décembre dernier. Au cours de cette longue audition, à aucun moment, sous aucune forme, le CSA n'a évoqué la possibilité d'accorder, même de manière limitée ou provimame de maniere innice de provi-soire, un quelconque assouplisse-ment des obligations imposées à La Cinq. Au contraire, il a réaffirmé avec insistance qu'elle devait a strictement respecter ses obliga-tions » pour 1992, 1993 et 1994; en sachant parfaitement que cette raideur signifisit un véritable arrêt de mort pour La Cinq (et qu'elle risque de compromettre toute chance de relance). Je note simple-ment qu'il a rendu public cet arrêt de mort queiques heures après que l'ai annonce ma propre décision, tout en reconnaissant à cette occasion que, « face au passif accumulé, à l'importance des charges d'exploitation et à la riqueur de la règlementation, aucun investisseur ne s'est manifesté...».

« Intégrisme audiovisuel »

Durant cette même période, le gouvernement a préféré esquiver le débat et s'est borné à accepter un amendement applicable à toutes les chaînes, dicté par l'impossibilité d'appliquer la réglementation des quotas de diffusion au la janvier 1992. Mais il s'est opposé à toute modification de la réglementation commerciale alors que je l'avais informé, à de multiples reprises, des conséquences de cet immobi-lisme obstiné, en particulier pour notre chaîne. Seuls quelques pariementaires, qui se comptent sur les doigts d'une main, ont vainement tenté de relancer le débat.

ment vient de convoquer le Parlement en session extraordinaire et a refusé d'inscrire la situation de l'audiovisuel à l'ordre du jour, Vat-on vers un nouveau refus du pouvoir de voir s'instaurer un débat de fond sur ce sujet? S'il en est ainsi. le gouvernement persévérera dans son attitude de non-assistance à une télévision en danger et ajou-tera une nouvelle date, peut-être la dernière, à la liste des occasions

Dans de telles conditions, le décision de liquidation.

Une législation

Plus grave encore, le gouverne-

refus devenu logique des action-naires de recapitaliser La Cinq et le retrait de certains banquiers ont privé la chaîne des moyens finan-ciers nécessaires à la poursuite de son activité. J'ai donc été contraint de placer La Cinq et ses filiales sous la protection du tribunal de commerce de Paris, qui aura à statuer, soit sur un plan de redresse-

irréaliste

Ainsi, une chaîne de télévision généraliste faisant une large place à l'information et à la création, regardée par plusieurs millions de téléspectateurs, risque de disparaître prochainement, entraînant le licenciement de la totalité de son personnel, mettant en danger de nombreuses sociétés de production, aggravant la situa-tion déjà difficile des créateurs,

du ministre de la culture aboutit aux pires résultats et se retourne contre ceux qu'il voulait protéger. Ainsi le paysage audiovisuel

s'ensonce un peu plus dans le dés-équilibre et l'hégémonie d'une scule chaîne Situation exceptionnelle qui rapproche la France des pays sud-américains plutôt que de l'Europe en matière de pluralisme audiovisuel. Ainsi, La Cinq aura été sacrifiée au nom d'une législation dont chacun sait qu'elle vit ses derniers mois . Ceux-la mêmes qui ont pour charge de la contrôler l'ont déclarée irréaliste et inapplicable. C'est sans doute la première fois que l'on condamne une entreprise au nom d'une législation qui ne lui survivra pas. Sans Hachette, La Cinq serait

morte, il y a quatorze mois . Au-delà de la déception, qui est aussi forte que l'enthousiasme initial, faut-il tant reprocher au premier groupe de communication français d'avoir voulu relever le défi de La Cinq, dont la situation a glissé du difficile vers l'impossible, selon les termes de Jean-Luc Lagardère? Puisse cet événement tragique, uni-que dans l'histoire de la télévision, faire prendre conscience aux responsables politiques qu'il est urgent de réformer le PAF; urgent d'améliorer le financement du secteur public au moyen de la redesur des bases économiques comparables à celles des télévisions européennes. Faute de quoi l'audiovisuel français comptera bientôt d'autres victimes.

Je ne puis conclure sans exprimer mon émotion et ma tristesse à tous les collaborateurs de La Cinq. Ils ont apporté à la télévision française un ton, une originalité et une indépendance d'esprit dont ils peuvent être fiers et qui méritent un

YVES SABOURET (Les intertitres sont de la rédaction.) La FNAC propose l'ouverture des magasins six dimanches par an

L'affaire Virgin Megastore

La direction de Virgin Megastore devait faire savoir, samedi 4 jan-vier à midi, și elle ouvrira illégalement sex magasins des Champs-Elysées et de Bordeaux, dimanche 5 janvier. Vendredi, M. Patrick Zelnick, PDG de Virgin France, qui a engagé des discussions avec le ministère du travail, a été reçu par M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat, qui lui aurait signifié que « le gouver-nement était déterminé à faire sanctionner les violations délibérées de la loi ».

«La loi est modifiée au Parlement, pas dans la rue», précise un communiqué du ministre, qui souhaite une a définition précise et opérationnelle » de la notion de vente de « biens culturels » pouvant justifier le statut «à part » de ces commerces. Le 6 janvier, M. Doubin recevra M. Jean-Louis Pétriat, PDG de la FNAC. Celui-ci propose l'ouverture des magasins six dimanches par an, à titre expérimental, dans le respect de la légalité. « Nous ne sommes pas favorables à une consommation effrénée, à n'importe quel moment et n'importe quand v, ajoute-t-iL

prédire la reprise. L'été dernier, les

immatriculations de voitures

neuves avaient connu une timide

poussée à la hausse, sans pour

Le taux de pénétration des mar-

ques étrangères a continue à pro-

1991. Si l'on inclut toutefois les

petits véhicules utilitaires neufs,

cette pénétration est plus réduite, à

De toutes les marques françaises,

c'est Renault qui essuie le recul le

plus marqué sur son marché inté-

rieur (immatriculations en baisse

de 15.5 %), repli visiblement

amplifié par les grèves de Cléon de

l'automne dernier. La baisse de

13.2 % affichée par Peugeot est

plus préoccupante. Elle signale un

net vicillissement de la gamme.

autant la confirmer à la rentrée.

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a d'autre part rejeté la demande de la CFDT visant à faire fixer à 200 000 francs l'astreinte de 50 000 francs par heure d'ouverture, définie le 27 décembre. Il a, en revanche, ordonné la liquidation de la somme de 500 000 francs, correspondant aux dix beures d'ouverture du dimanche 29 décembre.

Recul du fioul au profit du gaz

Le chauffage central équipe 80 % des logements

central ne cesse de progresser dans les résidences principales des Francais, la préférence allant au gaz et de plus en plus - à l'électricité, qui détrônent le fioul.

Quatre résidences principales sur cinq sont pourvues d'un chauffage central contre une sur deux en 1975, selou une étude de l'Observatoire de l'énergie basée sur les résultats du dernier recensement de 1990. Cette progression est due à la poussée du chauffage central indivi-

EN BREF

Hausse du prix des carburants. -La taxe intérieure sur les produits nétroliers (TIPP) sera relevée, mardi 7 janvier, de 4,7 centimes par litre sur le supercarburant et le gazole, de 4,2 centimes pour le super sans plomb et de 0,6 centimes par litre pour le fioul domestique. A la pompe ou à la vente ces hausses, s'appliquant à des prix incluant la TVA, seront plus importantes: 5,49 centimes par litre pour le super et le gazole, 4.85 pour le super sans plomb, 0.74 pour le fioul domestique. La TIPP est en principe relevée au début de chaque année en fonction de la hausse des prix. Mais, depuis la crise du Golfe, le relèvement ne représente plus que la moitié de la hausse des prix, soit 1,5 % pour un taux d'inflation de 3 % en 1991. D Poids lourds : Avia choisit de s'allier à Mercedes-Benz au détriment de Renault. - Avia, le constructeur tchécoslovaque de camions légers, partenaire de longue date de Renault-Véhicules industriels (RVI), la filiale poids lourds du groupe automobile Renault, jouera finalement la carte Mercedes-Benz pour assurer son développement. Sous réserve d'approbation par les autorités pragoises, un accord de principe dont on sait encore peu de chose devrait être conclu entre Avia et le groupe industriel aliemand. Avia et son partenaire auraient décidé de produire en commun, dans le cadre d'une nouvelle société dont celui-ci détiendrait 31 % du capital, des camions et véhicules utilitaires ALIX DIJOUX légers sous la marque Mercedes.

Elément de confort, le chauffage duel - 72 % du total (contre 55 % en 1975) - qui rencontre un succès croissant dans les immeubles collec-

> Bien sûr, le taux d'équipement est inversement proportionnel à l'âge de la construction : 90 % des résidences principales achevées après 1949 en sont pourvues. De même pour le chauffage central individuel. Et de grandes disporités existent entre les types et la taille des logements: 11 % des immeu-bles collectifs et 29 % des maisons individuelles n'en sont pas dotés. Plus la résidence est grande, plus l'installation d'un chauftage central

est nécessaire.

Pour le mode d'énergie, le fioul est le grand perdant des années 80: alors qu'il alimentait 46,5 % des chauffages centraux en 1982, sa part s'est réduite à 28 % en 1990. Détrôné par le gaz (37,2 % des équipements), il est désormais talonné par l'électricité (24,5 %, soit un doublement en sept ans), qui équipe aujourd'hui quatre millions de résidences principales, Percée de résidences principales. Percée également du bois (500 000 logoments, soit 3 % du total), dont la part a été multipliée par deux, au détriment du charbon, bon dernier avec 1,5 % des chauffages centraux. Pourtant, le fioul reste la première source d'énergie des maisons indivi-duelles avec un tiers des équipements (5 % en collectif). A l'inverse, le gaz alimente 57 % des immeubles collectifs et 30 % des maisons indi-viduelles.

L'Ile-de-France championne

L'Observatoire - qui dépend de la direction générale de l'énergie et des matières premières au ministère de l'industrie et du commerce exté-rieur - note d'autre part des disparités régionales : le Centre-Ouest (Bretagne, Normandie, Centre et Aquitaine) est, globalement, la région où le taux d'équipement est le plus élevé (avec une préférence pour l'électrique), exception faite de l'Île-de-France, championne toutes catégories (88,4 %). À l'inverse, le Nord-Pas-de-Calais, maigré ses hivers rigoureux, n'est équipé qu'aux deux tiers (le charbon a freiné son développement) avec une percée record du gaz pour les mai-

Bon vent, bonne mer! On connaissait les projets de loi

à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, toutefois s'il fallait rentrer vite at

Maria C the late Burns Total Control -なる かまる ない THE RESERVE Mary Property States MARKET MAY IN Special Control of the Control of th Parties and the second second

> terrestres tombent, voilà un salutaire terrain de redéploisment pour les douaniers. M. Le Drian sait aussi qu'il aura besoin du ministre du budget pour faire pesser se réforme du statut des dockers. FRANÇOIS GROSRICHARD

U Hausse mensuelle de 0,6 % des amandes industrielles aux Etats-Unis. - Les commandes passées à l'industrie américaine ont augmenté de 0,6 % en novembre par rapport à octobre. C'est la deuxième hausse mensuelle consècutive (+ 1,9 % en octobre par rapport à septembre), ce qui ne s'était pas produit depuis avril 1991. Les commandes passées à l'industrie sont considérées comme un bon indicateur de l'évolution de la conjoncture au cours des mois à venir. La progression enregistrée en novembre s'explique en grande partie par les commandes à l'aéronautique, qui varient fortement d'un mois à l'autre. Hors le secteur des transports, la progression n'a été que de 0,1 % après + 0,6 %

Avec la coopération des dockers de la Réunion Le port de la Pointe-des-Galets se modernise

LA RÉUNION

de notre correspondant

Loin des mouvements de grève qui affectent la plupart des ports de la métropole, la port de la Pointe-des-Galets, à la Réunion, poursuit son activité sans entrave. Pourtant, depuis le mois de juillet dernier, d'importants changements sont intervenus sur les quais, modifiant profondément la manu-tention maritime organisée jusqu'a-lors par une convention collective datant de 1968.

Il aura fallu plus d'one année de négociations ardues entre les socié-tés de manutention, la direction du port et les organisations syndicales de dockers pour parvenir à un accord qui satisfait les uns et les antres. L'accord prévoit une diminution sensible du nombre des dockers (de 450, les effectifs passeront à 300) compensée par une amélioration des statuts et des salaires. Les ouvriers bénéficieront en outre d'un plan de formation étalé sur trois années et financé à hauteur de 33 millions de francs par l'Etat. Si les sociétés de manutention risquent de subir un alour-dissement de leurs charges salariales dans l'immédiat, à plus longue échéance la réduction des effectifs devrait jouer en leur faveur. Pour le responsable des dockers CGT, M. Michel Séraphine, l'accord constitue « une solu-tion acceptable dans un contexte déjà difficile ». Mais les dockers n'entendent pas consentir d'autres

a sacrifices w. La modernisation de la manu tention à la Pointe-des-Galets (plus de deux millions de tonnes de trafic annuel) était devenue indispensable. Elle précède la mise en ser-vice de portiques à conteneurs (plus de 100 millions de francs d'investissement) en 1993. D'autre part, sur les quais de la Pointe-des-Galets commence en ce début d'année 1992 une expérience pilote d' sinformatique portuaire» par l'intermédiaire du système EDI (échange de données informatiques), qui s'étendra par la suite à tous les professionnels de la place et leur permettra d'échanger des informations non sculement avec l'Europe, mais aussi avec les pays du Sud-Est asiatique fournisseurs de marchandises pour le marché

En jouant la carte d'une amélioration qualitative de ses services, la Pointe-des-Galets ambitionne de compenser son handicap majeur face aux ports concurrents comme Port-Louis à l'île Maurice et Tamatave à Madagascar, à savoir un coût de la main-d'œuvre bien supé-

PARIS

Bonne année, happy new year

seviement cette semaine à la Bourse de Paris, écourtée en raison des fêtes du Nouvel An. Quatre

séances, toutefois, durant lesquelles les valeurs françaises auront poursuivi le galop engagé la semaine précé-dente, dans le sillage de Wall Street. Deux belles séances, lundi et mardi, - très techniques, comme aiment à le rappeler les opérateurs, entendez par là : habillage de bilens de fin d'année et arrivée à échéance des contrats sur indice - permettront à la Bourse de Paris de terminer l'année calendaire en fanfare, evec un solde positif pour les douze mois de 16,37 %.

Passée l'année, la place, finissant de digérer son réveillon at surrout sa vive progression des derniers jours de décembre plus de 8 % depuis le 10 décembre - se réveillers un peu lourde et abandonnera, au terme de la première séance de 1992, 0,89 %. La demière de la semaine aura connu des fortunes plus diverses, l'indice CAC 40 flirtant à plusieurs reprises avec le point d'équilibre, avant de s'adjuger finalement 1,17 % en lôture, portant ainsi ses gains à 2,90 % pour la période. Deux minutes avant la fermeture du palais Brongniart, Wall Street inscrivalt un nouveau « plus haut historique» en cours de séance à 3 193,65 points. Ceci expliquant

cela. On paut pourtant se poser la question de savoir si cette la tendence profonde du marché. Sans âtre factice, le mouvement de reprise de ces dernières séances est dû, en partie, au facteur technique de fin d'année et à l'élan impuisé par la place new-yorkaise à la suite de l'abaissement d'un point du taux d'es-compte, le 20 décembre demier.

Mais si, en dix jours, la place américaine a presque doublé ses gains actumulés jusqu'alors, les Etats-Unis n'ont pas pour autant mis un terme à la récession. Quand bien même certains investisseurs le pensent. Ils estiment que la reprise outre-Atlantique est à portée de main, appuyent leur discours sur le fait que si les statistiques américaines ne sont pas bonnes, elles sont moins meuvaises que prévu. Quelques augures de Wall Street se prononcent pour une reprise aux alentours du mois de mai. Le printemos américain sera-t-il suffisamment puissant et solide pour entraîner dans son sillege le Vieux Continent? En tout cas, en France, il comblerait les vœux du président de la République et serait le bienvenu en mettant un terme à la «langueur».

Reste que, dans l'immédiat. avant le retour de la reprise, les opérateurs présents attendent celui des absents et surtout la fin de la trêve des confiseurs. L'année boursière ne devrait en fait réellement débuter que le 6 janvier. Les volumes de transactions

ou indexé

9 % 1979 10,80 % 1979_

CNE 3 %_____ CNB 5 000 F__

Air liquide.

Club Méd.

Euro Diene

L'Oréal ...

Saulnes Châtillon.

CNB Paribas 5 000 F CNB Suez 5 000 F.... CNI 5 000 F.....

Valeurs diverses

particulièrement étroits ces derniers jours - ne devraient véritablement s'étoffer qu'après le week-end. De plus, la publication la semaine prochaine de statistiques économiques aux Etats-Unis, concernant le chômage notamment, permettra sans aucun doute de donner un éclairage plus concret sur les semzines qui vont suivre.

des valeurs

Du côté des valeurs, les fins d'année sont traditionnellement propices aux bilans. Pour ne pas faillir à cette règle et ne citer que es valeurs du CAC 40, on pense à Total, arrivé depuis peu parmi les plus belles valeurs de la cote, qui a «surperformé» l'indice, en progressant de 56 % sur l'année. Total, qui a continué de bénéficier cette semaine de l'im-portence des ressources du gisement colombien qu'il exploite en commun avec British Petroleum. BSN a atteint son plus haut cours historique à la fin de l'année et progressé de 40 %. L'Oréal lui aussi a «surperformé» le CAC en gagnant 53 % sur douze mois. Sans oublier Michelin (+ 90 %) et Elf Aquitaine (+ 36 %). En revanche, des valeurs ont sous-performé l'indice comme Matra (- 20 %), Paribas (- 25 %), Club Méditerranée (- 9 %) pour ne citar qu'elles.

Autre bilan, révélateur de la morosité ambiante, celui des introductions en Bourse, Les entreprises ne se sont pas bousDans son demier numéro, la Cote Desfossés, qui les a recensées, en dénombre saulement dix-huit sur les marchés au comptant, second marchés et hors-cote réunis. Comme le déplore le quotidien financier, on est bien loin des quatre-vingt-deux admissions istrées au cours de l'année

Cette semaine encore, at pour conclure, Hachette s'est un peu repris. Après avoir souffert, fin décembre, des déclarations de M. Jean-Luc Lagardère selon lesquelles le groupe était à la recherche d'un repreneur pour La Cinq, puis de l'annonce d'un plan de licenciement massif, le titre s'est sensiblement redressé. L'annonce de la mise en règlement judiciaire de la chaîne a rassuré les investisseurs, ceux-ci estiment que le groupe multimédia cesserait de perdre de l'ar-gent. Ce regain d'intérêt s'est effectué en dépit de la mise en garde adressée aux petits actionnaires d'Hachette par M. Joseph Thouvenel, président de la CFTC Bourse. Il écrivait en début de semaine : « Au vu des promesses faites aux salariés de La Cinq et à leur famille, il y a un an, et du non-respect de ces engagements moraux, la CFTC Bourse estime qu'une entreprise qui a si peu de parole vis-à-vis de ses proches collaborateurs n'a aucune raison d'en avoir plus visà-vis de ses actionnaires...»

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Mines d'or, diamants

	2-1-92	Diff
Ando-American	208	+ 8.10
Ameold	O	lach.
Buf, Gold M.	48.80	- 0.20
De Beers	149	+ 4.40
Drief, Cons.	62 ,	+ 2.40
Geneor	0	- 0
Harmony	32,30	+ 0.30
Rendfontein	26,20	+ 0.65
Sainte-Helena	34.25	- 1.25
Western Deep	187,50	+ 3,50

Matériel électrique

	2-1-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	566	+ 21
CSEE	195 2 975	+ 4,90
Intertechnique	658	- 8 - 23
Legrand	3 590	- 145
Lyon, des eaux	436 169.58	+ 7
Merlin-Geriz	481	+ 2,90
Moulinex	154 440	+ 5,50 - 15
SEBSextAvionique	190	+ 2
Thomson-CSF	150,60	+ 0,20
ITT	295,50	+ 16,30
Schlumberger	339,90	+ 14,98
Office of the second		T 4/

Alimentation

	2-1-92	Diff
Béghin-Say	570	4 0
Bengrain	2 460	+ 10
BSN	1027	+ 41
Carrefour	2.350	+ 71
Casino, G., Per	134	- 0.4
Guyenne-Gasc	1 366	+ 45
LYMH	4187	+ 204
Oliper	153	+ 10.5
Pernod-Ricard	1 190	- 22
Promodès	2710	+ 10
Saint-Louis	1 200	+ 65
Source Perrier	1 243	+ 31
Nestlé	33 850	+ 850

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	2-1-92	Diff.
AGF AXA (ex-Cie Midi) Bail Equipement Bancaire (C*) Cetelera CCF CFF CFI CRI CPR Enrafrance GAN Locindus Paribas Schneider Société générale Sovae Suez (C* fin.) UAP	458 760 92 470,10 657 164,1 1 000 282,59 900 242 0 1 246 1 520 726 316,80 545 452 769 285,50 476	+ 3

Mines, caoutchouc

ì	2-1-92	Diff
Géophysique	465,10 244 62,50 126,10 46,45 1,62	- 24,90 + 9 + 0,60 + 7,10 + 0,45 - 0,08

Valeurs à revenu fixe

2-1-92 Diff.

123,20 + 0,05 100,40 + 0,30 100,25 + 0,24 99 inch, 101,85 + 0,45

4 290 + 90 99,20 + 0,80

98,35 + 0,75 99 + 1,40 98,40 + 0,20

	2-1-92	Diff.
Auxil. d'entr. Bouygues C'inents français GTM Immob. Phénix J. Lefebyre Lafurge-Coppée SGE-SB	1 001 521 281 334 163 810 324,50 415 203	- 24 + 7 + 1 - 10 + 5 + 10 + 5 + 8 + 10,50
Mátalluraie		

Métallurgie, construction mécanique

rses			2-1-92	Diff
2-1-92	Diff.	Alspi Dessult Aviation	280 310	+ 0
648 676 2 000 658 278 945	+ 14 - 7 + 10 + 13 - 2 + 8	De Dietrich Fives-Lifle Peugeot SAGEM Strafor, Facom Valeo	1 355 315 605 1640 710 562	- 25 - 0,10 + 26 + 45 + 40 + 23
407 . 309,80 152,30 845	- 11 + 9,80 + 13,40 + 60	Pétroles	258	+ 5
39,80 485,19	+ 1,60 + 10,10		2-1-92	Diff
136 440 278,40 1 205 89,30	+ 23 - 1,60 - 64 + 2,70	BP-France	108 375,90 588 560	+ L,10 - 14,90 - 12

BP-France ELF-Aquitaine Esco Primag2z Sogerap Total Exxon Petrofina Royal Dutch

1749,91 | 1770,30

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 3 janvier 1992 Nombre de contrats : 90 674 estimé

COURS	ÉCHÉANCES			
	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92	
Premier	108,12	109,14	109,16	
+ hant	108,22	109,18	109,16	
+ bas	107,94	109	109,16	
Dernier	108,16	109,10	109,16	
Compensation	108,16	109,20	109,22	

The state of the s					
	27-12-91	30-12-91	31-12-91	1-1-92	2-1-92
RM	2 198 609	1 926 000	3 027 441		1 338 449
R. et obl. Actions	10 465 162 151 738	1 482 200 636 000	6 411 510 231 578		5 821 781 45 517
Total	12 815 509	16 748 000	9 670 529		7 205 747
INDICES	S QUOTID	IENS (INS	EE base 10	0, 28 décem	bre 1991)
Françaises . Etrangères .	113	114,4 104,1	115,9 106,3		99,3 99,9
	INDI	CES CAC (d	lu lundi an ve	ndredi)	
	30-12-91	31-12-91	1-1-92	2-1-92	3-1-92
	(ba	se 100, 31 d	écembre 19	81)	
Général	470,7	476,6		475,5	476,9
(base 100, 31 décembre 1987)					

CAC 40 __ | 1 741,86 | 1 765,66 |

Bâtiment, travaux publics Filatures, textiles magasins

	2-1-92	Diff.
Agache (Fin.)	783	+ 28
BHY	635	- 16
Demart	2 375	+ 125
DMC	270	+ 7
Gel. Lafayette	1 321	- 48
Nouv. Galeries	474	+ 14,10
Printemps	797	inch.
La Redoute	4 540	+ 14
SCOA	18,90	+ 0,90

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Yalessa	Hanne %	Valcace	Baire %
CEP Commun Sextent avion Métrologie inter. Europe I Scient Louis	+12 +11,7 +10,2 + 9,3 + 8,4 + 7,1 + 7,1 + 7,1 + 7,1	Nevig miste. Scor SA. SFIM Radiotechnique. CGP. Lubinal Géophysique. Aline superna. ELF-Acaeltaine.	- 89 - 67 - 57 - 57 - 44 - 47 - 38 - 37 - 37

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RIM (°)

1	Note de	Val. en
1	tibes	CED. (F)
Estex (Gén. des).	312003	689 971 663
Alcatel Alsthom.	1 208 138	676 124 863
Elf-Aquitaine	1402 [11	548 224 652
Air Liquide	497 884	412063867
LVMH	87 953	360 328 069
BSN	346 902	342 655 439
Thomson-CSF.	553 286	333 149 765
Carrefour	122 122	281 389 926
Paribas Act. A.	823 <i>7</i> 26	257226618
Eurodinney SCA Suez	1 693 747	252 453 464
Suez	821 544	231 768 061
L'Oréal	298 631	219701651
L'Oréal Crédit lyonnuis	266 993	217314160
Total Cat. B	224 287	216523302
(*) De vendredi 2 janvier 1992 incl	27 décembre es.	1991 zu jeudi

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 26-12-91	Cours 3-1-92
Or fin (kilo on burn) — jälle on burn) — jälle on burn) Filos sampate (20 fz.) Filos salves (20 fz.) Filos salves (20 fz.) — Filos makes (20 fz.) Ornerale — Oversiale Elizabeth 9 — Oversiale Elizabeth 9 — 10 defilos — 10 defilos — 50 passes — 50 passes — 10 defilos — 50 passes — 50 passes — 50 passes — 10 defilos — 50 passes — 50 pass	50 800 50 900 384 413 362 360 361 465 460 361 2 050 1 027_50 605 2 256 467 375 380	\$0 000 \$9 980 382 433 361 343 336 446 386 2 986 1 956 600 2 240 410 305

a Cas piloss d'or ne sont crajes qu'à la sie

NEW-YORK

Quatre séances, quatre records

NOICE DOW JONES miné 1991 et commencé la nouvelle année sur de nouvezux records cette semaine, continuant à être soutenue par la baisse des taux d'intérêts améri-

cains et les espoirs de reprise éco-nomique. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé, ven-dredi, à 3 201,47 en hausse de 99,95 points (3,22 %) par rapport à la senaine dernière. L'activité a été très soutenue avec quelque 230 millions d'actions échangées en moyenne au cours des quatre séance de cette semaine écourtée par le Nouvei An.

Malgré la publication d'indices peu encourageants, les analystes restent persuadés que la reprise restent persuates que la reprise interviendra d'ici à quelque mois. L'annonce que l'indice composite des principaux indicateurs écono-miques américains – censé préfigu-rer la conjoncture dans les six à neuf prochains mois – a enregistre pour le mois de novembre sa plus forte baisse de ces dix demiera mois, et que l'activité industrielle s'est nettement ralentie en décem-bre par rapport au mois précédent, n'a que très peu entamé leur

Cela étant, le marché américain a continué à profiter de la baisse des taux amorcée le 20 décembre.

Cette détente du loyer de l'argent entraînant un transfert de capitaux du marché obligataire vers la grande Bourse new-yorkaise. La progression de Wall Street a.

néanmoins, été ralentie par des prises de bénéfices. Celles-ci ont été plus limitées que ne l'anticipaient les experts, les investisseurs préférant conserver leurs titres par crainte de rester à l'écart d'une progression encore plus impor-

Indice Dow Jones du 3 janvier :

3 201,47 (c.3 101	3 201,47 (c.3 101,52).		
	Cours 27 déc	Cours 3 janv	
Alcon ATT Boeing Chase Man. Bank Du Pout de Nemouss Enstman Kodak Saxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Texaco UAL Carp. (cs.Allegis)	65 3/3 39 1/5 18 46 1/1 18 46 1/1 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	64 SM 39 SM 17 TM 17 TM 46 TM 60 TM 30 3M 55 SM 63 SM 63 SM 64 TM 85 SM 63 SM 64 TM 85 SM 64 TM 85 SM 64 TM 85 SM 64 TM 85 SM 85 SM 85 SM 86 TM 86 TM	
Union Carbide United Tech Westinghouse Xerox Cosp	20 1/2 52 1/4 16 3/4 68	21 1/2 53 3/4 18 1/5 67 1/2	

LONDRES

Vive progression

Après s'être envo-lée de 3 % pendant la dernière séance de 1991 - sa plus forte hausse depuis forte hausse depuis l'annonce de l'entrée de la livre dans le SME (système

monétaire européen) le 5 octobre 1990, - la Bourse de Londres a encé l'année en trombe, soutenue par des facteurs techniques et des espoirs de reprise économique en 1992.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a franchi, lors de la pre-mière séance de l'année, la barre des 2 500 points, enregistrant su une semaine écourtée par les fêtes de fin d'année une hausse de 85,4 points, soit 3,5 %, à 2 504,1 points. Mais l'impact de la hausse a cependant été accentué par le faible volume d'activité sur le marché, la plupart des investisseurs avant déserté la City pour les fêtes.

de Wall e reprise s. l'envoles compremier

L'année 1991 s'est achevée le

St	Les hausses successives de W reet liées aux espoirs de repr onomique aux Stats-Unis, l'en- e du marché à terme et les co entaires optimistes du prem
T	ОКУО
1	Belle fin d'année:
	+ 2,4 %

30 décembre à midi, au Kabuto-Cho, par un bouquet final. A l'issue de cette première et ultime demi-séance de la semaine, avant la fermeture traditionnelle du marché tokyote, qui rouvrira ses portes le lundi 6 janvier seulement, et pour une demi-séance encore, la hausse a été au rendez-vous, Une belle hausse même, puisque, un quart d'heure après l'ouverture, le Nikkei avait déjà progressé de 1,4 %. Poursuivant son avance, il parvenait même, durant un court instant, à refranchir la barre des 23 000 points, avant de s'inscrire en clôture à la cote 22 983,77 avec un gain de 546,45 points (+2,4 %). un gain de 546,45 points (+2,4 %).

La grande Bourse japonaise a essentiellement réagi à la décision de la Banque du Japon d'abaisser d'un point son taux d'escompte pour le ramener de 5,5 % à 4,5 %, soit à b point an-dessus du taux américain. Cette mesure, qui intervient peu avant l'arrivée du président Bush en visite officielle au pays du Soleil-Levant, avait été prévue par les spécialistes.

Indices du 30 décembre: Nikkei, 22 983,77 (c.22 437,32); Topix, 1 715 (c.1 685,11).

Cours 27 déc. Cours 30 déc. 685 1 628 1 460 2 410 1 458 1 460 684 4 930 1 450 704 1 630 1 410 2 500 1 510 1 450 696 4 100 1 500

ministre-John Major, indiquant que les premiers signes de reprise devraient apparaître lors des prochains mois, ont insuffié un regain

de dynamisme au marché. Sentiment optimiste d'autant plus fort que le raffermissement de la livre sur le marché des changes a éloigné, dans l'immédiat, les craintes d'un relèvement des taux

Indices «FT» du 3 janvier : 100 valeurs, 2 504,1 (c. 2 418,7); 30 d'Etat, 87,1 (c. 86,56); mines d'or, 140,1 (c. 143,6) .

	290	Cours 3 janv.
Bowater BP Charter Courtaulds De Bees Glazo GUS ICI ICI ICI ICI Unilever Vision	6,49 2,78 5,468 14,84 8,15 11,28 10 4,83 8,66 14,83	6,79 2,90 4,99 5,14 15,37 8,48 18,63 11,96 10,47 4,96 9,85

FRANCFORT

Bon départ : + 2,5 %

La Bourse de Francfort a enregistré un bon début d'année, avec une hausse de l'indice instantané DAX de 40,03 points, soit 2,5 % en une semaine, réduite à trois jours sculement en raison des fêtes du Nouvel An. A l'instar des autres places européennes, Francfort a largement profité du sursaut de Wall Street enregistré au cours des derniers jours de 1991 et des premiers de 1992.

Les analystes de la Commerz-bank l'attendent cependant à un premier semestre tumulteux en raison de plusieurs facteurs : politique monétaire restrictive, risques d'inflation et baisse de la croissance. An deuxième semestre, la conjono-ture devrait ae ressaisir, la Bourse de Francfort en profitant en prio-

siment tous les titres out été en hausse, cette semaine, à l'excep-tion du sidérurgiste Hoesch, qui perd à nouveau 14 deutschemarks

Indices du 3 janvier : DAX, 1 603,62 (c.1 563,59); Commerzbank, I 840,60 (I 794).

	Cours 27 déc.	Cours 3 jan.
ABG BASF Bayer Commerchank Doutschebank Hoeckst Karstadt Mannesman Siemens	198,88 217,70 276,06 246,50 666,00 218,50 621,00 245,60 622,00	281,86 227,30 284,29 253,90 683,59 227,00 630,00 251,89

3 . + · ·



CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Bon début d'année

marché euro-obligataire. Plusieurs émissions ont vu le jour dans les compartiments de l'écu et du dol-lar canadien. Ces opérations sont visiblement destinées à des particuliers que ne manqueront pas d'atti-rer la qualité des signatures, la courte durée des titres et, surtout en ce qui concerne l'écu, des ren-dements apparemment très élevés. Les taux d'intérêt nominaux que proposent, par le truchement d'UBS Phillips & Drew et de Paribas, les banques du commerce extérieur du Canada et de l'Au-triche, sont de 9 % pour des titres qui viendront à échéance dans deux ans déjà. En fait, compte tenu du prix auquel les obligations sont offertes, les conditions sont sévères, trop certainement, pour attirer des investisseurs institutionnels. Ceux-ci devront attendre quelques jours encore avant que ne soient lancés des emprunts qui s'adressent vraiment à eux. La Banque mondiale sera l'émetteur d'une des opérations les plus importantes de la semaine prochaine. Elle a annoncé, pour mer-credi 8 janvier, une émission de 1,5 milliard de dollars dont la direction sera assurée conjointement par deux établissements, un allemand, la Deutsche Bank, et un américain, Merrill Lynch.

L'année a bien commencé sur le

quatre record

da mar

Banda Later Control Line Services

2.700 47

644 mar

e progression

A 744 .

W. Salas Sept.

marking a

the description

Mr. Section

P. 40 100

10 Marin

Marin State

postation of the second of the

Africa . L

FRANCFORT

Carlot State of the State of th

Ren tepart :

TAY

Mary 19 1

The state of the s

September 1987 -

1

1.00 MT

Game a Market

Pour ce qui est du franc français, le flot normal des nouvelles émis-sions d'euro-obligations n'a pas encore repris. L'attention des spé-cialistes se porte pour l'instant encore sur les emprunts privés ou «réservés», comme on les désigne dans les documents officiels. Ces affaires se distinguent des autres parce qu'elles ne sont pas offertes en souscription publique. Elles ne s'adressent qu'à un nombre très restreint d'investisseurs, souvent à un seul. Lorsqu'un grand gestion-naire de fonds veut placer des capi-taux en obligations, il peut, comme tout un chacun, consulter la liste des transactions nouvelles et retenir celle qui lui convient le mieux.

Mais il peut également faire appel à sa banque et, en quelque sorte, lui passer commande, lui demandant de construire pour lui, sur dant de construire pour lui, sur mesure, un emprunt. Il indiquera alors le profil idéal des obligations qu'il recherche, spécifiant le type de débiteur, la durée et le mode de rémunération souhaités. C'est ainsi que naissent la plupart des opéra-tions privées.

Pour jouer son rôle d'intermé-diaire, la banque sollicitée de la sorte doit d'abord trouver un emprunteur. Ce sera probablement un de ses principaux clients dont elle connaît les besoins financiers. Sinon, si la banque n'a pas dans sa clientèle immédiate un débiteur idéal, elle élargira le champ de ses investigations aux emprunteurs qui ont fait savoir qu'ils sont prêts, le cas échéant, à émettre des transactions privés. Qui veut faire passer un tel message se test normalement. tions prives. Qui veut faire passer un tel message se sert normalement d'une méthode éprouvée sur le marché américain, celle des medium-term notes. Cela revient, en fait, à annoncer que dans un cadre donné, jusqu'à concurrence d'un certain montant, on est prêt à émettre des emprunts dans certaine montant du des certaines de la certain d taines monnaies. Au départ, un prospectus très détaillé est publié sur la situation financière du débiteur dans le but de réduire su minimum les formalités administratives qu'il faudra accomplir par la suite lorsque des tirages seront effectués.

Un euro-emprunt « réservé » en francs français

landaise Aegon NV a récemment procédé à un tirage de ce genre. Cette société a émis, à la fin de l'année dernière, un emprunt inter-national de 158 millions de francs français qui, d'une durée légère-ment supérieure à cinq ans, a été placé dans le portefeuille d'un seul investisseur. Celui-ci cherchait à se procurer des titres dont le faible rendement annuel soit compensé à

l'échéance par un important gain en capital et il lui fallait également que les modalités de l'emprunt prévoient une possibilité de conversion. Il a obtenu ce qu'il souhaitait. Pendant les quatre premières années, il ne percevra qu'un taux d'intérêt de 1,75 % et, pour la dernière année, il pourra, s'il le désire, échanger ses obligations contre d'autres rémunérées à taux varia-

En réalité, il y a très peu de chance que cet échange se pro-duise, car les conditions en sont dissussives. Mais la présence de cette option est un élément très important du point de vue fiscal. Dans le pays de l'investisseur, un clause de conversion, serait vrai-semblablement moins intéressant du fait de l'impôt qui grèverait le revenu provenant du gain en capi-tal. L'investisseur voulait, en outre que les titres soient officiellement cotés. Peu avant Noël, ils ont été introduits à la Bourse de Paris. De telles opérations en france

français sont encore très rares.

Longtemps, les autorités ont paru s'y opposer, peut-être pour éviter qu'à partir des programmes de medium-term notes ne surgissent de façon anarchique, à l'improviste, des euro-emprunts en francs. Pour le marché, cette solution est, d'une façon générale, un enrichisse-ment. Elle devra permettre d'aug-menter le cercie des emprunteurs en eurofrancs. Aegon, pour sa part, n'avait jamais auparavant sollicité le compartiment du franc et il est probable que sans cela il ne l'aurait pas encore fait. L'emprunteur n'avait, toutefois, pas l'usage des fonds sous la forme sous laquelle il se les était procurés. La compagnie d'assurances a finalement obtenu des dollars américains, après avoir conclu un contrat d'échange par l'intermédiaire de Bankers Trust, la

banque qu'elle avait chargée du montage de l'emprunt. CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le yen démarre

Stimulé par le gonflement persistant de l'escédent commercial nip-pon et, surtout, par la perspective d'un accord américano-japonais sur une revalorisation du yen, destiné, précisément, à stopper ce gonfle-ment, la devise japonaise a commencé à progresser sérieusement par rapport au dollar qui, à 123,75 yens, a retrouvé son niveau du 19 octobre 1990, avant de se rétablir, provisoirement pense-t-on, à 124,80 yens. La nouvelle diminution du taux d'escompte de la Ban-que du Japon n'a nullement déprimé la mounaie japonaise, au contraire. Certains analystes voient la devise américaine glisser jusqu'au voisinage de 120 yens, son plus bas cours historique.

Vis-à-vis du système monétaire européen, en revanche, le billet vert, très faible la semaine dervert, tres fable à sentante det-nière, s'est plutôt raffermi cette semaine, se rétablissant à ses niveaux du 20 décembre 1991, environ 1,54 deutschemark et 5,47 F. Le raffermissement a été provoqué par des ventes de marks au profit du yen, à de nouvelles appréhensions sur le sort de l'ex-URSS – hypothèque qui ne cessera de peser sur la devise allemande dans les prochains mois - et à

A cet égard, quelque chose n'a pas laissé de préoccuper les milieux financiers internationaux cette semaine, c'est le désaccord public entre le ministre allemand de l'éco-

nomie, M. Jürgen Möllemann, qui voudrait limiter la hausse des traitements des fonctionnaires en 1992, et le ministre de l'intérieur, M. Rudolf Seiters, qui s'oppose vivement à ce projet. Dans un article paru dans le Handelsblatt, M. Möllemann propose que le Parlement fédéral plafonne à 5 % cette hausse, avant lout accord salarial dans ce secteur, au lieu d'entériner purement et simplement le résultat des négociations avec les syndicats (1,8 million de personnes concer-nées), ce plafonnement donnant le ton aux autres négociations.

La fragilité de la livre

Cette proposition a été vivement critiquée non seulement par les syndicats de fonctionnaires, qui réclament 9,5 % d'augmentation, mais aussi par M. Seiters, qui affirme, dans un communiqué, ne pas envisager de recourir à une telle procédure. Il faut dire que les fonctionnaires votent généralement pour le Parti chrétien-démocrate. Un tel désaccord au sein du gou-vernement laisse mal augurer du sort des accords salariaux, dont l'issue est susceptible d'influencer la tenue du mark et l'attitude de la

Le repli du mark a, très logiquement, été profitable pour les autres monnaies du système monétaire européen, surtout le franc français, le cours de la devise allemande

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 DÉCEMBRE 1991 AU 3 JANVIER 1992

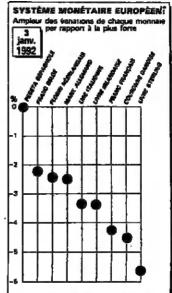
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 janvier 19914,2137 F contre 4,1184 F le vendredi 27 décembre 1991.

revenant, à Paris, son cours d'il y a neuf semaines : 3,4130 F, cc qui soulage nettement la Banque de France. Il convient de relever que ces trois dernières années le franc a connu un accès de faiblesse en fin d'année, pour se raffermir au len-demain des fêtes. De son côté, la lire s'est inscrite en forte hausse par rapport au mark, qui, toutefois, crevait tous ses plafonds, à Milan, il y a une dizaine de jours.

Ouant à la livre sterling, assez anaquée ces temps derniers, elle a été soutenue par les déclarations du premier ministre, M. John Major, qui a rejeté toute possibilité de dévaluation de la devise britannique dans le cadre du système monétaire européen. Néanmoins, le gouverneur de la Banque d'Anglea exclu un relèvement des taux d'intérêt dans l'immédiat, ce qui rendra plus difficile la défense de la livre, et conduit certains analystes à prévoir, un jour ou l'autre, un réalignement du SME compor-tant, effectivement, une dévalua-tion de cette devise. Ce SME, la Suède n'en deviendra pas membre avant une date comprise entre 1994 et 1997, a déclaré Thomas Frantzen, sous-gouverneur de la banque centrale suédoise.

FRANÇOIS RENARD



Taux calculés per rapport aux cours estimatifs de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Le nickel en enfer

Le métal du diable a bien mérité son surnom, si on s'en tient à son cours de l'année écoulée : 1991 est à marquer d'une pierre noire comme l'enfer pour le nickel, dont les prix, après avoir culminé à plus de 9 000 livres (90 000 F environ) la tonne en avril, ont terminé fin décembre autour de 7 150 livres, soit un repli de 15 % environ. A l'origine de cette baisse : la récession industrielle qui a tari le débouché principal du nickel (les aciers inoxydables). Mais surtout la désorganisation des échanges Est-Ouest et l'arrivée massive du métal soviétique. Au London Metal Exchange, les stocks de nickel ont atteint le sommet inégalé de 12 102 tonnes, enregistrant une poussé de 178 % en un an! Les prix sont tombés en conséquence, tandis que les évaluations des ventes soviétiques - toujours révi-sées à la hausse - fluctuaient entre 90 000 et 120 000 tonnes. Selon le service des études économiques de l'Union de banques suisses, « les ventes de l'ex-URSS à l'étranger ne pourront soutenir un tel rythme à long terme. Les quantités de marchandises jetées en fin d'année sur les marchés occidentaux proviennent de réserves ne pouvant être affinées sur place en raison du marasme économique sévissant aujourd'hui dans le pays.»

L'établissement de Zurich ajoute en outre que e le principal com-

PRODUTTS	COURS DU 3-1
Caivre h. g. (Loadra)	1 180 (- 2)
Trois mois	Livres/tonne
Absorbation (Loudes)	t·130 (- 7)
Trois mois	Dollars/tonne
Meinel (Lookes)	7 225 (= 5)
Trois mais	Dollars/tonne
Sucre (Pais)	279,2 (+ 1,4)
Mars	Dollars/tonne
Café (Londres)	965 (- 49)
Mars	Livres/toque
Cacao (New-York)	1 229 (- 68)
Mars	Dollars/tonae
Blé (Chicago)	399 (- 5)
Mars	Cents/boisseau
Mass (Chicago)	248 (- 6)
Mars	Cents/boisseau
Soja (Chrago)	169,6 (- 5,3)
Mars	Dollars/L. courte

Sibérie, a un urgent besoin de d'étranglement de la part de la modernisation et d'améliorations firme de négoce japonaise Sumitechniques ». Ainsi, d'après les tomo, les cours du cuivre ou experts du grand groupe minier ensuite dégringolé, en décembre, canadien Falconbridge, il a'y a pas à redouter de trop forts excédents pour les prochaines années. Ceux-ci devraient dépasser la consommation de 3 000 à 10 000 tonnes, entre 1992 et 1994. Il se pourrait même qu'à partir de 1995 les extractions présentent un certain déficit face à la demande. Le premier producteur mondial, Inco, ainsi que Falconbridge, ont d'ores et déjà procédé à des réduc-tions de production pour s'adapter à la nouvelle physionomie du mar-ché. Une décision toujours délicate : le dilemme est permanent entre la tentation de continuer à fonctionner & perte et celle d'arrêter complètement certaines unités. La deuxième solution est souvent plus coûteuse que la pre-

L'« alu»

s'alourdit

En passant, d'un bout à l'autre de l'année, de 1 550 dollars la tonne à 1 100 dollars (5 720 F environ), l'aluminium a enregistré une des baisses les plus spectaculaires du London Metal Exchange. Encore faut-il relativiser cette chute de près de 30 %. Si on consi-dère que les stocks détenus dans les entrepôts du marché britannique ont culminé à près de l'milion de tonnes, gonflés par les ventes soviétiques, la baisse des prix apparaît somme toute assez limitée. Il n'empêche : l'« alu », métal de la légèreté, est gagné par l'étouffante lourdeur de la pléthore. Bien que les grands producteurs mondiaux aient diminué d'environ 900 000 tonnes leurs capacités, ils n'ont pu endiguer le flot venu du froid : l'ex-URSS a écoulé à elle seule 600 000 tonnes de métal de première fusion et 200 000 tonnes d'aluminium de dentième fusion. Les autres pays de l'Est ont ali-menté le marché occidental à hauteur de 100 000 tonnes supplémentaires. Si la firme américaine Alcoa et l'australienne Austria Metall ont décidé de suspendre leurs projets d'investissement au Venezuela, ce pays a intensifié ses exportations vers l'Europe, de même que le Bré-sil. D'après les économistes du Metal Bulletin Research de Londres, les stocks mondiaux d'alumi-Le chiffre entre parenthèses indique la niveau le plus élevé depuis 1984. avec 2,53 millions de tonnes.

Après avoir connu une tentative pour toucher leur plus bas niveau de ces six deraiers mois. Les élé ments fondamentaux défavorables (faible croissance de la consomma tion, importance des stocks) ont prévain sur les données spécula-tives.

S'ils ont mieux résisté, le zinc, le plomb et l'étain n'ont pu échapper à la baisse générale. Les métaux non ferreux souffrent globalement de l'essoufflement des économies industrielles, et, sans doute aussi, de l'instabilité née de la gestion noins efficace que prévu du prin-cipal marché mondial, le London Metal Exchange, dont les instru-ments et les méthodes de régulation sont, semble-t-il, à revoir.

ÉRIC FOTTORINO

La justice luxembourgeoise prononce la liquidation de la BCCI SA

Le tribunal de commerce de Luxembourg a prononcé, vendredi 3 janvier, la liquidation de la Ban-que of Credit and Commerce Inter-national (BCCI SA), fermée pour activités frauduleuses depuis le ler août dernier (le Monde du 8 août 1991). La BCCI SA est une des deux filiales, avec BCCI Over-seas, de la maison mère BCCI Holding, dont elle contrôlait les activi-tés bancaires en Grande-Bretagne, aux Emirats arabes unis et en Afrique. BCCI Overseas s'occupait des activités dans le reste du monde. La BCCI SA et la BCCI Holding out toutes deux leur siège au

Dès le 9 août dernier, M. Pierre Jaans, directeur de l'Institut moné-taire luxembourgeois (IML), autorité bancaire centrale du Grand-Duché, avait menacé de demander à la Cour de Luxembourg de liquider la BCCI SA (le Monde du 9 août 1991). Le tribunal de commerce de Luxembourg a nommé trois liquidateurs, le Britannnique Brian Smouha et les Luxembourgeois Georges Baden et Julien Roden, La Haute Cour de Londres doit à son tour se prononcer, en principe le 14 janvier, sur la misc en liquidation de la branche briretardé à deux reprises sa décision. suivant certains, puisqu'elle anti-

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE Vif optimisme à Paris

L'année 1992 a commencé sur les chapeaux de roue à Paris, où les rendements à long terme ont brutalement décalé à la baisse, ce qui a fait monter les cours des obligations à due proportion.

La première adjudication men-suelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), effectuée le jeudi 2 janvier pour 10,6 milliards de francs, montant le plus élevé depuis 1988, a donné lieu à une forte diminution des rendements offerts, revenant en un mois de 8,96 % à 8,48 % sur l'OAT à dix ans (8,50 % novembre 2002) et de 8,99 % à 8,35 % sur l'OAT à trente ans (8,50 % avril 2023).

Il faut remonter à l'été 1989 pour retrouver ces taux, juste avant la chute du mur de Berlin : à l'époque, la perspective des énormes appels de fonds nécessaires pour financer la réunification des deux Allemagnes avait catapulté à la hausse les taux des emprunts d'Etat germaniques (le Bund dix ans), passés de 6,50 % à 9 % en pointe. A Paris, le rendement de l'OAT dix ans fut «aspiré» du même coup, s'élevant de 8,50 % à 10,70 % à l'automne 1990, en pleine crise du Golfe.

> Baisse des rendements

L'adjudication du Trésor, pour laquelle certains redoutaient le calme et le désœuvrement de la période des fêtes, a été très bien accueillie par les souscripteurs, notamment les non-résidents, qui se sont particulièrement intéressés à l'emprunt à treate ans, dont les cours plus sensibles à l'évolution des rendements sont susceptibles de se valoriser substantiellement en cas de désescalade générale.

Le «trente ans» a été recherché par tout le monde, deux «mains» ramassant à elles deux près de 4 milliards de francs de papier sur les 6,5 milliards de francs émis. La baisse spectaculaire des rendements observée à Paris, en ce début d'an-

cipe, avec un bel optimisme, sur une décrue sensible des taux à long terme en France. Cette anticipation se nourrit d'espoirs, notamment celui de voir la Banque lédérale d'Allemagne, sinon assouplir sa politique restrictive, du moins s'abstenir de la durcir dans les mois qui viennent, ce qui n'est nul-lement acquis. Elle se fonde également sur les évolutions enregistrées à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, où l'emprunt-phare du Tré-sor, le T. Bond à trente ans, est revenu à 7,40 % - 7,45 %, rende-ment le plus bas depuis presque cing ans.

La Banque du Japon n'a-t-elle pas abaissé son taux d'escompte pour la troisième fois en un an, le ramenant à 4,50 %? En Allemagne même, le rendement des emprunts d'Etat est revenu des 8,20 % -8,35 % de ce dernier mois à 8 % et moins : c'est à 8 % qu'ont été adjumois : c'est à 8 % du ont ete adju-gés les 4,55 milliards de marks d'obligations du Fonds de l'unité, s'ajoutant aux 3 milliards de marks du début de la semaine, soit, au total, l'équivalent de 28 milliards de francs. Il était donc logique qu'à Paris on suive le mouvement, l'écart d'un demi-point avec Francfort étant respecté.

Anticipations donc, sentiment général que l'état actuel des écono-mies mondiales, peu satisfaisant sur le plan de l'activité, justifie une diminution du loyer de l'argent, tout se conjugue pour générer l'optimisme dont nous parlions au début et qui se reflète dans l'évolution des cours du MATIF : le 31 décembre, ils battaient leur record de l'année à 108, après un départ à 100 au le janvier 1991, et progressant même à 108,20 jeudi et vendredi, pour céder un peu de terrain sur des ventes bénéficiuires.

Avant même le succès de l'adjudication d'OAT, les non-résidents, notamment les Américains opérant à Londres (Salomon et autres), s'étaient portés acheteurs sur le marché français, quitte à revendre un peu ces jours-ci pour leurs

possibilités de gains en capital sur les obligations européennes sont assez substantielles, en Europe, par rapport aux Etats-Unis, où elles deviennent problématiques à l'heure actuelle, avec un risque de rement, dooc de baisse des cours.

Le bonheur du Trésor

Quant aux opérateurs métropolitains, certains d'entre eux ne veulent pas «rater le train» de la diminution des taux longs, les gérants de portefeuilles de SICAV de trésorerie commençant à passer du monétaire (court terme sans risque) à l'obligataire : ajoutons que, dans l'optique d'un achèvement de l'Union monétaire européenne, l'acquisition d'emprunts français aux niveaux actuels, assez élevés, peut paraître judicieuse, l'alignement des rendements étant suscep-tibles de s'effectuer par le bas.

En tout cas, trop rapide ou non, la haisse des taux à l'émission sur les obligations ne peut que réjouir le Trésor, premier émetteur avec 40 % du total annuel : un quart de point de diminution des taux, court terme et long terme, lui per-mettant d'économiser 1,3 milliard à 1,4 milliard de francs sur un an Quant aux emprunteurs du secteur public, SNCF, EDF, France-Télécom, Caisse nationale des autoroutes, ils verront avec faveur une diminution du coût de financement de leurs investissements, sans oublier les collectivités locales, les entreprises et les particuliers, par le truchement d'établissements prêteurs comme le Crédit local de France, le Crédit national et le Crédit foncier de France.

Signalons enfin, pour la petite histoire, que l'écart entre les taux longa et les taux courts, qui leur sont supérieurs d'au moins deux points (de 8,50 % à 10,50 %), phénomène dit de «l'inversion», n'a jamais été aussi important depuis le début des années 1980.

Le Monde

Les Etats-Unis sont favorables à une adhésion rapide de la Russie au Fonds monétaire international

l'Ukraine, du Kazakhstan, de la Bié-lorussie, du Kirghiztan et de l'Armé-nie, Républiques avec lesquelles

Washington a établi des relations diplomatiques ou est en train de le faire. Washington soutiendra ensuite

les demandes des six autres ex-Répu-bliques soviétiques quand elles

auront établi des relations diplomatiques avec les Etats-Unis.

internationale qui se tiendra à Washington pour discuter de l'aide à

apporter aux nouveaux Etats indé-pendants courrait avoir tieu vers le 22 janvier. Réunis, vendredi 3 jan-vier, à Paris, les dix-sept pays créan-ciers de l'ancienne Union soviétique

ont confirmer aux représentants de la banque du commerce extérieur sovié-

milliards de dollars. Fin novembre, à Moscou, les septs principaux pays industrialisés avaient accordé un

report jusque fin 1992, des échéances pour les emprunts contractés avant le début de janvier 1991.

D'autre part, la grande confèrence

Les Etats-Unis se sont déclarés nant l'adhésion de la Russie, de les Etats-Unis se sont declares favorables à une adhésion rapide de la Russie et des autres pays membres de la CEI (Communauté des Etats indépendants) au FMI (Fonds monétaire international) et à la Banque

L'adhésion au FMI et à la Banque mondiale facilitera les réformes entreprises par ces pays pour accéder à une économie de marché, a déclaré en substance M. Nicholas Brady. secrétaire au Trésor américain. « Nous travaillerons avec ces pays pour nous ussurer que leurs demandes d'adhésion seroni prises en compte aussi vite que possible », a ajouté

L'Union soviétique bénéficiait, depuis octobre dernier, d'un statut écial de membre associé. Les Etats-nis s'étaient alors opposés à l'octroi part entière, « Les développements importants qui se sont produits dans l'ex-Union soviétique ont créé de nouvelles occasions et de nouveaux défis puur la coopération financière inter-nationale*, a expliqué M. Brady. Les Eints-Unis soutiennent dès mainte-

en Pologne

Numéro un mondial Mécontentement grandissant des vins et spiritueux Le britannique contre les hausses

Grand Metropolitan de prix s'offre l'italien Cinzano plus grand en Pologne à la suite des fortes hausses des prix du gaz, de l'électricité et de l'eau chaude appli-

Un mouvement de protestation semble s'étendre à l'ensemble des grandes villes, signale l'agence de Bydgoszcz (ouest), Wroclaw (sudouest), Zielona-Gora (ouest), Szczecin (nord-ouest). Beaucoup de Polonais, semble-t-il, demandent que soient annulées les hausses. Le syndicat OPZZ (ex-communiste) menace de lancer une grève générale. La Fédération des retraités, qui regroupe plu-sieurs millions d'adhérents, s'est jointe au mouvement de protestation

quées au début de l'année.

« En cas de grève générale, le gou vernement ne pourra que reculer, c'est-à-dire annuler les hausses de prix», a déclaré, vendredi 3 janvier, le nouveau premier ministre, M. Jan Olszewski, ajoutant qu'une telle décision serait une «calastrophe» pour la Pologne, car elle désorganiserait les finances publiques du pays et aurait des conséquences imprévisibles sur l'économie. - (AFP.)

Grand Metropolitan poursuit sa politique d'acquisition de marques dans le domaine des vins et spiri-tueux. Le géant britannique, qui pos-sède entre autres la vodka Smirnoff, le whisky Johnnie Walker et la liqueur Bailey's, vient d'y gjouter un soupcon de vermouth transalpin. Le groupe agroalimentaire a en effet annoncé, vendredi 3 janvier à Londres, le rachat de la totalité de la codété indisease Circumo qui produit société italienne Cinzano, qui produit et commercialise l'apéritif du même

Grand Metropolitan, qui contrôlait déjà 25 % du capital de la firme, a repris pour un montant non déter-miné les 75 % restants, jusqu'ici déteet l'INFINT, la société d'investisse ment de la famille Agnelli. Selon les estimations des analystes britanniques, le prix de la transaction s ituerait dans une fourchette de 75 à 100 millions de livres, soit 750 mil-tions à 1 milliard de francs. Cette acquisition permet surtout à Grand Metropolitan de se doter d'un réseau commercial on Amérique latine, où il ne disposait pas de positions fortes, à l'exception du Brésil.

SOMMAIRE

DATES

Il y a quatre-vingts ans : Sun Yatsen fonde la République chinoise 2

ÉTRANGER

Yougoslavia : les combats se sont anaisés en Croatie. Géorgie : une manifestation de soutien au président a été brutalement discersée .. Allemagne : l'ouverture des archi-

ves de la Stasi Salvador : le gouvernement proclamera une amnistie générale après le cessez-le-feu Kenya : le président arap Moi ouvre la voie des élections plura-

Le président Bush a voulu ressurer ses alliés asiatiques sur le maintien de la présence militaire américaine. 5 Washington a condamne fermement » Israel pour l'expulsion de douze Palestiniens.. inde : la croisade des hindouistes.. 5

POLITIQUE

A l'occasion des cérémontes du Nouvel An à l'Elvsée, M. Mitterrand a exhorté les fonctionnaires à La communiqué du consail des ministres du vandredi 3 janvier... 6 Livres politiques : Révisons avant la révision, par André Laurens 6

Fin de chantier olympique à Barce La neuvième étane du raid-marathon Paris-Syrte-Le Cap Douze incendies criminels en un mois dans le canton breton de L'arrêt des tests de l'Acyclovir sur des malades du sida.....

HEURES LOCALES

. Les sportifs enfin reconnus Les autoroutes alpines entre projets et réalisations · Midi-Pyrénées : les mythes effilochés Amboise attira les promoteurs...... 15 à 18

CULTURE

Patrimoine : L'appartement de Gustave Moreau est enfin ouver au public..... Danse: Virage sur l'aile pour Mikhail Barychnikov qui sa voue désormais à la danse contempo-

CHRONOLOGIE

■ L'année 1991 dans la monde

ÉCONOMIE

Avec la nomination d'un adminis trateur, La Cinq est entrée dans une phase judiciaire Revue des valeurs. Crédits, changes, grands marchés.

Services

Abonnements Carnet. Météorologie Mots croisés. La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 janvier 1992 a été tiré à 463 636 exemplaires.

Dans les Pyrénées-Orientales

M. Farran, menacé d'une deuxième inculpation abandonne la présidence de la fédération du PR

en principe, transmettre lundi 6 janvier au président de l'Assem-blée nationale, à la veille de la session extraordinaire du Parle-ment convoquée le 8 janvier, la demande de levée d'immunité parlementaire formulée par le procureur de la République de Perpi-gnan contre M. Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales, déjà inculpé d'« ingérence et abus de confiance» à la suite des enquêtes en cours, notamment sur la ges-tion de la chambre de commerce et d'industrie de ce département (le Monde daté 15-16 décembre tique (VEB) le report du rembourse-ment des échéances de la dette de l'ex-URSS, dette qui atteint environ 1991). Ancien président de cette chambre consulaire, M. Farran est menacé d'une deuxième inculpation alors que son gendre, également poursus que son gendre, de galement poursus de ment de consulté de la consulté de l ses collaborateurs, demeure emprisonné depuis le 13 décem-

de notre correspondant

Le 1º janvier 1991, le procureur de la République de Perpignan, M. Louis Bartolemes, avait annoncé son intention de «nettoyer les eaux glauques dans lesquelles baignent certaines affaires du départements. Au fil des mois de l'année écoulée, les différentes enquêtes administratives différentes enquêtes administratives, financières et policières menées dans les Pyrénées-Orientales ont ainsi

Accord salarial à la BNP

Avec la CFTC et le SNB-CGC, un accord salarial a pu être signé le 3 janvier à la BNP, accord qui améliore celui signé, le 20 décem-bre, par la seule CFTC avec l'orga-nistrico estresale l'Acceptation nisation patronale, l'Association française de banques (AFB). La prime versée fin janvier passe de 8 % à 12 % de la rémunération de de 700 francs à 1 300 francs. Huit mesures complémentaires ont été arrêtées. Quant à l'augmentation prévue pour 1992, elle reste fixée à + 1 % au 1= mars et à + 1,25 % au

Il n'y avait jamais eu d'accord salarial à la BNP, où on se félicite de cette « première relation contractuelle» avec les syndicats. Le Crédit lyonnais doit entreprendre la même négociation la semaine pro-

Force ouvrière, la CGT et la CFDT, qui avaient jugé « inaccep-table » l'accord avec l'AFB, envisagent « une mobilisation pour les semaines à venir».

□ Textile: 50 900 emplois supprimés su Portugal en 1991. - Le tex-tile portugais a très sévèrement souffert, en 1991, de la concurrence acharnée que lui font, sur le marché européen, les importations en provenance de pays tiers, notamment d'Asie. Selon les données publiées récemment par la Fédération des syndicats de travailleurs de l'industric textile, la FETESE, près de 50 000 salariés de ce secteur ont perdu leur emploi l'an dernier. Les compressions d'effectifs ont affecté 190 entreprises, indique la fédération. Une bonne centaine d'entre elles ont dû mettre la clé sous la porte. La crise du textile portugais risque d'avoir des répercussions douloureuses sur l'économie du Vale do Ave, au nord du pays, qui concentre, autour de trois pôles - Porto, Braga et Castelo Branco - l'essentiel de cette industrie.

Pas de reprise d'activité à la mine d'or de Saisigne (Aude). – L'activité industrielle des Mines et produits chimiques de Salsigne MPCS), qui avait cessé le 23 décembre dernier, ne devrait pas reprendre. Le conseil d'administration de cette société, dont le dépôt de bilan et la mise en redressement judiciaire avaient été prononcés en octobre 1991, a ref vendredi 3 janvier, d'assurer les frais de sécurité sur le site et le coût du chômage partiel pour les 374 personnes qui y sont encore salariées. Le tribunal de commerce de Carcassonne avait ordonné la semaine dernière à la Coframines. principal actionnaire de MPCS et filiale du Bureau de recherches géologiques et minières, établisso-ment public, d'assumer les pertes d'exploitation jusqu'au 31 janvier. La mine d'or de Salsigne est la plus importante d'Europe.

Farran », parce que toutes les investi-gations ont convergé vers le député UDF-PR du département, alors pré-sident de la chambre de commerce et d'industrie.

Un an plus tard, M. Jacques Farran, par ailleurs conseiller général et
adjoint au maire de Perpignan, reste
plus que jamais visé. Comme il le dit
lui-même: «J'ai toujours été devant
et je reste en première ligne.» Inculpé
le 18 octobre pour «ingèrence et abus
de confiance à la suite de graves irrégularités constatées dans la gestion de
la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales», il a vu
s'effondrer tout le système politico-financier qui en avait fait l'un des
personnages les plus puissants du
Roussillon. Il se trouve maintenant
sous la menace d'une nouvelle incul-Roussillon. Il se trouve maintenant sous la menace d'une nouvelle inculpation depuis l'ouverture, le 13 décembre, d'une autre information judiciaire après la constatution de détournements de fonds dans la gestion du parking de l'aéroport de Perpignan, assurée par la chambre de commerce. Le 13 décembre, deux de per proches pour été incarcérés. ses proches ont été incarcérés : M. Jacques Selvat, secrétaire général des services de la chambre de comdes services de la chambre de com-merce, a été inculpé de « complicité d'abus al confiance », tandis que M. Jean-Edmond Mitjaville, direc-teur commercial de l'aéroport, gendre de M. Farran, était inculpé d' « abus de confiance». Le vice-président, tré-sorier de la chambre de commerce, M. Augustin Guitard, inculpé de « complicité », a été laissé en liberté.

Le procureur de la République

avait transmis, le même jour, une demande de levée d'immunité par-lementaire à l'encontre de M. Farran, afin de permettre au juge d'instruc-tion, M. Clande Gauze, de l'entendre dans cette nouvelle affaire. Son tréso-rier ayant démissionné, son secrétaire ner ayant demissionne, son secteane général étant emprisonné et son directeur de cabinet, M. François Calvet, ayant décidé, lui aussi, de se démettre de ses fonctions, M. Farran apparaît de plus en plus seul.

Passation des pouvoirs accélérée

M. Ganze a accepté, le 27 décembre, la demande de remise en liberté présentée par l'avocat de M. Saivat mais il a refusé une levée d'écrou au bénéfice de M. Mitjaville. La chambenéfice de M. Mitjaville. La chambenéfice de M. beneficie et NI Indigatale. La Cham-bre d'accusation de Montpellier a non seulement confirmé le mandat de dépôt mais aggravé l'inculpation retenue contre celui-ci, prévenu désormais de «vol, complicité de vol et recel de vol». Cette incarcération affecte particulièrement M. Farran: «Je ne veux par que ce soit les autres qui paient pour des histoires me concernant. On a mis en prison des personnes qui n'y sont strictement pour rien, sans tenir compte des conséquences familiales, profession-nelles et sociales », a-t-d déclaré au lendemain de l'incarcération du secrétaire général de la chambre de commerce et de son gendre.

Le même jour, M. Farran s'est démis de la présidence de la fédé-ration départementale du Parti répu-blicain : « J'ai demandé à être déchargé de mes responsabilités au

sein de la fédération départementale jusqu'à ce que justice me soit rendue, a-t-il notamment indiqué. L'ai pris cette décision pour mieux me défen-

M. Farran a aussi passé la main à la tête de la chambre de commerce. vingt et un ans de règne sans partage, il a été contraint de céder son fantenil à son vainqueur, M. Guy Four-cade, jusque là président du tribunal de commerce, avant la date initialede commerce, avant et date initiale-ment retenue pour la passation des pouvoirs. Le préfet, M. Jean-René Garnier – qui vient d'être mommé préfet du Morbihan par le conseil des ministres du 3 janvier – a préféré accélérer la procédure pour mettre fin au blocage du fonctionnement de la chambre consulaire.

C'est le 21 décembre que M. Four-cade et son équipe se sont installés à la CCI. M. Calvet a rejoint le bureau des avocats de Bordeaux et a été remplacé dans sa fonction de direcrempiace dans sa rocción de diec-teur de cabinet par M. François Bos-sennec, jusqu'alors chargé de mission d'une société d'économie mixte, la SEMER. C'est l'actuel directeur de l'URSSAF du département, M. Jean-Pierre Romero, qui est appelé à deucale directeur des rerviers. devenir directeur des services, en remplacement de M. Salvat. Le nouveau bureau de la chambre de com-merce s'est immédiatement attaché à edresser un état des lieux financier» et s'est constitué partie civile.

JEAN-CLAUDE MARRE

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, vendredi 3 janvier, sur proposition de M. Philippe Mar-chand, ministre de l'intérieur, le mouvement préfectoral suivant :

AISNE: M. Pierre-René Lemas M. Pierre-René Lemas, directeur général des collectivités locales, est nommé préfet de l'Aisne, en rem-placement de M. Patrice Magnier,

nommé préfet de la Loire. [Né le 23 février 1951 à Alger, ancien élève de l'ENA, M. Lemas a été membre de plusieurs cabinets ministèriels, auprès de Gaston Defferre, au ministère de l'intérieur, de 1981 à 1983, puis de M. Pierre Joze, toujours place Beauvau, de 1984 à 1986. De 1986 à 1988, Il a été sommé sous-directeur des affaires politi-ques, administratives et financières de l'outro-mer, avant de rejoindre, en mai 1988, le cabinet de M. Jean-Michel Bou-cheron, pois celui de M. Jean-Michel Bayiet, au secrétariat d'Etaz chargé des collectivités territoriales. M. Lemas était, depuis le 25 janvier 1989, directeur gén rai des collectivités locales.]

LOIRE: M. Patrice Magaler

M. Patrice Magnier, préfet de 'Aisne, est nommé préfet de la Loire, en remplacement de M. Jean-Paul Marty, nommé préfet de la région Champagne-Ardenne,

[Né le 18 juillet 1938 à Paris, ancien diève de l'ENA, M. Magnier a été directeur du cabinet du préfet de la Corse, en 1966, puis directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle, en 1969, sous-préfet de Provins en 1974 et secrétaire général de la préfeture de la Réunion, en 1976, avant d'être nonmé, en 1980, sous-directeur des affaires politiques au secrétariat d'Etat chargé des DOM-TOM, pois en juin 1982, sous-directeur des personnels et de la fornation à la direction générale de l'administration au ministère de l'intérieur. Préfet des Alpes-de-Haute-Provence en juillet 1985, pois préfet de la Dordogne, en juin 1987, M. Magnier trait préfet de l'Aisne depuis le 7 février 1990.] INé le 18 juillet 1938 à Paris, ancien

LOZÈRE: M. Michel Pelissier M. Michel Pelissier, sous-prefet de Chalon-sur-Saône, est nommé préfet de la Lozère, en remplacement de M. Jean Aribaud, nommé préfet de l'Yonne.

[Né le 15 octobre 1947 à Barjols (Var), M. Michel Pelissier, ancien élève de l'ENA, a été en 1978 directeur du cabinet du préfet des Landes, puis, l'amnée suivante, du préfet de l'Eure, avant d'être nommé sous-préfet de Briançon. Chef de cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre, puis secrétaire général de l'Académie de France à Rome, il est devenu en 1985 directeur du cabinet du préfét de Alore-Marisimes II Mait crusdevenu en 1985 directeur du cabinet du préfet des Alpes-Maritimes. Il était sous-préfet de Chalon-sur-Saône depuis le 17 août 1988.1

MORBIHAN : M. Jean-René

M. Jean-René Garnier, préfet des Pyrénées-Orientales, est nommé préfet du Morbihan, en remplacement de M. Philippe Parant, nommé préfet de la Seine Saint-Denis le 18 décembre 1991.

[Né le 8 octobre 1938 à Brest (Finis-tère), M. Garnier est ancien élève de l'ENA. Affecté le 4º juin 1965 an minis-tère de l'industrie, il devient en mai 1966 chef de cabinet du directeur des territoires d'outre-mer au ministère des DOM-TOM, pais en mars 1968, direc-teur du cabinet du préfet du Gard. En 1970, il est nommé secrétaire général de la Guadeloupe puis de janvier à mars 1973, chef adjoint du cabinet du minis-

1973, chef adjoint du cabinet du minis-tre de la culture, Jacques Dubarnel. Il rejoint ensuite, en qualité de chef de cubinet, M. Bernard Stasi, ministre des DOM-TOM jusqu'en février 1974. Nommé sous-préfet de Fontenay-le-Conte, en 1975, M. Garnier devient secrétaire général de la Polynésie fran-caise en 1976, puis secrétaire général du Finistère en 1979. Directeur général des services de la région Champagne-Ar-deane en 1982, il a été nommé préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon en 1987, puis préfet de l'Indre en 1988. M. Garnier était préfet des Pyrénées-Orientales

PYRÉNÉES-ORIENTALES: M. Pierre Steinmetz

M. Pierre Steinmetz, préfet hors cadre, est nommé préfet des Pyrénées-Orientales en remplacemen de M. Jean-René Garnier, nommé préfet du Morbihan.

[Né le 23 janvier 1943 à Sainte-Co-lembe (Rhône), M. Steinmetz est ancien diève de l'ENA. Affecté en juin 1970 au ministère des DOM-TOM, il est devenu, en 1972, directeur du cabinet du hant-commissaire de la République à Nou-méa. Rapporteur général de la Commis-sion supérieure pour la codification et la simplification des textes législatifs et simplification des textes legislatifs ex réglementaires de 1975 à 1979, il est appelé en août 1975 au secrétariat géné-ral du gouvernement en qualité de chargé de mission. En 1979, il entre au cabinet de M. Raymond Barre, premier ministre, comme chargé de mission sur les dossiers relatifs aux collectivités les dossiers relatifs aux collectivités locales, aux rapatriés, à la jeunesse et aux sports Sons-directeur à la mairie de Paris en juillet 1983, il devient en octobre 1984, directeur du cabinet du secrétaire général de la Ville de Paris puis, en avril 1987, directeur du développement économique et social du conseil régional de l'Ille-de-France. M. Steinmetz a casuite été nommé préfet de la Hauto-Marue en septembre 1988, puis préfet hors cadre mis à la disposition de M. Jacques Pelletier, ministre de la M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, le 13 octobre 1989.]

HAUTE-SAVOIE : M. Jean-Paul Fronin

M. Jean-Paul Frouin, préfet de l'Yonne, est nommé préfet de la Haute-Savoie, en remplacement de M. Michel Brizard, nommé préfet

Né le 27 octobre 1939 à Avranches (Manche), M. Frouin, ancien élève de l'ENA, a été successivement sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, directeur du cabinet du préfet de Haute-Normandie et secrétaire général de la Manche avant d'être nommé en 1977 chef de mission apprès du préfet de Bressare et en 1982 suprès du préfet de Bretagne et en 1982 sous-préfet de Lorient. Il est devenu en 1983 sous-directeur de l'administration territoriale à la direction générale de l'administration du ministère de l'inté-rieur puis, en 1986, préfet de la Meuse. li était préfet de l'Yonne depuis le 22 décembre 1987.]

M. Jean Aribaud, préfet de la Lozère, est nommé préfet de l'Yonne, en remplacement de M. Jean-Paul Frouin, nommé préfet de la Hante-Savoie.

[Né le 30 noverabre 1943 à Carcas-sonne (Aude), M. Ariband, ancien élève de l'ENA, a été successivement directeur du cabinet du préfet d'Euro-et-Loir, sous-préfet de Briançon, chef de cabinet puis conseiller technique auprès du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, puis aux DOM-TOM, M. Paul Dijond, avant de doucie et 1950 aux literature auprès de devenir en 1980 sous-directeur aux affaires sociales et culturelles du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, puis, en 1985, directeur adjoint de la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérient. Il était préfet de la Louère depuis le 26 juillet 1989.]

POLYNÉSIE FRANCAISE : M. Michel Jan

M. Michel Jau, administrateur civil bors classe, conseiller techni-que au cabinet du président de la République, est nommé préfet, haut-commissaire de la République en Polynésie française, en rempla-cement de M. Jean Montpezat, qui occupait ces fonctions depuis le 10 novembre 1987.

[M. Michel Jau est né le 21 janvier 1951 à Paris. Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et du Centre universitaire d'études des Communantés européennes, ancien deve de l'ENA (promotion « Voltaire »), il s consacré, jusqu'à présent, la majeure par-tie de sa carrière aux dossiers de l'outre-mer. Il a d'abord été, de 1980 à 1983, chel de la mission «mer» à la direction des affaires économiques, sociales al des affaires économiques, sociales et culturelles du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, puis, successivement, conseiller technique (juin 1983) et direc-teur de cabinet (noût 1985) du secrétaire d'Etat, M. Georges Lemoine, auprès duquel il participa, notamment, à la ges-tion du dossier calédonien au cours. d'une période particulièrement tenduc. Détaché ensuite, en 1988, en Algérie, au titre de la mobilité, en qualité de conseil-ter des affaires étrangères, il a exercé la charge de consul général à Constantine avant de revenir en métropole comme chef de bureau des officiers et comman-dants et des corps urbains à la direction du personnel et de la formation de la police, au ministère de l'intérieur. Nommé chargé de mission à PElysée le 14 juillet 1988, il y était conseiller



